

Renonçant à un accord préalable sur le futur régime

M. Gorbatchev se donne treize mois pour évacuer l'Afghanistan

Arrêter la « gangrène »

L'« gangrène » afghane — pour reprendre une expression utilisée lundi soir 8 février par M. Gorbatchev — va-t-elle pouvoir être vaincue ? La question n'est plus hypothétique. La déclaration du secrétaire général soviétique, dont le ton est parfois extrêmement direct, lève en effet plusieurs obstacles sur la voie d'une solution de la crise afghane.

Trois points sont à souligner tout particulièrement dans ce texte qui ne justifie même plus l'intervention soviétique par le sacro-saint « devoir internationaliste » de la langue de bois : pour la première fois, M. Gorbatchev propose une date précise pour le début du retrait de l'armée rouge — le 15 mai — et fixe à dix mois la durée de l'opération, étant entendu, comme le demandaient les Américains, que les retraits les plus importants auront lieu dans la première phase. Autre nouveauté de taille : le retrait soviétique, qui pourra être supervisé par les Nations unies, ne dépendra pas de la formation d'un hypothétique gouvernement de coalition à Kaboul.

Les concessions faites par M. Gorbatchev sont soumises à une condition : que les négociations pakistano-afghanes, qui vont reprendre le 2 mars à Genève, sous l'égide du médiateur de l'ONU, M. Cordovez, aboutissent. Que veut dire par là le secrétaire général ? Essentiellement une chose : le retrait soviétique ne doit pas se transformer en débâcle pour les contingents de l'armée rouge, qui ont déjà subi bien assez de pertes.

Il faut donc que le Pakistan accepte de fermer son territoire aux armes qui alimentent la résistance et qu'il canalise le retour au pays des millions de réfugiés afghans installés sur son territoire. Il faut aussi, pour Moscou, que les États-Unis ne décident de mettre un terme à leur aide, qu'ils cessent en particulier les livraisons des fameux « Stingers », ces missiles sol-air qui sont pour beaucoup dans la défaite militaire subie par l'URSS.

On saura très certainement à quel s'en tenir sur tous ces points avant le 2 mars. Ces dossiers seront en effet au menu des conversations que MM. Shultz et Chevardnadze auront à Moscou du 21 au 23 février. Jusqu'à présent, les Soviétiques demandaient que l'arrêt de l'aide américaine à la résistance prenne effet bien avant le début des opérations de retrait. Les Américains, quant à eux, n'envisagent un tel geste que lorsque le départ de l'armée rouge apparaîtra comme « irréversible ». Remarquons simplement à ce stade que M. Gorbatchev a évité lundi soir d'être trop spécifique.

Il est peu probable malheureusement qu'un accord définitif ramène la paix en Afghanistan : le départ des Soviétiques, même s'il constitue une « première » dans l'histoire du communisme, va sans doute se traduire par de sanglants règlements de compte non seulement entre les gens de Kaboul et la résistance, mais aussi entre les différentes tendances de cette dernière. Ce n'est pas la loi de M. Gorbatchev : il songe surtout à épargner des preuves supplémentaires à son pays. Mais l'égoïsme sacré n'est pas le propre des grandes puissances.



M. Gorbatchev a annoncé, le lundi 8 février, que les troupes soviétiques se retireraient en dix mois d'Afghanistan, à partir du 15 mai en cas d'accord avant le 15 mars lors des négociations de Genève. Mardi, le médiateur de l'ONU, M. Diego

Cordovez, a déclaré que les pourparlers indirects entre Kaboul et Islamabad reprendraient le 2 mars. Il a ajouté qu'un « consensus » entre Afghans s'était réalisé sur un « gouvernement élargi » à Kaboul. Washington a réagi favorablement.

LIRE

■ La déclaration de M. Gorbatchev.

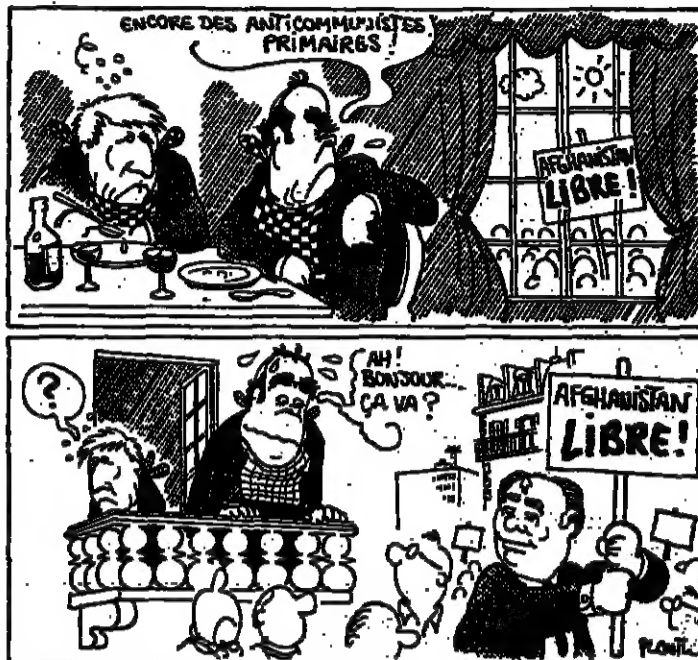
■ La guerre vue d'URSS, par Sylvie Kauffmann.

■ Histoire d'un échec, par Jean-Claude Pomonti.

■ Les commentaires de Washington, par Jan Krauze.

■ Huit ans de conflit.

(Pages 2 à 4)



Le rapport des historiens

Les silences du lieutenant Waldheim

Le rapport de la commission internationale d'historiens chargée de faire la lumière sur le passé militaire du président autrichien, M. Kurt Waldheim, dans la Wehrmacht pendant la seconde guerre mondiale, a été remis, lundi 8 février, à Vienne, au gouvernement autrichien ainsi qu'au chef de l'Etat.

VIENNE de notre envoyé spécial

L'ambiance à Vienne, lundi 8 février, était électrique. La présence dans la capitale viennoise d'une foule de journalistes venus de toutes les capitales occidentales soulignait, s'il le fallait, l'enjeu du moment. Malgré l'absence d'accusation contre M. Waldheim, les nerfs des responsables politiques autrichiens étaient à fleur de peau.

Le rapport remis par la commission (1) était, il est vrai, à double détente : s'il lave pratiquement le président autrichien de toute responsabilité directe dans des crimes de guerre, il affirme en revanche qu'il a été en position d'avoir « une vue large et approfondie de ce qui se passait sur les fronts, et notamment dans les Balkans », ce qu'il a longtemps

nié. Il relève que l'ex-lieutenant Waldheim n'a jamais, que l'on sache, protesté contre les exactions dont il a été le témoin, et lui reproche enfin ouvertement d'avoir constamment cherché à cacher la vérité sur ce qu'il savait.

Ces conclusions ont immédiatement donné lieu à des interprétations divergentes de la part de M. Waldheim et de ses partisans. D'une part, du chancelier social-démocrate Franz Vranitzky, d'autre part.

Apparaissant dans la soirée à la télévision, le président autrichien s'est déclaré « heureux de cette clarification », c'est-à-dire d'être reconnu non coupable personnellement d'actes criminels. Estimant que le fait d'avoir eu quelque chose ne pouvait être assimilé à une culpabilité, il a rejeté formellement toute idée de démission.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 3.)

(1) La commission dont les travaux ont duré cinq mois comprenait le professeur Hans Rudolf Kantor (Suisse), président, le brigadier-général James L. Collins Jr. (Etats-Unis), les professeurs Gerald Fleming (Grande-Bretagne) et Manfred Messerschmidt (RFA), le docteur Jean Vanvelkenhuyzen (Belgique) et le professeur Jehuda Wallach (Israël). Une septième personnalité a également participé aux travaux comme expert permanent : le professeur Hagen Fleischer (Grèce).

La « Générale » ne pourra pas augmenter son capital

Leçon belge pour l'Europe

Le tribunal de commerce de Bruxelles a confirmé, le mardi 9 février, ses premiers jugements, déclarant non légale l'augmentation de capital décidée par la Société générale de Belgique pour se défendre de l'OPA de Carlo De Benedetti. Par ailleurs, la commission bancaire devait décider, dans la soirée du 9 février, de la validité de cette offre publique d'achat.

En dehors des péripéties juridiques, cette tentative de contrôle et les mécanismes de défense mis en place serviront de référence à l'Europe entière.

Si les mouvements qui entourent les actions de la Société générale de Belgique défrayaient la chronique depuis plus de trois semaines dans l'Europe entière, c'est évidemment qu'il ne s'agit pas seulement d'une histoire belge. Même si la « vieille dame » du 30, rue Royale contrôle effectivement le tiers de l'économie belge dans l'énergie, les services financiers, les métaux, la chimie, le diamant ou le ciment. Même si l'histoire de cette société, qui batit monnaie avant même la création de l'Etat belge et qui fut l'instrument de la

politique personnelle de Léopold II au Congo, se confond avec l'histoire du royaume, avec la splendeur passée des pionniers Stanley ou Jadco et les difficultés de l'après-Congo prolongées par la crise mondiale.

Inconsciemment, l'on sent bien dans l'Europe du Sud que cette tentative de prise de contrôle marque la fin d'une époque et la venue d'un capitalisme moins feutré à laquelle la France elle aussi devra s'adapter.

En Belgique, bien des choses vont changer, et c'est heureux. On ne saurait oublier que les commissions aux comptes professionnels n'ont été rendues obligatoires qu'il y a deux ans. Or que l'absence de participation des actionnaires aux assemblées tient à l'émergence d'un « actionariat populaire » (bourgeois serait plus exact) avant la lettre, dont les placements de pères de famille étaient récompensés par des dividendes élevés payés à Luxembourg pour éviter le fisc (d'où l'absentéisme).

Cet actionariat, si fidèle soit-il, n'est pas insensible aux sirènes des « ralders ». A 4 400 francs belge l'action (730 francs français), cours atteint le 8 février, qui pourrait lui en faire grief ?

BRUNO DETHOMAS.
(Lire la suite page 28.)

Les affrontements dans les territoires occupés

David contre David

par ANDRÉ FONTAINE

« Je ne saurais y avoir de paix sans les Palestiniens. C'est une erreur grave et aux conséquences imprévisibles que d'ignorer ou d'écarter ce problème. » Ainsi s'exprimait Anwar El Sadat dans le discours qu'il a prononcé le 20 novembre 1977, devant le Parlement israélien et devant des dizaines de millions de téléspectateurs à travers le monde pour enterrer la hache de guerre avec le sionisme.

Le général Rabin, à l'époque, avait salué dans la démarche du président égyptien « un acte politique absolument génial », et chacun a pu voir sur son petit écran l'extrême émotion qui s'est emparée de Golda Meïr lorsqu'elle a entendu le successeur de Nasser déclarer : « Jusqu'ici, nous vous avons rejetés. Nous avions nos raisons et nos revendications, c'est vrai. Jusqu'ici, nous vous avons appelés le soi-disant Israël, c'est vrai [...], mais aujourd'hui je vous dis : et le déclare au monde entier, que nous occupons de vivre avec vous, de vivre dans une paix permanente fondée sur la justice. »

L'Egypte a tenu parole. Sadat a payé de sa vie ce formidable acte de courage et de lucidité. Mais Moubarak a poursuivi dans la même ligne, et il a eu la satisfaction, après le sommet d'Amman, à la fin de l'année dernière, de voir de nombreuses

capitales arabes mettre fin au boycottage qu'avait entraîné le discours de la Knesset.

De l'événement, Israël a tiré un avantage énorme : il n'a plus rien à craindre désormais sur son front sud. Comme la Syrie est incapable de lui faire la guerre toute seule, comme l'Irak est pris tout entier par la guerre du Golfe, comme la Jordanie l'a reconnu en fait, à défaut de l'avoir fait en droit, l'Est juif a cessé d'être assiégé. Mais c'est à ce moment-là qu'il découvre, apparemment à sa grande surprise, l'existence, dans les territoires occupés, d'une force de résistance dont l'ampleur justifie pleinement l'avertissement de Sadat.

L'emploi des mots occupation et résistance blesse — et on les comprend, au souvenir des épreuves subtiles — bien des cœurs juifs. Il suffit d'ailleurs de voir les reportages de la télévision sur la répression à Gaza ou en Cisjordanie pour se convaincre que les jeunes soldats israéliens, contraints, par l'absence de forces de police spécialisées, à essayer de maintenir l'ordre, ne sont pas des SS : ils désertent le travail qu'on leur fait faire, même s'il leur arrive de se laisser aller à des brutalités que la presse de Jérusalem et de Tel-Aviv est la première à dénoncer.

(Lire la suite page 6.)

Les caucuses de l'Iowa

Républicains : M. Dole. Démocrates : victoire de M. Gephardt.

PAGE 4

La candidature de M. Barre

Réactions aigres-douces au RPR et ironiques au PS.

PAGE 7

Industries médicales

Un rapport dénonce le gâchis des aides publiques en France.

PAGE 10

Télémécanique

Le personnel hostile à l'OPA de Schneider.

PAGE 30

Opéra de la Bastille

Les ateliers de décor seront construits.

PAGE 34

Images par ordinateur

Un marché en expansion.

PAGE 13

Le sommaire complet se trouve en page 34

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

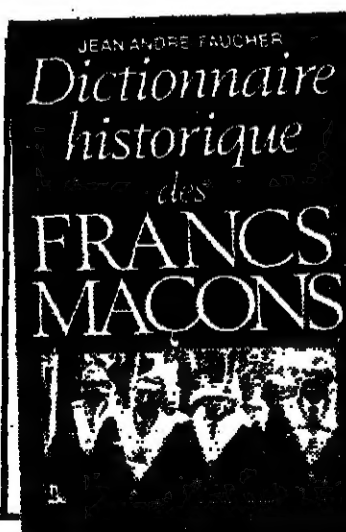
■ Un si doux hiver : le bourgeonnement de la végétation s'en trouve activé. Attention au coup de gel !

■ Coup de fil en vol : les satellites de télécommunication vont permettre aux passagers de téléphoner à bord des avions.

■ Étalons du froid : comment fabriquer des « cracks » à partir d'embryons de cheval congelés.

■ Luxation de la hanche : revoir la prévention de cette fréquente malformation.

Pages 17 à 19

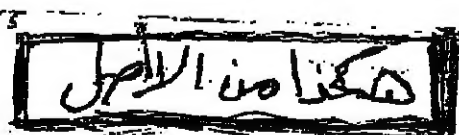


Dictionnaire historique des FRANCS-MAÇONS

Jean-André FAUCHER, grand spécialiste de la franc-maçonnerie, auteur de « La Franc-maçonnerie et le pouvoir de la Révolution à nos jours », a écrit un dictionnaire historique de quelque 3 000 francs-maçons français qui ont joué un rôle notable du XVIII^e siècle à nos jours.

On y trouve des présidents de la République, des membres de ministères et de députés, mais aussi des princes, des généraux, des journalistes et même des prêtres. De Saint, croisé de Louis XVI, cohabite avec le régicide Fouché, des socialistes comme Charles Hermès, André Leijonh, Guy Pessier, André Labarraque, avec des RPR ou des UDF comme André Rossinot, Alain Devosnot, André Rosel.

PERRIN



Etranger

L'annonce par le secrétaire général du PC du prochain retrait

La déclaration de M. Gorbatchev : les conditions favorables ont été réunies

Le médiateur de l'ONU dans le conflit afghan, M. Diego Cordovez, a annoncé, le mardi 9 février à Islamabad, que les pourparlers « indirects » entre le Pakistan et le régime de Kaboul, reprendraient le 2 mars à Genève, sous l'égide des Nations unies. Les deux parties, a-t-il précisé au cours d'une conférence de presse, ont trouvé un « consensus » sur la formation d'un « gouvernement élargi » à Kaboul pour faciliter un retrait militaire soviétique et la réalisation de l'accord qu'elles espèrent conclure à Genève. Le retrait soviétique, a-t-il ajouté, sera supervisé par une force de l'ONU.

An lendemain du discours de M. Gorbatchev, cette annonce intervient à la suite d'intenses consultations entre Islamabad et Kaboul par l'intermédiaire de M. Cordovez, qui a fait quatre fois la navette entre les deux capitales depuis le 20 janvier. Prévue initialement le 2 février, la reprise des négociations de Genève, qui durent depuis six ans, a donc été reportée de deux semaines. Mais elle intervient à temps pour qu'un éventuel accord se fasse dans les délais souhaités par M. Gorbatchev, qui a lié le retrait des troupes soviétiques, à compter du 15 mai, à l'intervention d'un accord à Genève le 15 mars au plus tard.

Dimanche, M. Cordovez avait eu un entretien, à Kaboul, avec le président Najibullah. Il est revenu précipitamment à Islamabad, lundi, pour s'y entretenir trente minutes avec le ministre d'Etat pakistanais chargé des affaires étrangères. Il est retourné aussitôt à Kaboul pour regagner Islamabad mardi matin. Dans sa conférence de presse, le médiateur de l'ONU a précisé que les deux parties sont convenues que l'essentiel du contingent soviétique, estimé à plus de cent mille hommes, quitterait l'Afghanistan dans la première phase du retrait.

Pour sa part, évoquant, lundi, la possibilité d'un retrait soviétique, le président Najibullah a souligné à plusieurs reprises, dans un discours télévisé, que la prochaine série de pourparlers à Genève serait cruciale. Estimant, à son tour, que « la conclusion des pourparlers de Genève et le retrait des troupes soviétiques ne doivent pas être liés à la formation en Afghanistan d'un gouvernement de coalition », il s'est dit persuadé que, après le retrait soviétique, « les oppositions militaires ne se renforceront pas » dans le pays. Il a lancé, à cet égard, un appel au Pakistan et à l'Iran.

Entre-temps, M. Vorontsov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères chargé du dossier afghan, a été reçu à New-Delhi, lundi, par M. Rajiv Gandhi. Cette rencontre, prévue avant le discours de M. Gorbatchev, est intervenue à la suite d'un entretien, à Rome, entre M. Natwar Singh, chef de la diplomatie indienne, et l'ancien roi afghan Mohammed Zahir Shah, qui pourrait jouer un rôle important en cas de règlement politique.

Outre les Etats-Unis, le Japon a déjà accueilli favorablement le discours de M. Gorbatchev. M. Takeshita, premier ministre, a parlé, mardi, d'un progrès dans la recherche d'une solution.

Voici les principaux points de la déclaration de M. Gorbatchev retransmise par l'agence TASS :

« Calendrier du retrait des troupes soviétiques. — [...] La question du calendrier a un aspect technique et un aspect politique. Pour ce qui est de l'aspect technique, il est évident que le retrait des troupes demandera un certain temps. Il n'est peut-être pas nécessaire ici d'entrer dans le détail. »

Quant à l'aspect politique de l'affaire, le retrait des troupes soviétiques sera lié bien entendu au refus d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan. A présent, les conditions favorables à la solution de cette question ont été réunies.

Désireux de contribuer à un aboutissement rapide des négociations afghano-pakistanaïses de Genève (1), les gouvernements d'URSS et de la République d'Afghanistan sont convenus de fixer une date concrète pour le début du retrait des troupes soviétiques — le 15 mai 1988 — et de l'achever dans un délai de dix mois. Cette date a été fixée en prenant en compte le fait que la signature des accords sur le règlement aura lieu le 15 mars 1988 au plus tard et que, par conséquent, ils entreront en vigueur deux mois après. Si la signature des accords a lieu avant le 15 mars, le retrait des troupes commencera plus tôt.

Ces derniers temps, une autre question a été soulevée : est-il possible de retirer les troupes soviétiques par étapes de telle façon qu'une partie relativement plus importante du contingent soviétique soit retirée dès la première phase ? Et bien, on pourrait l'accepter. La direction afghane et nous, nous sommes d'accord.

Tout cela crée les conditions nécessaires à ce que les accords

sur le règlement soient signés dans l'avenir le plus proche.

Cela ne signifie certes pas que nul ne peut encore bloquer le règlement, faire reculer les négociations. Mais, on ne voudrait pas croire qu'il puisse y avoir des Etats ou des hommes politiques qui prendraient la responsabilité devant le peuple de l'Afghanistan et les peuples des autres pays de saborder le règlement. Nous sommes persuadés que le bon sens l'emportera. [...]

« Un vola indépendant, non aligné et neutre. — Tout conflit armé, y compris un conflit intérieur, peut s'avérer l'atmosphère dans toute une région, instaurer un climat d'instabilité et d'angoisse pour les voisins, sans même parler des souffrances et des pertes du peuple de ce pays lui-même. C'est pourquoi, nous nous opposons à tout conflit armé. Nous savons que la direction afghane s'en tient, elle aussi, aux mêmes positions. »

Tout cela a poussé la direction afghane, avec à sa tête le président Najibullah, à repenser sérieusement l'orientation politique qui s'est matérialisée dans une politique patriotique et réaliste de réconciliation nationale. Il s'agit d'une action très courageuse et audacieuse : non seulement cesser les engagements armés, mais aussi proposer la formation d'un gouvernement de coalition, le partage du pouvoir avec l'opposition, y compris avec ceux qui mènent la lutte armée contre le gouvernement, voire avec ceux qui, étant à l'étranger, dirigent les actes des rebelles, leur fournissent des armes et du matériel de combat livrés par des Etats étrangers. Et cela a été proposé par le gouvernement afghan, investissant le mandat constitutionnel et du pouvoir réel dans le pays.

La politique de réconciliation nationale traduit le nouveau mode de pensée politique de la partie afghane. Elle ne traduit pas la faiblesse, mais la force d'esprit, la sagesse, la dignité de dirigeants politiques libres, honnêtes et responsables, soucieux du présent et de l'avenir de leur pays.

Les succès de la politique de réconciliation nationale ont déjà permis d'entreprendre le retrait des troupes soviétiques d'une partie du territoire afghan. A l'heure actuelle, dans treize provinces afghanes, il n'y a pas de troupes soviétiques, car les affrontements militaires y ont cessé. On peut parfaitement dire que, plus rapides seront les rythmes d'instauration de la paix sur le sol afghan, plus il sera facile aux troupes soviétiques de partir d'Afghanistan.

La politique de réconciliation nationale a offert une plate-forme politique à tous ceux qui aspirent à la paix en Afghanistan. De quelle paix s'agit-il ? Il s'agit de la paix que souhaitent le peuple afghan. Fier, épris de liberté, courageux, ayant vécu une histoire multiséculaire de lutte pour sa liberté et son indépendance, le peuple afghan fut, et restera maître de son pays qui repose, comme l'a dit le président Najibullah, sur le multipartisme dans le domaine politique et sur la diversité des structures économiques.

Ce sont les Afghans eux-mêmes qui décideront du statut définitif de leur pays parmi les autres Etats. On dit souvent que le futur Afghanistan pacifique sera un Etat indépendant, non aligné, neutre. Eh bien, nous ne pourrions qu'être heureux d'avoir un tel voisin à nos frontières méridionales. [...]

« La formation d'un gouvernement de coalition s'est pas une condition préalable au retrait des troupes soviétiques. [...] L'achèvement des efforts de forme-

tion en Afghanistan d'un nouveau gouvernement de coalition, c'est-à-dire à l'aboutissement de la politique de réconciliation nationale ? Nous sommes persuadés qu'il n'y est pas lié.

Le retrait des troupes soviétiques, en combinaison avec d'autres aspects du règlement, y compris les garanties de non-ingérence, est une chose. Différents Etats y participent. D'ailleurs, nous estimons que l'Iran voisin ne doit pas rester à l'écart du règlement politique.

La réconciliation nationale et la formation du gouvernement de coalition sont une autre chose. C'est un problème afghan purement intérieur. Seuls les Afghans sont à même de le régler, même s'ils appartiennent à différents camps, voire à des camps adverses. Lorsqu'on nous suggère que l'Union soviétique doit prendre part à des négociations appropriées, et qui plus est avec des Etats tiers, nous répondons de façon claire et nette : « Écoutez, nous cela, ce n'est pas notre problème, ni le votre. »

« Le rôle éventuel de l'ONU. — Les affrontements militaires ne reprendront-ils pas de plus belle après le départ des troupes soviétiques ? Il ne faut pas faire de prophéties. Mais je pense qu'on peut conjurer de tels développements, si ceux qui font aujourd'hui la guerre à leurs frères adoptent une attitude responsable et cessent de s'engager effectivement dans l'édification pacifique. »

« Si se guident, au contraire, sur les émotions accentuées par le fanatisme, et non pas sur les arguments de la raison, ils auront à affronter la volonté sensiblement accrue du peuple afghan, volonté de pacification du pays et les engagements des Etats de ne plus s'ingérer dans ses affaires intérieures. Les engagements de Genève couvriront la voie de l'aide étrangère à ceux qui escomptent imposer par la force armée leur volonté à tout le peuple. »

« S'il y a nécessité, à cette étape, on pourra penser à la façon dont les Etats-Unis ont agi pendant la guerre civile. [...] Les Nations unies, du Conseil de sécurité. »

« L'Union soviétique n'est pas un pays neutre. [...] Elle a le droit de parler de son cas, de ses intérêts et de ses obligations en Afghanistan. [...] Elle a le droit de remplir son devoir, en faisant preuve de courage et d'héroïsme. »

Washington : un pas positif

WASHINGTON
de notre correspondant

La déclaration de M. Gorbatchev ne répond pas à toutes les attentes des responsables de l'administration américaine, elle ne dissipe pas toutes leurs inquiétudes. Mais elle apporte, enfin, l'élément concret que les Américains réclamaient avant tout : une date. M. Gorbatchev fournit aussi quelques autres indications qui répondent au moins partiellement à des demandes insistantes des Etats-Unis, qui voulaient qu'un retrait des troupes soviétiques apparaisse clairement comme « irréversible » et que l'URSS rapatrie d'embellie une part substantielle de ses meilleures unités.

Le numéro un soviétique ne dit pas exactement cela, mais il laisse au moins entrevoir quelque chose d'approchant, quand il évoque un « retrait par étapes » agencé de telle façon que, dès la première de ces étapes, « une partie relativement importante du contingent soviétique ».

Naturellement, tant à la Maison

Blanche qu'au département d'Etat, on affichait lundi une grande prudence, mais sans non plus chercher à faire la fine bouche. « Cela semble être un pas positif (...), mais il faut étudier les détails », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, quelques instants après la diffusion de la déclaration soviétique.

Un programme alléchant

Un peu plus tard, une réaction un peu plus élaborée, mais identique sur le fond, venait du département d'Etat : « La mise au point d'un calendrier acceptable pour le retrait des troupes soviétiques est un élément-clé de la solution dans les négociations de Genève, et nous nous félicitons de l'apparente volonté de M. Gorbatchev de traiter cette question. » Mais là non plus on n'avait pas encore eu le temps de lire le texte intégral de la déclaration soviétique. « Un certain nombre de détails concernant le calendrier de retrait doivent être pris en compte pour juger si cet accord est acceptable », ajoutait le porte-parole, M. Redman. Cette prudence n'est pas seulement tactique : on indique au départ

Notre peuple éprouve un respect profond envers ceux qui ont dû faire leur service militaire en Afghanistan. L'Etat leur assure en premier la possibilité de recevoir une bonne instruction, d'avoir un emploi intéressant digne d'eux.

Le souvenir de ceux qui sont morts en Afghanistan, de la mort des braves, est sacré pour nous. Les organisations du parti et les soviets doivent faire en sorte que les familles, les parents et les proches des morts soient entourés de sollicitude, d'attention et de bienveillance.

« En finir avec les conflits régionaux. — Quand le monde afghan sera desservi, cela aura l'impact le plus profond sur les autres conflits régionaux. »

Si la course aux armements que nous cherchons avec tant de persévérance à arrêter, et où nous avons déjà obtenu quelque chose, est une course folle de l'humanité vers l'abîme, les conflits régionaux sont des plaies sanglantes capables d'engendrer des flots de paupres sur le corps de l'humanité. [...]

« Que se soit en Afghanistan, au Proche-Orient, que ce soit lié à la guerre Iran-Irak, que ce soit en Afrique du Sud, au Kampuchéa ou en Amérique centrale. [...] Qui gagne à ces conflits ? Personne, si ce n'est les marchands d'armes, toutes sortes de milieux réactionnaires, expansionnistes qui ont l'habitude de se chauffer les mains et de s'enrichir des malheurs des peuples. »

Mener à bien le règlement politique en Afghanistan constituera une percée dans la chaîne de conflits régionaux. [...]

Le règlement politique en Afghanistan va permettre de poser la question : quel sera le prochain conflit à être surmonté ? Car il y en aura nécessairement.

Les pays et les peuples ont un potentiel suffisant de responsabilité, de volonté politique et de résolution pour en finir avec tous les conflits régionaux en quelques années. Cela vaut la peine d'y travailler. L'Union soviétique ne ménagera pas ses efforts dans cette œuvre extrêmement importante.

(1) Il s'agit des négociations qui doivent reprendre à Genève, le 2 mars, l'égide du médiateur de l'ONU, M. Cordovez.

Une issue à un conflit de plus en plus impopulaire

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Il était 20 heures à Moscou, ce lundi 8 février, et nombre de familles soviétiques étaient plongées, par petit écran interposé, dans la contemplation du *Don paisible*, une adaptation cinématographique du roman de Chokhov sur la Révolution et la guerre chez les Cosaques du Don. Le film fut brutalement interrompu par l'annonce de la lecture d'un communiqué officiel : « Déclaration du secrétaire général du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev, sur l'Afghanistan. »

Fait hautement inhabituel ici, les autorités ont décidé d'interrompre une émission télévisée en cours pour diffuser une information à une heure de grande écoute plutôt que d'attendre le sacro-saint journal du soir qui, du coup, a commencé avec dix minutes de retard, à 21 heures 10, par une nouvelle lecture de la même déclaration.

Parallèlement, l'agence Tass diffusait le texte de l'intervention du secrétaire général sur son service de l'Afghanistan et le Pakistan. Sur le plan intérieur, cette période constitue aussi un moment important pour la population soviétique, à laquelle les réformes économiques demandent de plus en plus de sacrifices.

Car le moment choisi par le chef du Kremlin — qui vient de passer deux semaines « hors de Moscou à travailler », selon des indiscrétions officielles, — ne se situe pas seulement à moins de quinze jours de la visite du secrétaire d'Etat américain, George Shultz, ou à trois semaines de la reprise des négociations indirectes de Genève entre l'Afghanistan et le Pakistan. Sur le plan intérieur, cette période constitue aussi un moment important pour la population soviétique, à laquelle les réformes économiques demandent de plus en plus de sacrifices.

Les magazines sont désespérément vides, les colonnes des journaux sont pleines de lettres de lecteurs affolés par la perspective d'une hausse des prix, abattus par les problèmes d'approvisionnement quotidiens, inquiétés des pertes d'emplois qu'entraîne le nouveau système de gestion des entreprises. Dans ce contexte, le leader soviétique n'était sans doute pas mécontent d'annoncer au « petit peuple » qu'il avait trouvé une issue de secours à ce conflit dont l'impopularité va croissant.

Si le traité soviéto-américain signé en décembre à Washington sur l'élimination des missiles nucléaires de portée intermédiaire (FNI) a pu être exploité en URSS à des fins de propagande, il ne touchait cepen-

dant pas les Soviétiques dans leur vie de tous les jours et relève pour la grande majorité d'entre eux de l'abstraction militaire-diplomatique. Il n'en va pas de même pour la guerre en Afghanistan, où des centaines de milliers de jeunes appelés soviétiques, de l'Ouzbékistan à la Lituanie, ont servi depuis plus de huit ans sans conviction. L'URSS n'a jamais révélé le nombre de soldats envoyés en Afghanistan et encore moins celui des victimes qui, selon des estimations occidentales, s'élèverait à au moins dix mille morts.

« Plais sanglants »

M. Gorbatchev n'avait que quarante-huit ans et ne s'agissait pas encore au Politburo lorsque Brejnev décida, en décembre 1979, d'intervenir militairement en Afghanistan pour maintenir à Kaboul un régime communiste menacé. Il lui a donc été plus aisé de faire savoir, une fois devenu secrétaire général, qu'il fallait revenir sur cette décision. Cela a commencé par l'expression « plais sanglants » utilisée au début d'un discours pour qualifier le conflit afghan. Un haut fonctionnaire soviétique devait ensuite confier à des responsables occidentaux que l'intervention en Afghanistan était à présent considérée au Kremlin comme une « erreur », interprétation qu'il fallait toutefois démontrer discrètement pour ne pas froisser de partisans de la « vieille garde » encore en place.

Puis la guerre a cessé d'être un sujet tabou dans la presse soviétique qui a publié des détails de plus en plus réalistes. Les reportages de l'envoyé spécial de la télévision soviétique à Kaboul, Mikhaïl Lichinski, élevé au rang de vedette, ont fait irruption dans les foyers. Le cinéma documentaire s'est joint au mouvement. L'un d'eux, avec le film d'un réalisateur letton, *Est-il facile d'être jeune ?*, dans lequel de nombreux démobiliés racontent d'un ton grave que leur vie ne serait plus jamais la même.

Il y a quelques semaines, un festival du court métrage — présenté il est vrai une seule soirée dans une salle de 300 places à Moscou — a donné l'occasion à quelques Moscovites de voir un film de quinze minutes, *Le Retour*, de Sergueï Sidorov, constitué d'entrevues de jeunes gens revenus d'Afghanistan. Nous ne voulons pas être comparés aux combattants de la grande guerre patriotique (la seconde guerre mondiale), disait l'un d'eux en substance, car ceux-là défendaient leur patrie contre l'envahisseur ; nous, nous demandons d'aller tuer des gens qui défendent leur patrie contre l'envahisseur.

Le film a paru tellement fort aux spectateurs qu'ils ont demandé au réalisateur combien il en existait de copies. « Trois », a-t-il répondu.

Alors, gardez précieusement votre copie personnelle, lui a-t-on recommandé, car les autres ne vont pas tarder à disparaître dans un placard.

Dès les premiers jours de janvier 1987, le chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze, accompagné de son alter ego au secrétariat du comité central, M. Anatoli Dobrynine, est dépêché à Kaboul où il met en place, avec le leader afghan Najibullah, la politique de réconciliation nationale qui devait servir de prétexte à un règlement du conflit. M. Gorbatchev n'a pas poussé le fait jusqu'à reconnaître dans sa déclaration de lundi soir l'échec de cette tentative, qu'il considère comme la transposition afghane de sa « nouvelle pensée politique », pas plus que l'échec de la carte Najibullah, son poulain.

Alors que le diplomate de choc de M. Gorbatchev, le premier ministre des affaires étrangères, M. Youli Vorontsov, prend le dossier en main, c'est à nouveau M. Chevardnadze qui part pour Kaboul, il y a un mois, afin d'expliquer au président Najibullah que cette fois-ci c'est définitif, il met en œuvre les prémisses de départ.

Un cinquant échec militaire

Si l'accord souhaité par M. Gorbatchev se réalise à Genève dans les temps voulus, le retrait du contingent soviétique à partir du 15 mai constituerait le second désaveu majeur de la politique extérieure de Brejnev, le premier ayant été le traité sur l'élimination des FNI. Le secrétaire général actuel ne paraît cependant pas craindre une réaction négative des brejnéviens de l'appareil du parti et ne prend même pas la peine de remercier publiquement les chefs des armées pour leur commandement dans le conflit afghan.

Certes, il rend respectueusement hommage aux combattants du rang, « nos garçons », qui, demande-t-il, doivent avoir droit au meilleur traitement en Union soviétique. Les *Nouvelles de Moscou* ne rapportent-elles pas récemment que les mutilés d'Afghanistan ne disposent ni de prothèses correctives ni de fausse dentiers en nombre suffisant ? Mais pas un mot n'est dit pour les chefs, pas un mot non plus pour déguiser ce qui est après tout un cinquant échec militaire. Ce silence laisse penser que M. Gorbatchev tient en fait l'armée bien en main, ce que tendrait à confirmer un très long article du général Dimitri Jazov, son ministre de la défense, paru lundi 5 février dans la *Pravda*, organe du parti, et non pas dans l'*Etoile rouge*, organe de l'armée, pour rappeler les positions de l'URSS vis-à-vis des Etats-Unis en matière de contrôle des armements.

SYLVIE KAUFFMANN.

soviétique d'Afghanistan

L'histoire

1922 - 1923 : le mouvement des communistes en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été initié par le parti communiste soviétique. Les communistes afghans ont lutté pour l'indépendance et la démocratie. Ils ont été réprimés par le régime royal.

1945 - 1946 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1948 - 1949 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1950 - 1951 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1952 - 1953 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1954 - 1955 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1956 - 1957 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1958 - 1959 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1960 - 1961 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1962 - 1963 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1964 - 1965 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1966 - 1967 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1968 - 1969 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1970 - 1971 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1972 - 1973 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1974 - 1975 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1976 - 1977 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1978 - 1979 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1980 - 1981 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1982 - 1983 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1984 - 1985 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1986 - 1987 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1988 - 1989 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1990 - 1991 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1992 - 1993 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1994 - 1995 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1996 - 1997 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

1998 - 1999 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2000 - 2001 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2002 - 2003 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2004 - 2005 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2006 - 2007 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2008 - 2009 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2010 - 2011 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2012 - 2013 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2014 - 2015 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2016 - 2017 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2018 - 2019 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2020 - 2021 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2022 - 2023 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2024 - 2025 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2026 - 2027 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2028 - 2029 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2030 - 2031 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

2032 - 2033 : la formation du mouvement communiste en Afghanistan. Le mouvement communiste en Afghanistan a été renforcé par la formation d'un parti communiste afghan. Les communistes ont continué à lutter pour l'indépendance et la démocratie.

Diplomatie

des troupes soviétiques d'Afghanistan

L'histoire d'un échec

C'est le 27 décembre 1979, voilà donc plus de huit ans, que les troupes soviétiques interviennent massivement en Afghanistan. Tandis qu'une division de parachutistes s'empare des principaux centres - la capitale et les grandes bases militaires - des troupes motorisées occupent les axes routiers asphaltés, opérant leur jonction à Kandahar.

Cette occupation provoque un tollé sur la scène internationale, l'Occident redoutant notamment une percée soviétique sur le Golfe. Le président Carter décrète un embargo sur les livraisons de céréales à l'URSS et décide le boycottage des Jeux olympiques de Moscou. Mais, tout en exprimant leur « profonde préoccupation », les Européens jugent nécessaire la poursuite du dialogue avec Moscou.

Sur le terrain, en 1980, la résistance s'organise dans les montagnes. Mais les Soviétiques, dès la fin de l'année, ont déjà du mal à tenir les villes et ont subi une première défaite dans les défils menant à la vallée du Panjshir. Sur le plan politique, c'est l'époque de la politique frontaliste à Kaboul : la primauté du Parti communiste s'accroît d'ouvertures, il est vrai sans grand effet, dans toutes les directions.

Brejnev ayant déclaré que « le processus révolutionnaire en Afghanistan est irréversible », en octobre 1980, ce pays de quelques quinze millions d'habitants n'est plus dans la guerre tandis que les réfugiés continuent d'affluer en Iran et surtout au Pakistan. En 1981, les Soviétiques lancent de grandes opérations pour dégager les villes.

A Peshawar (Pakistan), les mouvements de résistance tentent de s'unir, mais deux tendances se dégagent : d'un côté, ceux que l'on appelle les « fondamentalistes » et, de l'autre, les « modérés ». Sur le plan militaire, la situation semble se stabiliser alors que l'impasse diplomatique est totale : Moscou justifie son intervention en parlant de « guerre non déclarée que les mercenaires entraînés par les impérialistes et les légionnaires mènent contre le gouvernement légitime » de Kaboul.

En novembre 1981, cependant, l'Assemblée générale de l'ONU mandate son secrétaire général pour organiser des discussions entre l'Afghanistan, l'Iran et Kaboul. Téhéran refusant d'y participer, cette initiative débouche, en 1984, sur les discussions « indirectes » de Genève, sous l'égide des Nations unies, entre Islamabad et Kaboul.

1982 voit le redoublement des combats avec de grandes offensives soviéto-afghanes. La plus grosse opération a lieu dans la vallée du Panjshir, dont les Soviétiques s'assurent le contrôle partiel. Mais les résistants répliquent en procédant à des attaques à l'intérieur des villes, y compris dans Kaboul.

Fin septembre, des centaines de Soviétiques périssent à l'intérieur du tunnel de Salang - sur la principale route vers la frontière soviétique - dans des conditions encore indéterminées. A l'étranger, les pressions se multiplient en faveur d'un retrait militaire soviétique. Mais l'avènement d'Andropov, après la mort de Brejnev, ne modifie pas l'attitude de Moscou. Divisés, les résistants ne sont associés à aucune discussion.

La résistance, toujours divisée, parvient néanmoins à se doter d'une sorte de direction, une Alliance qui regroupe sept mouvements importants. Elle commence à être dotée, notamment par les Américains, d'armes plus modernes. En 1985, M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU, fait état d'un accord sur plusieurs points entre Kaboul et Islamabad. Mais les négociations achoppent sur le calendrier d'un éventuel retrait militaire soviétique. La rencontre Reagan-Gorbatchev de novembre ne donne aucun résultat.

Après cette date, Gorbatchev va élaborer une nouvelle stratégie. A Kaboul, Karmal s'efface, « pour raisons de santé », devant le chef du Khâd, Najibullah, en avril 1986. Une triple offensive se prépare. Les Soviétiques procèdent au « retrait ». A l'automne, de quelque six mille soldats.

Dans les couloirs de l'ONU, Moscou bataille ferme pour tenter d'envoyer ses pertes de vue, enregistrées d'une main sur l'autre. Sur le plan militaire, un ultime effort est entrepris pour conforter Najibullah et ses troupes. Le Khâd devient le pivot militaire du régime de Kaboul. Enfin, une politique de « réconciliation nationale » est élaborée, avec

les offensives des Soviétiques. Ces derniers tentent de desserrer l'étau autour de Kaboul et s'emparent de la vallée du Kunar. Mais une nouvelle offensive dans le Panjshir se solde par un échec. Le commandant Massoud réussit même, pour la première fois depuis 1979, à prendre une base soviétique, faisant des centaines de prisonniers.

La résistance, toujours divisée, parvient néanmoins à se doter d'une sorte de direction, une Alliance qui regroupe sept mouvements importants. Elle commence à être dotée, notamment par les Américains, d'armes plus modernes. En 1985, M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU, fait état d'un accord sur plusieurs points entre Kaboul et Islamabad. Mais les négociations achoppent sur le calendrier d'un éventuel retrait militaire soviétique. La rencontre Reagan-Gorbatchev de novembre ne donne aucun résultat.

Après cette date, Gorbatchev va élaborer une nouvelle stratégie. A Kaboul, Karmal s'efface, « pour raisons de santé », devant le chef du Khâd, Najibullah, en avril 1986. Une triple offensive se prépare. Les Soviétiques procèdent au « retrait ». A l'automne, de quelque six mille soldats.

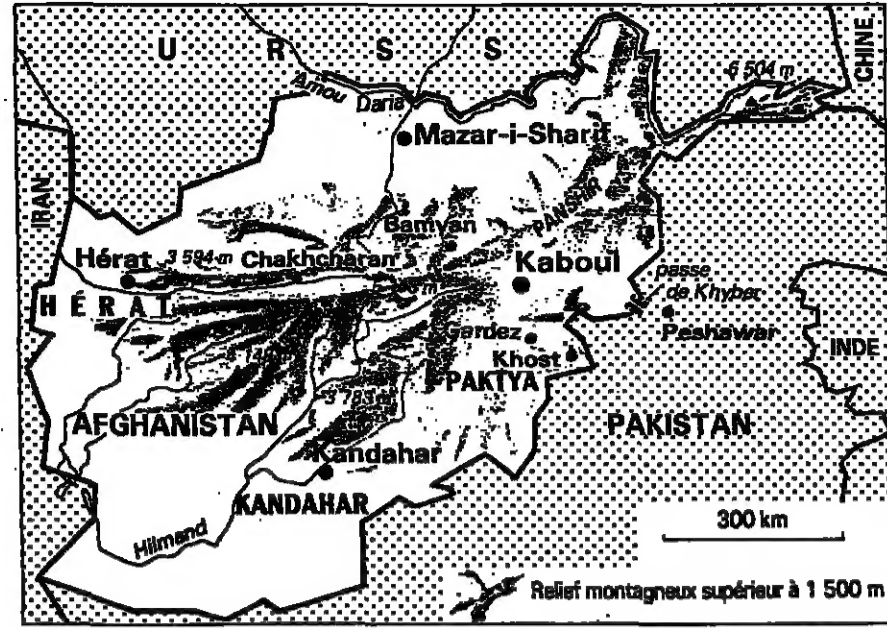
Dans les couloirs de l'ONU, Moscou bataille ferme pour tenter d'envoyer ses pertes de vue, enregistrées d'une main sur l'autre. Sur le plan militaire, un ultime effort est entrepris pour conforter Najibullah et ses troupes. Le Khâd devient le pivot militaire du régime de Kaboul. Enfin, une politique de « réconciliation nationale » est élaborée, avec

amnisties et jirgas (assemblées traditionnelles). C'est la politique de la « paix des braves ».

Sur le plan politique, l'assise du régime de Kaboul demeure toujours précaire. De nombreuses unités de l'armée régulière survivent grâce à des accommodements avec des chefs locaux de la résistance et ces troupes, de l'avis général, changeraient de camp en cas d'accord. Seule le Khâd semble solidement organisé, mais il ne compterait pas plus de trente mille hommes.

Le bilan de huit ans de combats est terrible. Le pays est exsangue. Les réfugiés sont estimés à quelque cent millions, mais ce chiffre n'inclut pas les personnes déplacées à l'intérieur du pays. On parle de plus d'un million de morts. Enfin, l'armée rouge a payé un lourd tribut, avec plusieurs milliers de morts.

JEAN-CLAUDE POMONTI.



éral du PC du prochain... favorables ont été réunis

Le 27 décembre 1979, voilà donc plus de huit ans, que les troupes soviétiques interviennent massivement en Afghanistan. Tandis qu'une division de parachutistes s'empare des principaux centres - la capitale et les grandes bases militaires - des troupes motorisées occupent les axes routiers asphaltés, opérant leur jonction à Kandahar.

Cette occupation provoque un tollé sur la scène internationale, l'Occident redoutant notamment une percée soviétique sur le Golfe. Le président Carter décrète un embargo sur les livraisons de céréales à l'URSS et décide le boycottage des Jeux olympiques de Moscou. Mais, tout en exprimant leur « profonde préoccupation », les Européens jugent nécessaire la poursuite du dialogue avec Moscou.

Sur le terrain, en 1980, la résistance s'organise dans les montagnes. Mais les Soviétiques, dès la fin de l'année, ont déjà du mal à tenir les villes et ont subi une première défaite dans les défils menant à la vallée du Panjshir. Sur le plan politique, c'est l'époque de la politique frontaliste à Kaboul : la primauté du Parti communiste s'accroît d'ouvertures, il est vrai sans grand effet, dans toutes les directions.

Brejnev ayant déclaré que « le processus révolutionnaire en Afghanistan est irréversible », en octobre 1980, ce pays de quelques quinze millions d'habitants n'est plus dans la guerre tandis que les réfugiés continuent d'affluer en Iran et surtout au Pakistan. En 1981, les Soviétiques lancent de grandes opérations pour dégager les villes.

A Peshawar (Pakistan), les mouvements de résistance tentent de s'unir, mais deux tendances se dégagent : d'un côté, ceux que l'on appelle les « fondamentalistes » et, de l'autre, les « modérés ». Sur le plan militaire, la situation semble se stabiliser alors que l'impasse diplomatique est totale : Moscou justifie son intervention en parlant de « guerre non déclarée que les mercenaires entraînés par les impérialistes et les légionnaires mènent contre le gouvernement légitime » de Kaboul.

En novembre 1981, cependant, l'Assemblée générale de l'ONU mandate son secrétaire général pour organiser des discussions entre l'Afghanistan, l'Iran et Kaboul. Téhéran refusant d'y participer, cette initiative débouche, en 1984, sur les discussions « indirectes » de Genève, sous l'égide des Nations unies, entre Islamabad et Kaboul.

Washington : un pas vers...

Washington : un pas vers... favorables ont été réunis

Dix ans de crise et d'affrontements

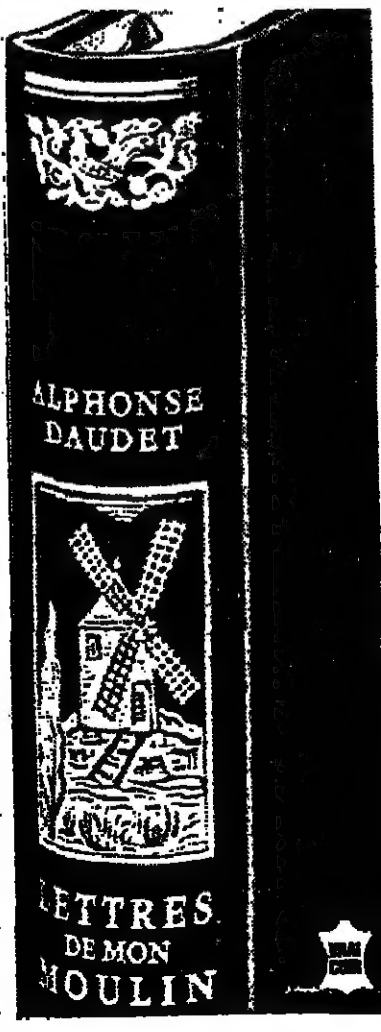
- 1978**
 - 27 avril : le prince Mohammad Daoud est renversé et tué. Un Conseil révolutionnaire présidé par Mohammed Taraki prend le pouvoir. Les affrontements font trois mille morts. M. Karmal devient vice-premier ministre et une « résistance islamique » prend les armes.
 - 6 juillet : M. Karmal est nommé ambassadeur à Prague.
 - 17 août : échec d'une tentative de coup d'Etat.
- 1979**
 - Mars : soulèvement dans la région de Herat. Environ mille morts. Hafizullah Amin nommé premier ministre.
 - 16 septembre : coup d'Etat du premier ministre Hafizullah Amin et assassinat du chef de l'Etat, Mohammed Taraki.
 - 27 décembre : intervention militaire soviétique. Le 28, Hafizullah Amin, assassiné, est remplacé par M. Karmal, nommé président du Conseil révolutionnaire.
- 1980**
 - 14 janvier : l'ONU demande le « retrait immédiat, inconditionnel et total des forces étrangères ». Elle réitérera ce vote chaque année.
 - 27 janvier : union de mouvements de résistance en une « Alliance islamique ».
 - 22 février : manifestations anti-soviétiques à Kaboul. Loi martiale et couvre-feu. Au moins trois mille morts. Le contingent soviétique est estimé par les Occidentaux à 120 000 hommes.
- 1981**
 - 9 et 9 septembre : violentes manifestations à Kaboul après le rappel des réservistes.
- 1982**
 - Février : M. Diego Cordovez nommé médiateur de l'ONU dans le conflit.
 - Avril : offensive de la résistance dans le Panjshir.
- 1983-1985**
 - 16 août : offensive soviétique au Panjshir.
 - 16 août : premiers pourparlers, à Genève, sous la médiation de l'ONU, entre Kaboul et le Pakistan.
 - 30 octobre : « accident » dans le tunnel de Salang. Plus de mille morts, dont sept cents militaires soviétiques.
 - 4 mai : langage officiel de Karmal, remplacé par Najibullah, chef du Khâd (police secrète).
 - Octobre : retrait de six régiments soviétiques. La livraison de missiles anti-aériens, fournis à la résistance, provoquant des pertes sérieuses soviétiques.
 - Décembre : Najibullah lance sa politique de « réconciliation nationale ».
- 1987**
 - 15 janvier : proclamation d'un cessez-le-feu unilatéral par Kaboul et d'une amnistie. Ces décisions sont sans lendemain.
 - Décembre : A Washington, où il rencontre M. Reagan, M. Gorbatchev annonce que Moscou a pris la décision politique de retirer ses troupes. Début de l'offensive soviétique pour rouvrir la route Gardes-Khost.
- 1988**
 - Janvier : la route Gardes-Khost est rouverte pendant quelques jours par les Soviétiques.
 - 8 février : M. Gorbatchev annonce que le retrait militaire soviétique s'amorcera, sous condition, le 15 mai et s'étalera sur dix mois.
 - 8 février : le médiateur de l'ONU annonce que la dernière session des pourparlers de Genève entre Kaboul et Islamabad s'ouvrira le 2 mars.

Offre au prix coûtant dans le cadre de la Croisade en faveur du livre d'art de tradition.

Revivez le monde merveilleux de la Provence, respirez tous ses parfums, réchauffez-vous sous son soleil incomparable en lisant les immortelles

"Lettres de mon Moulin"

d'Alphonse Daudet illustrées sur les lieux mêmes par des artistes de l'époque.



De la Grèce à l'Estérel, de Luberon à la Camargue, 24 contes merveilleux, sensibles ou malicieusement. Tous sont justement célèbres. Qui ne connaît l'Arlésienne dont s'inspire Bizet et dont le sujet fut donné à Daudet par Frédéric Mistral ? Qui ne fut charmé ou ému par la Chèvre de Monsieur Seguin, par l'Agonie de la Sémillante ou par la Mort du Dauphin ? Qui ne prit un malin plaisir à la lecture des Trois Messes Basses, de l'Elisir du Révérend Père Gaucher, du Cule de Cucugnan, de la Mule du Pape qui garda sept ans, en réserve, son fatal coup de sabot !

Ces sujets pittoresques et mouvementés appelaient l'illustration. Alors je m'en suis donné à cœur joie et c'est chaque page que j'ai voulu décorer d'images sensibles que le texte vient habiller à l'ancienne et avec à-propos. Pour cela, j'ai retrouvé les épreuves de deux maîtres graveurs de l'époque dont le trait réaliste, incisif et vivant est un enchantement. Le plaisir des yeux vient s'ajouter à celui de l'esprit pendant près de 400 pages.

A l'initiative de Jean de Bonnot, la Croisade en faveur du livre d'art de tradition a pour but la défense et la promotion du beau livre comme autrefois où la noblesse des matériaux et la qualité de leur mise en œuvre font valoir de façon durable et belle les grands textes de notre patrimoine littéraire. La présente offre au prix coûtant est une invitation à la redécouverte du livre d'art et la démonstration qu'un tel livre peut être réalisé pour un prix raisonnable.

Une reliure plein cuir de mouton de pays de la meilleure qualité, douce au toucher, fine à l'odorat, voluptueuse au regard, travaillée à la main exactement comme autrefois, sert d'écrin à ce chef-d'œuvre. Le dos et la tranche supérieure sont rehaussés à la feuille d'or véritable et dix autres détails de fabrication soulignent le caractère "fait main" de ce précieux volume in-octavo (14x21 cm).



Ce superbe livre vous est pourtant offert au prix coûtant tant est grand le souci de Jean de Bonnot de satisfaire ses fidèles lecteurs.

Le papier est un vergé chiffon inaltérable, fabriqué uniquement pour mes livres et sur mes indications.

GARANTIE A VIE
Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi Jean de Bonnot s'engage à racheter ses ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Sait-on que pour ce livre d'art Jean de Bonnot a utilisé un minimum de 51 cm² de feuille d'or pur titrant 22 carats ?

Jean de Bonnot

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT
à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "Les Lettres de mon Moulin" en un volume in-octavo (14x21cm), relié plein cuir à l'or fin 22 carats. Veuillez trouver ci-joint mon règlement soit 92,00F (+ 13,50F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom..... Prénoms.....
Adresse complète.....
Code postal..... Ville.....
Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Palais de Justice d'ÉVRY, le MARDI 23 FÉVRIER 1988 à 14 heures
APPARTEMENT
au 1^{er} étage
de deux pièces, entrée, cuisine, salle d'eau, w.c., rangement. - CAVES
LES ULIS (91)
1, avenue de Normandie
MISE A PRIX : 59 000 F
S'adresser à M^{re} Jean-Claude BERNIER, avocat à ÉVRY (Seine-et-Marne), 2, place du Rouillon, tel. 60-77-51-00.

Vente au Palais de Justice d'ÉVRY, le MARDI 23 FÉVRIER 1988 à 14 heures
APPARTEMENT
au rez-de-jardin
de deux pièces, entrée, cuisine, salle d'eau, w.c., rangement. - CAVES
LES ULIS (91)
1, avenue de Normandie
MISE A PRIX : 59 000 F
S'adresser à M^{re} Jean-Claude BERNIER, avocat à ÉVRY (Seine-et-Marne), 2, place du Rouillon, tel. 60-77-51-00.

Vente au Palais de Justice d'ÉVRY, le JEUDI 25 FÉVRIER 1988 à 9 h 30
PAVILLON à VITRY-SUR-SEINE (94)
sur un terrain de 313 m² - Rez-de-jardin de 2 pièces - 1^{er} étage : deux pièces
S'adresser à M^{re} Jean-Claude BERNIER, avocat à ÉVRY (Seine-et-Marne), 2, place du Rouillon, tel. 60-77-51-00.

Vente au Palais de Justice d'ÉVRY, le JEUDI 25 FÉVRIER 1988 à 9 h 30
UN APPARTEMENT de 5 p. princ. à CACHAN (94)
6 et 8, rue de la Citadelle - Au 2^e étage - PARKING au sous-sol
M. à prix 150 000 F
S'adresser à M^{re} Jean-Claude BERNIER, avocat à ÉVRY (Seine-et-Marne), 2, place du Rouillon, tel. 60-77-51-00.

Vente au Palais de Justice d'ÉVRY, le MARDI 23 FÉVRIER 1988 à 14 heures
UN PAVILLON à BAULNE (91)
3, rue de l'Essonne
composant : rez-de-jardin, 1 pièce et cuisine - 1^{er} étage : 3 pièces, jardin.
M. à prix 200 000 F
S'adresser à M^{re} Jean-Claude BERNIER, avocat à ÉVRY (Seine-et-Marne), 2, place du Rouillon, tel. 60-77-51-00.

Vente au Palais de Justice d'ÉVRY, le MARDI 23 FÉVRIER 1988 à 14 heures
LA NUE PROPRIÉTÉ de 5 APPARTEMENTS
à PARIS-15^e, 66, rue de l'Amiral-Roussin
composant : 3 pièces principales avec cave, accès aux 1^{er}, 2^e et 3^e étages
M. à prix : 1^{er} lot 50 000 F, 2^e lot 50 000 F, 3^e lot 50 000 F, 4^e lot 50 000 F, 5^e lot 50 000 F
LA PLEINE PROPRIÉTÉ d'un APPARTEMENT
de 3 pièces principales au 4^e étage avec cave - M. à prix 150 000 F
S'adresser à M^{re} W. DRIGUEZ, avocat, 6, rue Saint-Philippe-du-Roule à PARIS-8^e, tel. 42-25-13-30.

Vente au Palais de Justice à NANTERRE le JEUDI 18 FÉVRIER 1988 à 14 heures
UN APPARTEMENT à VANVES
(HAUTE-DE-SEINE) - Dans un immeuble
4, rue Jean-Jaurès et 91, rue Jean-Bleuven
de 3 pièces, 10^e étage - Cave et parking
LIBRE DE LOCATION
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser à M^{re} WISLIN, avocat, 7, avenue de Madrid à NEUILLY (Hauts-de-Seine), tel. 47-47-25-30
et à M^{re} CONSTANSOUX, avocat, 19, rue Ampère à PARIS-17^e, tel. 47-43-53-68.
A tous avocats postulant près le Tribunal de grande instance de NANTERRE.

DOMAINE
CONSULTATION EN VUE DE LA VENTE
D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER
situé et son lot appartenant à l'Etat
à PARIS-16^e
32, avenue du Président-Kennedy
Cad. sect. 1602 C F n° 14 - Dénommé : PARC DE PASSY -
d'une superficie approximative 27 000 m².
Actuellement occupé par le ministère de l'Équipement, de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce.
Le cahier des charges (fixant les conditions générales de cette vente) pourra être consulté le 15 FÉVRIER 1988 de 9 heures à 18 heures
à la Direction des Services Fonciers de PARIS :
25-27, place de la Madeleine, 75008 PARIS,
tel. 42-66-91-40, poste 1788.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 25 FÉVRIER 1988 à 14 h 30
APPARTEMENT à PARIS-16^e
98, avenue Raymond-Poincaré
et 14, rue Léonard-de-Vinci
au 7^e étage, de 4 pièces principales - Cave au 2^e sous-sol
Mise à prix : 4 000 000 de francs
S'adresser pour tous renseignements à M^{re} Maurice CASTEL, avocat à PARIS-8^e, 5, rue du Renard, tel. 42-74-50-65.
Au greffe des ordres du Tribunal de grande instance de PARIS.
A tous avocats près le Tribunal de grande instance de PARIS
et sur les lieux pour visiter le 23 février 1988 de 14 heures à 15 heures.

Vente au Palais de Justice de VERSAILLES, le MARDI 23 FÉVRIER 1988 à 9 h 30
COMMUNE DE LA CELLE-SAINT-CLOUD
(YVELINES)
33, résidence Élysée-II
Premier lot : APPARTEMENT DE 92 m²
au 4^e étage (possibilité de profession libérale) - LIBRE
Deuxième lot : UN GARAGE (ouvert)
MISES A PRIX : 1^{er} lot, 500 000 F - 2^e lot, 35 000 F
(avec faculté de réunion des deux lots)
Cabinet de M^{re} Xavier SALONIE, avocat, 19, rue Saint-Sophie, 78000 VERSAILLES
tel. 39-58-01-69.

Diplomatie

Après la déclaration
de M. Gorbatchev
sur le retrait d'Afghanistan

Espoir et réserves à Moscou

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Trois intellectuels soviétiques de sensibilité différentes nous ont livré leurs premières impressions sur la proposition de M. Gorbatchev.

L'académicien Andreï Sakharov, qui fut envoyé en exil à Gorki en 1980 pour avoir protesté contre l'intervention en Afghanistan, est d'avis que M. Gorbatchev en décembre 1988 : « C'est une proposition très importante, très constructive, d'un grand sérieux. C'est la première fois que Mikhaïl Gorbatchev avance des détails concrets. Nous avons maintenant un grand espoir que cette page tragique de notre histoire puisse être tournée... ». Je trouve particulièrement important qu'il ne se soit pas retiré des troupes à la formation d'un gouvernement de coalition à Kaboul et qu'il envisage de faire appel aux forces de l'ONU.

L'historien Roy Medvedev : « Je ne crois pas à un accord à Genève. Je ne crois pas que les pays occidentaux soient prêts à cesser leur aide à la résistance afghane. En outre, la Chine, l'Iran, n'ont rien dit. Je ne suis pas très optimiste... ». Bien sûr, tout le monde souhaite un retrait et, en particulier, les dirigeants soviétiques. Mais les conditions ne sont pas réunies, les Occidentaux ne sont pas prêts à les accepter.

Lav Timofeev, ancien député politique libéré en février 1987, rédacteur en chef du bulletin indépendant Refarandum : « Il faudrait d'abord révéler ouvertement et sincèrement à la société soviétique tous les détails du conflit, et notamment comment il a commencé. La déclaration de Gorbatchev en est loin. Nous pensons d'autre part qu'un règlement pacifique de l'indépendance de l'Afghanistan doit se faire sous supervision internationale. Gorbatchev fait allusion à un appel aux forces de l'ONU, mais sans entrer dans les détails. S'il est sérieux là-dessus, alors c'est une proposition très constructive et nous sommes prêts à la soutenir. »

Asie

Les combats frontaliers entre le Laos et la Thaïlande

Le pourrissement d'un différend localisé

Vientiane a affirmé, lundi 8 février, avoir abattu deux appareils de l'armée de l'air thaïlandaise, ce qui porte à quatre le total des chasseurs-bombardiers thaïlandais abattus depuis le début du conflit frontalier entre les deux pays, à la mi-décembre. Bangkok a cependant qualifié cette information de « dénuée de tout fondement ».

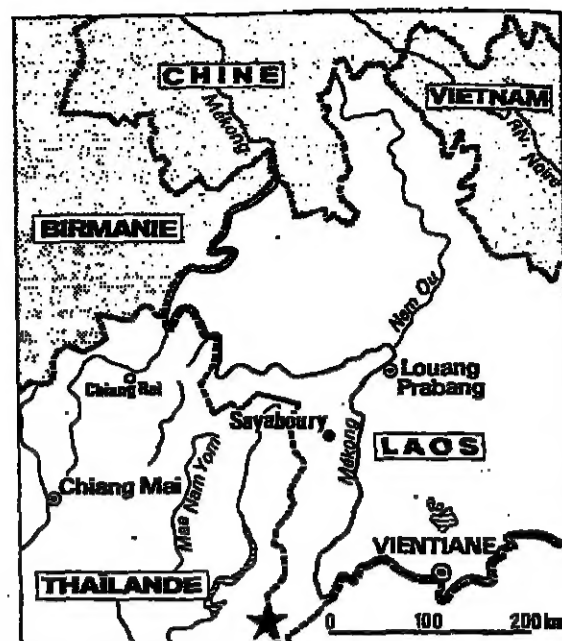
BANGKOK
Correspondance

Des dizaines de morts, des centaines de blessés, un constant duel d'artillerie, au moins un bombardier F-5 thaïlandais abattu, la situation est en train de pourrir sur la frontière entre la Thaïlande et le Laos. L'ardoise est lourde pour ce qui ne semblait, au départ, qu'une sombre querelle entre fraudeurs.

Tout a commencé en mai 1987. Une routine lucrative associant alors des officiers de la province laotienne de Sayaboury à des négociants thaïlandais qui allaient de l'autre côté de la frontière couper du bois. Mais quel'un, quelque part, a oublié ou refusé de payer le prix. Du côté laotien, on s'est fâché. Au fil des mois, la situation s'est dégradée. De mai à novembre 1987, une succession de coups de main opposaient des forces para-militaires des deux pays. Les civils faisaient en général les frais de ces heurts dont, à Bangkok, on n'entendait guère les échos.

L'incident le plus grave survint au début du mois d'août, lorsque deux cents soldats laotiens furent irrésistiblement attirés par le petit village de Ram-Khao, considéré comme faisant parti de la province thaïlandaise de Pitsanuloke. Ils furent repoussés après quelques jours de combat. Mais, en novembre, l'armée thaïlandaise « découvrit » que plusieurs compagnies laotiennes s'étaient retranchées à cinq kilomètres de là, sur trois collines. L'obscur incident de départ était devenu une affaire d'État.

Vientiane, cartes à l'appui, affirme alors que ses troupes étaient en terre laotienne et entendait rester sur place. Fort d'un jeu de cartes encore plus fourré, d'origines française, américaine et soviétique, Bangkok rétorque que la Thaïlande était disposée à la conciliation, mais



L'étoile indique la zone des combats

que l'armée populaire du Laos devait se retirer de son territoire.

Depuis novembre, l'armée royale thaïlandaise pilonne les collines où s'accrochent des troupes laotiennes. Canons de 105 mm et 155 mm, bombardements aériens de plus en plus fréquents, assauts répétés de « rangers », puis, récemment, de soldats de la troisième armée, dont c'est la zone d'opération, rien n'y fait. Les Laotiens, qui ont l'avantage du terrain, tiennent bon (le Monde daté 3-4 janvier).

Du point de vue géographique, la thèse de Bangkok semble la plus solide. Outre les cartes, il y a la coutume. C'est ainsi qu'à l'époque où le Parti communiste de Thaïlande (PCT) tenait la région, ses alliés du Pathet-Lao avaient pour ordre formel de ne pas franchir la frontière traditionnelle, celle qu'aujourd'hui Vientiane conteste.

Le gouvernement laotien dénonce chaque jour avec vigueur les « violations des frontières » thaïlandaises et dénombre soigneusement les « violations de guerre de la troisième armée ». Le Laos a également proposé des discussions sans préconditions.

A Bangkok, l'ancien premier ministre Kukrit Pramoj, au franco-

parler influent, a publiquement demandé pourquoi il fallait tant de temps à l'armée pour déloger les intrus. « Puisque les militaires ont laissé les troupes laotiennes s'installer chez nous, ils ne devraient pas tergiverser sur les moyens », a déclaré Kukrit il y a quelques jours. C'était une allusion à peine déguisée aux propos conciliants du commandant en chef de l'armée de terre, le général Chaovalit, qui avait affirmé ne pas vouloir brusquer les choses par égard pour les « cousins » laotiens.

Depuis, le premier ministre Prem Tinsulanonda, les diplomates occidentaux en poste à Bangkok puis, finalement, le général Chaovalit lui-même, se sont rendus sur place. « Notre patience est à bout, qu'on ne s'étonne pas si nous finissons par franchir le Mékong pour mettre fin à cette incursion », a déclaré ce dernier, durcissant le ton. Le Mékong constitue, sur des centaines de kilomètres, la frontière naturelle entre les deux pays.

Des sources militaires estiment les pertes thaïlandaises à près de cent morts et plus de trois cents blessés. Les pertes laotiennes ont été évaluées par le général Chaovalit à deux cents morts.

Fin janvier, le ministre thaïlandais des affaires étrangères, Siddhi Savetvalla, a déclaré qu'il suspendait ses efforts diplomatiques jusqu'à un retrait total des troupes laotiennes. Mais, de son côté, l'Union soviétique a, le 3 février, suggéré des discussions entre le Laos et la Thaïlande.

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne », nous a déclaré une source diplomatique évoquant la visite assez surprenante qu'a effectuée, à la fin décembre, au Laos, M. Viktor Chebrikov, le patron du KGB.

Dans l'immédiat, cette épreuve d'endurance est devenue un test décisif pour le général Chaovalit. Ce dernier, dont l'ambition avouée est de faire de l'armée thaïlandaise une force plus efficace et moins tentée par les jeux politiques, est jusqu'à présent considéré comme le successeur le plus probable de l'actuel premier ministre Prem.

JACQUES BEKAERT.

● TAIWAN : le KMT demande aux vieux parlementaires de prendre leur retraite. — Le KMT (parti Kuomintang ou pouvoir) a invité mercredi 3 février les membres du Yuan législatif (Parlement) âgés de plus de quatre-vingts ans à « prendre volontairement leur retraite ». Ils représentaient actuellement les deux tiers des élus - 210 sur 312 - en vertu d'un amendement à la Constitution qui permet aux députés élus en 1948 sur le continent de conserver leur siège jusqu'à la « reconquête ». — (UPI).

Amériques

ÉTATS-UNIS : les caucis de l'Iowa

- Républicains : M. Dole l'emporte sur M. Bush
- Démocrates : victoire de M. Gephardt

Le sénateur du Kansas Robert Dole a remporté lundi 8 février une victoire pas vraiment attendue, mais probante, dans les caucis républicains de l'Iowa, tandis que l'ex-« télévangéliste » Marion « Pat » Robertson causait la surprise en battant le vice-président George Bush pour la deuxième place.

M. Dole a obtenu 37 % des suffrages, contre 25 % à M. Robertson et 19 % à M. Bush.

Chez les démocrates, le représentant du Missouri Richard Gephardt émergeait en tête d'une course très serrée, obtenant 27 % des voix après dépeuplement des votes dans 70 % des circonscriptions, devant le sénateur de l'Illinois Paul Simon (24 %) et le gouverneur du Massachusetts Michael Dukakis (21 %).

Gary Hart
le grand perdant

Le pasteur noir Jesse Jackson était crédité de 11 % et l'ex-gouverneur de l'Arizona Bruce Babbitt de 9 %. Le grand perdant était M. Gary Hart, qui n'obtenait qu'environ 1 %, alors qu'il avait été la révélation de l'Iowa en 1984 lors de la dernière élection présidentielle. Le septième candidat démocrate, M. Albert Gore, avait préféré, lui, faire l'impasse sur l'Iowa.

M. Bush, qui est toujours en tête des sondages à l'échelle nationale, a admis sa défaite de bonne grâce dans ce premier test majeur de la course à l'investiture pour l'élection présidentielle de novembre prochain.

Jurant qu'il est « un lutteur » et qu'il allait « revenir », il a promis de travailler dur pour l'emporter mardi prochain dans la seconde épreuve,

les primaires du New-Hampshire, où il se trouvait déjà lundi pour relancer sa campagne.

Son grand rival Robert Dole, qui avait absolument besoin d'un succès dans l'Iowa pour se poser d'entrée comme un « challenger » crédible, a exprimé satisfaction et a déclaré que sa victoire était la preuve qu'il pouvait être élu en novembre, sous-entendu contrairement à M. Bush.

Quant à M. Robertson, il avait, lui, dont les fidèles, des fondamentalistes chrétiens très dévoués et bien organisés en dehors de l'appareil du parti, formé, selon l'expression de la presse américaine, une « armée invisible ».

Celle-ci a pour la première fois montré sa force dans un Etat important, et plusieurs commentateurs estimaient lundi soir que les États-majors de ses concurrents devaient commencer à s'inquiéter.

Rayonnant, l'homme qui naguère expliquait tous ses actes par la volonté divine et se dit en croisant pour restaurer la morale en Amérique, s'est déclaré confiant et déterminé à refaire la même opération dans tous les autres États.

Du côté démocrate, Richard Gephardt et Paul Simon, tous deux originaires du Midwest dont fait parti l'Iowa et qui avaient fait un gros effort dans cet Etat, peuvent être satisfaits de leurs deux premières places.

Le discours de M. Gephardt, aux accents populistes et anti-establishment, taillé sur mesure pour l'électorat d'un Etat rural durement touché par la crise a eu du retentissement. M. Gephardt va bénéficier de l'énorme coup de projecteur réservé traditionnellement

par les médias au gagnant de l'Iowa. Selon la tradition, en effet, beaucoup de vainqueurs de l'Iowa ont figuré parmi les finalistes de l'élection, côté démocrate. Quant à M. Simon, libéral classique de style Rooseveltien, il garde toutes ses chances grâce à sa bonne deuxième place.

Mais le vrai vainqueur pourrait être Michael Dukakis, qui termine troisième très près des deux premiers, à une semaine des primaires du New-Hampshire, Etat voisin du sien et dans lequel il est largement en tête des sondages.

Serein, ce centriste d'origine grecque qui mise sur ses compétences de gestionnaire - il se targue notamment d'avoir restauré l'économie du Massachusetts - a estimé que ce bon résultat loin de ses bases était « la preuve que sa campagne est forte dans tout le pays », ce que les sondages tendent à confirmer. S'il gagne le New-Hampshire, il sera l'homme à suivre du Parti démocrate avant le « super-mardi » du 8 mars lors du vote des États du Sud. — (AFP.)

Le Monde sur minitel

BOURSE :

Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille

36.15 TAPÉZ LEMONDE

Europe

Les silences du lieutenant



L'armée de l'air thaïlandaise

« Les critiques sont nombreuses... »

Découverte des restes de plus de dix mille soldats de guerre italiens tués par les Allemands

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

« Il n'est pas impossible que, découvrant la ténacité des soldats laotiens et la faiblesse relative de l'armée thaïlandaise, certains socialistes n'y aient vu une bonne occasion de mettre Bangkok en garde contre trop d'intransigeance dans la question cambodgienne... »

Europe

Les silences du lieutenant Waldheim

(Suite de la première page.)

Chef du Parti conservateur OeVP et vice-chancelier du gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates, M. Alois Mock a rappelé pour sa part qu'à son avis la responsabilité de la commission se limitait à déterminer si le président avait commis ou non des crimes de guerre. Dans ces conditions, il a estimé que « la réponse est claire » et que « le reste n'a pas de raison d'être ». Evoquant les commentaires des historiens sur le comportement personnel de M. Waldheim, M. Mock a ajouté qu'il était « peiné » par leurs remarques critiques, déclarant que le mandat de la commission ait été à son avis outrepassé.

« Peiné », le chancelier Franz Vranitzky l'est aussi, mais pour des raisons diamétralement opposées. Après avoir reçu les historiens, le chancelier s'est présenté devant la presse avec M. Mock à ses côtés pour donner un premier commentaire à chaud. Constatant qu'il n'y avait pas de « responsabilité directe », M. Vranitzky a cependant ajouté : « Il y a beaucoup de remarques critiques sur l'activité concrète du président pendant sa période militaire, qui, comparées avec ce qui en avait été dit jusqu'ici, me peinent dans une certaine mesure. »

Les conséquences à tirer du travail de la commission devaient être examinées mardi 9 février, au cours du conseil des ministres hebdomadaire. Dans l'entourage de M. Mock, on se refusait lundi à dramatiser sur la différence de ton apparue entre le chancelier social-démocrate et son vice-chancelier.

Rien ne laissait prévoir à Vienne qu'elle puisse conduire à une rupture de la grande coalition qui gouverne l'Autriche depuis deux ans maintenant. Cette différence de ton traduit cependant l'obligation devant laquelle les deux partenaires de la coalition se sont trouvés de prendre plus clairement position qu'ils ne l'auraient peut-être souhaité eux-mêmes.

Même si, de l'aveu de certains membres de la commission, les conclusions de ce rapport ne révèlent aucun fait nouveau, elles ont apparemment surpris les responsables politiques par leur franchise. Le texte final du rapport comporte pourtant des modifications

dont on ignore si elles ont été imposées par le président Waldheim ou elles traduisaient un désaccord entre les historiens.

Le passage du document reprochant à M. Waldheim d'avoir tenté de passer sous silence des faits ayant trait à son passé soulignait ainsi, dans une première version, qu'il pouvait au moins

soumettre à trois résumés le président Waldheim, le chef du Parti conservateur, M. Mock, et le chancelier Vranitzky.

Lundi en fin d'après-midi les historiens ne disposaient toujours pas de la version finale imprimée du document. Renonçant à se rendre d'abord, comme prévu, au

critique morale », commentait seulement le *Kurier*.

Lundi matin, des déclarations du président du Congrès juif mondial, M. Bronfman, avaient déjà permis à M. Mock de faire diversion, en accusant le CJD de se livrer à des attaques honteuses contre l'Autriche, niant, avant même qu'elle ne soit connue, la signification des conclusions de la commission. M. Bronfman avait estimé que le président autrichien n'était qu'un « symbole » et que c'était le comportement de l'Autriche entière pendant la guerre qui était condamnable. Ces propos avaient amené les dirigeants du Parti social-démocrate eux-mêmes à s'élever contre des accusations jugées diffamatoires pour l'Autriche tout entière.

Riposte au Congrès juif mondial

Après le jeu de cache-cache que les historiens ont eu à mener ces dernières semaines pour tenter de récupérer — en vain — l'original du document qu'un historien yougoslave avait transmis à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, et qui accusait le lieutenant Waldheim d'avoir ordonné la déportation de quatre mille civils dans les Balkans en 1942, les propos de M. Bronfman venaient à point nommé pour permettre une fois de plus aux dirigeants conservateurs de faire valoir la thèse du complot international.

Si le rapport fournit à certains des arguments pour protester contre la responsabilité morale de M. Waldheim qui, comme le souhaitait lundi encore l'ancien chancelier socialiste Bruno Kreisky, devrait démissionner, rien ne permet cependant de supposer que pour l'instant il puisse faire changer d'avis une opinion publique restée jusqu'à présent accrochée à son « légalisme ». « Il y a un million de ces Waldheim en Autriche », constatait désabusé, un jeune avocat viennois lundi soir pour expliquer la difficulté de beaucoup d'Autrichiens de refuser de voir la vérité en face. 72 % de la population, selon un sondage publié la semaine dernière, continuait à estimer que, malgré les événements, le président doit rester en place.

HENRI DE BRESSON.



Extrait de Profil, hebdomadaire autrichien

être reproché au président une « coresponsabilité morale ». Cette notion a disparu de la version finale.

« Une critique morale »

L'historien belge Jean Vanwelkenhuyzen indiquait lundi soir qu'il avait finalement jugé préférable de s'en tenir aux faits plutôt que d'émettre des jugements de valeur attaquables. Il a reconnu que certains de ses collègues, peut-être pour ne pas paraître trop tendres avec M. Waldheim, auraient préféré un texte plus dur. Toujours est-il que le rapport a suscité un véritable branle-bas de combat à Vienne. Dès qu'ils en eurent entre les mains les premières ébauches, les dirigeants de l'OeVP s'étaient réunis de toute urgence pour en examiner les implications. Lundi matin un

siège de la présidence, ils arrivaient les mains vides faire état de leurs conclusions au chancelier et au vice-chancelier. Le président de la commission M. Hans-Rudolf Kurz, s'est entretenu ensuite avec M. Waldheim en lui faisant remarquer que toutes les conclusions à tirer ne lui paraissent certainement pas, mais la séance, indiquait-on, s'est déroulée dans une atmosphère courtoise.

Tout ce temps en revanche était utilisé par les dirigeants conservateurs pour préparer leur présentation de l'événement pour l'opinion publique. Avant même que les premiers exemplaires du rapport ne circulent sous le manteau, les éditions de la presse conservatrice publiaient, à Vienne en fin d'après-midi, triomphalement Waldheim « blanchi ». « Un acquiescement sur les faits, une

POLOGNE

Découverte des restes de près de dix mille prisonniers de guerre italiens tués par les Allemands

Varsovie. — Les restes de près de dix mille prisonniers de guerre italiens, tués par les Allemands pendant la seconde guerre mondiale, ont été découverts à proximité de la petite ville de Dablin, à quelque 130 kilomètres au sud-est de Varsovie, a annoncé, le lundi 8 janvier, l'agence PAP.

L'agence rapporte que ces restes ont été mis au jour lors de travaux de terrassement pour l'aménagement d'un « parc » qui devait « symboliser le martyre des peuples d'Europe pendant la seconde guerre mondiale ».

« Une douzaine de sacs d'os humains ont été découverts sous une mince couche de terre », a précisé PAP, en ajoutant que « de nombreux objets trouvés à leurs côtés » prouvaient qu'il s'agissait de « prisonniers de guerre italiens ».

Selon PAP, les Allemands avaient, dès l'automne 1941, installé à Dablin de nombreux stalags où étaient détenus des juifs ainsi que des prisonniers de guerre soviétiques, français et, plus tard, des italiens.

Quelque 120 000 à 150 000 prisonniers de guerre soviétiques y ont été détenus, indique encore l'agence qui ajoute que près de la moitié d'entre eux « sont morts ou ont été exterminés » par les nazis.

Dans le stalag réservé aux italiens, il y avait 2 507 prisonniers de guerre et 7 785 autres sont venus ensuite grossir leurs rangs. « Les nazis ont systématiquement exterminé plus de 10 000 de leurs anciens alliés », affirme l'agence.

Pour ce qui est des prisonniers de guerre français, PAP ne fait que signaler leur présence à Dablin mais n'apporte aucune précision à leur sujet. — (AFP.)

[Les restes retrouvés sont apparemment ceux de soldats italiens qui, en tant qu'alliés du III^e Reich, avaient été envoyés sur le front de l'Est pour combattre aux côtés des forces allemandes. Manquant d'armes au combat, en particulier pendant le rigoureux hiver russe, ils avaient été regroupés par les nazis dans des camps de prisonniers, où nombre d'entre eux furent ultérieurement exterminés.]

Le rapport de la commission d'historiens

« Il s'est efforcé de faire oublier son passé militaire »

Dans son relevé de conclusions, la commission d'historiens souligne que, dans l'examen de la coresponsabilité de M. Waldheim dans des actions de guerre contraires au droit, « il faut [...] partir du fait que celui-ci avait dans ses fonctions à l'état-major dans les Balkans, malgré son rang inférieur, un rôle certainement beaucoup plus important que celui d'un officier d'ordonnance de deuxième rang ».

Après avoir souligné que ces fonctions l'amenaient à avoir « une connaissance large et approfondie de ce qui se passait sur les fronts, notamment dans les Balkans », le document estime que cette connaissance « avait trait non seulement aux directives d'ordre tactique, stratégique et administratif, mais touchait dans certains cas également à des traitements et à des mesures qui étaient en contradiction avec le droit de la guerre et avec les principes fondamentaux de l'humanité ».

[...] La commission n'a pas connaissance d'un cas où Waldheim ait élevé une critique, une protestation ni quoi que ce soit contre une atteinte au droit, fortement connue de lui, pour tenter de l'empêcher ou du moins de l'atténuer.

La commission, souligne le rapport, n'accepte pas l'argument d'un « accomplissement du devoir ». [...] Même en guerre, le commandement

militaire n'a pas une valeur illimitée. La commission a compté dans ses recherches nombre de cas où des officiers avaient pris la responsabilité de contourner ou même de s'opposer à des ordres contraires au droit, sans avoir eu pour cela à subir des inconvénients trop grands ».

« M. Waldheim, note encore la commission, avait pour excuse [...] que, pour un jeune officier d'état-major qui n'avait pas de pouvoir de commandement au niveau du groupe d'armée, les possibilités pratiques de contestation des ordres étaient très limitées et n'auraient selon toute vraisemblance, conduit à aucun résultat sensible. [...] Un tel comportement de Waldheim n'est pas connu. »

La manière dont M. Waldheim a présenté son passé militaire, écrit en conclusion le rapport, ne correspond pas sur de nombreux points aux résultats du travail de la commission. Il s'est efforcé de faire oublier son passé militaire, et dès que cela ne fut plus possible, a tenté de le rendre anodin.

Cet oubli est, selon la commission, si fondamental, qu'elle n'a pu elle-même, pour son travail, obtenir aucune possibilité de coopération de la part de M. Waldheim.

● ITALIE : réclusion à perpétuité pour treize membres de la Mafia. — Treize membres de la Mafia impliqués dans une sanglante guerre des gangs à Milan, qui a duré une décennie et fait quarante-quatre morts, ont été condamnés à la réclusion à perpétuité lundi 8 février à l'issue du procès de cent neuf meflores en cours depuis un an. Soixante-treize autres accusés ont été condamnés à des peines de prison pour meflores, trafic de stupéfiants, et extorsions de fonds ; quatorze ont été acquittés, huit ont eu leur sentence suspendue, et un a été annulé. — (Reuters, UPI.)

● RFA : Mohammed Hamadei inculpé pour le détournement d'un

Boeing américain en 1985. — Le chite émirati Mohammed Hamadei, incriminé à Francfort (RFA) depuis janvier 1987, a été formellement inculpé lundi 8 février pour le meflores d'un « meflores » américain lors du détournement d'un Boeing de la TWA en juin 1985, a annoncé un porte-parole du parquet de Francfort. Il a été également inculpé de détournement d'avion, de coups et blessures, de prise d'otages, de chantage, de vol aggravé et de détention illégale d'explosifs.

Les Etats-Unis avaient demandé l'extradition du « terroriste », mais la RFA avait décidé en juin 1987 de le faire juger par un tribunal ouest-allemand. — (AFP.)

« Mondes en Devenir »

ACADIE

La guerre de Cent Ans des Français d'Amérique aux Amérindiens et en Louisiane

1670-1700 Robert SAUVAGEAU Préface de Maurice DENIZÈRE

15,5 x 24 cm - 254 p.

9 cartes - 175 F

Berger-Levrault

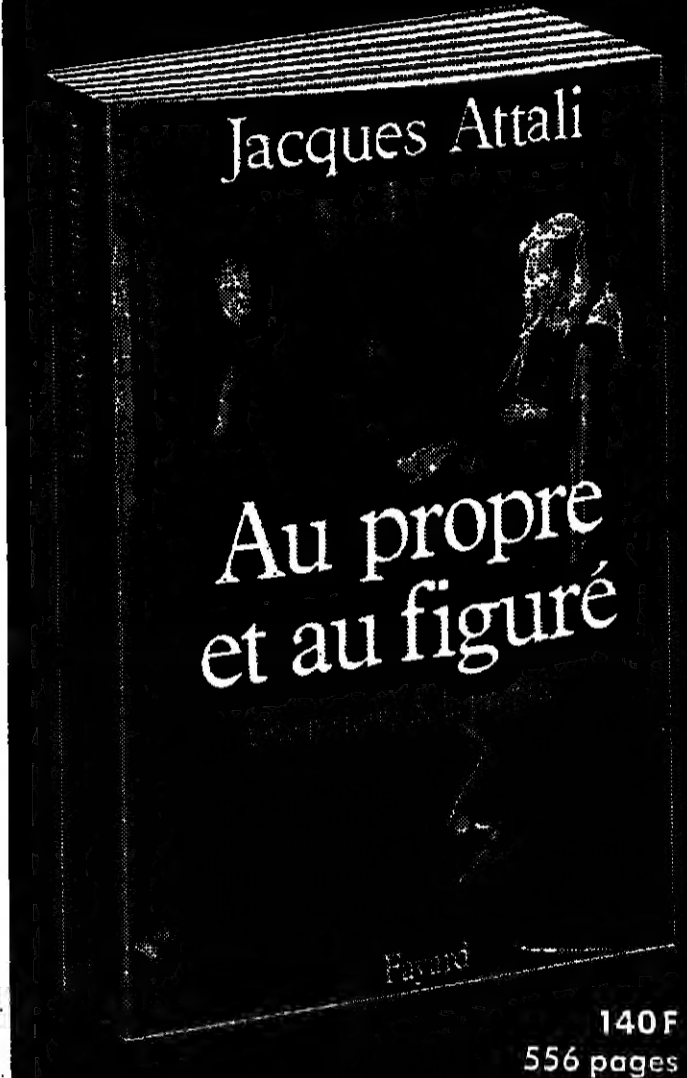
5, rue Auguste-Conte - 75008 PARIS

Une année scolaire aux U.S.A. avec Eurolangues

15 à 18 ans Famille + High School Plus de 18 ans Collège

documentation sur demande 35, bd des Capucines 75002 Paris Téléphone (1) 42.61.53.35

Jacques ATTALI



Au propre et au figuré

140 F
556 pages

La longue épopée, à travers les millénaires, les pays, les mœurs, de la propriété, ce phénomène constant. Un livre tout à fait passionnant...

Jean-Pierre Elkabbach Europe 1

FAYARD

Proche-Orient

Les manifestations des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza

La vague de violences a gagné le milieu rural

JÉRUSALEM
de notre correspondant

De mémoire de nationaliste palestinien, on avait rarement vu cela : « *Parti des camps de réfugiés, le soulèvement dans les territoires occupés a ensuite gagné les villes, Ramallah, Naplouse, et il mobilise maintenant des villages de campagne, ce qui est sans précédent dans l'histoire du mouvement national.* » L'auteur de ce commentaire est un notable de Hebron, le docteur Ahmed Hamzé Natché, le militant et un long passé de militant nationaliste derrière lui. Ce médecin francophone dressait, lundi 8 février, une liste d'une dizaine de villages des environs de Hébron, « *des bourgades où il ne s'était jamais rien passé depuis vingt ans* » et qui, tout à coup, ont vu « *leurs barrières* » ou « *leurs* » manifestations. Le cas le plus dramatique fut celui de Beit-Ummar, où, la veille, trois Palestiniens avaient été tués dans un affrontement avec l'armée.

Cette extension de la vague de violences en milieu rural, on pouvait également l'observer la semaine passée dans la région nord de la Cisjordanie, aux environs de Naplouse. Là aussi, au cœur de collines austères et désolées, quelques « *shehab* » (jeunes) harcelaient routes et chemins, dans des localités ne comptant guère plus d'une demi-douzaine d'habitants. Le docteur Natché y voit « *une politisation croissante de la population palestinienne en général.* » Propos militants, sans doute, mais qui sont confirmés par les responsables de l'administration des territoires occupés. Ils observent, eux aussi, ce phénomène avec étonnement : traditionnellement, le nationalisme palestinien avait pour places fortes les camps, les universités et les villes. Deux mois après le début des troubles en Cisjordanie et à Gaza, les tracts sont aussi distribués à la campagne — preuve supplémentaire que le mouvement, au départ largement spontané, a été

puissamment relayé par les militaires. Il n'en reste pas moins apparemment très décentralisé et nombre d'observateurs sont sceptiques quant à l'existence d'une mystérieuse structure clandestine qui orchestre la ronde des manifestations.

« *Ce qui est très clair et très nouveau sur le terrain, observe le docteur Natché, c'est la collaboration*

Il affirme encore que si les grèves dans le commerce sont si largement suivies — elles étaient à peu près totales lundi en Cisjordanie et à Jérusalem — cela n'est pas dû aux pressions exercées sur les propriétaires : « *Ceux-ci, dit-il, ne supportent plus le poids de la fiscalité israélienne.* » Le fait est que les tracts (les vrais), distribués depuis le début du mouvement, ont tou-

vies de démentir des autorités. La première concerne un garçon de dix-sept ans, Iyad Alkal (du camp de Bourrej à Gaza), mort dans la nuit de dimanche à lundi à l'hôpital Shifa de Gaza. Sa famille et des responsables d'une organisation humanitaire ont assuré qu'il avait été battu à mort par des soldats qui seraient venus arrêter Iyad Alkal et son cousin Khaled au domicile familial, dans l'après-midi de dimanche. Un journaliste de l'agence américaine AP a rencontré Khaled Alkal : il portait des traces de coups à un bras et sur le dos.

Aucune autopsie n'a été pratiquée sur le corps d'Iyad, curieusement soustrait aux autorités par la famille du jeune homme. L'armée a catégoriquement démenti qu'un seul soldat se soit trouvé, à un seul moment, dans le camp de Bourrej, durant toute la journée de dimanche ; elle a expliqué qu'aucun rapport de l'hôpital de Shifa ne mentionnait les causes de la mort d'Iyad sur laquelle il est impossible d'enquêter, du fait du comportement de la famille. L'enterrement a eu lieu lundi matin en présence de 3 000 personnes et a dégénéré en manifestation. L'armée est intervenue : un garçon de quinze ans et une fille de douze ans ont été blessés par balle.

D'autre part, une autopsie a établi que la mort, samedi, à Gaza, d'un autre adolescent (Le Monde du 9 février) que sa famille avait imputée à un passage à tabac, était en fait due à une maladie dont le jeune homme souffrait depuis plus d'un an.

Enfin, la police enquête sur le cas d'un Palestinien tué par balle lundi matin dans le village de Kfar-Kaddam, près de Naplouse, alors qu'il se trouvait dans la localité. Les résidents de Kaddam ont accusé les soldats israéliens de ce meurtre, et la police n'exclut aucunement cette hypothèse.

ALAIN FRACHON.

Le coût du maintien de l'ordre

Le gouvernement israélien a déjà englouti « *plusieurs centaines de millions de dollars* » dans les territoires occupés de Cisjordanie et Gaza, a rapporté, lundi 8 février, le quotidien israélien *Yedioth Aharanot*, qui publie le coût de la panoplie d'un militaire chargé de disperser des manifestations.

Le casque, avec visière : 128 dollars.

Le gilet pare-balles : 308 dollars.

Le masque à gaz : 38,5 dollars.

La matraque : de 7 à 10 dollars, « *selon la qualité du bois* ».

La grenade lacrymogène : 32 dollars.

La grenade fumigène : 19 dollars.

Un chargeur de 15 balles de couteau : 6,5 dollars.

Plusieurs milliers de soldats israéliens ont été déployés dans les territoires occupés depuis le début des troubles, le 8 décembre (l'armée refuse de donner des chiffres précis), et les militaires font un usage massif des grenades lacrymogènes et des balles de couteau. — (AFP.)

qui s'est installée entre le courant islamiste et les nationalistes laïques (ceux de l'OLP), deux groupes qui, par le passé, avaient plutôt tendance à se combattre.

« *Pour le moment, les divergences ont été mises de côté, afin de se débarrasser de l'occupation* », poursuit le docteur Natché ; il assure que personne ne conteste « *le leadership de l'OLP* » et qu'il a rarement vu une « *partie unie* » entre les différentes tendances de l'organisation. Il en veut pour preuve que les « *services* » israéliens auraient, selon lui, récemment tenté de recruter les anciens chefs de la résistance, mais que ceux-ci, « *portant la signature des communistes et dégoûtant les islamistes* », « *Cela n'a trompé personne* », assure le docteur Natché.

jours mentionnés en bonne place cette « *question fiscale* ».

Le regard que le docteur Natché porte sur les événements est celui d'un nationaliste convaincu. Il n'est pas moins partagé par nombre d'observateurs israéliens. Ils constituent une radicalisation peut-être passagère de larges secteurs de la population palestinienne, sous l'impact des événements, par émulation naturelle (il faut faire aussi bien que le camp ou le village d'à côté) ou encore du fait de la répression.

Rumeurs et démentis

Celle-ci a donné lieu lundi — jour relativement calme — à une série d'informations alarmantes sui-

David contre David

(Suite de la première page.)

Il ne manque pas d'ailleurs de responsables pour en être conscients. « *Si les Israéliens, sous le masque d'une occupation temporaire, détiennent indéfiniment les droits politiques de base aux Palestiniens, ils auront une démocratie de la race des maîtres* », écrit, par exemple, Meron Benvenisti, ancien maire adjoint de Jérusalem, dans un récent numéro de *Newweek* (1), sous le titre : « *Israël's Apocalypse Now* ».

« *Il faut retirer tout espoir aux Arabes, qu'ils acceptent la paix ou le désespoir* », nous avait dit une jeune femme, il y a déjà longtemps, au cours d'un voyage dans l'État hébreu. Trop de dirigeants israéliens l'ont cru, certains sans doute le croient encore. Toute l'histoire est là, pourtant, pour prouver que seules durent les paix acceptées, ce qui signifie le contraire d'imposées : la victoire enivre le vainqueur, mais à peine est-elle acquise que déjà s'activent les forces de la revanche.

L'Europe a connu ce va-et-vient des triomphes et des défaites. Si elle est en paix aujourd'hui, c'est parce que les combattants s'y sont épuisés et que ses peuples ont perdu, de ce fait, comme disait l'un de nos vieux amis, qui fut l'un des premiers diplomates de l'État d'Israël, Eliezer Negev, « *le goût de mourir collectivement* ». Le drame, c'est qu'il lui semblait avoir perdu, en même temps, l'ambition qui a fait de ce continent, pendant deux millénaires, le centre du monde...

Ce « *goût de mourir collectivement* », il n'a pas disparu en Orient, à voir le nouveau massacre des Innocents qui se perpétue à la frontière irako-iranienne, la vietnamisation de l'Afghanistan, le suicide, encouragé de près par le Liban, à voir le nouveau tour pris par la résistance palestinienne. Les dévouements d'avions, les prises d'otages, les attentats terroristes contre des populations civiles, révoquent l'opinion. Mais aujourd'hui le pays de David se voit affronté par des jeunes qui se donnent, en risquant leur vie, le visage de David, et il suffit de lire la presse nord-américaine pour voir à quel point les milieux les plus favorables à la cause sioniste en sont troublés.

« *Le sentiment se répand, déclarait au Monde, il y a tout juste un an, le roi Hussein de Jordanie, que si quelque chose n'est pas fait rapidement [pour chasser une issue au problème palestinien], on se trouvera dans une situation psychologique telle qu'il apparaîtra que tout est perdu. Toute la région s'enfoncera alors dans un profond abîme, avec des risques d'éruption qui ne seront pas facilement circonscrits* » (2). C'était bien vu. Le mouvement qui s'est déclenché en Cisjordanie et à Gaza ne va pas s'arrêter de sitôt. Le seul moyen de l'enrayer, c'est de négocier, de

rendre un espoir à ceux à qui l'on n'en propose aucun.

Cent fois, mille fois, on en a parlé. Y compris dans les accords de Camp David entre Begin, Carter et Sadate. Il y était prévu qu'après une période transitoire de cinq ans une « *autorité autonome* » librement élue serait mise en place et qu'une « *puissante force de police locale* » serait livrée. L'Assemblée générale des Nations unies, le conseil européen, ont reconnu le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Valéry Giscard d'Estaing a parlé, alors qu'il présidait la République, de « *peuple palestinien* ». Brejnev et Jimmy Carter ont employé l'un et l'autre, à propos des Palestiniens, cette même expression de « *foyer national* », dont l'occupation par Israël, en 1947, au bénéfice du peuple de Moïse, a entraîné le retour de trois millions de juifs sur la terre de leurs ancêtres.

Tout le monde sait, tout le monde sent qu'à moins d'envisager une guerre de Cent Ans, que la fécondité des Palestiniens promet à elle seule de rendre de plus en plus âpre, il faudra bien que chacun des deux camps prenne son parti un jour de l'existence de l'autre. Divers indices montrent qu'à l'intérieur de chacun des camps en question beaucoup en sont persuadés. Mais, des deux côtés, on attend toujours de l'autre qu'il fasse le premier pas.

Yasser Arafat se sent quitte parce qu'il a déclaré à la tribune des Nations unies, le 13 novembre 1974 : « *Je suis venu ici tenant d'une main le rameau d'olivier et de l'autre mon fusil de révolutionnaire. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main* ». Mais, c'était après avoir dit, dans le même discours : « *Agissons ensemble [...] afin que de mon exil je rentre avec mon peuple pour vivre avec ce juif combattant [NDR : Ahud Adin, emprisonné en Israël pour avoir préconisé un État démocratique palestinien] et avec ses camarades [...] dans le cadre d'un seul pays démocratique où chrétiens, juifs et musulmans vivront dans un État fondé sur une base de justice, d'égalité et de fraternité* ». Après avoir fait adopter par le douzième Conseil national palestinien, en juin 1974, une résolution engageant l'OLP « *à lutter contre tout projet d'entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi* ».

« *Faire semblant de croire que les propositions de Yasser Arafat ne remettent pas en question l'existence d'Israël n'est qu'une hypocrisie de plus dans cette tragique affaire* », comment ne pas partager l'opinion que François Mitterrand exprimait alors dans un entretien avec le *Nouvel Observateur*. Israël, de son côté, s'en tient à ce que déclarait Menahem Begin, le 19 mars 1979, lors du débat de ratification des accords de Camp David : « *Israël ne reviendra jamais aux fron-*

tières d'avant la guerre de juin 1967. Israël ne permettra jamais et empêchera que soit créé un État palestinien en Cisjordanie. Jérusalem, une et réunifiée, restera pour l'éternité la capitale d'Israël.

Deux nations pour une même terre

« *Jamais* » : il n'y a pas plus de « *jamais* » que de « *pour l'éternité* » en histoire. Sans que la France ne se soit — jamais — reconnue « *cléfière* » l'Angleterre ou avec l'Allemagne. Sans que Reagan et Gorbachev ne seraient, sans en train de négocier. Sans que les mots d'accommodement ou de droits de l'homme n'auraient pas droit de cité au Vatican. Un jour viendra où de doctes professeurs s'interrogeront sur les raisons pour lesquelles l'antagonisme entre Israël et le monde arabe a pris de telles proportions. Ils ne manqueront pas de noter que l'explication par le Coran, si souvent avancée aujourd'hui, ne suffit pas, puisque les chrétiens sont nombreux parmi les Palestiniens en colère. Et qu'il s'agit donc bien du problème de la coexistence de deux nations qui s'ingénient chacune à détruire des droits exclusifs sur la terre que l'une appelle Eretz Israël et l'autre Palestine.

Chacune de ces nations a peur de l'autre : ce dont il s'agit, par conséquent, c'est de les rassurer toutes les deux. Cela ne peut être fait que dans le cadre d'un règlement fortement garanti par l'Occident, comme celui qui a abouti au traité d'État autrichien ou aux accords interallemands. Comment y parvenir, sinon en négociant ? Tout le monde l'admet, peu ou prou. Mais chacun a sa définition du cadre de la négociation et de la manière de négocier. Et le résultat est que l'on ne négocie toujours pas.

Compte tenu de l'urgence, et de la détente qui prévaut en ce moment dans les relations Est-Ouest, le moment ne serait-il pourtant pas venu pour les grandes puissances de s'entendre sur un schéma de conférence et d'exercer les pressions nécessaires pour amener leurs protégés à y participer ? A quel bon laisser la situation se détériorer davantage encore ? C'est l'ancien chef des services de renseignements d'Israël, le général Yairiv, qui écrit, dans le dernier numéro de *Politique internationale* : « *L'ère de l'intégration mutuellement acceptable* », qui bannirait tout ressentiment entre les États arabes et Israël et ferait de l'État hébreu, un partenaire à part entière est encore une perspective fort éloignée. Mais si nous ne franchissons pas l'étape de la conférence internationale de paix, cette chance sera compromise à jamais.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) 25 janvier 1988.

(2) *Le Monde* du 13 janvier 1987.

Les ministres des affaires étrangères de la CEE durcissent le ton à l'égard de Jérusalem

BONN
de nos envoyés spéciaux

La réunion de coopération politique des ministres des affaires étrangères de la CEE qui s'est déroulée lundi 8 février à Bonn a été marquée par le discours du roi Hussein de Jordanie. Ce dernier était l'hôte des Européens en qualité de président en exercice du sommet arabe, et, à ce titre, a informé le conseil des derniers développements dans le conflit du Proche-Orient. Son intervention a été qualifiée d'« *émouvante* » par le chef de la diplomatie allemande, M. Genscher. Il s'agit, comme l'a souligné M. Jean Bernard Raimond, ministre français des affaires étrangères, de faire le point après « *deux mois d'événements tragiques dans les territoires occupés* ». Il n'en est cependant pas résulté une modification fondamentale de la position de la Communauté.

Le texte adopté lundi se réfère explicitement à la déclaration de Venise de 1980 et à celle du 23 février 1987 : ces textes insistent sur la nécessité d'engager un processus de paix impliquant toutes les parties concernées, et de réunir le plus rapidement possible une conférence internationale.

La montée de la violence dans les territoires occupés a néanmoins conduit les Douze à durcir le ton à l'égard d'Israël. « *Le conseil déplore profondément les mesures de répression prises par Israël en violation du droit international et des droits de l'homme. Ces mesures doivent cesser* », ont-ils dit. Le conseil a lancé par ailleurs « *un appel pressant à toutes les parties pour qu'elles fassent preuve de modération afin de réduire la dangereuse tension dans les territoires occupés* ». On ne pouvait être plus nuancé, car il était impossible d'obtenir dans cette réunion un consensus condamnant plus explicitement la politique israélienne.

Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a commenté en ces termes la déclaration : « *Personne d'entre nous n'a utilisé ces termes de goit de cœur, mais c'était une position qu'il fallait prendre compte tenu des derniers événements* ». Il fallait aussi prendre en considération les préoccupations des Néerlandais, traditionnellement plus pro Israéliens que leurs partenaires de la CEE.

Les Douze, estimant que « *le statu quo dans les territoires occupés ne peut se prolonger* », ont renouvelé leur soutien le plus ferme à la tenue d'une conférence internationale. Cette initiative s'est heurtée au premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir. De leur côté, les États-Unis, qui avaient jusqu'à une date récente repoussé cette idée, semblent adopter une position moins rigide. Des missions d'exploration ont été envoyées par le département d'État en Europe et au Proche-Orient afin de sonder les parties concernées. Mais, si l'on en croit M. Jean Bernard Raimond, qui a rencontré récemment l'un de ces émissaires, M. Whitehead : « *Les idées américaines ne sont pas suffisamment précises pour se faire un jugement sur la position de Washington* ».

D'autres questions ont été évoquées au cours de la journée : les ministres se sont félicités des avancées dans le processus de paix en Amérique centrale, et un texte commun a rappelé les « *réglés de conduite* » vis-à-vis de l'Afrique du Sud. M. Genscher tenait aussi à faire savoir à M. Franz-Josef Strauss, dont le récent voyage en Afrique australe a suscité quelques remous dans la coalition au pouvoir à Bonn, qu'il avait, lui, le soutien des Européens pour sa politique sans concessions à l'égard de Pretoria.

LUC ROSENZWEIG
et MARCEL SCOTTO.

A TRAVERS LE MONDE

Panama

Le général Noriega demande la fermeture des bases américaines

Les échanges d'invectives, de révélation et contre-révélation entre les États-Unis et le Panama se poursuivent. Lundi 8 février, Washington a démenti avoir préparé une invasion du Nicaragua en demandant l'aide de Panama, ainsi que l'en avait accusé le général Noriega, peu après avoir été inculpé par la justice américaine de trafic de drogue. Le jour même, l'homme fort du Panama contre-attaquait à nouveau en affirmant, au cours d'une émission télévisée, que les forces américaines stationnées dans le pays (dix mille soldats environ, répartis sur quatorze bases) « *étaient une violation du traité sur le canal de Panama* » et que, en conséquence, il réclamait « *le retrait de Panama du commandement sud des États-Unis* », qui constitue le quartier général de l'armée américaine dans la région.

En tenant ces propos, le général se faisait l'écho des cadres principaux de son armée, qui venaient d'accuser les États-Unis d'intervenir dans les affaires intérieures panaméennes. La réponse américaine dans leurs discours, la solidarité et la coopération tuniso-algériennes et évoqué les perspectives d'édification « *pas à pas* », avec « *sagesse et pondération* », d'un ensemble maghrébin. — (Correspondence.)

Amnesty International estime que les huit prisonniers, dont notamment l'ancien vice-président de Somalie, M. Ismail Ali Abokor, ont été arrêtés et condamnés à mort sans procès et sans défense. L'organisation a exprimé sa violence leurs convictions et leur opposition au régime du président Mohamed Siad Barre. — (AFP.)

Tunisie

Fin du sommet maghrébin tripartite à Sakiet-Sidi-Youssef

Le bombardement il y a trente ans, pendant la guerre d'Algérie, du village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef par l'aviation française a été commémoré, le lundi 8 février, par les présidents Ben Ali et Chadli Bendjedid.

Le colonel Kadheff, qui avait quitté Tunis quarante-huit heures plus tôt pour l'Algérie (le Monde du 8 février) et dont la présence n'était pas prévue, s'est imposé aux cérémonies en arrivant à Sakiet-Sidi-Youssef dans la voiture du chef de l'État algérien, donc, à l'évidence, avec son assentiment. Alors qu'il n'en avait pas eu l'occasion pendant sa visite, il a pu ainsi, lors d'un meeting, développer publiquement son thème favori de l'unité arabe, seule susceptible, selon lui, de faire face « *aux dangers toujours présents du colonialisme sur aguerri* ». Mais ses propos n'ont toutefois pas été rapportés dans les médias ni à la radio ni à la télévision tunisienne.

Plus réalistes, MM. Ben Ali et Chadli Bendjedid ont surtout célébré, dans leurs discours, la solidarité et la coopération tuniso-algériennes et évoqué les perspectives d'édification « *pas à pas* », avec « *sagesse et pondération* », d'un ensemble maghrébin. — (Correspondence.)

Amnesty International estime que les huit prisonniers, dont notamment l'ancien vice-président de Somalie, M. Ismail Ali Abokor, ont été arrêtés et condamnés à mort sans procès et sans défense. L'organisation a exprimé sa violence leurs convictions et leur opposition au régime du président Mohamed Siad Barre. — (AFP.)

Le Monde
sur minitel

DÈS 15 H 30 :

les cotes de la Bourse

36.15 TAPEZ LEMONDE

La déclaration de candidature de la

A Lyon : « J'ai b



« *Je suis prêt à tout* »

Mitterrand et Chirac
au second tour
favorable
au chef de l'État

Aigres-douces au R

Le RPR (Rassemblement pour la République) a obtenu, lors des élections municipales du 15 février, une victoire éclatante dans la ville de Lyon. Les candidats du RPR ont remporté la majorité absolue dans tous les arrondissements de la métropole lyonnaise. Cette victoire est considérée comme un succès important pour le RPR, qui a ainsi consolidé sa position de première force politique dans la région. Les résultats ont été accueillis avec enthousiasme par les dirigeants du parti, qui ont souligné l'importance de cette victoire pour l'avenir de la France. Les élections ont également permis de constater le soutien populaire accordé à la politique de Mitterrand. Les candidats du RPR ont obtenu des scores élevés, dépassant souvent les 50% des voix. Cette victoire est le fruit d'une campagne électorale soignée et d'un programme attractif. Les élus du RPR ont promis de poursuivre les réformes engagées par le gouvernement et de travailler à l'amélioration des services publics. Ils ont également souligné l'importance de la coopération entre les différents acteurs de la vie politique. Cette victoire du RPR à Lyon est un événement majeur dans la vie politique française. Elle confirme le rôle de première force du RPR et ouvre de nouvelles perspectives pour le parti. Les dirigeants du RPR ont promis de ne pas se contenter de cette victoire et de continuer à travailler pour le bien de la France. Ils ont également souligné l'importance de la coopération entre les différents acteurs de la vie politique. Cette victoire du RPR à Lyon est un événement majeur dans la vie politique française. Elle confirme le rôle de première force du RPR et ouvre de nouvelles perspectives pour le parti. Les dirigeants du RPR ont promis de ne pas se contenter de cette victoire et de continuer à travailler pour le bien de la France.

« *Je suis prêt à tout* »



La campagne pour l'élection présidentielle

La déclaration de candidature de M. Raymond Barre a donné le coup d'envoi de la primaire au sein de la majorité

Le départ de la course du lièvre et de la tortue a été officiellement donné, le lundi 8 février, à Lyon, par la déclaration de candidature à la présidence de la République de M. Raymond Barre. Pour bien montrer qu'il recherche un lien personnel entre lui et les électeurs, l'ancien premier ministre s'est exprimé hors de la présence des dirigeants des partis qui ont déjà annoncé qu'ils lui apporteraient leur soutien. Mais, dès mercredi, il débattait avec les députés UDF, avant que son directeur de campagne, M. Philippe Mestre, n'annonce la composition du « conseil politique » qui l'assistera, en réunissant les principaux responsables de l'UDF.

« Qui veut voyager loin ménage sa monture », a expliqué, à Lyon, M. Barre, décidément très

inspiré par le fabuliste, pour signifier qu'il n'a pas l'intention de modifier l'allure de sa campagne. Mais les événements ne vont-ils pas le contraindre à accélérer le mouvement, pour mieux faire entendre ce qui le différencie de l'autre candidat de la majorité ? Déjà, dans sa déclaration officielle, axée sur la crainte d'un « retour du système socialiste », les piques contre M. Chirac ne manquent pas : il propose un « nouveau départ » à la France, là où M. Chirac annonce une « nouvelle étape » d'un processus entamé en mars 1986.

Certes, pour l'heure, les lieutenants du premier ministre ont fait semblant de croire qu'elles ne visaient que M. François Mitterrand. Certes

M. Mestre, lui-même, tout au long de sa prestation à France-Inter, ne s'en est pris qu'aux socialistes, affirmant même que la majorité ne tomberait pas dans le « piège » que lui tend le PS. Mais il n'a pas manqué non plus de souligner ce qui différencie M. Barre de M. Chirac. Et la publication d'un nouveau sondage de la SOFRES confirme que le premier doit maintenant combler le léger retard qu'il a pris sur le second.

Or les chiraquiens n'ont pas l'intention de perdre cette avance. Pour éviter que cette semaine ne soit, dans les médias, exclusivement celle des barrières, le premier ministre tiendra son grand meeting parisien le mardi. Quels que soient les souhaits de la droite, tant que M. Mitterrand ne sera pas descendu de « son petit nuage rose », pour

reprandre l'expression de M. Mestre, c'est-à-dire tant que le candidat socialiste ne se sera pas officiellement déclaré, c'est la primaire opposant MM. Barre et Chirac qui retiendra l'attention.

Elle est d'autant plus importante que de son résultat ne dépend pas seulement le nom de celui qui sera présent au second tour de l'élection présidentielle, mais aussi le leadership à droite pour de nombreuses années. Cet enjeu-là devrait entraîner quelques « coups » qui auront bien du mal à rester dans le « gentleman agreement » que disent vouloir respecter les deux candidats de la majorité, et qu'ils tentent, au moins officiellement, de faire prévaloir à l'occasion d'un très prochain tête-à-tête.

Th. B.

A Lyon : « J'ai besoin de vous »

LYON
de notre bureau régional

« Vous me connaissez. Comme tout le monde, j'ai mes qualités et mes défauts. » Voilà bien la surprise ! A mi-chemin de sa déclaration de candidature, le lundi 8 février à Lyon, celui qui fut présenté aux Français, voilà douze ans, comme « le meilleur économiste de France » concède tout soudain, « comme tout le monde », ses qualités et ses défauts. Deux minutes auparavant, venu de son habituel complet gris anthracite à fines rayures, M. Raymond Barre est entré seul dans la salle du Rhône, au deuxième étage du Palais des congrès de Lyon. D'un regard furtif, il a mesuré l'assistance, repéré quelques visages connus, avant de faire face au peloton des caméras de télévision. Quatre minutes plus tard, il redescendra seul de l'estrade bleutée dressée à son intention, la tête baissée, ému.

« C'est l'un des décisions les plus graves que l'on puisse prendre dans sa vie », confiera-t-il plus tard. En présence de sa femme Eve, de ses deux fils Nicolas et Olivier et de quelques-uns de ses collaborateurs, du maire de Lyon, M. Francisque Colomb, sa ville d'adoption, et face à une grosse centaine de journalistes, M. Barre a en effet prononcé la déclaration la plus importante de sa vie politique.

« Un ton gaillard », commentent-ils quelques minutes plus tard dans son entourage. « Un style affectif ». « Vous avez noté qu'il a choisi le direct total face à plusieurs chaînes de télévision ? » A midi, dès la première assiette de cochenilles lyonnaises, les jeux du « microcosme » ont repris jusqu'à l'entourage du candidat. A cette heure, le candidat explicite débouche en famille quelque part dans Lyon.

Au même moment, en plein cœur de la ville, de jeunes giscardiens

dressent une barrière de ballons multicolores en travers de la longue rue de la République. Un marchand de vin, sympathisant avoué du Front national, regrette d'un ton poli que l'actuelle majorité n'adopte pas une attitude plus ferme vis-à-vis : des « juppistes exportateurs de capitaux ». Un bricoleur à la main, deux étudiants essaient en sautillant de faire éclater



Dessin paru dans « The Sunday Times »

les ballons. C'est sur ce morceau de trottoir qu'à 18 heures enfin, protégé de la pluie par un parapluie double, apparaît le candidat. Onze jeunes Républicains du village de Salazie l'accueillent un ballon à la main. Le maire du VI^e arrondissement de Lyon, M. Robert Thévenot (UDF, CDS), lance dans son portevin les premiers « Barre, président ! » maladroïtement repris par la petite troupe de sympathisants. Le temps de traverser la rue, M. Barre confie à un journaliste qu'il s'est vu dans l'après-midi à la télévision mais qu'il garde ses appréciations pour lui-même.

An siège de son nouveau comité de soutien, le maire de Lyon affirme qu'il a vécu le matin même « quel que chose d'exceptionnel ». « Vous êtes très bien passé, lance-t-il au député du Rhône, seul sur TF1 au Journal de Mouroi, où l'on s'est empressé de rappeler la guirlande de grèves qui l'accompagnait. » Le reste se perd dans les rires. Mais le message a été bien compris. De Lyon, où il a « constamment reçu un appui amical et désintéressé », M. Barre adresse un premier appel en forme d'avertissement : « J'ai besoin de vous, car nous ne vivons pas dans un pays de communication aussi pluraliste et aussi libre qu'on vous le présente. » Puis : « Qui veut voyager loin ménage sa monture, je vais donc me ménager et ménager mes mandats » ; étant entendu, précise M. Barre, que « le principal adversaire n'est pas encore en lice ».

Une attitude « digne et sobre »

A l'autre bout de sa circonscription, dans le quartier de Montchat, l'ancien premier ministre renouvelle cette mise en garde dans la soirée. « J'ai besoin de vous pour faire comprendre quels sont mes objectifs et j'ai besoin de vous pour lutter contre un certain nombre de fausses interprétations ou de déformations de ma pensée. » Le temps d'une vive colère contenue, comme pour parfaire sa démonstration, et il affirme, pour l'avenir, que « le pouvoir sera mis à l'abri d'un parti politique, quel qu'il soit. Depuis les débuts de la V^e République, depuis le général de Gaulle, l'une des fonctions essentielles du chef de l'Etat est de faire en sorte que l'Etat soit impartial, que l'administration ne soit pas politisée et que tous les citoyens, quelles que soient leur éducation et leur sensibilité politique, soient traités sans la moindre discrimination ».

JEAN-LOUIS SAUX.

M. Mestre : il faudra bien que le « tonton rose » descende de son petit nuage

M. Philippe Mestre, directeur de la campagne de M. Raymond Barre, a déclaré, le lundi 8 février, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter : « Bien sûr, sur son petit nuage, le « tonton rose » souleverait beaucoup que nous nous déchirions, et il aimerait infiniment que la campagne se déroule entre Jacques Chirac et Raymond Barre pour essayer de l'arbitrer ensuite, le plus tard possible, lui-même ou par personne interposée. » M. Mestre a ajouté : « Nous n'allons pas du tout lui donner cette satisfaction. Nous allons l'obliger à descendre de son petit nuage et à venir discuter avec nous. Il faudra qu'il quitte les hauteurs de Solutré et qu'il descende dans la plaine pour le combat. »

Le député de la Vendée a continué : « Sur un certain nombre de sujets, nos amis du RPR se rallient, plus ou moins, aux positions que nous avons prises depuis si longtemps [...]. Qui eût dit, il y a dix ans, que M. Chirac fût devenu un Européen farouche ? Qui nous eût dit, il y a seulement un an, que M. Balladur souleverait applaudir

les propositions qui sont les nôtres en matière d'investissement, et notamment d'aides fiscales à l'investissement ? »

Cependant, selon M. Mestre, « l'élection présidentielle est une élection personnelle, et il s'agit, d'abord, de savoir quel est celui des deux hommes que le pays souhaite voir accéder à la magistrature suprême ».

Interrogé sur la dissolution de l'Assemblée nationale, dans l'hypothèse où M. Barre est élu président de la République, M. Mestre a déclaré : « Il réfléchira, mais il a toujours dit jusqu'ici, très clairement, qu'il avait l'intention de dissoudre s'il était élu président de la République. Je ne crois pas qu'il ait de raison de changer d'avis, mais ce sera à lui, s'il est élu président de la République, de prendre la décision. » Enfin, le directeur de campagne de M. Barre a affirmé que la question d'une éventuelle participation du Front national au gouvernement, après l'élection présidentielle, « ne se pose pas ».

Un sondage de la SOFRES

Duel Mitterrand-Chirac au second tour favorable au chef de l'Etat

M. Jacques Chirac recueille 22 % des intentions de vote, alors que M. Raymond Barre n'est crédité que de 21 % des suffrages, au premier tour de l'élection présidentielle, dans l'hypothèse où M. François Mitterrand est candidat. Le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le mardi 9 février, dans les Dernières Nouvelles d'Alsace, la Dépêche du Midi, le Provençal et la Nouvelle République (1), confirme la légère avance du premier ministre au premier tour, dans les sondages, depuis sa déclaration de candidature du 16 janvier.

Le président de la République demeure en tête de cette consultation en recueillant 39 % des voix (au lieu de 40 % en janvier), tandis que la candidature de M. Michel Rocard ne rassemble que 29 % des intentions de vote. Les représentants de droite et d'extrême droite n'en restent pas moins majoritaires en obtenant de 53 % à 62 % des suffrages, selon les hypothèses.

Au second tour, M. Mitterrand serait réélu face à M. Chirac (avec 55 % des voix au lieu de 57 % en janvier) et M. Barre (avec 33 % des intentions de vote au lieu de 32,5 %). En revanche, le chef du gouvernement sortant victorieux du duel l'opposant à M. Rocard (avec 51 % des suffrages, comme le mois dernier). De même, M. Barre serait élu avec 54 % des voix (au lieu de 55 %) dans cette éventualité.

(1) Sondage effectué du 1^{er} au 3 février auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

Les réactions

Aigres-douces au RPR, ironiques au PS

Le RPR observant un silence imposé par le « code de bonne conduite », l'UDF approuvant en conformité avec son soutien officiel, tous les autres critiquant ou ironisant : tel est le panorama des réactions des milieux politiques après l'annonce de la candidature de M. Barre.

Ainsi M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM ne doute pas que le député du Rhône « a commis une erreur en parlant de la régression de la France pendant le septennat ». Il est convaincu que M. Barre « a voulu dire » pendant la politique socialiste « car depuis deux ans la France se redresse ». A ceux autres ex-membres du RPR ne s'est exprimé.

A l'UDF, en revanche les dirigeants des formations qui la composent ont tous approuvé. M. Ménageur, président du CDS et ministre de l'équipement assure qu'en soulignant qu'il n'était pas « un spécialiste de la virevolte », M. Barre « a surtout visé M. François Mitterrand ». M. Méhaignerie est convaincu que la campagne de M. Barre va « prendre du tonus » car sa baisse dans les sondages « est un avertissement qui exige que nous nous mettions en marche ».

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain a souligné, dans un communiqué que « la majorité des Français accorde sa confiance » au député du Rhône et rappelle que son parti « prendra toutes ses responsabilités pour éviter à la France le retour au socialisme ». M. André Rossinot, président du Parti radical assure que M. Barre « devra prendre appui sur la courageuse politique menée par la majorité depuis mars 1986 ».

Seule M^{me} Simone Veil a approuvé M. Barre en l'opposant à M. Chirac. Elle a en effet déclaré à Europe 1 : « M. Barre saura éviter que tout d'un coup il y ait une formation qui monopolise le pouvoir. M. Chirac

est un homme épatant dans les relations humaines, un chef qui a bien mené la cohabitation mais il dirige une formation politique qui a une conception du pouvoir plus monopolistique que dans laquelle il est difficile à ceux qui n'en font pas partie d'avoir une place au soleil. »

Du côté socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, député du Rhône et porte-parole du parti a trouvé M. Barre « comme toujours pointu et suffisant, exprimant son conservatisme moi qui lui colle la peau, utilisant le ton du « professeur nous voilà » il est le candidat officiel de la France-rétro ».

Selon M. Louis Mermaz ancien président de l'Assemblée Nationale « la torsion, au lieu de s'élever a plutôt dérapé et la voie pour le moment sur le dos, les pattes en l'air ». M. Jean-Pierre Chevènement a rappelé que « le septennat de M. Giscard d'Estaing avait été celui du déclin et les Français n'ont quand même pas la mémoire aussi courte ». M. Charles Heru député du Rhône assure que « étant en perte dans les sondages, M. Barre devra, comme M. Chirac retirer les mouches des fleurs ».

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national a vu dans M. Barre « un caniche qui se prend pour un doberman » et assure qu'il a été comme premier ministre « un champion du déclin ». Le porte-parole du candidat de l'extrême-droite, M. Bruno Mégret reproche à M. Barre d'être « le porte-parole du parti de M. Stasi qui veut voir des minarets à l'horizon de la France et du parti de M. Malherbe qui admet l'immigration comme une fatalité ».

Enfin, le RECOURS (association de rapatriés) accueille « avec scepticisme la candidature de M. Barre qui est le seul parlementaire UDF à avoir voté contre la loi de réconciliation et d'amnistie de 1982 ».

LE ROMAN POLICIER DE L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Jean-Marie LE PEN assassiné, Yves MOUROUSI protégé par la police, TF1 en état de siège...

par l'auteur de Meurtre à l'Élysée





Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Les comités « Avec François Mitterrand » mobilisent pour l'avant et l'après-8 mai

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

« François Mitterrand ! » Combien de fois auront-ils prononcé ce nom ? Dans la salle, des jeunes en tee-shirts blancs frappés du slogan « Génération Mitterrand » ; sur les murs, des affiches ; pas de celles soignées avec la rose au poing, mais Mitterrand partout. De nouveaux, en grand format, « Génération Mitterrand ». En plus petit, sur fond jaune, « 1988, pour nous c'est lui, François Mitterrand ». Et puis, une troisième, de fabrication locale : les contours du département de la Gironde en arrière-plan. Une photo... du président de la République. Et dessous encore, « Génération Mitterrand ».

A la tribune, du vieux notable MRG à la jeune fille qui lit son texte à la voix émue d'émotion, en passant par le professeur d'université, tous déclinent les mille et une raisons qu'ils ont de demander au président : « S'il vous plaît, représentez-vous ! » Un jeune homme s'écrit sous les applaudissements : « Nous avons encore tant à faire avec Mitterrand ! » Si ce n'est pas de la « mitterrandologie », tous s'en défendent, et ça y ressemble furieusement !

La Gironde, c'est loin de Paris. Et les Girondins font comme bon leur semble. Préparés, les comités de soutien à la candidature de M. Mitterrand ? Inutiles ? Pas fréquents (pour le moment) par les élus socialistes, comme le pense leur premier secrétaire, M. Lionel Jospin. La réponse des Girondins, c'est, le lundi 8 février, la première « conférence départementale des comités locaux » de soutien ou d'appel, comme on voudra, à la candidature du président de la République.

Dans la salle, au premier rang on éparpille, tous les élus. Parmi les députés, M. Gilbert Mitterrand, le fils du président. Tous les symboles sont donc réunis. A la tribune, au-

syme pour les Bordelais rassemblés à l'Athénée, le grand orateur du culte, M. Maurice Benassay, maître de requête au Conseil d'Etat, président du club de gauche Espaces 89, ancien conventionné, aujourd'hui proche de M. Laurent Fabius, fondateur des comités « Avec François Mitterrand » (le Monde du 27 novembre 1987 et du 22 janvier), fort du soutien logistique de M. Paul Quilès. En lançant ces comités de soutien à l'action de M. Mitterrand - en Gironde on n'a pas de ces poudres, les comités soutiennent sa candidature sans s'embarasser de formules prudentes, - ce pied-noir chaleureux et bon vivant a lancé un gros pavé dans la mare socialiste. Ses comités ne sont pas les seuls, mais ils sont les plus performants. Objectif : 100 000 signatures (soutenues d'un petit chèque obligatoire) d'ici le 1^{er} mars. Aujourd'hui, selon M. Benassay, 50 000 ont été recueillies, si possible en dehors du PS, et comme il le dit lui-même, dans une palette qui réunit : « à la fois l'étudiant et le retraité, l'ouvrier et le cadre, l'avocat et le magistrat ». Tous, plaisantait-il, ont fait leur choix : « en reconnaissance de cause ».

Les craintes du PS

Si M. Fabius, dimanche, lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », s'est félicité de ce « foisonnement » tout en soulignant qu'il n'y ait pas un « chef d'orchestre » unique, M. Jospin et certains des membres de l'équipe de campagne du PS s'en sont inquiétés. Le premier secrétaire s'est abrité derrière le refus du culte de l'homme providentiel chez les socialistes. Mais M. Jospin n'est-il pas l'un des initiateurs de la campagne « Génération Mitterrand » ? M. Jospin, en fait, craignait que tous ces comités ne finissent par introduire sur la scène un acteur échappant au contrôle du parti, ou de son premier secrétaire.

Certains de ses proches se sont ainsi demandés ce que deviendrait le fichier établi par les comités « Avec François Mitterrand », ils ont souligné que leur initiative est un proche de M. Fabius. Quant à l'intervention d'élus socialistes appelant publiquement à une candidature de M. Mitterrand, elle risquait de bousculer les équilibres locaux, notamment avec les rancardiers qui n'avaient, jusqu'à ces dernières semaines, aucune raison d'approuver ce genre d'appel.

Trouver de nouveaux relais

D'un côté, un premier secrétaire veut conserver la haute main sur la campagne. De l'autre, des socialistes sont soucieux de réviser l'agenda. Le compromis s'imposait donc... M. Benassay n'a pas plus intérêt que M. Jospin à ce que les élus socialistes prennent la tête de ces comités. Il s'agit avant tout de rassembler les partisans de M. Mitterrand extérieurs au PS. Quant à M. Fabius, il ne se définit que comme un « sympathisant actif » des comités.

Que restera-t-il de ce mouvement après l'élection ? Ses initiateurs n'ont pas l'intention de « démolir » après le 8 mai. Pour cet engagement préfigure une autre manière de faire de la politique, plus « branchée » sur la vie réelle. M. Benassay, qui dit en souriant avoir « tout fait dans ce parti », reconnaît toujours le rôle central du PS. Mais il est maintenant convaincu (c'était aussi l'une des finalités d'Espaces 89) de la nécessité de trouver d'autres « relais » avec la société civile. Il s'agit, en somme, d'inventer de « nouvelles formes d'intervention civique ». Constat de carence du PS ou observation lucide d'une société qui bouge ?

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

PCF : la droite redevient officiellement l'adversaire prioritaire

Une réunion du comité central du Parti communiste français s'est ouverte à huis clos, le mardi 9 février, au siège de la place du colonel Fabius, à Paris. Contrairement à l'habitude, aucun rapporteur n'a été désigné - il n'y aura donc pas de rapport écrit - pour cette session d'une journée consacrée à « la campagne de l'élection présidentielle ». M. Madeline Vincent, membre du bureau politique chargé des collectivités locales et des élections, a fait une introduction à la discussion.

« Il est juste d'avoir l'ambition - c'est la nôtre - de placer le candidat communiste en position d'être présent au second tour. D'autant plus que le nombre de démocrates, qui s'étaient tournés vers le Parti communiste à partir de 1972, sont en train de se rendre compte que François Mitterrand applique aujourd'hui ouvertement la politique qui fut celle de la vieille SFIO. Ce qui explique les difficultés actuelles du PS. » Que d'eau a coulé sous les ponts en sept ans ! Candidat du PCF à l'élection présidentielle de 1981, M. Georges Marchais prononçait ces paroles devant les membres du comité central, le 12 janvier 1981. Le rapport du secrétaire général et la résolution adoptée à l'issue des travaux du « parlement communiste » avaient pour but de « déployer une campagne d'information et d'explication en profondeur » en vue de la consultation présidentielle.

Conscience de sa considérable perte d'influence, la droite a fait son deuil du second tour. Dès l'été dernier, M. Marchais avait indiqué que les électeurs n'auraient qu'un tour, le premier, pour se prononcer en faveur d'une « autre politique » ; car, au second, il n'y aurait plus de candidat communiste (le Monde du

11 août). Cette affirmation maintes fois répétée avait pour but d'éviter toute interrogation sur l'attitude du PCF au second tour, puisque seul le premier avait un intérêt aux yeux des dirigeants communistes.

Mais contrairement à 1981, la direction n'a pas attendu le dernier mois de la campagne électorale pour modifier son attitude. Elle s'est attelée dès la seconde quinzaine de janvier. Au cours des trois dernières années, le PCF est resté globalement et prioritairement sur une ligne anti-socialiste, tout occupé qu'était l'ensemble de la hiérarchie, fidèle à M. Marchais, à la dénonciation constante d'un PS accusé de prôner une alliance « avec une partie de la droite » et à celle de M. François Mitterrand, comparé constamment au premier ministre, M. Jacques Chirac. Tel fut, avec la caractérisation du complot ourdi par M. Jospin, la note dominante du vingt-cinquième congrès de décembre 1987. Après la première réunion du nouveau comité central, le 6 janvier, encore fortement marquée par cette ligne, la direction a subitement modifié l'ordre de ses priorités. Le PS a cédé la place à la « droite ».

Cette inflexion peut satisfaire les partisans de l'« ancienne stratégie », dite de l'union de la gauche, mais sans les convaincre totalement ; elle démontre aussi les erreurs adoptées de la « nouvelle stratégie », dont la principale vertu, au dire de certains dirigeants, est... la désunion de la gauche.

Virement de bord

Déclarant ce qu'elle appelle « une campagne voulant faire croire que notre adversaire prioritaire est le PS », l'équipe de M. Marchais a viré de bord en dénonçant la droite de façon privilégiée. Le changement de cap s'est matérialisé à l'occasion de l'annonce du quatrième passage de M. Jean-Marie Le Pen, le président du Front national, à l'heure de vérité sur Antenne 2 (le Monde du 28 janvier).

En lançant le slogan d'un soir « Le Pen, ça suffit », le secrétaire général a mis en cause la « complaisance » coupable des médias à l'égard du dirigeant d'extrême droite (1) et a donné le coup d'envoi du recroisement politique du PCF. Le terme « droite » et les têtes d'affiches qui s'y rattachent naturellement ont fait, d'un coup, un retour en force dans les colonnes de l'Humanité : M. Le Pen est « la

peste », MM. Barre et Chirac sont le « danger public numéro un ». L'organe central du parti voit « le déclin en face » avec M. Chirac et « les dents de la droite » avec M. Barre.

Ce changement de ton, que d'anciens baptisent « nouveau zig après le précédent zig », a incontestablement une conséquence sur le discours communiste par rapport au second tour du scrutin présidentiel. Ce message, officieux depuis quelques semaines, semble être « officialisé », pour diffusion interne, par cette session du comité central dont l'introduction est assurée par Mme Vincent, spécialiste des élections et des rapports avec les socialistes dans les municipalités, et la relation aux journalistes, mercredi, par M. Marchais lui-même.

En affirmant que tous les sondages montrent que M. Mitterrand « l'emportera au deuxième tour, quel que soit le candidat de droite », le secrétaire général, quoi qu'il en dise, donne l'impression de livrer le fond de sa pensée. N'est-ce pas déjà l'Humanité qui citait Mme Jackie Hoffmann, prisme au bureau politique lors du dernier congrès, écrivait, le 19 janvier : « Personne n'imaginerait que s'il était candidat, François Mitterrand ne sera (sic) pas élu au second tour. Le bon choix politique pour se défendre ne peut donc intervenir qu'au premier tour ».

Et quand M. Marchais ajoute : « Ceux qui voteront pour François Mitterrand au deuxième tour le feront pour empêcher l'élection d'un président de droite », il est difficile de ne pas y voir une suggestion de désistement en faveur du candidat socialiste.

A bon droit, les dirigeants communistes feront remarquer que le dernier congrès, par la voix de M. Marchais, a décidé que le comité central prendrait sa décision, entre les deux tours, après consultation des comités fédéraux du parti. Cependant, il n'est pas interdit au secrétaire général, compte tenu du déroulement de la campagne électorale à gauche, de donner un conseil d'ouverture à une « base » qui baigne dans des consignes de fermeture depuis plusieurs années. Car l'intérêt supérieur du PCF est sans doute de ne pas compromettre les élections municipales de 1989, qui apparaissent comme la prochaine constitution vitale pour le parti.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Invité de TF1, le jeudi 4 février, M. Marchais s'est déclaré prêt à débattre publiquement avec M. Le Pen à tout moment.

Georges Marchais contre André Lajoinie ?

Le secrétaire général du PCF cherche-t-il à donner le pion du candidat officiel du parti à l'élection présidentielle ? Pour le savoir, le Monde de février, M. Georges Marchais bénéficie de cinq prestations audiovisuelles (TF1, A2, France-inter, RMC, FR3), alors que M. André Lajoinie se contentera du « Grand Jury RTL-Le Monde » et d'un petit déjeuner sur TF 1.

Ce déséquilibre manifeste a plusieurs explications. Le Parti communiste fonde, moins que tous les autres partis, sa campagne sur un homme. Avant M. Lajoinie, il y a le PCF et ses six cent mille candidats ; c'est-à-dire autant d'adhérents, qui sont, surtout, sur le papier.

Cette remarque doit être atténuée par le fait que, en 1981, la campagne électorale du PCF avait tourné uniquement autour du candidat, qui était, il est vrai, le secrétaire général, donc le chef de file naturel du parti. Contraint, sous la pression du recul législatif en 1982, de céder la place de candidat, M. Marchais ne cesse de faire un retour remarqué et

encombrant dans la campagne de M. Lajoinie. Dans les meetings tenus en commun par les deux hommes, le premier déçoit le second.

Avec la décadence d'un professionnel du billard à plusieurs bandes, M. Roger Leroy fait d'ailleurs dans l'Humanité que le Monde et laisse entendre que Georges Marchais soutiendrait André Lajoinie comme le corde soutient le pendu. L'expression est de l'organe central du PCF, pas du Monde, et elle traduit parfaitement ce que pensent certaines sphères dirigeantes du parti.

Il est tout à fait évident que M. Lajoinie représentait, à l'origine, un espoir pour un cercle de dirigeants qui voyaient en lui une ouverture possible et un successeur potentiel de M. Marchais. Faut-il encore que le candidat communiste ait les coudees franches. S'il a réussi à donner l'image d'un dirigeant compétent, sûr et sympathique, il ne saurait pas aux yeux qu'on lui fait le travail pour s'affirmer.

O.S.

Décès de M. Delmas, sénateur socialiste de la Dordogne

Nous apprenons le décès de M. Lucien Delmas, sénateur socialiste de la Dordogne, le vendredi 5 février, des suites d'une longue maladie.

Lucien Delmas sera remplacé au Sénat par son suppléant, M. Roger Roussier, maire de Kazan-sur-l'Isle.

(Né le 19 juin 1931 à Terrasson-la-Villedieu (Dordogne), capitaine en droit, Lucien Delmas fut de 1956 à 1980 secrétaire général de la mairie de

sa ville natale. Titulaire de la SFIO, il fut secrétaire fédéral des Jeunes socialistes de la Dordogne de 1956 à 1961. Elu maire de La Dornie (Dordogne) en 1967, il était resté député, devenant ainsi président des maires de la Dordogne en 1977. Premier secrétaire de la Fédération départementale du PS depuis 1971, il était aussi conseiller régional d'Aquitaine depuis 1979. Il avait été élu au Sénat en septembre 1980.)

Le voyage du président de la République à la Réunion

Sous l'œil bienveillant des barristes et des communistes

M. Mitterrand devait terminer, le mardi 9 février, son voyage de deux jours à la Réunion par deux étapes à Saint-Pierre, municipalité communiste, et à Saint-Benoît, municipalité socialiste. La veille, le chef de l'Etat s'était rendu à Saint-Denis (RPR) et à Saint-Paul, dont le maire est barriste.

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION
de notre envoyé spécial

A la Réunion, quand un président socialiste se déplace - phénomène unique - les communistes font bien les choses. Les barristes aussi. Seul le RPR, officiellement cobaltisationniste à Paris, fait la mauvaise tête.

Telle est du moins l'image qui restera de la première journée du voyage de M. Mitterrand à la Réunion, le seul déplacement d'outre-mer qu'il n'ait pas visité depuis 1981. Les communistes - « il y en a beaucoup, heureusement », note M. Mitterrand - avaient servi au chef de l'Etat, sur un plateau, dès son arrivée à l'aéroport de Gillot, quelques-uns des slogans dont il raffole : plus de justice, plus d'égalité, plus de responsabilité (le Monde du 9 février).

Ce fut un plaisir pour M. Mitterrand que de répondre face à quelques milliers de porteurs de pancartes qu'il est, à son avis, le mieux placé pour satisfaire ces revendications. Sitôt annoncée cette profession de foi, le président de la République s'en est allé à Saint-Denis, municipalité RPR, dirigée par M. Auguste Legros, président du conseil général. M. Legros considère M. Mitterrand comme un candidat plutôt que comme un président. Il est tout à fait d'accord avec M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, qui, pour cette raison, est resté à Paris, en compagnie de M. Michel Debédit, député RPR de la Réunion, retenu dans la capitale, a-t-il écrit au chef de l'Etat, par d'impérieuses obligations.

M. Legros aurait bien aimé être ailleurs, mais, sans à se casser une jambe par militantisme, il ne voyait pas comment il aurait pu expliquer, avec un minimum de diplomatie, cette absence. Il a donc réservé à M. Mitterrand un accueil qu'il qualifie de « courtois et républicain », en son hôtel de ville situé à deux pas

de la maison natale de M. Barre, dont il est un ami d'enfance. Chiraquien convaincu, M. Legros, en service commandé, a reproché au chef de l'Etat d'être venu bien tardivement le visiter dans son île, à deux mois et demi de

Le tout a été énoncé fort aimablement, sans hausser le ton, mais, lorsque M. Legros, l'échange terminé, a tendu au chef de l'Etat un verre d'eau fraîche, ce dernier a tourné les talons, sans saluer et s'en est allé dans la rue écouter des propos plus réconfortants - « Mitterrand pré-

être un jour utiles. Les barristes aussi. De M. Barre et de sa candidature officielle, le chef de l'Etat n'a rien voulu dire. Il a pourtant remarqué au sujet de la « complaisance » coupable des médias à l'égard du dirigeant d'extrême droite (1) et a donné le coup d'envoi du recroisement politique du PCF. Le terme « droite » et les têtes d'affiches qui s'y rattachent naturellement ont fait, d'un coup, un retour en force dans les colonnes de l'Humanité : M. Le Pen est « la

« Les temps du verbe »

M. Elie Hoarau, maire communiste de Saint-Pierre, a inscrit, le lendemain, les bonnes actions de l'après-81 - c'est-à-dire pour lui, la décentralisation et de « nouveaux espaces de liberté » - dans la lignée des révolutions de 1789 et 1848, de la Commune de Paris et du Front populaire. « Chaque avancée politique est liée à des avancées sociales », a-t-il souligné. A un maire communiste de si bonne position, bien qu'il ait rudement décrit les réalités du chômage et des inégalités sociales, le chef de l'Etat ne pouvait que répondre par un long silence. « Mitterrand président », a-t-il écrit sur son agenda. « Liberté, égalité, fraternité », a-t-il dit, cela reste des mots et des concepts modernes partout, bien que l'on manque de liberté, que l'on n'a pas l'égalité et que la fraternité est absente. Mon devoir est de la rappeler en toutes circonstances. Voilà le premier devoir, voilà le premier programme. Ce n'est pas un programme de circonstance. J'espère ces choses profondément. Il n'y a pas d'autre inspiration à l'action que j'ai voulu mener ».

La foule massée devant l'hôtel de ville scandait « Mitterrand président » ; M. Mitterrand a interrompu son discours pour formuler cette incantation : « Je vous remercie de vos appels, mais c'est fait. Ne confondons pas les temps du verbe. Je viens ici en tant que président de la République rencontrer les populations de France sans tout adoucir ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

ERRATUM. - A la suite d'une erreur de transmission, l'influence du Parti communiste réunionnais a été malencontreusement réduite dans notre article sur le chômage dans ce département d'outre-mer (le Monde du 7-8 février). Le Parti communiste réunionnais avait obtenu 29,37 % des voix aux législatives de mars 1985.



PANCHO

l'élection présidentielle. Il a aussi vanté les mérites exceptionnels de son gouvernement favori, et l'on se demande par quel étrange cheminement politique et intellectuel il en est arrivé, en fin de discours, à appeler le président de la République, par mégarde, « monsieur le ministre ». Ce n'était certainement pas par enthousiasme.

« L'égalité des chances »

M. Mitterrand lui a répondu qu'il valait mieux débarquer à la Réunion « un peu tardivement » plutôt que de « ne pas venir du tout ». Il a ajouté que, à son avis, le maire de Saint-Denis a des souvenirs « sélectifs » et que « l'histoire de la République n'a pas commencé en 1988, ni en 1986, ni en 1981 ». Il a parlé de justice sociale, de formation, d'éducation et a affirmé à sa manière qu'un gouvernement, quel qu'il soit, ne fait pas le printemps. Puis, à propos de « l'égalité des chances », il a dit à chacun, à droite comme à gauche, qu'il n'y a rien à attendre de la République, et qu'il ne sert à rien d'employer des termes vides de leur substance.

Il convient, a-t-il dit, que les financements suivent les discours.

Relations entre l'inspection générale et la police judiciaire

Les procès de M. Fabius

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Déception

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Les procès de M. Fabius, dit-on, ne seront pas de simples affaires judiciaires, mais des affaires politiques. Les juges devront donc être très attentifs à la manière dont ils traitent ces affaires.

Je suis un homme

JUSTICE

L'affaire des fuites du CSM

Dissensions entre l'inspection générale de la police et la police judiciaire

L'affaire des « plombiers » du CSM, que continue d'instruire M. Gilles Bouloque en attendant l'examen de sa demande de récusation par la Cour de cassation, a été de surcroît déclinée en la guerre entre l'inspection générale de la police (IGPN) et la police judiciaire. Chargée de l'enquête par le juge d'instruction, l'IGPN a attendu à deux reprises les inspecteurs de la 4^e division de police judiciaire (DPJ) qui, le 23 décembre 1987, avaient procédé aux premières constatations dans l'immeuble où venaient d'être surpris les anciens gendarmes en cause.

Ces auditions ont provoqué un vif émoi dans le service. Mais l'IGPN n'en a cure : certains de ses membres sont, en effet, persuadés que la police judiciaire a voulu étouffer une affaire gênante pour l'Elysée, et ils comptent bien déjouer ce qu'ils tiennent pour une manœuvre.

L'origine de l'intérêt de l'IGPN pour la DPJ se trouve dans les différences entre le rapport d'intervention des gardiens de la paix, premiers arrivés sur les lieux, et les procès-verbaux des officiers de police judiciaire qui constituent la base du dossier d'instruction.

Le 23 décembre 1987, les gardiens de la paix sont appelés par un voisin qui trouve suspect le comportement de trois personnes croisées dans l'escalier. Arrivés quelques minutes plus tard pour, croient-ils,

Déception

L'IGPN n'est pas loin de penser que la DPJ a délibérément mal fait son travail. Elle le pense d'autant plus que l'enquête ne paraît pas tenir les promesses espérées. S'il est certain que les « plombiers » étaient bien sur place pour brancher une « écoute » : il est manifeste que le chef, M. Robert Nénot, n'a pas eu de contacts avec M. Christian Prouteau, conseil-

ler à l'Elysée ; s'il semble évident que c'est bien de cette direction qu'est partie l'opération, rien, ou pas grand-chose, ne ressort du dossier judiciaire. Au grand dépit de ceux qui, policiers ou responsables politiques, croient tenir « leur » affaire mais au soulagement des avocats des inculpés qui sentent venir un enlèvement inéluctable du dossier.

En effet, les indices matériels manquent. D'où la pugnacité de l'IGPN, qui ne néglige aucune piste. Avec acharnement, elle recherche les traces de la Ford Granada qui avait transporté à pied d'œuvre les « plombiers ». Cette voiture, achetée par M. Prouteau à M^{me} Aimée Dubois, épouse d'un ancien collaborateur de M. Herzu, servait aux opérations discrètes du GIGN ou de la cellule élyséenne.

Aussitôt après l'interpellation, le véhicule aurait été, soupçonné d'être des enquêteurs, démonté et cassé dans un garage spécialisé des Yvelines. L'opération aurait été menée par l'adjoint de gendarmerie Pierre Renaud, ancien du GIGN et homme de confiance de M. Prouteau. La perquisition menée sans succès, le 26 janvier (Le Monde du 6 février), au camp militaire de Satory, dans l'appartement de fonction de M. Renaud, aurait eu pour but de trouver les preuves de cette dissimulation de pièces à conviction.

GEORGES MARION.

Une cinquième inculpation dans l'affaire des fausses factures de Nancy

Chargé du dossier concernant l'affaire des fausses factures de Nancy, M. Gilbert Thiel, juge d'instruction, a inculpé, dimanche soir 7 février, M. Jean-Marie Maître, quarante-cinq ans, de faux en écritures commerciales et abus de biens sociaux et a ordonné son placement sous mandat de dépôt. Actionnaire depuis l'an dernier d'une importante plate-forme de Cames, M. Maître avait été interpellé la semaine dernière à Nice (Le Monde du 5 février). M. Maître, cinquième personne inculpée dans cette affaire de fausses factures, avait été, il y a quelques années, l'actionnaire principal du Majestic, un établissement de nuit de Nancy et également le directeur de deux centres Leclerc. L'un à Dommarin-lès-Toul (Meurthe-et-Moselle), l'autre à Contraville (Vosges). C'est précisément en différend portant sur des travaux réalisés au Majestic et réglés par le centre Leclerc de Dommarin-lès-Toul qui fut à l'origine de la découverte de cette affaire de fausses factures (Le Monde du 21 janvier).

■ RECTIFICATIF. — Une erreur a été commise dans le compte rendu du 5 février à TF 1 par M. Albin Chalandon au sujet de l'information judiciaire ouverte à Marseille après la mort de Christian Dovo. Le juge d'instruction de Marseille n'a pas eu de bureau de police à Marseille, mais qu'il n'y avait pas eu de bureau de police à Marseille.

Les procès de M. Pasqua contre « le Monde »

Pas de débats avant le jugement des inculpés du Carrefour du développement

Les procès en diffamation engagés par M. Charles Pasqua contre le Monde pour quatre articles publiés dans les éditions du 13 décembre 1986 et 7 janvier 1987, consacrés principalement au « vrai faux passeport » trouvé en possession de M. Yves Chabier, ne pourront être plaidés que lorsque les inculpés de l'affaire Carrefour du développement auront été jugés. C'est ce qu'a jugé le lundi 8 février, la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Le ministre de l'Intérieur considère comme diffamatoires les passages laissant supposer que la DST a effectué la délivrance de ce passeport à sa demande. Aussi pour en apporter la preuve le Monde avait cité parmi ses témoins M. Yves Chabier et son ami Maguy Baquin, tous deux inculpés dans l'affaire du Carrefour du développement.

Mais la 17^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M^{me} Jacqueline Clavery, note dans ses jugements : « Il ne s'agit pas de juger de la vérité ou de la fausseté de ce qui est dit, mais de juger de la légitimité de la défense et de la pertinence de la preuve présentée. »

■ Cette impossibilité est, de manière certaine, momentanée et il n'est pas contesté que les faits sur lesquels ils sont amenés à déposer un rapport étroit avec ceux pour lesquels ils sont inculpés. Le tribunal est, en conséquence tenu de suspendre jusqu'à ce que l'objet de la défense soit éclairci, les débats sur la légitimité de la preuve présentée.

Le Monde avait aussi fait citer M^{me} Bernard Gérard, directeur de

FAITS DIVERS

L'enquête sur le meurtrier d'un policier toulonnais « André », ancien légionnaire, agent secret, psychopathe ?

Trois jours après avoir assassiné, le 28 janvier, un policier à Toulon, « André », le tueur dont on ne connaît que le prénom d'emprunt, reste à l'ombre et mystérieux. Sa trace a été perdue en Suisse, après une série d'agressions et de vols. Suisse, Italie ? Bernadour ayant travaillé avec des services secrets ? psychopathe ? Son identité n'est toujours pas établie.

« André » disposait de papiers d'identité établis au nom d'un ancien légionnaire suisse, Andreas Kolb, arrêté la semaine dernière à Zurich puis remis en liberté, les témoins ne l'ayant pas reconnu. La police judiciaire, qui ne s'est pas encore expliquée sur le suspect, s'est procuré ces documents, a diffusé plusieurs photos du tueur et un avis de recherche. Il est décrit comme « de type européen, vingt à vingt-cinq ans, 1,70 mètre, corpulence athlétique, cheveux châtain clair, iris courts, teint pâle, cicatrice droite sur le nez et la lèvre supérieure, accent germanique ». Selon l'affiche, « André » a séjourné depuis 1986 dans les régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur, notamment à Annecy, Aix-les-Bains, Chambéry, Grenoble, Manosque, Toulon, Hyères.

La piste italienne

Des policiers français se sont également rendus, lundi 8 février, à Venise pour comparer les empreintes d'« André » à celles d'un

malade mental italien, Roberto Succo, meurtrier en 1981 de son père, un policier, et de sa mère, puis évadé de l'hôpital psychiatrique où il était interné. Cette piste « italienne » fait suite au témoignage d'une jeune Française âgée de seize ans. Se présentant lundi à la gendarmerie d'Aix-les-Bains, après avoir vu les photos d'« André » diffusées dans la presse, cette adolescente a affirmé reconnaître Roberto Succo et l'avoir rencontré il y a un peu plus d'un an.

Les enquêteurs de Toulon et de Marseille avaient, jusque-là, favorisé l'hypothèse suisse, estimant que le meurtrier de l'inspecteur principal Michel Morandini était sans doute originaire de la région de Bâle. Dans les cassettes enregistrées par « André » et retrouvées dans l'appartement qu'il a occupé pendant plusieurs mois à Toulon, la voix du malfaiteur leur a paru comporter un accent germanique ou, selon certaines sources, yougoslave. Ces bandes magnétiques ont aussi révélé un tueur impuissant, racontant ses fantasmes au magnétophone. Des médicaments euphorisants et des seringues ont également été retrouvés dans le local par les inspecteurs du SRPJ de Toulon.

Dans cet appartement, les policiers ont saisi de nombreuses clés, ce qui pourrait laisser penser qu'« André » possédait de nombreuses « planques », et une ceinture marquée de chiffres ressem-

blant à un code, qui aurait été transmise pour examen à la DGSE. De la découverte de ces éléments ainsi que d'une correspondance codée est né le portrait d'un homme rompu aux techniques de survie et ayant peut-être été utilisé par des services secrets. Les enquêteurs ont parallèlement exhumé le dossier de l'ancien colonel de la DGSE, Bernard Nut, dont le mort par balle, en février 1983 dans l'arrière-pays nippois, n'a pas été totalement éclairci.

C. L.

■ Découverte d'un cadavre à Champigny-sur-Marne. — La brigade criminelle a été saisie, lundi 8 février, de l'enquête après la découverte, la veille, du corps d'un homme, non identifié, à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). Le cadavre avait été trouvé à proximité d'un pavillon descriptif, 130, boulevard de Stalingrad, fleurdéjà d'une couverture et la tête ensanglantée. La victime, normalement vêtue, ne portait aucun papier d'identité. Mais non loin du corps, les policiers ont trouvé un mot griffonné, à caractère raciste, portant notamment l'inscription « sale bougre ».

Pour les enquêteurs, cependant, la thèse d'un crime raciste n'était pas « privilégiée » car ce cadavre avait pu servir à « masquer » un autre mobile.

DÉFENSE

Le satellite français SPOT permet aux Norvégiens d'identifier une nouvelle base de sous-marins soviétiques

Des reconnaissances photographiques du satellite français SPOT ont permis aux services de renseignements militaires norvégiens de découvrir, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière entre l'Union soviétique et la Norvège, l'existence d'une base pour les derniers modèles de sous-marins stratégiques soviétiques, baptisés Typhoon par l'OTAN. Le satellite probatoire d'observation de la Terre (SPOT) est, officiellement, un satellite à usage civil, conçu essentiellement par la France avec une participation de la Belgique et de la Suède, mais avec quelques capacités militaires de surveillance générale.

Ces précisions sont données dans le dernier numéro de l'hebdomadaire spécialisé britannique Jane's Defence Weekly, qui se fait l'écho des évaluations de l'amiral Eilkaner, chef des services norvégiens d'intelligence, à partir de photographies prises par SPOT et présentées, le mois dernier, à l'Académie militaire d'Oslo.

De précédentes reconnaissances, en 1987, de satellites américains, du modèle Landsat de la NASA, avaient permis de découvrir la base, à près de 500 kilomètres de la frontière avec la Norvège. SPOT a repéré d'importants travaux d'infrastructure (des quais, des ateliers et des voies ferrées) à la base de Zapadnaya-Litsa, distante d'une cinquantaine de kilomètres de la

frontière avec la Norvège, sur un appendice de la péninsule de Kola qui commande l'entrée du port de Mourmansk où les Soviétiques stationnent le gros de leur flotte de l'Arctique et du Nord.

A l'origine, la base de Zapadnaya-Litsa avait été identifiée comme devant recueillir des sous-marins nucléaires d'attaque. Mais, aujourd'hui, selon les analyses des services de renseignements militaires norvégiens, cette base entrecroisée les sous-marins stratégiques Typhoon.

Ces sous-marins, dont quatre premiers exemplaires sont considérés comme étant en service depuis 1983, déplacent 25 000 tonnes en plongée (contre 9 000 tonnes pour le Redoubtable français) et ils peuvent lancer vingt missiles (contre seize à bord du Redoubtable) portant leurs six à neuf têtes nucléaires à 9 000 kilomètres de distance. On estime généralement que les Typhoons, dont l'équivalent américain relève de la série des Ohio, sont principalement destinés à opérer sous la banquise, pour demeurer camouflés sous l'épaisseur de la glace le temps de faire surface pour tirer après réception des ordres d'engagement.

La France a entrepris pour 1994 le chantier d'un sous-marin stratégique qui déplacera 14 200 tonnes en plongée.

Selon le mensuel « Actuel » 100 000 mines antichars françaises ont été livrées à l'Iran en août 1987

Selon une enquête du mensuel Actuel, publiée dans son numéro de février, cent mille mines antichars de fabrication française ont été livrées illégalement à l'Iran en août 1987. L'enquête de Rémi Favre a pour point de départ les confidences d'un ancien responsable des ports français, surnommé le « Docker », arrivé en Europe fin décembre dernier.

Selon celui-ci, qui se serait confié à un service de renseignement occidental, un cargo libérien armé par la compagnie European Navigation, le Rio Ventura, a déchargé, le 4 août 1987, au port iranien de Bandar Shahid Rejaie, cent mille mines antichars de fabrication française, et des obus. Or l'enquête d'Actuel établit que le Rio Ventura était à Nantes du 6 au 20 mars 1987, pour y décharger, selon le manifeste du port, 12 000 tonnes de sucre.

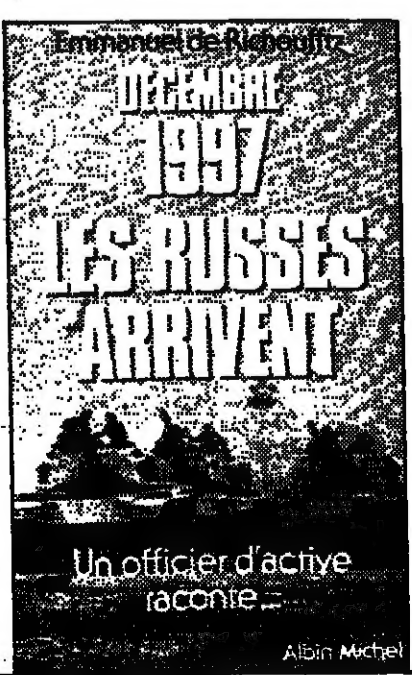
■ Quinze jours pour décharger 12 000 tonnes de sucre ? », s'exclame Rémi Favre, qui révèle surtout que, quelques semaines plus tôt, le 22 janvier 1987, la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre (CIEMO) a délivré à la TRT, une filiale de Philips, une autorisation de vente pour cent mille mines antichars HPD (haute puissance de destruction). Le pays officiellement destinataire était la Thaïlande. Or l'ambassade thaïlandaise à Paris affirme que ce pays n'a jamais commandé ces mines.

6 décembre 1997, les Russes arrivent.

Un officier d'active témoigne...

Un document essentiel qui ouvre un débat capital.

Albin Michel



Controverse sur la banque monnaie

140 pages • 58 Francs

par Jacques RIBOUD

auteur de "MECANIQUE DES MONNAIES"

Une monnaie à l'origine de la crise monétaire et pour laquelle des conceptions nouvelles de la monnaie sont nécessaires.

Collection de la R.P.P. 1011

Collection de la R.P.P. 1011

« Jeunes sous surveillance »

« Des jeunes sous surveillance » : un numéro de la revue Pour, réalisé par le GREP de recherche pour l'éducation et la prospective.

Apaches ou vagabonds, « graines de crapules » ou petits délinquants, des maisons de correction d'autrefois aux foyers spécialisés d'aujourd'hui, dans la rue ou en prison, qui sont les jeunes en difficulté, comment la société s'accommode-t-elle de la délinquance de sa jeunesse ? En mêlant histoire et opinions, sans prétendre faire le tour de la question, la revue Pour vient de consacrer un numéro passionnant à ces jeunes « sous surveillance ».

De son côté, le mouvement Riposte, qui regroupe éducateurs, magistrats, avocats, médecins, etc. et veut agir « contre l'exclusion des jeunes les plus en difficulté » vient de publier un manifeste pour promouvoir le droit à l'éducation des jeunes sous protection judiciaire.

Ag. L.

Revue Pour : Éditions Privat : 14, rue des Arts, 31068 Toulouse Cedex. Tél. : (06) 61-23-09-26.

Mouvement Riposte : 52, rue Vivienne, 75002 Paris. Tél. : 48-22-62-05.

Albin Michel

Albin Michel

Albin Michel

Albin Michel

Albin Michel

Albin Michel

Albin Michel

Société

REPÈRES

Drogue

Saisie record dans le Midi

Les policiers de la sûreté urbaine de Carcassonne (Aude) ont saisi au cours du week-end 650 kilos de résine de cannabis dissimulés dans des coffins en provenance du Maroc. Selon les enquêteurs, qui tentent de remonter la filière d'un réseau international, la drogue saisi devait alimenter non seulement la Lozère, l'Ardèche et le Massif Central, les marchés parisiens, belges et néerlandais.

Onze personnes ont été interpellées dont un convaincu venu prendre livraison de 100 kilos de résine de cannabis destinée aux marchés régionaux et deux convois parisiens qui s'apprêtaient à regagner la capitale avec 120 kilos. Les enquêteurs ont découvert qu'en octobre dernier un cargo en provenance du Maroc avait déchargé à Bordeaux 200 kilos de cannabis acheminés ensuite à Villeneuve-sur-Lot et découverts localement par des protagonistes interpellés vendredi.

Intempéries

Les fleuves

continuent de monter

La Seine continue de monter lentement : elle devrait atteindre le cote de 4,60 mètres au pont d'Austerlitz. Le fleuve recevra dans les prochains jours une crue de l'Yonne et ses autres affluents, eux aussi, ont de fortes débits. De même, les eaux de la Loire et de son affluent le Cher, ainsi que celles de la Dordogne, continuent de monter. En revanche, l'Ille et la Vilaine, la Sarthe et la Mayenne, les fleuves côtiers du Nord, sont en légère décrue. Mais la Météorologie nationale annonce l'arrivée de nouvelles pluies sur l'ensemble du pays.

Dans les Alpes, plusieurs routes ont été coupées par les avalanches (notamment celles qui mènent à Val-d'Isère et à Tignes) ou par des congères (entre les Menuires et Val-Thorens). Dans tout le massif alpin, les risques d'avalanches persistent.

Jeunesse

L'Office

franco-québécois fête ses vingt ans

« S'envoler sur les ailes d'un ange... pour Québec ! » Ce rêve, chanté il y a quinze ans par Robert Charlebois, des milliers de jeunes Français l'ont réalisé grâce à l'Office franco-québécois pour la jeunesse qui a fêté, le 9 février, le vingtième anniversaire de sa création, dans le grand élan d'enthousiasme qui avait suivi la cession de la province — et si controversée — de la Gaspésie en 1967. Il s'agissait de rapprocher les deux communautés par le biais de leur jeunesse, en multipliant les échanges et les réalisations communes. Un organisme bilingue, l'OFQJ, allait s'en charger, sous l'égide des deux ministères français et québécois de la jeunesse et des sports. Résultat : en vingt ans, de part et d'autre de l'Atlantique, soixante mille jeunes de dix-huit à trente-cinq ans ont participé à l'aventure de l'OFQJ en s'inscrivant à des stages, des voyages d'études ou de découverte.

Marée noire

La pollution atteint les côtes de la Manche

Une centaine de militaires devaient prêter main-forte dans le Finistère aux quatre cents sapeurs-pompiers et hommes de l'équipement qui nettoient les plages souillées par le pétrole échappé la semaine dernière des cales du tanker italien de 32 000 tonnes, l'Amazone. Faudrait-il les détourner vers la Côtazur ? Les rivaques de la Manche semblent atteints à leur tour par les conséquences de la marée noire, sur une dizaine de kilomètres. Des paquets d'algues arrachées au fond par la tempête et chargées de mazout s'échouent sur les grèves. Le barrage antipollution de la centrale nucléaire de Flamanville a dû être maintenu. « Cette pollution ne ressemble pas à celles que nous avons connues précédemment », a dit M. Ambroise Guillec, secrétaire d'Etat à la mer. Il y aura des enseignements très nombreux à en tirer. Quant au tanker qui a relâché dans l'estuaire de l'Arc pour réparer, il doit être visité par un juge d'instruction français venu interroger les membres d'équipage sur les circonstances du déversement en mer de 3 000 tonnes de fret de la cargaison.

MÉDECINE

Un rapport officiel dénonce le « gâchis » de l'industrie française des technologies médicales

M. François Blamont, président de la société SOPHA-Développement (1), a remis, le mardi 9 janvier, un rapport sur les technologies médicales à M. Michel Noir, ministre délégué chargé du commerce extérieur. Ce rapport dénonce sans complaisance « la situation alarmante » de l'industrie française de ce secteur et le « gâchis » dont elle fait l'objet, en prenant comme principal exemple la récente cession de la Compagnie générale de radiologie (CGR), ex groupe Thomson, à la multinationale américaine General Electric.

Le document remis à M. Michel Noir est inéquivalent à bien des égards. En sixante pages, ce rapport brosse de manière directe, chiffrée et très concrète, un tableau synthétique de la situation actuelle de l'industrie française des technologies médicales (appareils médicaux et chirurgicaux, techniques de diagnostic, problèmes matériels pour handicaps, articles dentaires). « La situation est alarmante », écrit M. Blamont, l'industrie française des technologies médicales ne se porte pas bien. On peut même dire qu'elle est en danger de mort [...]. Les grands groupes industriels français se désengagent les uns après les autres de ce secteur. Les investissements considérables qui ont été engagés dans la recherche française en technologie médicale ne sont pas à l'heure actuelle rentabilisés par une industrialisation suffisante des découvertes.

Le déficit actuel de la balance commerciale française dans ce secteur est chiffré à plus de 2 milliards et tout laisse penser qu'il va aller en s'aggravant. « Si aucune action n'est

engagée, le déficit de la balance commerciale ne peut que se creuser jusqu'à des niveaux insoutenables : l'industrie française disparaîtra d'un nombre encore plus grand de secteurs. La recherche s'appauvrira. Des spécialités médicales déclineront en qualité. Il est urgent de réagir pour éviter ce gâchis. »

Vingt-six propositions

L'urgence est d'autant plus grande que le budget consacré dans le monde aux technologies de la santé ne cesse de progresser avec un taux de croissance moyen de 10 % par an. Selon M. Blamont, le marché international sera en 1992, de 50 milliards de dollars. Et si rien n'est fait, le déficit de la balance commerciale française devrait se situer, la même année, à près de 5 milliards de francs.

Ce secteur hétérogène emploie aujourd'hui en France près de 20 000 personnes dans 350 sociétés, pour un produit annuel d'environ 8,5 milliards de francs.

Exemple notoire du gâchis qui peut être observé dans ce domaine : la toute récente cession à la multinationale américaine General Electric de la CGR jusqu'alors principal fabricant français de matériel de radiologie, de scanners et d'appareils à RMN.

« Il est traditionnel, peut-on lire dans ce rapport, de dire que la France dispose d'un important réservoir de matière grise. Dans de nombreux domaines, en particulier dans celui des technologies médicales, la recherche française est de haut niveau. L'Etat y investit beaucoup depuis de très nombreuses années. L'aide massive — des centaines de millions de francs —

consentie pendant des années à la Compagnie générale de radiologie (Thomson-CGR) pour sa recherche, en plus des aides importantes à l'échelle de ses matériels par les hôpitaux publics, prend, après sa cession à l'américain General Electric, des allures d'immense gâchis. »

M. Blamont chiffre notamment à 1 460 millions de francs la somme des contributions publiques à cette société qui, en définitive, a été cédée à une multinationale américaine : 1 100 millions au titre des prêts du Trésor et depuis 1979 360 millions de francs d'aides directes et indirectes des différents ministères de la santé, de la recherche et de l'industrie.

La situation est-elle pour autant désespérée ? Peut-être pas. D'abord parce que la médecine française bénéficie encore d'une réputation d'excellence dans certaines spécialités à l'échelon international. Ensuite, parce qu'il existe malgré tout un tissu potentiellement performant de PME spécialisées dans le médical. M. Blamont développe au terme de son analyse une série de vingt-six propositions « pratiques, concrètes, applicables rapidement » et qui ne demandent aucune mobilisation financière publique importante. « Il faut redynamiser l'industrie des technologies médicales en catalysant les voies d'aggrégation des acteurs de ce secteur : les industriels avant tout mais aussi les médecins, les chercheurs et les ingénieurs », conclut M. Blamont.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU.

(1) SOPHA-Développement (220 millions de francs de chiffre d'affaires) est une société spécialisée dans l'exportation des programmes de santé (biomédicaments, équipements médicaux, informatique, etc.).

EN BREF

● Cassation de l'ordonnance renvoyant en correctionnelle d'anciens joueurs de l'AS Saint-Etienne. — La chambre criminelle de la Cour de cassation a annulé, lundi 8 février, l'arrêt de la chambre d'accusation de Lyon qui avait confirmé l'ordonnance renvoyant en correctionnelle trois anciens joueurs ainsi que l'ancien entraîneur de l'Association sportive de Saint-Etienne. Il s'agit d'un nouvel épisode juridique dans l'affaire dite de la « caisse noire des Verts », qui avait entraîné l'ouverture d'une information judiciaire en octobre 1982. Les joueurs concernés sont Michel Platini, Bernard Lacombe et Patrick Battistini, l'entraîneur Robert Herbin, tous inculpés de recel d'abus de biens sociaux et de recel d'abus de confiance. Le dossier devra être examiné de nouveau toujours par la chambre d'accusation de Lyon, mais composée d'autres magistrats.

● L'explorateur Paul-Emile Victor hospitalisé à Paris. — M. Paul-Emile Victor — qui est âgé de quatre-vingts ans — a été hospitalisé le 8 février à la Pitié-Salpêtrière, où il doit rester en observation pendant une semaine. Victime la semaine dernière d'un malaise cardiaque alors qu'il était chez lui à Bore-Bore (Polynésie française), il avait été hospitalisé à Papeete avant d'être transporté à Paris par avion.

● SKI : Marielle Gotschall à l'annonce. — L'ancienne championne de ski Marielle Gotschall a été condamnée, lundi 8 février, par le tribunal correctionnel d'Albertville (Savoie) à 3 000 F d'amende pour avoir employé trois amis de son village de vacances pour enfants comme moniteurs de ski, alors qu'ils n'avaient pas le diplôme requis. Se défendant d'avoir voulu faire une concurrence déloyale à l'Ecole de ski français (ESF), Marielle Gotschall a indiqué que ses amis étaient « des amis de son village », en précisant : « Dans mon village, je vendais de l'amour, pas des virages. »

● Démission du directeur de la station orbitale américaine. — M. Andrew Stophan, responsable depuis juin 1986 du programme de la station orbitale à la NASA, a démissionné de son poste, a indiqué, le lundi 8 février, l'Agence spatiale américaine. « Le programme est maintenant sur les rails et c'est le moment approprié pour partir », a expliqué M. Stophan, qui a travaillé pendant trente ans pour la NASA. Bien que « sur les rails », cette station orbitale prévue pour les années 1990, est toutefois critiquée par plusieurs membres du Congrès, qui lui reprochent son coût élevé.

PICARD

2. Votre serrure doit être révisée ! Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque. Il vous dira si votre serrure est encore capable ou non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 42-33-44-85 +

SPORTS

La préparation des Jeux olympiques de Calgary

Les Cris d'Ominayak

MONTREAL

de notre correspondant

On aurait pu dire d'eux, dans les années 80, qu'ils formaient l'une des dernières bandes d'inductibles de l'Ouest canadien. Ignorés des Blancs, les Indiens Cris du lac Lubicon, vivaient bien tranquilles dans un vaste territoire situé à plus de 600 kilomètres au nord de Calgary. Comme leurs ancêtres, ils pratiquaient la chasse, la cueillette et le pêche dans leurs forêts sauvages qui n'intéressaient personne. Jusqu'à ce qu'on y trouve du pétrole. Avec leurs amitiés de bulldozers et de camions, les grandes compagnies ont saccagé leurs terres et bouleversé leur mode de vie. Les Indiens du Lubicon luttent sans succès depuis quinze ans pour faire valoir leurs droits ancestraux. Les Jeux olympiques de Calgary leur fournissent l'occasion rêvée pour attirer l'attention sur ce que le Conseil mondial des Eglises considère comme un « ethnocide ».

L'histoire des Indiens Cris du lac Lubicon est celle d'un rendez-vous manqué. En 1889, des agents du gouvernement fédéral canadien parcoururent l'Alberta pour recenser toutes les bandes d'Indiens qui s'y trouvaient. Il s'agit alors de délimiter précisément les réserves de chacune d'entre elles suivant la règle retenue : 50 hectares par individu identifié. Or, les enquêteurs, qui se contentaient de remonter les grandes voies d'eau pour prospecter, « ratent » les Indiens du Lubicon, occupés à chasser par petits groupes entre la rivière Athabasca et celle dite « de la Paix », sur un territoire d'environ 16 000 kilomètres carrés. Quarante ans plus tard, les Indiens du Lubicon, convertis au

catholicisme par quelques missionnaires aventureux, entrant en contact pour la toute première fois avec le gouvernement des Blancs. Présentant les dangers qu'ils courent à rester « omis », ils veulent signaler officiellement leur existence et réclamer la reconnaissance des droits territoriaux que les autres Cris ont obtenus. On leur promet une réserve. En 1940, ils obtiennent même la visite d'un agent reconnaissant qu'il ne compte toutefois que les présents : cent vingt-sept individus ; les autres encore partis à la chasse, ne sont pas inscrits. L'agent remet son rapport au moment où le second guerre mondiale bat son plein. On oublie les Indiens du Lubicon qui pensent que l'affaire a suivi son cours.

Il s'écoule encore près de trente années avant qu'ils ne mesurent l'étendue de leur méprise. La province de l'Alberta, qui a récupéré entre-temps la juridiction sur toutes les terres non classées comme « réserves », a commencé à distribuer des permis de prospection. Au milieu des années 70, des hommes arrivent avec leur équipement pour creuser des trous autour du lac Lubicon.

Entre 1979 et 1984, plus de quatre cents puits sont forés à coup de dynamite dans un rayon de 50 kilomètres autour de leur village, littéralement camé par les routes et les chantiers. Devant un tel remue-ménage, le glibier a pris la poudre d'éclate. En 1980, les deux cents originaux (hélas du Canada) que les hommes tuaient à l'automne, permettaient à la bande de survivre tout l'hiver. Quatre ans plus tard, ils doivent parcourir des centaines de kilomètres de plus pour ne ramener qu'une vingtaine d'animaux.

Les bulldozers défoncent les sentiers de chasse

Considérés comme des squatters gênants sur leurs propres terres, les Indiens du Lubicon, fiers et indépendants, se sentent soudain pris dans un terrible piège. Un père de famille, revenu bredouille d'une saison de chasse, préfère se suicider plutôt que d'accepter les maigres subsides qu'offrent les services sociaux des Blancs. Les trois quarts des quelque quatre cents Indiens du groupe vivent aujourd'hui de l'aide publique. Ils habitent dans des maisons préfabriquées, (sans eau courante ni tout-à-l'égout) que le gouvernement canadien leur a récemment construites. En quelques années, les maladies ont fait leur chemin, en partie due au changement brutal de leurs habitudes alimentaires. Ces trente cas de tuberculose ont été diagnostiqués au sein du groupe au cours des derniers mois.

Guidés par leur jeune chef Bernard Ominayak (trente-huit ans), les Indiens du Lubicon ont, bien sûr, tenté d'apprendre le langage juridique des Blancs pour obtenir, à tout le moins, un moratoire sur

l'exploitation pétrolière dans tout ou partie de leurs zones de chasse. Peine perdue. En 1983, un tribunal de Calgary les a déboutés. Les grosses compagnies ont pu continuer leurs activités et le gouvernement de l'Alberta a maintenu son refus de reverser aux Indiens, considérés comme « sans statut officiel », une quelconque partie des taxes qu'il percevait sur le pétrole extrait.

L'opinion publique canadienne n'a véritablement été alertée que l'année suivante, lorsqu'un comité du Conseil mondial des Eglises, envoyé en mission sur place, a porté de lourdes accusations. « Des fonctionnaires du gouvernement provincial allument délibérément des feux et laissent brûler des centaines d'hectares de forêt boréale sur lesquels les Indiens avaient coutume de chasser, tandis que les ouvriers des compagnies pétrolières défronçaient tout aussi délibérément leurs sentiers de chasse à coup de bulldozers », affirme alors le comité, conduit par l'archevêque Edward Scott, chef de l'Eglise anglicane du Canada.

Détourner la hache de guerre

Appuyés par leurs « frères » indiens du Canada et par un nombre croissant d'organismes « blancs », les Cris du Lubicon ont remporté quelques minces victoires. Ils ont appris, en juillet 1987, que le Comité des Nations unies pour les droits de l'homme, basé à Genève, acceptait examiner la plainte qu'ils ont déposée à l'encontre des autorités canadiennes. Ils ont forcé aussi les gouvernements du Canada et de l'Alberta à accepter pour la première fois la tenue de négociations. Mais les pourparlers ont échoué à la mi-janvier sur la question du nombre d'Indiens au sein de la bande.

Le chef Bernard Ominayak revendique quatre cent cinquante-sept personnes et, s'appuyant sur la règle qui prévalait au début du siècle (50 hectares par individu), réclame en conséquence 230 kilomètres carrés, sur les 16 000 qui constituent le territoire traditionnel

de chasse. Ottawa estime que le groupe compte actuellement deux cents membres tout au plus tandis que l'Alberta, s'en tenant au recensement de 1940, réclame ce nombre à cent vingt-sept personnes, qui devraient donc de contenir de 64 kilomètres carrés. La province exige des études généalogiques avant de revoir ses chiffres à la hausse.

« Le temps passe et notre peuple est en train de mourir, nous n'avons plus d'autres choix que de nous battre », réplique le chef Ominayak. Pour la première fois, les Indiens du Lubicon, jusqu'ici pacifiques dans leur lutte, ont menacé ces jours derniers de prendre les armes pour défendre leur honneur. On peut voir une simple bravade. On peut aussi reconnaître la tentation d'un coup d'éclat, au moment où les feux de l'actualité seront braqués sur Calgary.

MARTINE JACOT.

● TENNIS : Tournoi de Lyon. — Le Soviétique Andreï Chesnokov, tête de série numéro deux, a été éliminé, lundi 8 février, au premier tour du tournoi de Lyon doté de 280 000 dollars, par Yves Dombin, un Sénégalais de vingt-neuf ans, classé 454^e joueur mondial, sur le score de 7-6, 7-6.

● La France rencontrera l'Australie en Coupe Davis. — Grâce à la victoire de Pat Cash sur Francisco Maciel (6-2, 4-6, 7-5, 6-2) lundi 8 février, dans le dernier simple, l'Australie a battu le Mexique par

trois victoires à deux, et sera le prochain adversaire de la France du 8 au 10 avril.

● CYCLISME : Jean-Louis Longo veut aller au tribunal. — Suspendu à la demande de l'Union cycliste internationale par la Fédération française de cyclisme du 28 janvier au 28 février pour dopage, Jean-Louis Longo a annoncé, lundi 8 février, son intention d'exercer « toutes voies de recours » devant les juridictions suisses et françaises, notamment « une procédure de suspension d'urgence de la décision ».



Photo: Agence France Presse - M. J. J. J. J.

Un délire raisonnab

Le délire raisonnab... (Text continues with a discussion on rational delirium, mentioning various psychological and social factors.)

Ray BA

Un code pour...

348 pages

BANLIEUES BLEUES
du 19 février au 19 mars 1988
5^e édition

19 février - Saint-Denis
MILES DAVIS

20 février - La Courneuve
JACK DEJOHNETTE'S
SPÉCIAL ÉDITION

PHILIPPE DESCHÉPPER
QUARTET

LOCATION : 4 FNAC
RÉSERVATIONS AUTRES CONCERTS :
TEL. 43.85.66.00

**CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS**

T.M.P. CHATELET Lundi 19 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	N.O.P. Dr. MARTIN FISCHER-DIESKAU Violoncelle 1 ^{er} Grand Prix Rostropovitch 81 HAYDN, MOZART TOCHAROWSKY
THÉÂTRE MARIGNY Lundi 19 février 20 h 30 42-56-04-41 (p.a. Valenciennes)	MUSIQUES RARES présente IAN PARTRIDGE ténor NASH ENSEMBLE OF LONDON GROUPE VOCAL DE FRANCE DELUS, BAK BRIDGE, ELGAR BENJAMIN BRITTEN VANGHAN WILLIAMS
THÉÂTRE ATRIUM Lundi 19 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	PAATA BOURTOCHOU-LADZE Russe LJUMILA IVANOVA RACHMANNOV MOUSSORGSKI
T.M.P. CHATELET Lundi 19 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	PIRES BACH, MOZART RAVEL, CHOPIN
NOUVEAU THÉÂTRE MAURITANIE Lundi 19 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	CHILINGIRIAN QUARTET Quatuor à cordes MOZART, BARTOK BETHOVEN
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 17 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	PIERRE AMOYAL Dernier BLUMENTHAL piano FRANCK, RAVEL CHAUSSON SAINT-SAËNS
GAVEAU Vendredi 19 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	E.O.P. Harpe : MARIELE NORDMANN QUATUOR VIOTTI
THÉÂTRE RENAUD-BARRAUD Lundi 22 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	ROULLIER Clavier : RICHARD VEILLE L'AMOROSI, SCHUMANN CALET-BAYEL
GAVEAU Jeudi 18 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	L.M. FOURMIE PRODUCTIONS OCTUOR DE L'ACADEMY OF SAINT-MARTIN IN THE FIELDS MOZART
THÉÂTRE RENAUD-BARRAUD Lundi 22 février 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	LES SPECTACLES A.L.A.P. et LUMINOUS présentent LAZAR BERNAN KUMNAI PROKOFIEV SCHNITKE RACHMANNOV

FIGURATION CRITIQUE
ACROPOLIS (Nice)
14 JANVIER
au 24 FÉVRIER 1988

CHATELET
les 9, 10, 11, 12 février 18 h 30
MAURICIO KAGEL
"REPERTOIRE"
morceaux de concert scénique 1970
musique et mise en scène MAURICIO KAGEL
location aux artistes : 1 place au Châtelet de Paris

Culture

THÉÂTRE

Rencontre à la Colline
L'école buissonnière
de Jean-Claude Jay

Vitez, Régy, Planchon, Besson, Pintillie ont l'œil sur lui, depuis longtemps. L'avellé aussi, qu'il retrouve pour une Visite inopportune, de Copi, créé le 16 février au Théâtre national de la Colline.

Une chevelure blancheur de neige, un visage solidement taillé : tout, dans l'attitude, la voix, est calme, à la fois carré et doux. Jean-Claude Jay n'est pas une star - il a peu fait de cinéma, un peu de télé, (on l'a vu dans *Les Dames de la nuit*). On ne se retourne pas sur lui dans la rue. Son allure est banale, avec un rien de poésie, de force dans le regard, en plus. Quand il évoque Nathalie Sarraute, sa manière de ne pas comprendre comment on peut avoir des rapports superficiels avec les gens, on pense que sur ce terrain-là, il lui ressemble. Il a créé *Elle est là*, dans la mise en scène de Claude Régy. Elle est devenue une amie. Régy aussi : « Avec lui, on peut discuter, exprimer des critiques, des désaccords. C'est rare. Et formidable ».

Formidables encore - Jean-Claude Jay promène souvent ce mot, sans laisser le ton, sans lui insulter de lyrisme superflu ses « rendez-vous » avec Planchon, (Pélicles), Besson (Comme il vous plaira), Pintillie ou Vitez, rencontrés au moment du premier *Faut*. « Avec lui, les répétitions commencent comme un cours brillant, dont on voudrait tout retenir. Puis lui-même oublie tout, heureusement, pour se laisser aller au plaisir du jeu, avec le sous-entendu de faire partager à l'acteur ce qu'il attend de lui. Sinon, il est décevant ». Chez Jorge Lavelli, qu'il retrouve après la *Côte d'Ivoire*, créé en 1980 au Festival d'Avignon, il aime sa façon de « privilégier le jeu, avant toute chose ».

Dans une *visite inopportune*, de Copi, au théâtre de la Colline, Jean-Claude Jay est milliardaire et amoureux d'un comédien à l'agonie. « L'avellé veut qu'à chaque dévouement - et il l'a passé beaucoup dans cette chambre d'hôpital - il y ait rupture totale. C'est inconfortable... on ne peut pas faire de très beaux lits, se servir d'un état pour passer à un autre. On doit jouer Copi comme un classique : oublier l'anecdote et ne se tenir qu'à ce que

disent les mots... Il m'a fallu un peu de temps, connaître les circonstances de la mort de Copi, pour me laisser prendre par le rire éternel de cette pièce. Et d'ajouter, remarque qui résume un peu comme un aveu déguisé : « Copi ne parle pas tant de la mort que de la manière d'aller jusqu'au bout de la vie. Sa pièce n'est pas sacrilège. Si tel avait été le cas, je n'aurais pas pu la jouer. Je ne peux pas briser ce que j'ai adoré, or j'ai eu une éducation religieuse ».



Une éducation d'enfant sage qui se souvient n'avait fait l'école buissonnière qu'une seule fois, pour dévorer l'idiot de Dostoevski. Il partira ensuite, instituteur dans un douar pendant la guerre d'Algérie. Il se réveille architecte. Il deviendra comédien, par hasard et sur le tard, à vingt-six ans et d'est chez Tania Belachova qu'il trouve le juste rapport entre le théâtre et la vie : « Enfant, j'adorais les grands jeux sérieux. Avec elle, j'ai soudain découvert que je pouvais passer ma vie comme un grand jeu, en dehors de toute idée de carrière, tout ce qui lui était étranger. Elle nous conseillait d'arriver le soir au spectacle dans l'état où nous étions dans la journée. D'utiliser l'apport de la vie ».

Il ne faut pas se fier à l'allure très calme de Jean-Claude Jay. C'est un enthousiaste né. Il a vu dix-sept fois *Lola*, de Jacques Demy. Franchement débarré d'Algérie, il y avait retrouvé « le hasard, les vies qui se croisent, se rencontrent, on ne se rencontre pas ».

Propos recueillis par
ODILE GUROIT
★ Une visite inopportune. La Colline à partir du 15 février.

JAZZ

Voix noire, voix blanche...

Au simple timbre de sa voix, on n'imaginerait rien de moins qu'une vaste nounou noire américaine. Pourtant Carmel Mac Court, sujet britannique d'ascendance irlandaise est un bout de lady tout frêle, tout blond, et surtout, tout blanc.

Carmel, une blanche avec une voix de Noire, on croirait qu'une chose semblable ne pouvait pas se produire. Bien sûr, il y a eu des tentatives. Les chanteurs débattent d'essayer tous un jour ou l'autre au grand blues. Un peu avant de succomber à leur première grave extinction de voix. Signe que les cordes vocales et toute la machine à chanter de la gorge ne peuvent pas suivre. Ils partent alors à l'échec dans des cours de chant où ils se signalent globalement par un seul défaut : ils brillent les graves. Une façon comme une autre de toucher de près le soul music, tant adulée.

Quelques vocales aident un général à endiguer ces velléités. La voix ne pose, et on n'en parle plus. Plus tard, les nostalgiques y reprennent, ne se remettant jamais tout à fait de ce fantasme d'ailleurs récurrent.

Ce la reprend, comme Nino Ferrer le voudrait être noir, ou Nougaro « Je suis blanc de peau. Quand on veut chanter l'espoir, quand on marque du poeu ». Et jusqu'à France Gall, plus récemment, qui faisait le point sur ce qui la séparait d'Elle Fitzgerald : « Ce je n'ai qu'une voix, cette drôle de voix, elle, elle l'a ».

Certaines se sont fait une raison, persuadées à cette heure que les Noirs ont « ça » dans la sang. Il y aurait là un lot grand voix-rythme-densité-sensibilité. La voix, elle l'a.

Depuis l'une de ses premières tournées avec Red Norvo et Miguas,

Carmel à l'Olympia

Voix noire, voix blanche...

argumentation scientifique : les Noirs ont de si grandes bouches, c'est pour mieux chanter le gospel, mon enfant. « Et c'est vrai, explique un spécialiste de la voix, Louis Jacques Rondéau, professeur au Conservatoire national d'art dramatique de Paris, que la voix résonne dans la bouche. Si la bouche est grande, les lèvres volumineuses, les pommettes écartées, la cavité de résonance est plus importante. Mais cette différence joue si peu. On ne peut pas expliquer la voix noire de cette façon ».

Comme un accent
Domage, Carmel a une grande bouche. Ceci expliquerait cela. Les, il faut chercher ailleurs. En fait, cette jeune fille a beaucoup écouté le soul music qu'on lui servait abondamment chez les Mac Court. Comme un bémol noir se gorgeant (littéralement) du chant de ses parents à l'office du dimanche ou à l'anniversaire de l'oncle Fred, elle assimile ce qu'elle entendait, exactement comme un accent. Ce faisant, elle confirme ceci : la voix noire naît d'abord dans l'oreille.

Coincidence, elle était également à l'église. Messe du dimanche au milieu des paroissiens de Southport, Angleterre-Nord. Elle a appris à l'essentiel du chant, avec des blancs : comment chanter puissamment sans sauter sa voix. « J'étais trop timide, dit-elle, pour chanter avec vigueur devant les gens, comme ça, toute seule. Mais dans la chorale il se passe toujours la même chose. Vous êtes dans le tas. On commence tout doucement, et puis on est porté par les autres. A la fin, le son a monté. En même temps, il faut que le résultat soit harmonieux, qu'il y ait une parfaite justesse dans le rythme. » Elle chauffe sa voix avant d'aller gouver l'horde. Une excellente déformation musicale s'en suit.

Lorsqu'elle entend pour la première fois sa voix enregistrée,

cela fait des années qu'elle chante sans micro, donc très fort, voire très violemment. Comme les Noirs. « J'ai été terriblement surprise par cette voix qui sortait de moi. Elle était, était rauque. Rien à voir avec l'air doux des chorales ».

Moduler ses graves

Autre aspect des chorales : tout le monde s'y a pas les mêmes capacités vocales. On est souvent obligé d'y chanter dans une nuance très basse afin que chacun puisse suivre la phrase musicale. Carmel apprend ainsi à moduler ses graves de la même façon qu'un Noir chantant « Alléluia » en descendant.

Pour finir, cette blanche sur le rive de tout visage pâle ne peut pas sur le chançon. Elle n'a eu à ce jour qu'une seule extinction de voix. Tout s'est « Je suis allée voir une vieille dame anglaise, professeur de chant. Elle a dit que j'avais un registre remarquable, très étendu. Là où on peut m'écouter, c'est en m'éloignant à pousser encore plus cette voix dans la direction où je suis allée spontanément. » Elle a aussi appris auprès d'un professeur de chant de l'Opéra qu'on ne pouvait pas sur élever sa voix sans courir le risque de lui faire perdre un peu de cette « spécificité noire » signifiée par un concours de circonstances. Mais elle, elle secoue la tête : « Je n'ai pas la voix d'une Noire. Ce n'est pas possible, vous comprenez ? »

Et de temps en temps, dans le surmenage d'une tournée, il arrive qu'elle ait vraiment ce qu'on appelle la « voix blanche », le pire défaut du chant classique : quand la voix semble sans vie et sort sans conviction du gosier sec. « Dans ces cas-là, dit-elle, y a rien à faire qu'à attendre que ça revienne ».

SOPHIE FORTANEL
★ Olympia du 10 au 14 février.

Tal Farlow et Philippe Petit

Originaire de Caroline du Nord comme Coltrane et Monk, Tal Farlow s'achève avec élégance vers la fin de la soirée (il est né en 1921). Il joue sur une Gibson et ressemble à un employé de bureau à la retraite ou, plus simplement, à un guitariste de jazz à la carrière bien remplie.

Depuis l'une de ses premières tournées avec Red Norvo et Miguas,

vite après la guerre, Tal Farlow a été sollicité par tous les musiciens de quelque importance. Lui qui reste un des plus grands stylistes « cool », lui qu'on a vu répandre son élégance de jeu dans des climats différents, il a reçu dans le milieu des musiciens le surnom de « piveur ».

Ce n'était pas méchant : c'est simplement pour qualifier son extrac-

dinaire maîtrise technique et l'aisance tentaculaire de son doigt. Tal Farlow termine au Petit Journal une tournée en duo avec un de ses élèves, aussi discret et aussi fin que lui, le jeune guitariste Philippe Petit.

F.M.
★ Petit Journal Montparnasse (10 et 11), La Havre (12), Saint-Quentin (13), Zurich (15 et 21).

ARTS

Un colloque au Musée d'Orsay
Gérer, disent-ils

« Gérer la culture », vieux débat, vieux serpent de mer qui refait surface périodiquement. Le colloque d'Orsay, organisé le lundi 8 février par le ministère de la culture et auquel participent quatre cent cinquante professionnels de la culture, a sacrifié aux lois du genre : prudence, modération et vœux pieux. Mais le paysage culturel a considérablement changé. La priorité donnée à la gestion est évidente. Il y a un peu de temps encore, il est vrai que le mariage de l'économie et de la culture a été célébré, à la Sorbonne, par Jack Lang en présence de François Mitterrand.

François Léotard a confirmé l'union, plébiscité par le public tout plus nombreux qui pèle à pèle pendant des heures avant d'être admis au Centre Pompidou, à la Grande Halle de La Villette ou au Musée d'Orsay, à l'heure des grands « shows » culturels orchestrés par les médias. Les revendications substantielles des conservateurs se font sur le thème de « nous sommes des chefs d'entreprise ». Et Jean-Ludovic Silicani, directeur de l'administration générale au ministère de la culture, précise : « Il n'est plus possible de construire une programmation et l'on n'a pas réfléchi à ses coûts ».

Le jargon technico-commercial employé désormais dans ce domaine n'a pas trop écorché les oreilles des

auditeurs d'Orsay. Si le domaine de la culture a longtemps été jugé ingérable, « gérer l'ingérable » a été devenu l'axiome de cette nouvelle race d'administrateurs. Au risque de banaliser les éléments de culture savante au profit de « produits », qu'il s'agisse d'une œuvre d'Alcibiade, d'un spectacle de Chéreau ou d'un concert de Boulez.

Jean-Ludovic Silicani, énarque bien tempéré, se défend d'une vision aussi réductrice. « Mais, ajoute-t-il, quand un organisme est mal géré, il finit par mourir. Tout simplement. C'est ce qui est arrivé récemment à l'Opéra de Lille. L'Etat ne peut indéfiniment épargner des ardoises sans cesse renouvelées. Ce n'est pas juste pour les autres secteurs. Quand l'Opéra de Paris dépasse son budget, c'est la Bibliothèque nationale ou le Centre Pompidou qui trinquent : les fonds dont nous disposons ne sont pas élastiques à l'infini ».

Le ministère, confie-t-il entre deux interventions, a entrepris d'assainir la situation de quelques institutions à problèmes. Le premier visé est l'Opéra de Paris, gouffre légendaire dont les 310 millions de francs de budget sont régulièrement dépassés de 5 à 10 millions de francs. Le second est la Comédie-Française, elle aussi dans le collimateur du ministère pour les mêmes raisons. Les difficultés de la Bibliothèque nationale et du Centre Pompidou sont d'une autre nature, manque de place, inadéquation de leurs structures, la méthode sera donc différente.

Mais d'autres projets sont évoqués dans les coulisses de ce colloque. Faut-il donner une plus grande autonomie juridique aux grands musées - une trentaine - et transformer, à moyen terme, en véritables établissements publics Versailles, le Louvre et Orsay ? Autre souci, réaffirmer une véritable politique culturelle entre la Rue de Valois et les établissements subventionnés, qu'ils soient

associatifs ou dépendants de collectivités territoriales.

Dans ce domaine, François Léotard est partisan de « tout remettre sur la table ». Le mécène, Aristocrate de tous les débats culturels en France, fut bien sûr évoqué. Mais celui-ci ne se manifeste guère pour l'instant que par quelques aumônes. C'est donc l'Etat qui reste toujours - pour longtemps - le principal bailleur de fonds et l'interlocuteur privilégié des professionnels de la culture. François Léotard est manifestement heureux de son rôle : il a répété qu'il souhaitait encadrer ses nouvelles fonctions « dans un nouveau gouvernement ».

EMMANUEL DE ROUX.

La culture en chiffres

En France, la consommation culturelle est de l'ordre de 180 milliards de francs, soit 4 % du P.N.B. Sur cette somme, 35 milliards de francs proviennent de ressources publiques : 20 milliards de francs sont issus des collectivités locales et 15 milliards de francs proviennent de l'Etat dont 9 milliards de francs émanent du ministère de la culture (0,8 % du budget de l'Etat).

Mais les représentants de la Rue de Valois font valoir que les mots-valeurs fiscales (taux de la TVA, etc.) qui s'élèvent à 1,5 milliard de francs depuis deux ans ne sont pas pris en compte. Le mécène, avec ses 400 millions de francs ne représente qu'une dérisoire pour le montant (0,3 % du budget de la Rue de Valois). Le sponsoring sportif aurait de 5 à 10 fois plus important. L'exemple italien est à méditer : le mécène dégage chaque année l'équivalent de 5 milliards de francs.

théâtre

LA CHRONIQUE

LA CHRONIQUE
1. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
2. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
3. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
4. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
5. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
6. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
7. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
8. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
9. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
10. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.

FOT

FOT
1. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
2. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
3. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
4. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
5. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
6. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
7. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
8. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
9. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.
10. *Le théâtre de la Colline* : Jean-Claude Jay, *L'école buissonnière*.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

AMÈS NUËS Théâtre Essai (42-75-46-42), 18 h 30.
UN OUVRIER DE DAMES Blanc-Manteau (48-87-15-84), 21 h 30.
DES SENTIMENTS SOUDAINS Théâtre de la Renaissance (42-08-15-01), 20 h 45.
RAQUEL de Jean Cocteau. Théâtre des Bouffes-Parisiens (42-06-97-03), 20 h 30.
MICROGUA MAROUL Espace Klara (42-75-50-25), 21 h.
SHOW CRICHE Les blancs jouent et gagnent. Palais des Glaces (48-87-90-67), 20 h 30.
LE MALADE IMAGINAIRE Arts-Hébert (43-57-23-23), 21 h.

Les salles à Paris

AMANDIÈRE DE PARIS (43-64-42-17). Les Bénévoles d'Empire : 20 h 30.
ANTOINETTE - SIDEMER-BERKAU (42-09-77-71). Les Calfins temps : 20 h 30.
ARCANES (43-58-19-70). Le Vase : 20 h 30.
ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (43-64-42-17). O Comp de l'opéra : 20 h 30.
ARLEQUIN-ATHÈNES (48-06-36-02). Les Racines de la lune l'automne d'été : 20 h 30.
ARTS-THÉÂTRE (47-87-33-25). O Le Malade imaginaire : 21 h.
ATALANTE (46-06-11-00). Roulé, roulé : 20 h 30.
ATELIER (46-06-36-04). La Double inconstance : 21 h.
ATHÈNES-LOUIS JOUVET (47-87-33-25). Salle C. M. M. Agnès et Bénévoles : 18 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-06-97-03). Bouffes-Parisiens : 20 h 30.
BOUFFES-THÉÂTRE DU XIXE-ASTELLE (43-64-42-17). Trois sous pour mes dents : 20 h 30.
CARRÉ (43-58-19-70). O L'opéra : 20 h 30.
CINQ DIAMANTS (43-58-19-70). L'opéra : 20 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (43-58-19-70). La Renaissance. Les Femmes d'Alibi : 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-87-33-25). Les Femmes d'Alibi : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-01-00-11). Les Femmes d'Alibi : 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-51-22-22). Casanova ou la Disposition : 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-14-00-15). Les Femmes d'Alibi : 20 h 30.
DAUNOU (42-01-00-11). Monsieur M. : 21 h.
EDGAR (43-20-45-11). Les Babouins : 20 h 15. Nouveaux spectacles de la saison de la saison : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-87-33-25). Les Femmes d'Alibi : 20 h 30.
ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). O Le Vase : 20 h 30.
ESPACE KIRBY (43-73-50-25). O Michelangelo : 21 h.
ESSAIEN DE PARIS (42-75-46-42). Salle L. Ames des : 18 h 30. Salle M. Des oranges et des oranges : 21 h.
FONTAINE (48-74-74-40). Au moment, tout va bien : 21 h.
GALLIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You're good man Charlie Brown : 20 h 30.
GUCHET MONTMARTRE (43-27-88-41). O La Chanson du mal-aimé : 19 h. La Chanson du mal-aimé : 20 h 30.

GYMNASIE MARIE-HELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 21 h.
BUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Laponne : 20 h 30.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h.
LE BEAUBOURGEOIS (42-72-08-51). Claude Végé : 22 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-40-90). Jean Lapointe dans son nouveau spectacle Adèle : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (44-44-57-34). Théâtre sans. Nœud et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre sans. Le Pâté Prince : 20 h. Verve cardinale et chèque catholique chère : 21 h 15.
MADELEINE (42-65-07-09). Les Fies de l'année : 21 h.
MARSAIS (43-78-03-53). En famille, on s'ennuie : 20 h 30.
MICHEL (42-65-35-02). La Chanson d'été : 21 h 15.
MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Machine : 21 h.
MARIGNY (PETIT) (42-56-04-41). La Machine : 21 h.
MATHURINS (42-65-90-00). Monsieur Vieux ou le Rêve de Louis II de Navarre : 20 h 30.
MOGADOR (43-25-28-80). Cabaret : 20 h 30.
MONTMARTRE (43-22-77-74). Le Spectre : 21 h.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Une nuit pas comme les autres : 20 h 30.
ODÉON (COMÉDIE-FRANÇAISE) (43-25-70-32). Mort d'un commis voyageur : 20 h.
ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Et puis j'ai mis une gravure et je suis allé voir un psychiatre : 18 h 30.
OPÉRA (48-74-42-52). L'opéra de la saison : 20 h 30.
PALEIS DES GLACES (46-07-49-03). Grande salle. La Mademoiselle Prost : 21 h.
PALEIS DES GLACES (46-07-49-03). Grande salle. La Mademoiselle Prost : 21 h.
PALEIS DES GLACES (46-07-49-03). Grande salle. La Mademoiselle Prost : 21 h.
PALEIS ROYAL (42-97-59-81). L'Éclaircie ou la Raisonnable amoureuse : 20 h 30.

THÉÂTRE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Tasse : 20 h 45.
POTINIERE (42-61-44-16). Une passion dans le désert : 19 h. Madame de la Carrière : 21 h.
RANELAGH (42-88-64-44). Quand j'avais cinq ans, je m'étais : 20 h 30.
RENAISSANCE (42-08-15-01). O Des sentiments soudains : 20 h 45.
ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Rêve de la Machine : 20 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Dites de couple : 20 h 45.
SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Un dîner très mince : 18 h 30. Dites de couple : 20 h 30.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). O Jango Edwards : 20 h 30.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-44-35-00). Flageolet Délicat : 20 h 30.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). O Flageolet Délicat : 20 h 30.
THÉÂTRE DE PARIS (42-59-39-39). O Le Pont des souples : 20 h 30.
THÉÂTRE GREVIN (42-46-84-47). Le Cid improvisé : 19 h. Chérol jouant : 21 h.
THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39). Tous différents et la longueur : 21 h.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-33-00-00). O Répertoire : 18 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-87-33-25). Grand Théâtre. Le Misanthrope : 20 h 30. Théâtre Général. V. de tous qui sont : 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-64-42-17). Le Public : 20 h 30.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-37-27). Grande salle. Le Vase : 20 h 30. Petit théâtre. Dialogue dans la nuit : 21 h. Une nuit pas comme les autres : 20 h 30.
TINTAMARRE (48-74-42-52). Bruno Coppen : 20 h. Petit théâtre. Dialogue dans la nuit : 21 h. Une nuit pas comme les autres : 20 h 30.
TOURTOUR (48-74-42-52). Profession Indivisible : 18 h 30.
TRISTAN-BERNARD (42-22-08-40). Le Rebelle : 21 h.
VARIÉTÉS (42-33-00-00). C'est comme ça : 18 h 30.
ZEMRE (43-57-51-45). Polka : 18 h 30. La maison acceptée l'éclair : 20 h 30.

cinéma

La Cinémathèque
PALEIS DE CHAILLOT (47-84-24-24). La Chienne (1931), de Jean Renoir, 16 h. Pity (1979), v.o., de Louis Malle. 19 h. V. de tous qui sont : 20 h 30.
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57).
SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57).
VIDÉOTHÈQUE (46-24-34-30).
 Paris-Roulette, 14 h 30 ; A la Vierge (1933), 14 h 30 ; Pity-Bigala (1931), 14 h 30 ; Show-biz, 17 h 30 ; Tout d'un coup (1955), de L. Chabrier, 17 h 30 ; Tout le monde (1972), de Jean YVES, 17 h 30 ; Montand de tous temps, 18 h ; Montand de mon temps (1974), de Jean-Christophe Averty, 18 h ; Le Soliste du chœur de fond (1974), de Chris Marlowe, 18 h ; Souvenirs, souvenirs, 20 h ; Johnny Halliday : vingt ans de rock (1980), 20 h ; Souvenirs, souvenirs (1986), de Ariel Zeitoun, 20 h ; Yé-Yé, 21 h ; Le chœur de Sylvia Vartan (1983), 21 h ; Souvenirs Halliday, 21 h ; Paris, jeunesse et rock'n'roll (1966), 21 h ; Cherchez l'idole (1963), de M. Bouchard, 21 h.

Les exclusivités

ACCORD PARFAIT (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-43-40).
LES ALLES DU DESIR (Fr.-Al.) : v.o. : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts, 1 (42-36-48-18) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Locomotion, 9 (45-44-57-34).
ANGE GARDIEN (Young, v.o.) : Les Trois Balcas, 9 (45-43-41-63) ; Trois Balcas, 14 (45-43-41-63).
ANGEL HEART (A.) : v.o. : Épée de Bois, 9 (43-57-57-47).
L'ARRÊT DU DESIR (Sov., v.o.) : Cosmos, 9 (45-44-57-34) ; Le Triomphe, 9 (45-43-41-63).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; Saint-Michel, 9 (43-25-79-17) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-18-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.) : Utopia Champollion, 9 (43-26-84-63).
L'AVENTURE INTERIEURE (A.) : v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; UGC Odéon, 9 (42-25-10-30) ; UGC Émirage, 9 (45-63-16-16) ; v.o. : UGC Montparnasse, 14 (43-59-30-40).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : 14 (43-59-30-40) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LE LIEU AUX OISEAUX (Fr.) : Locomotion, 9 (45-44-57-34).
IN THIS OUR LIFE (A., v.o.) : Action Cosmos, 9 (45-44-57-34).
LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Émirage, 9 (45-63-16-16) ; v.o. : Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LES INNOCENTS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
INTERVIEW (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LES KILTS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LIAMON FATALE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
MA VIE DE CHEN (Sa., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
MAURICE (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Le Triomphe, 9 (45-63-16-16) ; v.o. : UGC Montparnasse, 14 (43-59-30-40).
NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel-palatinisme, v.o.) : Saint-Germain Basile, 9 (46-33-63-20).
LE NOIR DE LA ROSE (Fr.-Al., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12).

Mardi 9 février

UGC Montparnasse (45-74-94-94) : Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-80).
BARFLY (A., v.o.) : Cinépolis, 9 (46-33-10-42).
CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can.-Suiz., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 9 (43-26-58-00) ; Le Saint-Germain-des-Près, 6 (42-25-10-30) ; Les Trois Balcas, 9 (45-61-10-60).
CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Épée de Bois, 9 (43-57-57-47).
CHAMBER AVEC VIE (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 9 (45-63-16-16).
CORREA VERDE (Al., v.o.) : UGC Odéon, 9 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
CORDES ET DISCORDS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
CREPESHOW 2 (A., v.o.) : Métropolis, 9 (47-70-72-72).
CHOCOLAT DUNDIE (Aust., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36).
DANDIN (Fr.) : Gaumont Opéra, 9 (47-87-33-25) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
DE GUERRE ASSISE (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-59-30-40).
LES DENTS DE LA MER 4, LA REVANCHE (A., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-59-81) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15).
PAUL MARIGNAN (43-59-30-40) ; Max Linder Parnasse, 9 (46-33-63-20) ; Kiosque Parnasse, 9 (46-33-63-20) ; v.o. : Pathe Française, 9 (47-70-72-72) ; Les Nations, 12 (43-43-43-43) ; Faurelle, 13 (43-31-36-86) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-59-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).
DIRTY DANCING (A., v.o.) : George V, 9 (45-61-41-46).
EL SUR (Esp., v.o.) : Locomotion, 9 (45-44-57-34) ; Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-22).
FULL METAL JACKET (A., v.o.) : Le Triomphe, 9 (45-63-16-16) ; v.o. : Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
GARDENS OF STONE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-59-81) ; Cinépolis, 9 (46-33-10-42) ; Elysées Lincoln, 9 (43-59-30-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-59-30-40).
GENERATION PERDUE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 9 (43-59-18-08) ; v.o. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LES GENS DE DUELIN (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-59-81) ; Pathe Impérial, 9 (47-70-72-72) ; 14 Juillet Odéon, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathe Marignan, 9 (43-59-30-40) ; 14 Juillet Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Pathe Mayville, 16 (45-22-47-94) ; v.o. : Métropolis, 9 (47-70-72-72) ; Le Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : 14 (43-59-30-40) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LE LIEU AUX OISEAUX (Fr.) : Locomotion, 9 (45-44-57-34).
IN THIS OUR LIFE (A., v.o.) : Action Cosmos, 9 (45-44-57-34).
LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Émirage, 9 (45-63-16-16) ; v.o. : Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LES INNOCENTS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
INTERVIEW (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LES KILTS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LIAMON FATALE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
MA VIE DE CHEN (Sa., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
MAURICE (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Le Triomphe, 9 (45-63-16-16) ; v.o. : UGC Montparnasse, 14 (43-59-30-40).
NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel-palatinisme, v.o.) : Saint-Germain Basile, 9 (46-33-63-20).
LE NOIR DE LA ROSE (Fr.-Al., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12).

NOVADE INTERDITE (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-59-30-40).
PACTE AVEC UN TUEUR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Pathe Marignan-Concorde, 9 (43-59-30-40) ; v.o. : Pathe Française, 9 (47-70-72-72) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-59-30-40).
PERK UP YOUR EARS (Brit., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (42-36-48-18).
LE PROVISSEUR (A., v.o.) : UGC Montparnasse, 14 (43-59-30-40) ; Gaumont Opéra, 9 (47-87-33-25) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
RENEGADE (It.-A., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
ROBOCOP (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-59-81) ; Pathe Marignan-Concorde, 9 (43-59-30-40) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-41-46) ; v.o. : Pathe Française, 9 (47-70-72-72) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
SAVO (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (47-87-33-25) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LES DENTS DE LA MER 4, LA REVANCHE (A., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-59-81) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15).
PAUL MARIGNAN (43-59-30-40) ; Max Linder Parnasse, 9 (46-33-63-20) ; Kiosque Parnasse, 9 (46-33-63-20) ; v.o. : Pathe Française, 9 (47-70-72-72) ; Les Nations, 12 (43-43-43-43) ; Faurelle, 13 (43-31-36-86) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-59-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).
DIRTY DANCING (A., v.o.) : George V, 9 (45-61-41-46).
EL SUR (Esp., v.o.) : Locomotion, 9 (45-44-57-34) ; Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-22).
FULL METAL JACKET (A., v.o.) : Le Triomphe, 9 (45-63-16-16) ; v.o. : Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
GARDENS OF STONE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-59-81) ; Cinépolis, 9 (46-33-10-42) ; Elysées Lincoln, 9 (43-59-30-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-59-30-40).
GENERATION PERDUE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 9 (43-59-18-08) ; v.o. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LES GENS DE DUELIN (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-59-81) ; Pathe Impérial, 9 (47-70-72-72) ; 14 Juillet Odéon, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathe Marignan, 9 (43-59-30-40) ; 14 Juillet Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Pathe Mayville, 16 (45-22-47-94) ; v.o. : Métropolis, 9 (47-70-72-72) ; Le Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : 14 (43-59-30-40) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LE LIEU AUX OISEAUX (Fr.) : Locomotion, 9 (45-44-57-34).
IN THIS OUR LIFE (A., v.o.) : Action Cosmos, 9 (45-44-57-34).
LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Émirage, 9 (45-63-16-16) ; v.o. : Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LES INNOCENTS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
INTERVIEW (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LES KILTS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LIAMON FATALE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
MA VIE DE CHEN (Sa., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
MAURICE (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-62-20) ; Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 9 (43-59-28-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Le Triomphe, 9 (45-63-16-16) ; v.o. : UGC Montparnasse, 14 (43-59-30-40).
NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel-palatinisme, v.o.) : Saint-Germain Basile, 9 (46-33-63-20).
LE NOIR DE LA ROSE (Fr.-Al., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURES DE CHATRAIN. Film japonais de Masao Hara. v.o. : Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (47-87-33-25) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
LA LÉGENDE DE L'AMOUR. Film soviétique de Takhir Saliev. v.o. : Cosmos, 9 (45-44-57-34) ; Le Triomphe, 9 (45-63-16-16).
LA MAISON ARABESQUE. Film français de Georges Lantier. Gaumont Les Halles, 11 (46-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (47-87-33-25) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40).
RETOUR SUR TERRE. Film mexicain de Leo Nunez. v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-59-81) ; Pathe Impérial, 9 (47-70-72-72) ; 14 Juillet Odéon, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathe Marignan, 9 (43-59-30-40) ; 14 Juillet Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Pathe Mayville, 16 (45-22-47-94) ; v.o. : Métropolis, 9 (47-70-72-72) ; Le Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).
RED NOW. Film français de Marc Humeau. v.o. : Saint-Germain Basile, 9 (46-33-63-20).
EN TOUTE INNOCENCE. Film français d'Alain Jessa. Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-59-81) ; Pathe Impérial, 9 (47-70-72-72) ; 14 Juillet Odéon, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-30-40) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathe Marignan, 9 (43-59-30-40) ; 14 Juillet Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Pathe Mayville, 16 (45-22-47-94) ; v.o. : Métropolis, 9 (47-70-72-72) ; Le Maillet, 1

Communication

Au Forum des nouvelles images

Les univers artificiels de l'ordinateur

MONTE-CARLO
de notre envoyé spécial

« Nous sommes partis des expressions de base : la joie, la honte, la surprise, le dégoût ou la colère. Puis nous avons ramené à des mouvements simples le travail des muscles qui déforment le visage afin de construire une modélisation mathématique. » Dans la grande salle du Palais des congrès de Monaco, neuf cents personnes, informatiques, responsables audiovisuels ou étudiants d'écoles d'art, suivent attentivement la démonstration d'Andrew Berends, un des grands experts américains de la synthèse d'images. Un court résumé de longs mois de recherche pour que, sur l'écran vidéo, un visage en trois dimensions, entièrement fabriqué par ordinateur, esquisse un sourire, une moue et quelques mimiques quasi humaines.

La salle applaudit, émue par la performance encore balbutiante mais qui marque un nouveau bond en avant de l'image de synthèse. Comme chaque année, le Forum des nouvelles images, organisé par le Festival de télévision de Monte-Carlo et l'Institut national de l'audiovisuel, permet de mesurer les progrès accomplis depuis qu'au milieu des années 70 le premier objet — une simple tête — a été simulé par ordinateur. Les informaticiens ont rapidement maîtrisé l'univers des objets, leur texture, leurs reflets, leur transparence ou leur élasticité.

Ils ont fabriqué sur leurs claviers des paysages imaginaires, peaufinant dans les moindres détails les jeux complexes de l'ombre et de la lumière. Ils ont créé des planètes entières à partir d'une simple équation mathématique. Aujourd'hui, poursuivant leur rêve démiurgique, ils s'attaquent au plus difficile : l'homme avec toute la complexité de ses mouvements, la subtilité de ses expressions. Des années de travail, des milliards engloutis pour que l'ordinateur retrouve le sourire de Marilyn Monroe, la démarche

d'Humphrey Bogart, accouche, un jour prochain, d'un acteur de synthèse évoluant dans un décor artificiel.

Utopie d'ingénieur ? Voici : les images de synthèse ont déjà fait une première percée dans l'univers de la production cinématographique. Après avoir été abondamment exploitées par les films de science-fiction, elles s'intègrent maintenant dans des projets plus réalistes. Jean-Jacques Annaud utilise les services de Thomson Digital Images pour reproduire la vision subjective d'un ours, le principal personnage de son prochain film, *Le Grizzly*. Luc Besson fait appel à Sogitec pour simuler des scènes sous-marines particulièrement délicates de la vie des dauphins pour son long métrage *Le Grand Bleu*.

Les vingt dernières secondes d'un éléphant

Mais la synthèse d'images trouve l'essentiel de ses applications audiovisuelles sur le petit écran. Toutes les chaînes confient aujourd'hui à l'ordinateur l'animation de leurs génériques, l'habillage de leurs programmes. A tel point que cette accumulation de logos virvoltant en trois dimensions finit par devenir lassante. Conscient du danger, les graphistes abandonnent progressivement ce style *Olympe* de

l'espace pour renouer avec des compositions délibérément rétro comme le générique de la télévision de Barcelone primé à Monte-Carlo.

Plus intéressants sont les investissements du groupe de Silvio Berlusconi dans les décors artificiels destinés à réduire le coût des émissions de variétés. Ou encore « La vie des bêtes », cette production d'une petite société française, Mac Guff Ligne, pour Canal Plus : vingt secondes d'images de synthèse pour raconter, en forme de devinette, les derniers instants d'un moustique, d'un singe ou d'un éléphant. Maîtrise des coûts, habile détournement des contraintes techniques : cette série décapitante a été réalisée par quatre personnes en moins de trois mois pour un budget total de 1,5 million de francs.

Dernier secteur où les progrès sont incontestables : le dessin animé. Le logiciel mis au point par la société française Label 35 réussit à automatiser avec des résultats remarquables le travail de l'animateur, ce qui laisse espérer, à terme, une baisse sensible des coûts de production. Signe des temps : le géant Walt Disney a créé son propre département de synthèse d'images et a présenté à Monaco une première réalisation de cinq minutes qui témoigne déjà d'une époustouflante maîtrise technique.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

EN BREF

● Réseaux câblés à Orléans et Annecy. — Les villes d'Orléans et d'Annecy viennent de confier la réalisation et l'exploitation de leurs futurs réseaux câblés de télécommunication à Communication développement, une filiale de la Caisse des dépôts. Ces réseaux (48 000 prises à Orléans, 30 000 à Annecy) pourront disposer de 40 canaux et de services interactifs. Leur ouverture commerciale est prévue pour la fin 1989.

● M. Bessie inculpé de diffamation envers la CNCL. — M. Jean-Louis Bessie, avocat de Radio-

Larsen, dont la plainte pour diffamation a abouti à l'inculpation de M. Michel Droit, membre de la CNCL, a été inculpé le lundi 8 février de « diffamation envers un corps constitué ». La CNCL avait porté plainte contre l'avocat, estimant que celui-ci avait tenu des propos diffamatoires à son égard, le 28 octobre dernier, sur TF 1. M. Bessie a fait remarquer que la CNCL avait choisi « la voie lente » en déposant une « plainte simple » et non une « plainte avec constitution de partie civile ». « On ne défend pas son honneur au rythme d'un secar-got », a-t-il conclu.

Renforcement du noyau dur d'Havas

Conformément à leurs engagements, les six principaux actionnaires du groupe Havas ont récemment renforcé leurs positions en rachetant des actions sur le marché.

La Société générale, la Lyonnaise des eaux et Paribas viennent d'augmenter les autorisations boursières qu'elles avaient franchi le seuil de 5 % des parts du capital. La Caisse nationale du Crédit agricole, la Société générale de Belgique et la Société de participations mobilières de M. Jean-Marc Vernes seraient sur le point d'en faire autant.

L'UAP, qui détenait avant la privatisation totale d'Havas, 3,8 % du capital ayant rejoint, il y a quelques mois, les six autres actionnaires du « noyau dur », celui-ci contrôlerait aujourd'hui environ 35 % du groupe, contre 20 % au moment de la privatisation. Si on y ajoute les 2 % détenus à long terme par le personnel et les participations d'investisseurs institutionnels qui, comme la Caisse des dépôts et les AGF, ont conservé leurs titres, il ne resterait plus qu'environ 55 % des actions d'Havas réparties dans le public.

Havas Médias Régions se retire du groupe de « gratuits » Le Carillon

Havas Média Régions (HMR) s'est retirée de la société Le Carillon, dont le groupe publicitaire possédait 50 % depuis 1977 aux côtés du quotidien régional *Ouest-France*. Le Carillon, fondé il y a une vingtaine d'années, comprend une quarantaine de « gratuits » dont la diffusion totale est de 4 400 000 exemplaires, surtout distribués dans l'ouest de la France.

Havas, qui a pris récemment le contrôle du groupe de « gratuits » de la COMAREG, a entrepris de se défaire des participations minoritaires détenues avec la presse régionale (*Ouest-France*, *Sud-Ouest*, la *Nouvelle République du Centre-Ouest*), pour éviter des « doublons » dans certaines régions. *Ouest-France* a fait part de son intention de s'associer à de nouveaux partenaires, dont le Crédit lyonnais.

« Les mesures proposées par M. Péricard sont insuffisantes »

nous déclare M. Tézenas du Montcel PDG de RFI

« Un constat exact, mais des propositions insuffisantes : tel est le jugement du PDG de Radio France internationale sur le rapport de M. Michel Péricard, concernant la « politique audiovisuelle extérieure de la France » (le Monde du 19 janvier). Alors que les réunions ont commencé le 5 février pour décider des suites à donner à ce rapport, M. Henri Tézenas du Montcel précise ses ambitions pour RFI.

« Etes-vous d'accord avec le bilan peu flatteur que dresse M. Péricard ?

« Si le constat est pessimiste, il est pourtant réaliste. La récente réunion des ambassadeurs français de l'Afrique sub-saharienne a montré l'étendue des besoins, même dans les zones privilégiées de notre action. Et que dire alors de notre absence en Asie !

« Attention, pourtant, à ne pas minimiser ce qui existe, l'audience de RFI est réelle, tous les sondages nous le montrent, et elle progresse, spécialement quand des opérations sont menées : nouvelles heures d'émission en Afrique, directs lors du sommet de Québec, etc.

« Et que pensez-vous des mesures proposées pour améliorer cette situation ?

« A vrai dire, ce qui me déçoit, surtout, c'est le décalage entre la pertinence du diagnostic global et les mesures insuffisantes proposées par M. Péricard. Son rapport soubaite 250 millions de crédits nouveaux par an, pour l'ensemble de l'audiovisuel extérieur, image et son. Or rien que le programme minimal d'implantation d'émetteurs de RFI coûte 960 millions de francs sur cinq ans !

« Mais ne peut-on se limiter à des priorités absolues ?

« Il faut savoir si oui ou non on veut une réelle présence extérieure de la France, dans sa langue et dans la langue de ses auditeurs ! En tout cas, nos concurrents ne s'y trompent

pas. Alors que RFI n'a, sur trois sites, que 25 émetteurs disponibles (dont 12 datent de 1962 et 8 de 1974), la Voix de l'Amérique (VOA) en a 115, et investira 800 millions de francs d'ici trois ans pour 31 nouveaux émetteurs. La BBC a 90 émetteurs sur 12 sites, la Deutsche Welle 35 émetteurs sur 8 sites...

« Pourtant, un effort a été fait depuis 1982, et RFI a remporté dans le classement des radios internationales ?

« Certes, mais le plan de 1982, qualifié de « plan de sauvetage » par M. Péricard, n'a même pas été appliqué intégralement : RFI n'a que 423 personnes (7 de moins que l'an dernier) au lieu des 700 nécessaires, et n'émets que dans 11 langues au lieu des 19 prévues. Le retard budgétaire, au lieu de nous faire baisser les bras, impose au contraire une accélération ambitieuse.

« Avec quels objectifs ?

« Celui de ne pas jouer les autruches, de sortir la tête du trou ! Par exemple, ne pas oublier le quart des Africains, qui sont anglophones ; ou bien inventer de nouvelles formes de distribution de nos informations aux radios FM d'Europe et d'Amérique. Pour bien remplir son rôle, une radio internationale française doit être multilingue et axée sur l'information.

« Je me félicite d'ailleurs de pouvoir bientôt émettre en arabe, à travers un accord avec la Sofrad (le Monde du 9 janvier) qui ne butte plus que sur des problèmes d'intégration de personnel. Enfin, les émetteurs d'Asie et de la Réunion (promis par M. Chirac lors de son voyage récent) vont renforcer notre potentiel.

« Mais la réussite d'ensemble, encore une fois, attend des actes : de l'argent pour d'autres émetteurs, et une multiplication des relais de nos productions... »

Propos recueillis par MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Musée du Petit Palais
12 février - 7 mai

Franz Xavier
Winterhalter

ET LES COURS D'EUROPE DE 1830 A 1870

Galeries nationales du Grand Palais
13 février - 16 mai

Degas

DEUX EXPOSITIONS EXCEPTIONNELLES REALISEES GRACE AU MECENAT DE UNITED TECHNOLOGIES

UNITED TECHNOLOGIES EN FRANCE: OTIS, CARRIER, FRIGIKING, GATE FRANCE, HAMILTON STANDARD, PRATT & WHITNEY, SAMICA, SOCIETE OFFRANVILLAISE DE TECHNOLOGIE, UDD/FIM, UNITED TECHNOLOGIES AUTOMOTIVE.

إلى، إلى، إلى

كنا من الامر

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ Ou peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 9 février

TF 1
20.40 **Café-club** : Firefox, Farnes absolue ■■ Film américain de Clint Eastwood (1982). Avec Clint Eastwood, Freddie Jones, David Huffman, Warren Clarke. 22.50 **Magazine** : Café-club (suite). De Michel Deniot. Spécial Brigitte Bardot. 23.55 **Journal**. 0.10 **La Bourse**. 0.15 **Basket** : Coupe des coupes. Demi-finale, match aller : Limoges-Pesaro. 1.30 **Magazine** : Pénalité sur le 16 (rediff.).

A 2
20.30 **Les dossiers de l'écran** : Le Balcon ■■ Film français de Bob Swaim (1982). Avec Nathalie Baye, Philippe Léotard, Richard Berry, Maurice Ronet, Christophe Malavoy. 22.15 **La police** : La police peut-elle travailler sans indicateurs ? Avec Olivier Foll (sous-directeur de la direction de la police judiciaire), Daniel Dupuy (secrétaire général du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de police française), François Marcattoni, M. Jean-Marc Varant (avocat), Roger Colombani (journaliste), Marie-Christine Guerin. 23.30 **Informations** : 24 heures sur le 2. 0.00 **Entrées sans frapper**.

FR 3
20.30 **Cinéma** : Le Trésor de Tarnawa ■■ Film américain de Richard Thorpe (1941). Avec Johnny Weissmuller, Maureen O'Sullivan, John Sheffield. 22.05 **Soir 3**. 22.25 **Magazine** : 22.15 **La police** : La police peut-elle travailler sans indicateurs ? Avec Olivier Foll (sous-directeur de la direction de la police judiciaire), Daniel Dupuy (secrétaire général du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de police française), François Marcattoni, M. Jean-Marc Varant (avocat), Roger Colombani (journaliste), Marie-Christine Guerin. 23.30 **Informations** : 24 heures sur le 2. 0.00 **Entrées sans frapper**.

CANAL PLUS
20.30 **Cinéma** : Star 80 ■■ Film français de Bob Fosse (1983). Avec Mariel Hemingway, Eric Roberts, Cliff Robertson, Carol Baker, Roger Rees. 22.10 **Flash d'informations**. 22.15 **Cyclisme**. En direct de Berck, la dernière journée des Six Jours de Paris. 23.45 **Cinéma** : Les Moineaux de la colline ■■ Film américain de Richard Pearce (1984). Avec Jessica Lange, Sam Shepard, Wilford Brimley. 1.30 **Cinéma** : L'Amant de la nuit ■■ Film français de Valérie

Borowczyk (1986). Avec Monique Gabrielle, C. Harder, Harold Kay.

LA 5
20.30 **Cinéma** : Officier et gentlemen ■■ Film américain de Taylor Hackford (1982). Avec Richard Gere, Debra Winger, Louis Gossett Jr. 22.35 **Série** : Spenser. La fièvre de l'enfer. 23.25 **Série** : Mission impossible (rediff.). 0.20 **Série** : Malgrat (rediff.). 2.10 **Série** : La grande valise (rediff.). 2.55 **Aria** de réver. Concert de musique classique.

M 6
20.00 **Série** : Les routes du paradis. Le diable et Jonathan. 20.50 **Téléfilm** : Le clan des Sackett, de Robert Totten, avec Jeff Osterburg, Tom Selleck, Sam Elliott, Glenn Ford (2 parties). 22.30 **Série** : Malgrat et valets (rediff.). 23.20 **Journal**. 23.30 **Météo**. 23.35 **Magazine** : Club 6. De Pierre Bouteiller. Invités : Emmanuelle Bernheim, Wisniewski, Annette Levy-Willard, Pauline Jacques, Bernard Sandoval (Ramen-jazz). 0.20 **Documentaire** : Le monde sauvage. La route des marais. 0.50 **Documentaire** : La faune nordique. Le renard arctique : résidence d'hiver. 1.20 **Musique** : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE
20.30 **Archipel sciences**. Les premiers hommes en Amérique. 21.30 **Les villages d'enfants**. 22.40 **Nuits magiques**. Les avocats (1^{re} partie). 0.05 **De jour au lendemain**. 0.50 **Musique** : Coda.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Louis Vierne**, Purgatoire de Paris (3). Symphonie n° 3 en fa dièse mineur, op. 28, de Vierne : Suite, op. 4, de Durufle : Strasbourg 85, de Tiet, par Odile Pierre, orgue. 22.30 **Réclat**. Roland Pidoux, violoncelle, Jean-Claude Penster, piano : Sonate pour violoncelle et piano en sol majeur, de Bravil ; Sonate pour violoncelle et piano n° 2 en sol mineur, op. 5, de Beethoven ; Sonate pour violon et piano en la majeur, de Franck. 0.00 **Club d'archives**. David Ostreich, violoniste : œuvres de Khatchaturian et Chostakovitch.

Mercredi 10 février

TF 1
13.35 **Feuilleton** : Héros et passions. 17.30 **Variétés** : C'est déjà demain. 14.45 **Club Dorothée**. 17.30 **Variétés** : Jacky Star. Émission animée par Jacky. 17.55 **Flash d'informations**. 18.00 **Série** : Agence tous risques. 19.00 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 19.30 **Jeu** : La rose de la fortune. 19.55 **Théâtre** de Téo-O-Tao. 20.00 **Journal** et météo. 20.35 **Tapis vert** et tirage du Loto. 20.45 **Variétés** : L'année de tous les rêves. Les trophées du MIDEM 1988. Émission présentée par Michel Duclos et Paul Layssac. Avec les Comédiens, 1^{er} Prix, Johnny Clegg, Louis Berlingue et les Vieux, Squeez, Off, Guesch Patti, Francesco Napoli, Swing out Sister, Black Wax, Tiffany, Shinta, Vanessa Paradis, Karl, Blues Trottier, Laurent Voulzy. 22.25 **Magazine** : Super story. De Bernard Boursier et Catherine Boursier. 22.55 **Le fil de l'actualité** : Test avec des sportifs ; Interview hard : Jacques Dutronc ; Top-modèles masculins ; Jeu de piste ; Strip ; Astro-ecce. 23.25 **Journal**. 23.55 **La Bourse**. 0.00 **Magazine** : Pénalité sur le 16 (rediff.).

A 2
13.45 **Feuilleton** : Jeunes docteurs. 14.35 **Réclat** A2 : le monde magique de Chantal Goya. 15.05 **Réclat** A2. 17.20 **Série** : Au fil des jours. 17.50 **Flash d'informations**. 17.55 **Série** : Au fil des jours. 18.45 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. 19.05 **INC**. 19.10 **Actualités régionales**. 19.35 **Série** : Maguy. 20.00 **Journal**. 20.30 **L'heure de vérité**. Invité : Jean-François Poncelet. L'ancien ministre des affaires étrangères répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Dubamel, Albert du Roy, Jean-Louis Lescage et Jean-Louis English (Les dernières nouvelles d'Alsace). 22.10 **Magazine** : Des sources et des hommes. De Jean-Pierre Richard. Sommaire : Les négligés de l'histoire (La véritable histoire de la petite sirène) ; Super Fiona, avec Fiona Gelin ; Le soap, avec la troupe du Café d'Edgar ; Le guide des bonnes manières, à l'usage des célibataires. 23.00 **Informations** : 24 heures sur le 2. 23.30 **Basket**. Coupe d'Europe des clubs champions : Orthez-Salonique.

FR 3
13.30 **Magazine** : La vie à petites dents. Présenté par Eddy K 7. 14.00 **Magazine** : Déchets. 14.30 **Série** : Vao. 15.00 **Flash d'informations**. 15.03 **Jeu** : On va gagner. Présenté par Vincent Perrot et Cécile Leclerc. 17.30 **Flash d'informations**. 17.55 **Feuilleton** : Studio folles. 17.50 **Jeu** : Ascenseur pour l'aventure. 17.55 **Dessin animé** : David le gosse. 18.00 **Magazine** : Astronaute. Magazine de l'espace de Anne Ray et Jacques Degray. 18.30 **Feuilleton** : Une mère pas comme les autres. 19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.53 **Dessin animé** : Il était une fois la vie. 20.05 **Jeu** : La classe. 20.30 **Théâtre** : La Pace à l'oreille. Comédie en trois actes de Georges Feydeau, mise en scène de Jean-Laurent Cochet. Avec Jean Le Poulaïn, Georges Chamarrat, Georges Desbrières, Yvonne Gauden, Paul Noëlle. 22.45 **Journal**. 23.05 **Magazine** : Définitions. Cycle Glenn Gould (suite). Sonate, opus 110 (final), de Beethoven ; Seconde partie (premier mouvement, extrait), de Bach ; Deuxième symphonie (extrait), de Mahler ; Rhapsodie écossaise (extrait de l'acte I), de Walton. 23.30 **Magazine** : Océaniques. Olivier Debré, le rideau du Français. Pendant plus de six mois, six hommes ont travaillé sans relâche dans le grand hangar du Bourget pour réaliser le rideau de la Comédie-Française. 0.00 **Musiques**, musique. Extrait du Magnificat du 8^e ton, de Michel Corrette, par André Isoir, orgue.

CANAL PLUS
14.00 **Dessin animé** : Victor. 14.15 **Série** : Le retour de Mike Hammer. 15.00 **Documentaire** : Les albums du sport. 15.30 **Série** : Sœurs froides. 17.10 **Documentaire** : Théron stratagème. Galapagos (1^{re} partie). 17.20 **Série** : Max Headroom. 17.50 **Série** : Thriller. 18.15 **Flash d'informations**. 18.16 **Dessin animé**. 18.25 **Dessin animé** : Le plat.

18.26 **Top 30**. Présenté par Marc Tesson. 18.55 **Starquiz**. Présenté par Alexandre Kazan. Invité : Francis Lopez. Nadine Debois, Yves Renier. 19.28 **Magazine** : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. Invité : Philippe Laval. 20.30 **Bandes annonces** : Les films de la semaine. 21.00 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 21.30 **Journal**. 21.40 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 22.00 **Journal**. 22.10 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 22.30 **Journal**. 22.40 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 22.55 **Journal**. 23.00 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 23.15 **Journal**. 23.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 23.40 **Journal**. 23.55 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 0.00 **Journal**. 0.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 0.20 **Journal**. 0.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 0.40 **Journal**. 0.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 0.60 **Journal**. 0.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 0.80 **Journal**. 0.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 1.00 **Journal**. 1.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 1.20 **Journal**. 1.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 1.40 **Journal**. 1.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 1.60 **Journal**. 1.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 1.80 **Journal**. 1.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 2.00 **Journal**. 2.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 2.20 **Journal**. 2.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 2.40 **Journal**. 2.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 2.60 **Journal**. 2.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 2.80 **Journal**. 2.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 3.00 **Journal**. 3.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 3.20 **Journal**. 3.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 3.40 **Journal**. 3.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 3.60 **Journal**. 3.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 3.80 **Journal**. 3.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 4.00 **Journal**. 4.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 4.20 **Journal**. 4.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 4.40 **Journal**. 4.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 4.60 **Journal**. 4.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 4.80 **Journal**. 4.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 5.00 **Journal**. 5.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 5.20 **Journal**. 5.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 5.40 **Journal**. 5.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 5.60 **Journal**. 5.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 5.80 **Journal**. 5.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 6.00 **Journal**. 6.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 6.20 **Journal**. 6.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 6.40 **Journal**. 6.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 6.60 **Journal**. 6.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 6.80 **Journal**. 6.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 7.00 **Journal**. 7.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 7.20 **Journal**. 7.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 7.40 **Journal**. 7.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 7.60 **Journal**. 7.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 7.80 **Journal**. 7.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 8.00 **Journal**. 8.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 8.20 **Journal**. 8.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 8.40 **Journal**. 8.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 8.60 **Journal**. 8.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 8.80 **Journal**. 8.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 9.00 **Journal**. 9.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 9.20 **Journal**. 9.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 9.40 **Journal**. 9.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 9.60 **Journal**. 9.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 9.80 **Journal**. 9.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 10.00 **Journal**. 10.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 10.20 **Journal**. 10.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 10.40 **Journal**. 10.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 10.60 **Journal**. 10.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 10.80 **Journal**. 10.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 11.00 **Journal**. 11.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 11.20 **Journal**. 11.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 11.40 **Journal**. 11.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 11.60 **Journal**. 11.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 11.80 **Journal**. 11.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 12.00 **Journal**. 12.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 12.20 **Journal**. 12.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 12.40 **Journal**. 12.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 12.60 **Journal**. 12.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 12.80 **Journal**. 12.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 13.00 **Journal**. 13.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 13.20 **Journal**. 13.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 13.40 **Journal**. 13.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 13.60 **Journal**. 13.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 13.80 **Journal**. 13.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 14.00 **Journal**. 14.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 14.20 **Journal**. 14.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 14.40 **Journal**. 14.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 14.60 **Journal**. 14.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 14.80 **Journal**. 14.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 15.00 **Journal**. 15.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 15.20 **Journal**. 15.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 15.40 **Journal**. 15.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 15.60 **Journal**. 15.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 15.80 **Journal**. 15.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 16.00 **Journal**. 16.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 16.20 **Journal**. 16.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 16.40 **Journal**. 16.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 16.60 **Journal**. 16.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 16.80 **Journal**. 16.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 17.00 **Journal**. 17.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 17.20 **Journal**. 17.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 17.40 **Journal**. 17.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 17.60 **Journal**. 17.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 17.80 **Journal**. 17.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 18.00 **Journal**. 18.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 18.20 **Journal**. 18.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 18.40 **Journal**. 18.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 18.60 **Journal**. 18.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 18.80 **Journal**. 18.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 19.00 **Journal**. 19.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 19.20 **Journal**. 19.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 19.40 **Journal**. 19.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 19.60 **Journal**. 19.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 19.80 **Journal**. 19.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 20.00 **Journal**. 20.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 20.20 **Journal**. 20.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 20.40 **Journal**. 20.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 20.60 **Journal**. 20.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 20.80 **Journal**. 20.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 21.00 **Journal**. 21.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 21.20 **Journal**. 21.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 21.40 **Journal**. 21.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 21.60 **Journal**. 21.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 21.80 **Journal**. 21.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 22.00 **Journal**. 22.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 22.20 **Journal**. 22.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 22.40 **Journal**. 22.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 22.60 **Journal**. 22.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 22.80 **Journal**. 22.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 23.00 **Journal**. 23.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 23.20 **Journal**. 23.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 23.40 **Journal**. 23.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 23.60 **Journal**. 23.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 23.80 **Journal**. 23.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 24.00 **Journal**. 24.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 24.20 **Journal**. 24.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 24.40 **Journal**. 24.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 24.60 **Journal**. 24.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 24.80 **Journal**. 24.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 25.00 **Journal**. 25.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 25.20 **Journal**. 25.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 25.40 **Journal**. 25.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 25.60 **Journal**. 25.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 25.80 **Journal**. 25.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 26.00 **Journal**. 26.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 26.20 **Journal**. 26.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 26.40 **Journal**. 26.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 26.60 **Journal**. 26.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 26.80 **Journal**. 26.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 27.00 **Journal**. 27.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 27.20 **Journal**. 27.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 27.40 **Journal**. 27.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 27.60 **Journal**. 27.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 27.80 **Journal**. 27.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 28.00 **Journal**. 28.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 28.20 **Journal**. 28.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 28.40 **Journal**. 28.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 28.60 **Journal**. 28.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 28.80 **Journal**. 28.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 29.00 **Journal**. 29.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 29.20 **Journal**. 29.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 29.40 **Journal**. 29.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 29.60 **Journal**. 29.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 29.80 **Journal**. 29.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 30.00 **Journal**. 30.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 30.20 **Journal**. 30.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 30.40 **Journal**. 30.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 30.60 **Journal**. 30.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 30.80 **Journal**. 30.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 31.00 **Journal**. 31.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 31.20 **Journal**. 31.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 31.40 **Journal**. 31.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 31.60 **Journal**. 31.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 31.80 **Journal**. 31.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 32.00 **Journal**. 32.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 32.20 **Journal**. 32.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 32.40 **Journal**. 32.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 32.60 **Journal**. 32.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 32.80 **Journal**. 32.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 33.00 **Journal**. 33.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 33.20 **Journal**. 33.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 33.40 **Journal**. 33.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 33.60 **Journal**. 33.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 33.80 **Journal**. 33.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 34.00 **Journal**. 34.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 34.20 **Journal**. 34.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 34.40 **Journal**. 34.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 34.60 **Journal**. 34.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 34.80 **Journal**. 34.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 35.00 **Journal**. 35.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 35.20 **Journal**. 35.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 35.40 **Journal**. 35.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 35.60 **Journal**. 35.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 35.80 **Journal**. 35.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 36.00 **Journal**. 36.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 36.20 **Journal**. 36.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 36.40 **Journal**. 36.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 36.60 **Journal**. 36.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 36.80 **Journal**. 36.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 37.00 **Journal**. 37.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 37.20 **Journal**. 37.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 37.40 **Journal**. 37.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 37.60 **Journal**. 37.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 37.80 **Journal**. 37.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 38.00 **Journal**. 38.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 38.20 **Journal**. 38.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 38.40 **Journal**. 38.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 38.60 **Journal**. 38.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 38.80 **Journal**. 38.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 39.00 **Journal**. 39.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 39.20 **Journal**. 39.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 39.40 **Journal**. 39.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 39.60 **Journal**. 39.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 39.80 **Journal**. 39.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 40.00 **Journal**. 40.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 40.20 **Journal**. 40.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 40.40 **Journal**. 40.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 40.60 **Journal**. 40.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 40.80 **Journal**. 40.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 41.00 **Journal**. 41.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 41.20 **Journal**. 41.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 41.40 **Journal**. 41.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 41.60 **Journal**. 41.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 41.80 **Journal**. 41.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 42.00 **Journal**. 42.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 42.20 **Journal**. 42.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 42.40 **Journal**. 42.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 42.60 **Journal**. 42.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 42.80 **Journal**. 42.85 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 43.00 **Journal**. 43.05 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 43.20 **Journal**. 43.25 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 43.40 **Journal**. 43.45 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 43.60 **Journal**. 43.65 **Cinéma** : Océaniques. Histoires d'un homme. 43.80 **Journal**.

Echecs

Le Tournoi des candidats

Kortchnoi et Sokolov éliminés en huitième de finale

Joués en matches directs de six parties, les huitièmes de finale du Tournoi des candidats au titre de champion du monde d'échecs se sont terminés, le dimanche 7 février, à Saint-John (Canada), par un double coup de théâtre : l'élimination d'André Sokolov et celle de Viktor Kortchnoi.

Sokolov, vingt-quatre ans, vainqueur du dernier Tournoi des candidats à Montpellier en 1985, a été battu, à l'issue d'une finale dramatique, par le Canadien Kevin Spraggett, trente-trois ans, qui ne devait sa place à Saint-John qu'en tant que représentant du pays organisateur. A égalité (3-3) après les six parties, les deux joueurs ont disputé par cet effort, le blanc, la deuxième partie des prolongations.

On entra alors dans les parties semi-rapides : la neuvième, la dixième et la onzième (dans lesquelles le temps de réflexion imparti à chaque joueur revenait de soixante minutes à trente, puis à quinze minutes) ne donnèrent rien. A la douzième partie, les verba de Sokolov lâchèrent : avec les blancs dans une position égale, il « publia » la menace de Spraggett, facilement parable, d'un double échec Roi-Dame. C'était fini.

L'élimination de Kortchnoi, cinquante-six ans, fut encore plus surprenante. Personne ne pouvait prévoir que l'Islandais Johan Hjartarson, vingt-quatre ans, dont c'était la première apparition à ce niveau,

terrasserait le cinquième joueur mondial. A l'issue des six parties, Kortchnoi avait réussi à arracher l'égalité en gagnant la cinquième et la sixième parties alors qu'il était mené 2-1. Sans doute épuisé par cet effort, le blanc, la deuxième partie des prolongations.

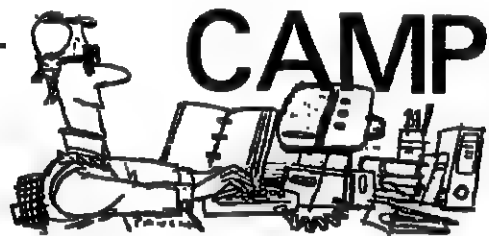
Dans les autres matches, le résultat fut à peu près conforme aux prévisions : Nigel Short, vingt-deux ans (Angleterre) se débarrassa du Hongrois Gyula Sax, trente-six ans, sur le score de 3,5 à 1,5. Le second Anglais en course, Jonathan Speelman, trente et un ans, écrasa l'Américain Yasser Seirawan par 4 à 1. Le Néerlandais Jan Timman, trente-huit ans, eut plus de mal à éliminer le jeune Soviétique Valeri Salov, vingt-six ans, ne gagnant que la sixième partie et s'imposant par 3,5 à 2,5.

Le Hongrois Lajos Portisch, cinquante ans, habitué de cette compétition, battit le Soviétique Rafael Vaganian, trente-six ans, par 3,5 à 2,5, tandis qu'Arthur Youssoupov, vingt-sept ans, se retrouvait le seul Soviétique qualifié en battant son compatriote, Iass Ehlvest, vingt-cinq ans, par 3,5 à 1,5.

Les quarts de finale, en mai-juin prochain, opposeront Karpov (qualifié d'office) à Hjartarson, Short à Speelman, Timman à Portisch et Youssoupov à Spraggett.

B. de C.

Education



Réformer l'ENA

RECRUTEMENT non démocratique, élitisme arrogant, esprit de caste... les reproches faits à l'ENA sont bien connus. Et pourtant chacun admet qu'une institution donnant une formation de haut niveau aux futurs cadres de l'administration est nécessaire. Comment donc corriger les défauts du système, en le préservant les qualités ? Le club Nouvelle Frontière s'est attelé courageusement à la tâche, sous la conduite de Pierre Millot, inspecteur général du ministère de l'Industrie, et propose une réforme audacieuse.

Il suggère de diviser l'ENA en deux « phases ». La première recruterait les élèves sur concours, deux ans après le baccalauréat, à la manière de l'École normale supérieure ou de Polytechnique, et donnerait, en deux ans, une formation générale. Les élèves passeraient ensuite des concours par spécialités (juridiques, financières, économiques, sociales, internationales) donnant accès aux corps administratifs supérieurs. Ces concours seraient également ouverts à d'autres candidats diplômés de l'Université. Une fois admis, les élèves seraient réunis pour suivre ensemble la deuxième « phase », consistant en une formation plus pratique (stage administratif à un niveau modeste, stage en entreprise, enseignement du management, séminaire) avant d'être définitivement affectés dans l'administration.

Selon ses auteurs, ce projet aurait de nombreux avantages : élargir le recrutement social à l'entrée, en rapprochant celle-ci du baccalauréat ; distinguer nettement dans le temps formation théorique et pratique (et renforcer cette dernière) ; faire dépendre l'orientation entre les grands corps d'un choix des élèves au moment des concours, et non de l'arbitraire du classement de sortie ; maintenir l'unité des futurs hauts fonctionnaires par une formation en commun.

De tels changements paraissent iconoclastes à beaucoup. Mais pour M. Jean Charbonnel ancien ministre et président de Nouvelle Frontière, ils pourraient éviter à l'ENA d'être victime un jour de la fureur populaire.

F. G.

★ *Paul-Henri L'ENA ?* par Pierre Millot et le club Nouvelle Frontière. Préface de Jean Charbonnel. Economica, 154 p., 75 F.

Un diplôme de logistique

Quinze grandes entreprises de production, de services et de distribution, réunies dans la « Fondation nationale de logistique » ont créé, avec l'Institut de l'Université d'Aix-Marseille II, un diplôme d'université de « Gestion des opérations logistiques », pour former des spécialistes de l'acheminement des produits sur leurs marchés. Cette formation en un an est accessible aux titulaires d'un diplôme de premier cycle de gestion ou de commerce (DEUG, DEUST, BTS, DUT). Dépôt des dossiers de candidature avant le 15 juin.

(Université Aix-Marseille II, Institut universitaire de technologie, Service relations extérieures, Avenue Gaston Berger 13625 Aix-en-Provence Cedex, Tél. 42-26-57-23).

Santé mentale

La Fondation santé des étudiants de France organise, le

18 mars au Centre international d'études pédagogiques (1, avenue Léon-Journault 92310 Sèvres), une journée d'étude et d'information sur le thème : « Approches des difficultés scolaires et mentales. Une expérience d'enseignement auprès des lycéens et étudiants souffrant de troubles psychologiques ».

(Renseignements : M^{me} Marie-France Rosignol, Fondation SEF, BP 147, 75004 Paris 14. Tél. 45-39-43-39).

Aventure

La Fondation de l'Aventure, créée par la Guide européenne du raid offre, en collaboration avec des organismes privés ou publics, un éventail de bourses à des jeunes désireux de réaliser des expéditions, en France ou à l'étranger, à but sportif, scientifique ou humanitaire. Date limite de dépôt des dossiers : le 15 mars.

(Fondation de l'Aventure, 11, rue de Vaugrand 75006 Paris. Tél. 43-26-97-52).

Le Carnet du Monde

Naissances

- Chère et chère

ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Xavier FULDA,

le 16 janvier 1988.

5, rue de la Manufacture, 75116 Paris.

- Amie Les COT, Jean-Noël JEANNEY et Julien,

ont la bonheur d'annoncer la naissance de

Mathieu.

Paris, le 3 février 1988.

Décès

- M^{me} Simone Amar

son épouse, M^{me} Eric et Thierry Amar,

M^{me} Henri Buzaglo,

M^{me} Jack Ollivier,

M^{me} Raphaël Souley,

M^{me} Georges Ollivier,

les familles Amar, Ollivier, Buzaglo,

Ollivier, Benayon, Amiel, Attar,

Efrayim, Samama, Boudgou, parents et

amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice AMAR,

survenu le 8 février 1988, dans sa

soixante-dixième année.

Les obsèques auront lieu ce mardi

9 février, à 14 heures, à la porte principale

du cimetière de Pantin parisien, à

15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Montebello, 78000 Versailles.

- M^{me} André Beslay,

son épouse, M^{me} et M^{me} Bernard Beslay,

M^{me} et M^{me} Christian Lammot,

M^{me} Marc Boilland,

ses enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Frédéric Fritschier

et leurs enfants,

M^{me} et M^{me} Olivier Fritschier

et leur fils,

M^{me} et M^{me} Jacques Beslay,

et

ses cousins, ses beaux-frères, belles-

sœurs, neveux, nièces,

Tout le monde,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André BESLAY,

survenu le 6 février 1988.

Le service religieux aura lieu le jeudi

11 février à 14 h 15, à l'église

St-Nicolas à Houilles (Yvelines), suivi

de l'inhumation, au cimetière de Sar-

trouville, Yvelines, à 15 h 30.

126, bd Jean-Jacques, 78000 Houilles.

12, rue du Chêne-Boquet, 91510 Taveray.

- Le docteur Ph. Gustiniani et M^{me},

née Liliane Candfran,

François, Joseph et

Elisa Gustiniani,

font part du décès de leur père et grand-

père,

M. Raymond-Jean CAUDÉAN,

survenu le 31 janvier 1988, à Billère-

Lons (Pyrénées-Atlantiques).

36, rue d'Etigny, 32000 Auch.

- La Collé-sur-Loup - Lille.

M^{me} Marie-Elisabeth Comin

a la douleur de faire part du décès de

son époux

M. Robert COUSIN,

Grand croix

de l'Ordre national du Mérite,

grand officier de la Légion d'honneur,

commandant du Mérite maritime,

ancien super-préfet de la région

Provence-Alpes-Côte d'Azur,

préfet des Bouches-du-Rhône,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième

année.

Le service religieux aura lieu le vendredi 12 février

1988, à 10 h 30, à La Collé-sur-Loup

(Alpes-Maritimes).

Les Hautes de Saint-Paul,

06480 La Collé-sur-Loup.

[Né le 27 février 1907 à Béziers-Croix

Saint-Martin, licencié en droit et lauréat de

la Faculté de droit de Caen, Robert Cousin entra

dans la carrière préfectorale en juillet 1934

après avoir occupé diverses fonctions dans des

cadres ministériels. Il fut successivement

sous-préfet de Brétigny, secrétaire général de la

Savoie (1935), sous-préfet de Valenciennes-

les-Bains (1937), secrétaire général de l'Alsace-

Vienne (1940), préfet de la Haute-Marne (1941)

et de la Dordogne (1943).

Il fut nommé préfet le 25 mai 1944, et

capitaine, en 1^{re} section, le 1^{er} août 1946, et bénéficia

d'un congé de longue durée. Il fut chargé de

mission à l'administration centrale du ministère

de l'Intérieur du 1^{er} mai 1948 au 10 mai 1950,

dans la laquelle il fut nommé préfet de Gers. Il

est ensuite préfet du Lot-et-Garonne de septem-

bre 1951 à janvier 1953.

De 1953 à la fin de 1955, Robert Cousin

occupa d'importantes fonctions dans plusieurs

cadres, dont ceux de M^{me} Calvet, secrétaire

d'Etat à la France d'outre-mer, Albert Sarraut,

président de l'Assemblée de l'Union française,

et de tous ministères de la dernière république

et de la 1^{re} République algérienne.

Il a été décoré de la Légion d'honneur en juillet 1967.]

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

s'ils nous parviennent avant 18 h

au siège du journal.

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Tél. MONDOPAR 69572 F

Télécopieur : (1) 45-23-46-31

Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Frenet (1969-1982)

André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :

cinq ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wout.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDOPAR 69572 F

Télécopieur : (1) 45-23-46-31

Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Frenet (1969-1982)

André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :

cinq ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wout.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDOPAR 69572 F

Télécopieur : (1) 45-23-46-31

Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Frenet (1969-1982)

André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :

cinq ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Un si doux hiver

La douceur exceptionnelle de l'hiver a activé le bourgeonnement de la végétation. Attention au coup de gel !

DEPUIS le 15 décembre, les températures sont, partout en France, au-dessus des normales saisonnières. Bien entendu, la nature réagit à sa façon à cette tiédeur et à cette humidité persistantes : du Nord au Midi, elle est en avance de deux, trois ou même quatre semaines. Les bourgeons grossissent déjà. Que deviendront les arbres fruitiers et les céréales si le froid arrive en février ou se manifeste en mars ? A cette question inquiète, il n'y a pas de réponse unique. Chaque espèce d'arbre fruitier, chaque variété de blé, a un rythme de développement particulier, dont dépend sa vulnérabilité au froid éventuel.

Les arbres, fruitiers ou non, ont en commun d'entrer dans leur période de dormance, indispensable à leur développement de l'année suivante, dès l'arrêt automnal de la végétation, c'est-à-dire en septembre ou octobre.

Le froid lève la dormance

Même bien soignés et nourris, même bénéficiant de températures douces, ils ne peuvent alors développer leurs bourgeons. Ceux-ci sont inaptes à la croissance, sans que les spécialistes sachent précisément la nature et les causes de ce phénomène. On invoque des substances régulatrices ou la perméabilité plus ou moins grande des membranes...

Quoi qu'il en soit, le froid hivernal joue ensuite un rôle essentiel : il lève la dormance. Après cette « levée », l'arbre, certes, ne commence pas tout de

suite à développer ses bourgeons. Il attend, pour le faire, que survienne une bonne occasion, c'est-à-dire l'arrivée de températures moins froides.

Presque partout, les températures jusqu'à vers le 15 décembre 1987 ont été suffisamment froides pour la levée de la dormance. La tiédeur générale qui règne depuis lors a été la bonne occasion pour entamer le développement des bourgeons.

Intervient alors le rythme de développement propre à chaque espèce d'arbre fruitier. Chaque

espèce, en effet, fait fleurir ses bourgeons plus ou moins tôt.

Il y a des espèces précoces. Les amandiers, normalement, fleurissent pendant la première quinzaine de février : ils sont en fleur depuis le 15 janvier dans le Gard et depuis le 20 janvier dans la vallée du Rhône. Les pêchers et les abricotiers fleurissent, selon les régions, entre le 10 et le 31 mars : certains, cette année, pourraient fleurir dès la mi-février.

Il y a des espèces tardives. Les poiriers et les pommiers, normalement, fleurissent entre la fin de mars et la fin d'avril selon les variétés et les régions. Leurs bourgeons ont actuellement une avance de trois ou quatre semaines. Quant à la vigne, qui fleurit habituellement en avril dans le Midi, en mai en Champagne, elle aussi est en avance.

L'état de développement des fleurs est essentiel. Si les bourgeons commencent tout juste à grossir, comme c'est le cas pour les poiriers et les pommiers, le froid, même de -10°C pendant quinze jours, se contentera d'arrêter leur croissance (surtout si l'arrivée du froid est progressive) et ils redémarreront avec le retour d'un temps doux.

Danger

pour les espèces précoces

En revanche, les risques encourus par les espèces d'arbres précoces sont beaucoup plus grands. Les bourgeons à fleurs sont déjà suffisamment développés pour ne plus pouvoir supporter de froid intense. Les bourgeons de pêchers, par exemple, qui, en année normale, survivent

sans dommage en janvier et en février à des températures de -15°C, ne peuvent plus actuellement supporter que -8°C ou -9°C. Plus le temps passe, plus ce seuil se relève : bientôt il ne sera plus que de -2°C ou -3°C.

Si des gelées, même brèves et peu intenses, surviennent en février et en mars prochain, la récolte de pêches et d'abricots risque d'être perdue. Les poiriers et les pommiers sont, pour l'instant, peu en danger, les vignes aussi.

Les spécialistes des stations de bioclimatologie de l'Institut national de la recherche agronomique d'Avignon, de Clermont-Ferrand, de l'Institut technique agricole d'Angers (INRA) et le service d'agrométéorologie de la Météorologie nationale, que nous avons interrogés, sont unanimes dans l'estimation des risques plus ou moins grands que le temps anor-

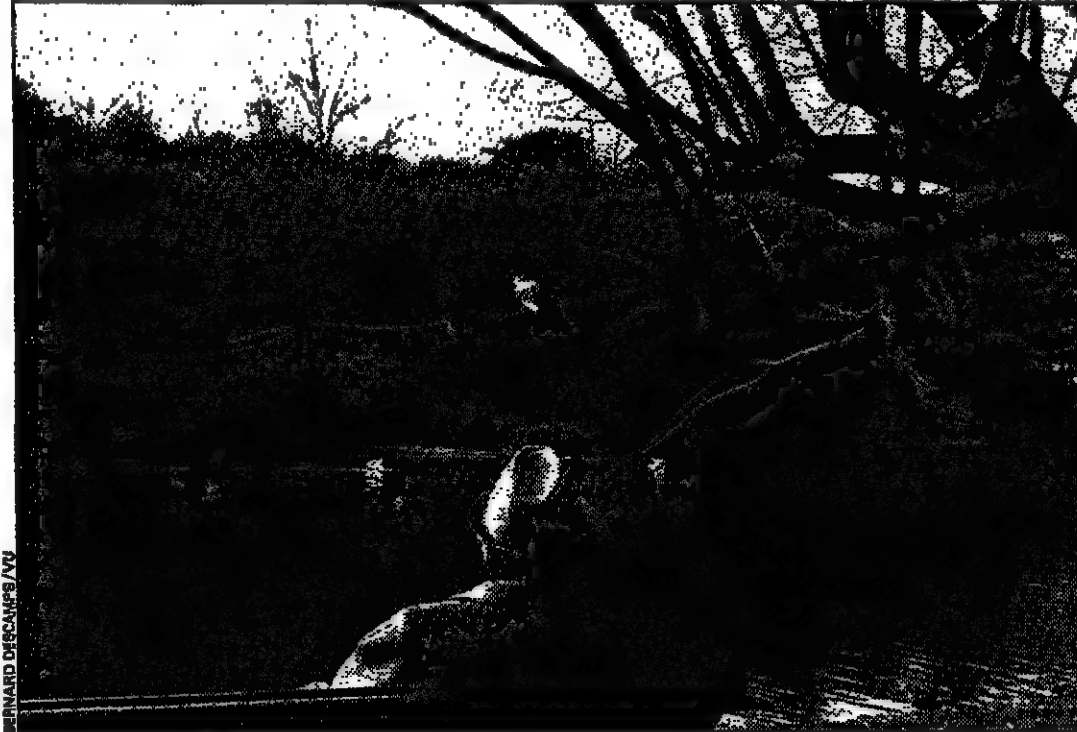
malement doux de cet hiver fait courir aux arbres fruitiers.

Pour les céréales, la situation est moins dangereuse, bien qu'il faille, là aussi, tenir compte des différentes variétés. Certaines variétés de blé, par exemple, ne sont pas sensibles à la photopériode (c'est-à-dire au rapport entre la durée du jour et la durée de la nuit) ; ces blés se développent seulement en fonction de la température et de l'humidité. Ceux-là sont donc en avance, et des gelées survenant dans les deux mois à venir pourraient être préjudiciables aux jeunes tiges.

En revanche, les variétés de blé dont la croissance dépend de la photopériode ne sont que peu influencées par les températures douces. Leur développement ne sera donc guère plus précoce qu'en année normale.

YVONNE REBEYROL

(Lire la suite page 19.)



Coup de fil en vol

L'utilisation des satellites de télécommunication pour suivre les avions à la trace va permettre aux passagers de téléphoner à bord.

FIN janvier ont eu lieu pour la première fois des essais de transmission de données informatiques et de télétexte entre un avion en vol et des installations au sol. L'opération, qui s'est faite, par l'intermédiaire d'un des satellites Marconi de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellite Inmarsat, a eu lieu sur un avion de la compagnie portugaise TAP spécialement équipé d'un terminal informatique développé par la société britannique Racal Avionics. Ultérieurement, courant 1988, huit autres terminaux, également développés par Racal selon les spécifications du programme Prodat de l'Agence spatiale européenne (ESA), seront testés à bord d'avions des compagnies aériennes Varig (Brésil), Sabena (Belgique) et Air France.

Ces essais, effectués pour le compte de la Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA), qui regroupe 330 compagnies aériennes, préfigurent une petite révolution qui devrait prendre place en 1989. A cette date, en effet, la SITA offrira à ses adhérents un service de communications mobiles par satellites avec le sol — transmissions de données pour le poste de pilotage, messages télégraphiques pour les passagers et l'équi-

page — qui n'existait pas jusqu'à présent, faute d'une technologie appropriée et de l'existence d'un marché.

La situation ayant évolué — les problèmes d'intégration d'antennes sont pratiquement résolus et le marché paraît très prometteur, — la société a conclu en décembre dernier un accord avec trois organismes officiels de télécommunications : France Telecom en France, Overseas Telecommunications Commission (OTC), en Australie, et Téléglobe au Canada, qui fourniront les stations-sol nécessaires au système (1).

Rentabilité et sécurité

Les satellites utilisés seront ceux, exploités ou projetés, d'Inmarsat, ou de tout autre opérateur de satellite reconnu. Le futur service de la SITA constitue une extension logique des énormes moyens de transmissions de données au sol qu'elle propose déjà à ses adhérents dans le monde entier.

Ces nouveaux moyens de communication permettront aux contrôleurs de vol et aux compagnies aériennes de suivre leurs appareils sur tout l'échiquier du globe. Ceci ne pouvait se faire

jusqu'à lors de manière totalement fiable et continue. Car les transmissions entre l'avion et le sol s'effectuaient par l'intermédiaire d'ondes radioélectriques VHF (Very high frequency) et HF (High frequency). Or le signal des premières « se perd » au-dessus des grandes zones océaniques et désertiques faute de l'existence en nombre suffisant de stations-relais. Les secondes dépendent de l'activité de l'ionosphère terrestre, soumise aux fluctuations du vent solaire.

Pour cette raison, et face à l'augmentation du trafic aérien, les compagnies sont obligées de « surdimensionner le volume de sécurité » et d'effectuer « une gestion prévisionnelle ». L'utilisation des nouveaux moyens de transmission de données permettra une gestion de l'espace aérien bien plus précise puisque les compagnies connaîtront la position des avions de manière permanente — au lieu de l'actuelle périodicité de quarante minutes, — et ce en n'importe quel point du globe. On « mettra donc, ainsi qu'on le précise à la SITA, plus d'avions dans les couloirs du trafic aérien ». En outre, grâce aux liaisons par satellite, diverses informations — modifications du plan de vol, prévisions sur le bon ou le mauvais fonctionnement des différentes composantes de l'avion, etc. — pourront être envoyées automatiquement aux ordinateurs au sol.

Gestion améliorée, donc, meilleure rentabilité, sécurité aérienne plus grande. Les compagnies aériennes ont tout à gagner à la mise en route de ces futurs services. Ce qui laisse augurer une rude concurrence commerciale.

Déjà, en dehors de l'accord SITA-DGT-Téléglobe-OTC, British Telecommunications et deux administrations de télécommunications (Singapour et Norvège) ont décidé d'offrir, de leur côté, des services similaires.

Les promoteurs de ces techniques n'ont pas l'intention d'en rester là. Ils envisagent en effet d'offrir aussi à l'équipage, et surtout aux passagers — à titre privé ou pour leurs affaires, — la capacité de téléphoner lorsqu'ils sont « dans les airs », pour un tarif évalué à 50 francs la minute. Ce dernier service était jusqu'à présent uniquement offert par certaines compagnies américaines au-dessus du territoire des Etats-Unis. D'ores et déjà, plusieurs industriels s'intéressent à cette technique plus difficile à mettre au point que celle utilisée par les terminaux de transmission de données.

Il s'agit de Rockwell-Collins et E-Systems aux Etats-Unis, Racal en Grande-Bretagne. Certains regretteront l'absence des industriels français... Ces systèmes téléphoniques seront testés vers 1989. Mais Japan Airlines a déjà effectué des essais de ce genre à l'aide d'un lourd prototype embarqué sur un Boeing-747, en liaison avec un satellite d'Inmarsat, et a ainsi démontré que, techniquement, le système marche. British Airways compte faire de même, fin 1988, sur trois Boeing-747. Avis aux amateurs.

CHRISTIANE GALUS.

(1) France Telecom est la nouvelle dénomination de la Délégation générale des télécommunications.

LE « NON » DES SÉRONÉGATIFS

« La famille, chez nous, est une valeur sûre » : pour le candidat Chirac, la famille est, avec l'entreprise et la formation, l'une des trois « priorités capitales » de son « projet pour la France ». « Nous y sommes attachés », écrit Jacques Chirac dans sa « Lettre aux Français », parce que c'est en famille que nous vivons nos moments d'amour et de bonheur les plus intenses. Nous savons aussi que l'institution familiale, tout comme le mariage, protège en fait les plus faibles et qu'elle est un facteur de cohésion et d'unité sociale face à des flux comme la drogue ou le SIDA.

Déjà M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, avait annoncé, au cours du conseil des ministres du 20 janvier dernier, qu'elle allait envoyer une lettre personnelle à tous les médecins français afin de leur donner « des orientations concernant notamment le dépistage à des moments-clés de la vie ». Ainsi, indiquait M^{me} Barzach, « au cours de l'examen prénuptial, le dépistage de l'infection par le VIH devra être systématiquement proposé aux futurs époux, en prévenant l'un des deux au cas où l'autre refuserait cet examen ».

La cellule familiale est probablement un rempart contre le SIDA, mais la lutte contre l'épidémie ne doit pas aboutir à un résultat contraire : la diminution du nombre des mariages.

Aux Etats-Unis, par exemple dans l'Etat de l'Illinois, une loi instituant un dépistage obligatoire et systématique du SIDA pour les futurs mariés est entrée en vigueur le 1^{er} janvier dernier, et, en quelques semaines, le nombre des mariages a chuté de 60 %. Aucun aéropositif n'a pourtant été dépisté, mais les gens ont préféré ne pas se marier, ou le faire dans un Etat voisin.

Une loi « ridicule »

L'une des raisons de cette désaffection subite pour le mariage en Illinois semble avoir été la crainte d'une fausse positivité. Selon des spécialistes cités par le New York Times, ce risque concernerait environ un tiers sur trois. Le grand quotidien américain invite d'ailleurs le gouverneur de l'Illinois, M. James Thompson, à abroger cette loi qu'il qualifie de « ridicule ».

Cette expérience « grandeur nature » aura au moins servi à démontrer que ce n'est pas en procédant à des dépistages de masse, non ciblés, que l'on parviendra à mettre en place une prévention efficace. Mieux vaut donc écouter les spécialistes qui estiment plus utile d'inciter les personnes à risque à passer un test que les politiques qui, pour des raisons électoralistes, demandent un dépistage systématique et obligatoire.

FRANCK NOUCHI.

14 F
NUMÉRO
DE FÉVRIER

Le Monde
dossiers et documents

DOSSIER SPÉCIAL
16 PAGES ILLUSTRÉES

LA PROTECTION SOCIALE

- La mise en place du système, lexique et chronologie ;
- Maladie, retraite, famille, chômage : qui finance ?
- Une multiplicité de régimes ;
- Le bilan quarante ans après ;
- La crise des comptes ;
- Comparaisons internationales ;
- Les thèmes en débat.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Étalons du froid

Une équipe française vient d'obtenir plusieurs gestations chez des juments à partir d'embryons de cheval congelés

AVEC l'essor des techniques de transplantation embryonnaire chez les chevaux de compétition (*Le Monde* du 30 janvier), la congélation d'embryons ouvre de nouvelles perspectives dans l'amélioration des caractéristiques génétiques de la race chevaline. Elle pourrait aussi très rapidement avoir de notables conséquences économiques.

Enfant de Vanina B. et de Lutin d'Isigny, il grandit aujourd'hui dans les flancs d'une jument porteuse. Sa naissance est prévue pour juillet prochain. Ce sera alors le premier poulain au monde destiné à la compétition hippique né après avoir été, six jours après sa fécondation, conservé par congélation.

Chez l'animal, c'est d'abord dans l'espèce bovine que l'on a cherché à développer sur une grande échelle les techniques de congélation-décongélation d'embryons. Compte tenu de l'impossibilité qu'il y a à réaliser dans cette espèce, comme chez la plupart des mammifères, excepté l'homme, la fécondation *in vitro*, les embryons sont prélevés chez la vache après fécondation *in vivo*. Récupérés à un stade relativement précoce de leur développement (stade du blastocyste, correspondant à cinq ou six jours et à environ une centaine de cellules), les embryons sont ensuite congelés selon un procédé quelque peu similaire à celui utilisé dans l'espèce humaine par les biologistes des équipes spécialisées dans les procréations médicalement assistées. Après décongéla-

tion, l'embryon reprend naturellement ses divisions. On peut alors le transférer dans l'utérus d'une femelle porteuse.

« Parallèlement à l'espèce bovine, cette technique, depuis les années 80, peut être mise en œuvre avec succès chez les ovins, les caprins ou le lapin : seul le cochon présente encore de difficiles problèmes », explique M. Jean-Paul Renard (Institut Pasteur de Paris). Il y a peu encore, pourtant, aucun embryon de cheval n'avait pu être conservé par congélation. Cette technique connaît aujourd'hui ses tout premiers résultats positifs, et plusieurs gestations (moins d'une dizaine) ont, à travers le monde, pu être obtenues.

En France, une équipe de chercheurs des Haras nationaux, détachée à la station INRA de Nouzilly (Indre-et-Loire), vient de franchir une nouvelle étape, en réussissant à appliquer pour la première fois cette technique à un embryon issu de chevaux de compétition. « Nous avons réussi l'an dernier à congeler neuf embryons de cheval », expliquent MM. Daniel Lagneaux et Eric Palmer. Trois gestations sont en cours, après transfert des embryons dans des utérus de juments porteuses. Douze embryons sont, d'autre part, actuellement conservés par congélation dans notre laboratoire. Dans le cas de Vanina B. et de Lutin d'Isigny, c'est parce que nous avions un surplus d'embryons et une absence de porteuses que nous avons été

amenés à la congélation. » Afin de s'assurer qu'il n'y a pas eu de substitution d'embryons, une confirmation de paternité sera effectuée après la naissance de l'animal.

Il est encore difficile de prévoir avec précision quelles seront les conséquences économiques de la diffusion de ces techniques. Sans doute parce qu'elles risquent de bouleverser les règles et les équilibres traditionnels du milieu hippique.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUVEL



que, ces techniques ne sont guère aujourd'hui prises des professionnels. La maîtrise de la congélation rend dès maintenant de nombreux scénarios possibles. A commencer par la création artificielle de jumeaux à partir de seuls embryons ou encore la vente aux enchères d'embryons congelés issus de géniteurs prestigieux.

LA MORT DU PETIT MUSTANG

CRUEL avenir pour la noble conquête de l'homme, pour ces héros des westerns que de finir en nourriture pour chiens. Malheureusement, tel est le destin de plusieurs milliers de chevaux et d'ânes sauvages, capturés et rassemblés dans les corrales fédéraux.

Au début du siècle, ils étaient deux millions à galoper librement dans l'Ouest américain. En 1971, on n'en comptait plus que dix-sept mille ; les autres avaient été victimes d'une nature hostile et, surtout, des hommes, qui empoisonnaient les cours d'eau où ils s'abreuyaient pour les envoyer ensuite à l'abattoir. Finies les folles galopades...

Les législateurs s'en inquiètent et votent une loi pour protéger ces « symboles vivants de l'esprit pionnier et de l'histoire de l'Ouest... »

Mais, protégés des prédateurs, étalons et juments ne se contentent pas de galoper ; ils se trouvent d'autres « distractions » et se reproduisent au rythme de 17 % par an, si bien que leurs troupes dépassent aujourd'hui quarante mille. L'entretien des quelques dix mille animaux des corrales fédéraux a triplé en dix ans et est évalué à 17 millions de dollars actuellement. Bref, les chevaux sauvages coûtent cher. Est-il décent de nourrir ces quadrupèdes, à un moment où l'aide alimentaire aux pauvres bipèdes est affectée par la réduction des programmes d'assistance ? Les autorités s'interrogent, envisageant aussi les doléances des éleveurs, se plaignant des incursions des chevaux dans leurs

pâturages, où ils volent l'herbe destinée au bétail. Ainsi, le cheval sauvage de l'Ouest, est devenu un paria rejeté par tous. Le gouvernement fédéral s'efforce de les mettre en pension chez les particuliers ou de les offrir à l'adoption pour une somme de 125 dollars par animal (75 dollars pour les bœufs, ânes sauvages). Mais le nombre des adoptions diminue. Parmi les chevaux capturés au lasso par hélicoptère ou par les bons vieux cow-boys, beaucoup sont trop âgés ou infirmes. Ainsi, sans intérêt pour les ranchers, sauf pour ceux qui les revendent avec bénéfice de 220 à 250 dollars aux abattoirs.

Ségrégation sexuelle

Une commission officielle consultative estime que les autorités auraient dû être plus sélectives, qu'il a bien surveiller que leurs acheteurs ne les envoient pas aux abattoirs. Mais, en dernier ressort, elles recommandent l'euthanasie pour les chevaux qui n'auraient pas été adoptés dans un délai de quatre-vingt-dix jours. D'où l'indignation des groupes de défense des animaux et la suggestion de financer la création d'une grande réserve privée mais où les mâles seraient séparés des femelles. Plus de gambades... La ségrégation sexuelle limiterait leur reproduction. Aborder dans la gamelle d'un chien ou être frustré sexuellement : tel est le choix douloureux imposé par l'homme aux chevaux sauvages de l'Ouest.

HENRI PIERRE.

Fixation de la hanche : les sirènes des ultra-son

La sonde permet la prévention de lésions congénitales de la hanche et évite la mutilation



La sonde permet la prévention de lésions congénitales de la hanche et évite la mutilation.

La sonde permet la prévention de lésions congénitales de la hanche et évite la mutilation.

La sonde permet la prévention de lésions congénitales de la hanche et évite la mutilation.

Des informations médicales sur l'écologie

La sonde permet la prévention de lésions congénitales de la hanche et évite la mutilation.

La sonde permet la prévention de lésions congénitales de la hanche et évite la mutilation.

La sonde permet la prévention de lésions congénitales de la hanche et évite la mutilation.

Demain

DES LÉMURIENS A MUSÉUM D'ORÉ

Une nouvelle espèce de lémuriens - *Haplorhina aurea* - a été découverte en décembre 1986, dans le sud-est de Madagascar par des chercheurs ouest-allemands (Bernard Meier, de l'université de Bochum) et français (André Peyrieras, de l'université de Tananarive, Jean-Jacques Peller, Roland Albignac et Corinne Dague du Muséum national d'histoire naturelle de Paris).

Les lémuriens nouvellement découverts sont petits (1,5 kilo au lieu de 2 à 2,5 kilos) ; ils vivent à 800 ou 1000 mètres d'altitude (et non pas dans la zone côtière) et leur museau est entouré de poils dorés-orangés (dont est dépourvu celui des *Haplorhina* simul).

La capture - par filets administrant un somnifère, dont l'effet dure trente ou quarante-cinq minutes - de plusieurs individus de ce groupe a permis des études plus détaillées. Ainsi a-t-on trouvé, notamment, que les *Haplorhina* « de montagne », ont soixante-deux chromosomes contre soixante chez les *Haplorhina* « de plaine ». Il s'agit donc d'une espèce inconnue jusqu'alors qui a été baptisée *Haplorhina aurea* (doré) et dont on a repéré une cinquantaine d'individus au moins, répartis en cinq groupes.

PIBALES EN SURSIS

Les pibales sont-elles victimes de la pollution de l'estuaire de la Gironde ? Depuis décembre 1987, des pêcheurs ont relevé un taux de mortalité des alevins d'anguilles supérieur à 40 % contre 5 % à 10 % en temps normal. Ce phénomène a également été constaté par Aquitaine-Ecologie et par les techniciens du Centre national du machinisme agricole du génie rural et des eaux et

forêts (CNMAGREF). Il est localisé sur 2 kilomètres environ en aval de la centrale nucléaire du Blayais. Déjà, en décembre 1986, lors de la précédente campagne de pêche, les pibales avaient été victimes d'un problème dû à des effluents chargés de métaux lourds. Cette pollution s'était alors produite au cours d'une vidange de cuves contenant des résidus de peinture de la centrale nucléaire. EDF avait reconnu les faits sans vouloir établir un lien de cause à effet. Cette fois-ci, les responsables de la centrale du Blayais affirment qu'il n'y a eu aucun rejet d'aucune sorte dans les eaux de la Gironde. Le CNMAGREF fera bientôt connaître les conclusions de ses analyses.

MÉMOIRE ET VENIN D'ABEILLE

La mémoire commence-t-elle à livrer ses secrets ? Des chercheurs de l'INSERM (MM. E. Cherrubini et Y. Ben Ari) et du CNRS (MM. Ladurner) ont découvert une molécule, semble-t-il d'une grande importance : un peptide isolé du venin d'abeille. Ce peptide provoque chez l'animal des crises généralisées d'épilepsie, mais induit localement dans l'hippocampe (considéré comme le siège de l'épilepsie et de l'apprentissage, donc de la mémoire) une activité de type convulsif et un phénomène électrique, le LTP, ou potentialisation à long terme. Ce phénomène peut durer des heures, voire des semaines chez l'animal, ce qui a permis d'en déduire qu'il représentait un modèle expérimental.

Selon les chercheurs, on peut penser qu'une molécule semblable existe dans le cerveau humain. En parvenant à l'isoler, il pourrait être possible de connaître les sites cérébraux impliqués dans le mécanisme de la mémoire.

Les dégâts d'un « ver blanc »

A la Réunion, un hanneton appelé « ver blanc » s'attaque aux plantations.

LES scientifiques l'appellent *Hoplochelus marginalis* et les Réunionnais « ver blanc ». En fait, c'est un hanneton. Une stupide bête pondue mais vorace, qui mange la canne à sucre et les pelouses. La Réunion se serait bien privée de la présence de cet insecte venu de Madagascar - qui en détenait l'exclusivité mondiale - mais aujourd'hui le mal est fait. Il n'y aura plus de Réunion sans hanneton.

Personne n'a encore chiffré les dégâts causés par ce nuisible dont la larve, le « ver blanc », s'attaque aux racines. Cependant, selon la direction départementale de l'agriculture, des plantations ont été en quelques années détruites à 100 %, et il est impossible de replanter une zone infestée. Les apparitions du hanneton sont tout aussi spectaculaires.

Chaque soir, de novembre à janvier, des escadrilles de petits hélicoptères bourdonnants descendent sur la côte ouest à la tombée de la nuit : les insectes sortent de leur trou à la recherche de nourriture. Ils se fracassent sur les pare-brise, tombent comme des OVNI dans un verre de punch ou une piscine d'hôtel, ou s'écrasent lourdement au sol, abrutis pour quelques heures mais toujours mécombrants.

Avant, se souviennent les Réunionnais, il n'y avait pas de « ver blanc ». Mais avant quoi ? Les premiers insectes ont été repérés en 1981, à La Possession, près de la commune du Port, mais la zone infestée couvrait déjà plus de mille hectares : le hanneton avait débarqué depuis longtemps sur l'île. Pudiquement, les spécialistes préfèrent ne pas s'étendre sur la manière dont le fléau a traversé les centaines de milles d'océan

Indes qui séparent La Réunion de Madagascar. Mais il faut bien l'avouer : l'armée française y a fortement contribué.

Après le changement de régime à Madagascar, en 1975, et l'installation d'une « république démocratique » à Antananarivo, de nombreux Français se sont repliés en catastrophe sur la Réunion, transportés par des bâtiments militaires. Mais l'armée n'a effectué aucun contrôle phytosanitaire, alors que les anciens colons se s'étaient pas privés de transporter de la terre, des plantes en pot ou même des arbres qu'ils avaient arrachés. Il a suffi qu'un mâle et une femelle de l'espèce soient du voyage pour lancer l'épidémie dans le département français.

« En tuer le maximum »

Aujourd'hui, le transport de terre est interdit, à la Réunion, de la zone contaminée à la côte est, encore épargnée. Une centaine de contraventions ont été dressées en 1987, pour l'exemple, par la gendarmerie. Une cellule et un PC « ver blanc » ont été mis en place par la direction départementale de l'agriculture, qui édite tracts et bandes dessinées. Consigne : « En tuer le maximum », dit M. Gilbert Grivault, chef du service de la protection des végétaux et coordinateur de la lutte contre le hanneton.

La prolifération de l'insecte fait l'objet de relevés minutieux. Régulièrement, des ingénieurs installent des pièges lumineux - une ampoule cachée par un drapeau blanc, surplombant une bassine d'eau mêlée de détergent - pour attirer et dénombrer les dévoreurs

de racines. Le record s'établit à cinq mille : cinq mille hannetons, attrapés pendant la demi-heure que dure le vol, et comptés - autre performance - à la main, un par un...

Pas de ticket retour

Cette année, le « ver blanc » n'a pas gagné de terrain. Mais il est trop tard pour espérer l'exterminer. « Grâce aux moyens mis en place, nous espérons tout de même atteindre un niveau d'équilibre où les cultures ne seront plus menacées », indique M. Grivault. Depuis deux ans, les chercheurs ont mis au point des « armes chimiques », qui protègent les plantations en tuant la larve dès son apparition. Mais ils espèrent trouver mieux : un ennemi naturel qui tue lui-même le « ver blanc ». Actuellement, les spécialistes de la direction de

l'agriculture expérimentent des champignons microscopiques, dont certains venus d'Australie, et des bactéries capables d'inoculer de longues et incurables maladies à la larve ennemie. Le taux de mortalité au cours des premiers essais a atteint 10 %. Les autorités assurent que l'ennemi - qui pourrait être introduit ainsi dans l'île - ne s'attaquera pas à tout tour à l'écosystème réunionnais.

Le « ver blanc » a peu de chance de voyager de nouveau. Les autorités de l'île Maurice sont très vigilantes quant à une possible importation du hanneton. Dans les avions au départ de Saint-Denis, on saupoudre les sièges et les passagers d'insecticide. Il ne reste que le bateau, mais le *Marion-Dufresne*, un bâtiment scientifique, ne dessert la Réunion que rarement. Quant à l'armée, on présume qu'elle a retenu le leçon du « ver blanc ».

CORINE LESNIES.

天理 Parlez donc **JAPONAIS !**
COURS DE TOUT NIVEAU - PRÉPARATION ET SOIN - PROFESSEURS JAPONAIS
AUDIO-VISUEL - FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE AMPLIÉE
ENTRÉE LE 21 SEPTEMBRE - INSCRIPTION IMMÉDIATE
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
DIPOURNAUM 1984
9, RUE VICTOR-CONSIDÉRANT, 75014 PARIS
TEL. 9.36.11.26

Le Monde
sur minitel
ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS
au Monde et à ses publications
3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO

Je t'aime

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Centre de recherche en biotechnologies Toulouse-Labège

DOCTEUR EN :

ingénieur développement des procédés

Nous recherchons un spécialiste des cultures de cellules animales avec un minimum de 2 ans d'expérience en recherches. Le candidat rejoindra une équipe de développement des procédés. Il sera plus particulièrement chargé de la conception et de l'extrapolation à grande échelle de nouveaux réacteurs de culture de cellules animales. Niveau requis : ingénieur, docteur-ingénieur ou PhD en génie biochimique. Une expérience industrielle dans le domaine de la culture cellulaire serait un atout supplémentaire. Ecrire à Adeline BIEBUYCK en précisant la référence B/T2044M. (PA Minitel 36.14 code FA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

2 bis, avenue Fabas - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

IMPORTANTE UNITE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
SITUÉE EN PROCHE BANLIEUE SUD

recherche

DEUX INGENIEURS BUREAU D'ETUDE MECANIQUE

Mission :

Vous serez responsable d'une équipe d'une dizaine de personnes (techniciens et dessinateurs) qui conçoit l'architecture mécanique de matériels électroniques de pointe dans le domaine de l'aéronautique en liaison avec les concepteurs, la fabrication et nos clients.

Profil :

Ingénieur Grande Ecole (type ENSAM) vous justifiez d'au moins 5 ans d'expérience réussie en résistance des matériaux et mécanique générale et vous pratiquez l'anglais.

Excellent technicien, vous avez un goût prononcé pour l'innovation et un potentiel de créativité important.

Très bon manager, vous savez animer et motiver votre équipe dans un cadre coûts/délais/performance, en utilisant des moyens de CAO 2D et 3D.

Merci d'adresser C.V., lettre de motivation et prétentions sous référence 95528/LM à
HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS

Filiale du leader mondial de l'informatique de communication, notre Centre Européen d'Anancy conçoit et développe des produits réseaux intégrés dans des solutions clés en mains. Le service Marketing en expansion, recherche un :

Responsable marketing produits

Vous élaborerez et développerez le plan marketing des produits dont vous aurez la responsabilité. Vous participerez à la définition des objectifs de vente et à la mise en oeuvre de ce plan à travers les différentes filiales européennes. Vous assurerez l'interface avec les autres fonctions de la compagnie (Etudes, Production, Support, etc.) et contribuerez ainsi à la réalisation des produits.

Ingénieur de formation, vous possédez une expérience d'environ 5 ans en marketing ou gestion de projets acquise dans le domaine des télécommunications. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Basé(e) à Anancy, vous effectuerez de fréquents déplacements en Europe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. MON 502 à Anne CHEVALLIER
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

NOTRE EXPANSION APPELLE VOTRE REUSSITE

Nous sommes une société française leader mondial dans le domaine du Matériel Ferroviaire et nous recherchons

CHEF DE PROJETS

Vous assurez pour mission la direction complète des projets de fournitures en France et à l'étranger avec la maîtrise :
- de la définition technique des matériels, l'établissement des devis et des budgets
- des négociations commerciales
- du suivi de l'exécution des marchés en étroite collaboration avec les services techniques, les partenaires et les clients,
- l'animation et la coordination d'équipes de travail.
De formation Ingénieur Grande Ecole, vous avez déjà une première expérience dans le suivi de grands projets d'ensemble (Ingénierie, mécanique, STP...) et dans laquelle vous voulez aller encore plus loin.

VOUS AVOUEZ :
- méthodique et organisé, vous avez un bon esprit d'analyse et des capacités rédactionnelles ainsi que le sens des contacts et d'animation d'équipes.
- l'anglais courant (allemand, espagnol apprécié).
- Poste basé à LA DEFENSE avec de nombreux déplacements en province et à l'étranger.

Le poste est destiné à évoluer vers la direction d'équipes responsables d'un ensemble de projets.
Merci d'envoyer lettre, CV et prêt. sous réf. 34838 4.
CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

STEIN HEURTEY

LA VOLONTÉ DE L'EXCELLENCE

Sur le marché MONDIAL STEIN HEURTEY conçoit, étudie, réalise et met en service des équipements thermiques industriels. Nous étoffons nos équipes et recherchons :

INGÉNIEUR Machine Spéciale Réf. IMI

INGÉNIEUR Verre Réf. IV

INGÉNIEUR Aluminium Réf. IA1

INGÉNIEURS diplômés étant à même de faire valoir une expérience technique réussie, âgés d'environ 35 ans, vous avez le goût du travail en équipe et une parfaite maîtrise de l'anglais. La pratique de l'allemand et/ou de l'espagnol serait un plus.

Mobilité géographique indispensable.

Responsable d'une ligne de produit, en étroite liaison avec le responsable process, vous serez en charge :

- des contacts avec la clientèle,
- de la recherche de solutions techniques nouvelles et adaptées,
- de la préparation des devis et des offres,
- de la négociation commerciale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) au Service du Personnel STEIN HEURTEY B.P. 69 - 91002 EVRY Cedex.

Importante Société (1000 personnes), parmi les leaders internationaux dans notre spécialité, nous concevons et réalisons des systèmes sophistiqués répondant aux exigences technologiques les plus pointues. Nous recherchons :

Chef de Service Qualité Approvisionnements

(région centre)

Votre mission :

- Prise en charge totale (management, contrôle) et optimisation des activités du service :
- en s'assurant du niveau de qualité des produits achetés dans le cadre des plans de contrôle définis par les ingénieurs qualité programme, des impératifs opérationnels et de la politique qualité de la société,
- en mettant en place et en suivant les tableaux de bord qualité fournisseurs et le traitement des demandes d'achat
- en effectuant des contrôles de conformité et en s'assurant de la bonne conservation des produits achetés...

Votre profil :

Ingénieur grande école (A et M ou équivalent), 35/40 ans, vous possédez 5 à 8 ans d'expérience dans les Achats ou la Qualité en milieu industriel intégrant des techniques de pointe. Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre dossier (C.V., lettre manuscrite) sous la réf. DR/ M/1011 à Dominique ROUSSEAU, au CNPG Ressources Humaines - 61, rue des Belles Feuilles - 75118 PARIS.

2 JEUNES INGENIEURS

JEUNES INGENIEURS possédant 2 années d'expérience en ENVIRONNEMENT UNIX - C, et/ou VAX/VMS.

Rejoignez-nous car le challenge qu'apporte une jeune SSII vous intéresse.

Nos activités :



- dans le monde UNIX et VMS :
- la commercialisation de produits et outils : compilateur, spoule...
- la prestation - LOGICIEL -

VOTRE PREMIER CONTRAT : l'intégration de nos produits et de l'applicatif de notre client, grande banque internationale située au cœur de PARIS.

Merci d'adresser lettre de candidature + C.V. + photo à

SATURNE INFORMATIQUE

5, rue Pasteur - 92500 RUEIL MALMAISON.

NOUVEAUX PROCÉDES

RESPONSABLE METHODES

Notre groupe français, de forte notoriété, diversifié dans de nombreux secteurs industriels de pointe recherche pour l'une de ses principales divisions

Vous serez chargé de la conception et l'industrialisation des NOUVEAUX PROCÉDES. Sachant que les 2/3 des produits de la division sont de nouveaux produits actuellement en phase d'études et de prototypes, vous en concevrez et en réaliserez les procédés de fabrication. Pour ce poste basé, en Région Centre, offre une formation dans la conception généraliste, vous possédez une large expérience dans la mécanique.

Vous serez chargé de l'innovation, votre curiosité d'esprit et votre dynamisme vous permettront de réussir parfaitement dans vos fonctions. Votre goût de l'innovation, votre curiosité d'esprit et votre dynamisme vous permettront de réussir parfaitement dans vos fonctions. Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions) sous réf. 35007 à Contesse Publicité 20 av. de l'Opéra 75001 Paris cedex 01 qui transmettra.

Consultants Télécom

Vous désirez, comme nous, mettre en oeuvre les techniques informatiques les plus avancées...

TMS INFORMATIQUE, société spécialisée en télécommunications et logiciels de base, renforce actuellement ses capacités techniques et recherche plusieurs consultants expérimentés.

Ingénieurs à fort potentiel, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans l'informatique et les réseaux (logiciels de base, protocoles de transmissions, microprocesseurs...)

Nous vous proposons d'intervenir sur des projets variés au sein d'équipes dynamiques et professionnelles, dans la qualité des prestations et la base de notre progression.

Ces postes s'adressent à des candidats possédant des capacités de manager et de négociateur.

Connaissances IBM, DEC, BULL appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à TMS INFORMATIQUE, 35 rue des Longs Prés 92100 BOULOGNE.

ERICO ELECTROTECHNIQUE

RESPONSABLE

Département RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Notre société, spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels électroniques, recherche un responsable du département Recherche & Développement. Le candidat devra être capable de diriger une équipe de techniciens et de dessinateurs, de concevoir et de développer de nouveaux produits, de gérer les relations avec les clients et de contrôler la qualité des produits. Une expérience de 5 à 10 ans dans un poste similaire est requise. Le candidat devra également posséder une bonne connaissance des techniques électroniques et une maîtrise de l'anglais. Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à ERICO ELECTROTECHNIQUE, 10 rue de la République, 92100 BOULOGNE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à ERICO ELECTROTECHNIQUE, 10 rue de la République, 92100 BOULOGNE.

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

ERICO ELECTROTECHNIQUE

10 rue de la République, 92100 BOULOGNE

Tél. 01 47 00 00 00

Fax 01 47 00 00 00

Courriel : erico@erico.fr

Site Internet : www.erico.fr

هنا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 10 février 1988 21

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IBM FRANCE

recherche

DE JEUNES DIPLOME(E)S DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
(Cycle Long Sciences et Techniques)

ET DES GRANDES ECOLES DE COMMERCE
pour des postes à pourvoir à PARIS et en PROVINCE

- INGENIEURS INFORMATIENS, avec de préférence
une spécialisation informatique, pour son système d'information, Réf. A 12.

- CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUES pour prendre en charge,
après une formation normalement rémunérée d'un an,
le support de nos activités techniques en clientèle : évaluation de ses besoins,
élaboration des solutions techniques,
mise en œuvre des systèmes et applications, formation des utilisateurs
et suivi de leur évolution. Réf. K 31.

Les candidatures justifiant d'une première expérience professionnelle
seront également prises en considération.
Ces postes vous permettent d'évoluer vers des activités commerciales.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre + CV détaillé)
sous référence appropriée à
IBM France - Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 Paris

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM

Elargissons ensemble l'espace informatique

CONSISTANT

Valeo

Matériaux
de friction

L'Équipement Automobile
Partenaire reconnu des
constructeurs mondiaux,
27.500 personnes,
C.A. 12,1 Mds de F. dont
46 % à l'étranger.

Nous recherchons

ingénieurs grandes écoles MECANICIENS/CHIMISTES

Pour notre division GARNITURES DE FREIN, usine de
CONDÉ SUR NOREUIL (100 personnes, 40 kms de Caen).

responsable de la qualité

Rattaché au Directeur de la division, vous serez chargé de l'animation
et du développement de la fonction qualité :
• partenariat avec les fournisseurs • mise en place des méthodes
de contrôle, des matières premières et des produits finis • dévelop-
pement des techniques d'amélioration de la qualité
(S.P.C. - A.M.D.E.C.) (Réf. 01)

responsable des services techniques

An sein d'une ligne de produits réalisant 300 Millions de C.A., vous
serez chargé de l'étude des nouveaux moyens de production et
assurerez la maintenance des installations existantes. Vous animerez
une équipe composée de 3 ingénieurs, 11 techniciens et
18 professionnels. (Réf. 02)

deux responsables de fabrication

Vous aurez la responsabilité d'un atelier de 100 à 300 personnes
composant : • l'ordonnement • les méthodes • la fabrication. (Réf. 03)

Ces quatre postes requièrent une expérience de 5 ans environ.

jeune ingénieur

Chargé de l'amélioration des installations existantes, et de la défini-
tion de nouveaux moyens de production à partir : • d'éléments
commerciaux (produits nouveaux) • d'évolution des techniques de
fabrication • d'amélioration des conditions d'exploitation. (Réf. 04)

Pour notre division GARNITURES INDUSTRIELLES, usine de
SAINT-FLORENTIN (200 personnes, près d'Amboise).

responsable GPAO

Vous serez chargé de mettre en place au sein d'une division de
100 millions de C.A., le système de gestion de production assistée
par ordinateur. Le poste évoluera ensuite vers la fonction de res-
ponsable de production. (Réf. 05)

Pour tous ces postes, la connaissance de l'anglais est souhaitable.

De larges perspectives d'évolution de carrière
vous seront offertes à la mesure de votre potentiel
et de notre groupe à vocation internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, (lettre manuscrite,
C.V., photo et présentations), en précisant la référence choisie
à VALEO Matériaux de Friction - 13, rue Desmarest
93406 SAINT-OUEN

ERICO

Division
ELECTROTECHNIQUE

A l'échéance 1992, nous serons le leader européen du transport
de courant basse tension. Pour ce faire, nous créons le poste de

RESPONSABLE

Département
RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Directement rattaché au Directeur Général et en relation étroite
avec les centres de recherche régionaux, vous aurez pour
mission de développer de nouveaux produits et améliorer les
produits existants — de standardiser la gamme et veiller à la
conduite de tests — de gérer votre propre budget de recherche.
De formation ingénieur électricien INSEM, INPG ou IDN..., vous
justifiez d'une expérience de 3 ans minimum en entreprise ou en
laboratoire de recherche.

Responsable, rigoureux, organisé et attiré par la technique, vous
êtes ouvert sur l'avenir et souhaitez vous investir avec nous en
participant pleinement à notre expansion.

La maîtrise de l'anglais est impérative.
Poste à pourvoir à ANDREZIEUX-BOUTHEON (42).
Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et présentations à
Ariane JOANNON - ERICO - ZI Sud - BP 31 - 42181
ANDREZIEUX-BOUTHEON cedex.

PLUS PERFORMANT QUE JAMAIS!



AVEC NOUS, RELEVEZ LE DÉFI DES ANNÉES 90.

PSA : la volonté et les moyens de devenir
le premier constructeur automobile
européen

CHEF DE PROJET

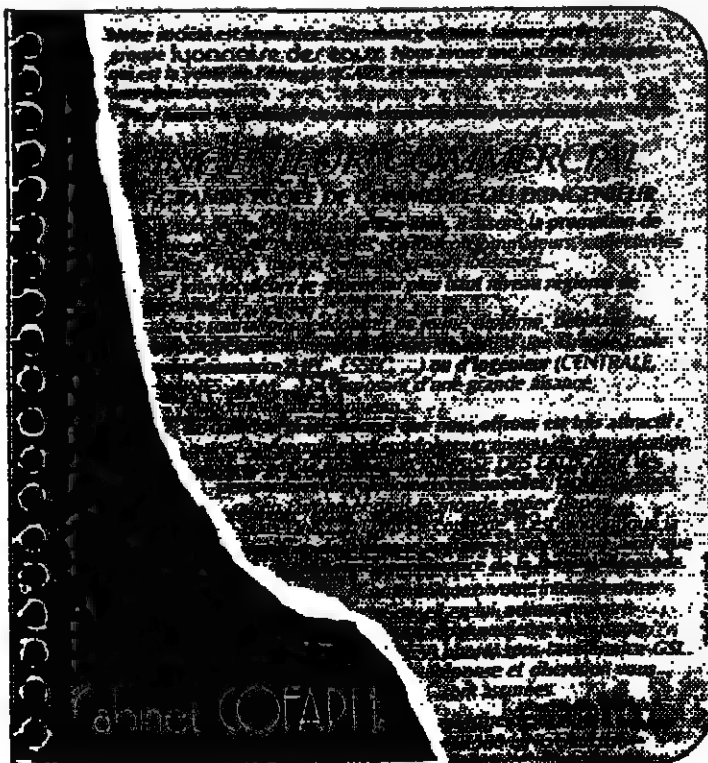
Vous êtes diplômés d'une Grande École et
possédez bien l'anglais.
Vous avez une sérieuse expérience de l'in-
formatique dans le domaine financier; vous
avez participé au développement de plusieurs
projets et conduit l'un d'eux à son terme, de
préférence en environnement IBM.

Venez piloter l'informatisation de nos sociétés
de Financement Européennes, écrivez-nous.

AUTOMOBILES
PEUGEOT

Direction Centrale du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

Consultants Télécom



Nous sommes la
filiale française de
ROHM AND HAAS COMPANY,
un des plus importants
groupes chimiques
américains dans le domaine
des spécialités pour
l'industrie et l'agriculture
(C.A. mondial 2,2 milliards
de dollars, résultat net 135
millions de dollars en 1987).
En France, nous fabriquons
et commercialisons avec
succès une part importante
de nos gammes de produits
(C.A. 2 milliards de FF en
1987).

Notre Centre de Recherche Développement pour l'Europe, situé à Sophia Antipolis, recherche pour deux de ses laboratoires:

INGÉNIEUR DE RECHERCHE

ADDITIFS PRODUITS PÉTROLIERS

Mission:
Au sein de notre laboratoire additifs produits pétroliers,
vous serez chargé de:
• concevoir de nouvelles méthodes d'essais pour mesurer
les performances de nos produits et leur degré d'adaptation
au marché européen,
• développer de nouveaux produits pour répondre aux
tendances exigentes de nos clients,
• assister nos équipes de vente et de marketing lors de la
promotion de nos produits,
• représenter notre société lors de réunions professionnelles.

Profil:
Docteur Ingénieur en chimie vous avez une bonne
connaissance des polymères et de leur utilisation dans les
produits pétroliers. Vous êtes capable de vous exprimer
en anglais et vous avez éventuellement une première
expérience dans l'industrie pétrolière ou dans les industries
automobile ou hydraulique.
L'utilisation de l'ordinateur fait partie de votre environ-
nement professionnel. Référence: RK 01

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite + photo)
sous la référence choisie à:
Direction du Personnel - Société ROHM AND HAAS FRANCE S.A.
La Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75579 Paris cedex 12

INGÉNIEUR DE RECHERCHE

PAPIER

Mission:
Au sein de notre laboratoire chargé du développement de
nos produits utilisés dans le couchage des papiers et
cartons vous serez responsable de l'adaptation de nos
produits au marché européen et vous aiderez nos clients à
les utiliser de manière optimale.

Vous présenterez vos résultats lors de conférences
professionnelles dans différents pays.

Profil:
De formation ingénieur, vous avez une première expérience
et votre pratique de l'anglais est opérationnelle. Référence: RM 01

ROHM
AND
HAAS

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

THOM'S : société d'ingénierie informatique, au service de toutes les industries, bénéficie de l'expérience du Groupe THOMSON.

Sa force : • 400 ingénieurs et techniciens de haut niveau • 3 centres de traitement parmi les plus puissants d'Europe • une gamme de 30 logiciels performants et adaptés.

Ses activités : concepteur de logiciels, architecte de systèmes d'informations et expert en exploitation informatique dans chaque fonction importante de l'entreprise industrielle ou commerciale.

Ses principaux domaines : CAO, GPO, Gestion Administrative et Comptable, Énergie et Exploitation Informatique.

Dans le cadre de l'expansion de ses activités en CAO et IAO **ELECTRONIQUE** recherche :

INGÉNIEUR D'ÉTUDES ÉLECTRONIQUES

Missions : • Modéliser et caractériser des composants électroniques pour les produits d'IAO analogique THOM'S • Participer à l'élaboration du cahier des charges en relation avec le client • Prendre en charge la totalité du projet depuis l'analyse du comportement électronique des composants jusqu'à la réalisation et la validation des modèles.

Profil : • Vous êtes ingénieur électronicien débutant ou possédant quelques années d'expérience dans l'un des domaines suivants : conception de circuits, simulation analogique, développement de logiciels • Vous êtes autonome et avez l'esprit d'équipe.

INGÉNIEUR D'APPLICATIONS ÉLECTRONIQUES

Missions : • Assurer le support technique avant vente et après-vente des logiciels de simulation électronique THOM'S • Évaluer les besoins du client • Prendre en charge la réalisation des Benchmarks • Conseiller le client sur l'utilisation des outils IAO.

Profil : • Vous êtes ingénieur électronicien possédant au minimum 3 ans d'expérience de conception de circuits et une solide formation en électronique analogique • Vous êtes autonome et avez un réel sens du contact.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES TRAITEMENT DU SIGNAL

Missions : • Prendre en charge le développement de logiciels de traitement du signal, aussi bien dans le domaine analogique que numérique • Menier des études spécifiques dans différents domaines du traitement du signal (contrôle de processeur, traitement de l'image et du son...).

Profil : • Vous êtes ingénieur électronicien débutant ou possédant quelques années d'expérience dans les domaines suivants : traitement numérique du signal, développement de logiciels scientifiques • Vous êtes autonome et capable de dialoguer avec nos clients.

Anglais indispensable pour ces trois postes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, salaire actuel) en indiquant la réf. du poste choisi à : Anne-Marie DANIEL, Direction des Ressources Humaines, THOM'S THOMSON INFORMATIQUE SERVICES, 33, rue de Valenciennes 75015 Paris.

Thom's

THOMSON INFORMATIQUE SERVICES

Concevez la "puce" de nos appareils de demain ...

Jeune ingénieur électronicien (H/F)

Études et Applications

Pays de Loire

Créatif et créateur, homme d'études et de terrain, conseil et réalisateur, il invente, monte et teste ses prototypes, lance et suit leur fabrication en grande série (sous-traitants et unité de production), se tient à l'affût de toute innovation et découverte... Passionné par les études et réalisations de programmes aux applications électroniques, électromécaniques et automatisées, ce jeune ingénieur (grandes écoles à dominante électronique) désireux de valoriser une première expérience même de courte durée (stages) disposera au sein de notre Direction de Recherche et Développement des moyens les plus sophistiqués (CAO - DAO, etc...). Filiale d'un groupe international, notre Entreprise (2000 personnes) performante et très renommée conçoit, produit et commercialise des biens d'équipement "haut de gamme" Grand Public et grande série. Le poste est situé dans une ville agréable, à proximité de l'Océan.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 802990 M.

35, rue du Rocher 75006 Paris

ORION
Ingénierie et Développement

La technologie informatique au service du logement

Le plus grand organisme de crédit immobilier - 4 millions de logements financés ces trente dernières années - plus de 3 600 personnes - 140 points de vente partout en France, renforce son service informatique et souhaite intégrer des

PROGRAMMEURS

• De formation IUT ou équivalent, vous débutez ou possédez déjà une première expérience.

• Nous vous proposons de travailler au sein d'une équipe de projet de taille limitée.

• Vous disposerez des moyens les mieux adaptés à l'exercice de vos fonctions, en matériels comme en logiciels (TSO/SPF...). Outre le COBOL, vous utiliserez des langages de 4^{ème} génération (AS, FOCUS) et un générateur de programmes PACBASE.

• Poste évolutif, rémunération motivante et nombreux avantages.

• Comment nous rejoindre ?

En posant le concours organisé le 24 mars 1988 (clôture des inscriptions le 26 février 1988) ouvert aux candidats âgés de moins de 30 ans au 1^{er} janvier 1988.

Demandez notre documentation complète au CREDIT FONCIER DE FRANCE, Service du Personnel - Bureau des Concours, 19, rue des Capucines, B.P. 65, 75005 Paris Cedex 01 - Tél. : 42.44.80.66/80.67.

crédit foncier de france

SAGEM : Société d'Applications Générales d'Électricité et de Mécanique.

Siège social : 6, avenue d'Iéna 75783 Paris Cedex 16.

SAGEM : C.A. 1986 : 4,47 milliards de francs HT, dont 23% à l'exportation

Effectifs : 8000 personnes dont 1000 ingénieurs et cadres

Trois groupes d'activité de haute technologie :

- navigation, guidage, pilotage
- télécommunications
- équipements industriels

En France :

- 22 agences
- 14 départements technico-commerciaux situés à Paris
- 7 Centres Industriels
- 4 Centres Recherches - Études - Prototypes et Développement (Argenteuil, Paris, Evry, Saint Christophe)
- 3 Centres de Production en Province (Montluçon, Saint-Etienne-de-Flacey, Fougères)

À l'étranger :

- 165 implantations dans 90 pays

Vocation : étude, développement et fabrication de systèmes complexes dans les secteurs les plus avancés de l'Automatisme, de l'Électronique, de l'Informatique et de l'Optique

SAGEM

La très haute technologie dans les domaines de l'aéronautique, du spatial, de la télématique vous intéresse. Adressez lettre de candidature, CV et photo à **SAGEM** - Gestion des Ressources Humaines 25, Bd des Bouvets - 92000 Nanterre Cedex.

Dans le cadre du développement de ses études, la **SAGEM** recherche des

Ingénieurs Grandes Ecoles

- Système

Pour l'application dans des systèmes de navigation, d'études d'asservissements numériques, bus série multiplexés.

- Electroniciens

- Automaticiens

pour études théoriques et définition d'équipements à forte composante informatique.

- Informaticiens

pour études théoriques, écriture et mise au point de logiciels liés à des systèmes de haute définition.

AGB 240 000 F/an

notre responsable informatique est un scientifique

Leader mondial de l'audiométrie et Groupe de recherche marketing présent sur 4 continents, nous appliquons les techniques les plus avancées à la mesure d'audience de la télévision et arrivons sur les chaînes françaises mandatées par le CESP.

Notre fonctionnement repose sur un réseau national de 1000 audimètres interrogés chaque nuit puis traités par un logiciel sophistiqué écrit en FORTRAN (qu'il faudra adapter) et supporté par des PRIME.

Ingénieur ou universitaire maîtrisant l'anglais, vous avez acquis en 5 ans une solide compétence en informatique scientifique et tenez de la technique sur gros minis. Devenez notre responsable informatique à Paris.

Notre consultant J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 5190 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75006 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Notre Groupe, un des tout premiers industriels français recherche pour la proche banlieue Ouest de Paris

JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN

SOUHAITANT ELARGIR SES ACTIVITES A LA GESTION

Votre expérience minimum de 3 ans, vous permettra de participer aux décisions de gestion et à la définition fonctionnelle des applications informatiques.

Grâce à votre sens des relations, votre curiosité et votre dynamisme vous établirez un contact permanent et confiant avec les utilisateurs.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 35264 à : CONTESSÉ PUBLICITE 30, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Brüel & Kjær

Brüel & Kjær France Instruments de Mesure en Acoustique et Vibrations, recherche

jeunes ingénieurs technico-commerciaux en instrumentation

POUR SES AGENCES REGION PARISIENNE (P.M. A) et STRASBOURG (P.M. B)

DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ECOLE DEBUTANTS OU QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Votre formation en électronique et votre solide culture scientifique vous seront nécessaires pour promouvoir notre matériel auprès d'une clientèle de professionnels de haut niveau. Prospection, suivi de clientèle, présentation des produits, conférences techniques, constitueront votre activité. Vous possédez de préférence des connaissances en Acoustique, et Mécanique des Vibrations.

Grâce à un programme de formation permanente, nous vous offrons une carrière réellement enrichissante. Nous vous proposons une rémunération motivante composée d'un fixe + % C.A. Libéré O.M.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à : BRUEL & KJAER FRANCE - B.P. 38 - 91541 Marnay la Mairie Cedex

Finale d'un grand groupe international, notre société produit et commercialise des

COLLES et ADHESIFS pour l'INDUSTRIE

Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons pour notre département Industrie du Bâtiment (menuiseries industrielles, isolation...)

RESPONSABLE LABORATOIRE

Recherche et Développement

Région lyonnaise

Par votre savoir-faire et grâce à une petite équipe que vous encadrerez, vous apporterez une assistance technique à la clientèle ainsi qu'à nos commerciaux.

De formation ingénieur chimiste, vous possédez une très bonne expérience des polymères. Vous avez déjà exercé des fonctions à un poste de responsable et maîtrisez parfaitement l'anglais, l'allemand, l'espagnol, l'italien et le japonais pour la communication sont nécessaires.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence RD à National Starch and Chemical - Service Ressources Humaines - ZI Nord - BP 438 - 69655 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE cedex.

National Starch & Chemical

LES CHALLENGERS

Jeunes ingénieurs grandes écoles

notre responsable informatique est un scientifique

Leader mondial de l'audiométrie et Groupe de recherche marketing présent sur 4 continents, nous appliquons les techniques les plus avancées à la mesure d'audience de la télévision et arrivons sur les chaînes françaises mandatées par le CESP.

Notre fonctionnement repose sur un réseau national de 1000 audimètres interrogés chaque nuit puis traités par un logiciel sophistiqué écrit en FORTRAN (qu'il faudra adapter) et supporté par des PRIME.

Ingénieur ou universitaire maîtrisant l'anglais, vous avez acquis en 5 ans une solide compétence en informatique scientifique et tenez de la technique sur gros minis. Devenez notre responsable informatique à Paris.

Notre consultant J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 5190 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75006 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

L'OUTPLACEMENT

notre responsable informatique est un scientifique

Leader mondial de l'audiométrie et Groupe de recherche marketing présent sur 4 continents, nous appliquons les techniques les plus avancées à la mesure d'audience de la télévision et arrivons sur les chaînes françaises mandatées par le CESP.

Notre fonctionnement repose sur un réseau national de 1000 audimètres interrogés chaque nuit puis traités par un logiciel sophistiqué écrit en FORTRAN (qu'il faudra adapter) et supporté par des PRIME.

Ingénieur ou universitaire maîtrisant l'anglais, vous avez acquis en 5 ans une solide compétence en informatique scientifique et tenez de la technique sur gros minis. Devenez notre responsable informatique à Paris.

Notre consultant J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 5190 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75006 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

ATTACHE SCIENTIFIQUE

notre responsable informatique est un scientifique

Leader mondial de l'audiométrie et Groupe de recherche marketing présent sur 4 continents, nous appliquons les techniques les plus avancées à la mesure d'audience de la télévision et arrivons sur les chaînes françaises mandatées par le CESP.

Notre fonctionnement repose sur un réseau national de 1000 audimètres interrogés chaque nuit puis traités par un logiciel sophistiqué écrit en FORTRAN (qu'il faudra adapter) et supporté par des PRIME.

Ingénieur ou universitaire maîtrisant l'anglais, vous avez acquis en 5 ans une solide compétence en informatique scientifique et tenez de la technique sur gros minis. Devenez notre responsable informatique à Paris.

Notre consultant J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 5190 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75006 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

SK&F

notre responsable informatique est un scientifique

Leader mondial de l'audiométrie et Groupe de recherche marketing présent sur 4 continents, nous appliquons les techniques les plus avancées à la mesure d'audience de la télévision et arrivons sur les chaînes françaises mandatées par le CESP.

Notre fonctionnement repose sur un réseau national de 1000 audimètres interrogés chaque nuit puis traités par un logiciel sophistiqué écrit en FORTRAN (qu'il faudra adapter) et supporté par des PRIME.

Ingénieur ou universitaire maîtrisant l'anglais, vous avez acquis en 5 ans une solide compétence en informatique scientifique et tenez de la technique sur gros minis. Devenez notre responsable informatique à Paris.

Notre consultant J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 5190 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75006 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

SYSTEMES FRANCE

notre responsable informatique est un scientifique

Leader mondial de l'audiométrie et Groupe de recherche marketing présent sur 4 continents, nous appliquons les techniques les plus avancées à la mesure d'audience de la télévision et arrivons sur les chaînes françaises mandatées par le CESP.

Notre fonctionnement repose sur un réseau national de 1000 audimètres interrogés chaque nuit puis traités par un logiciel sophistiqué écrit en FORTRAN (qu'il faudra adapter) et supporté par des PRIME.

Ingénieur ou universitaire maîtrisant l'anglais, vous avez acquis en 5 ans une solide compétence en informatique scientifique et tenez de la technique sur gros minis. Devenez notre responsable informatique à Paris.

Notre consultant J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 5190 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75006 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

QUALITICIEN

notre responsable informatique est un scientifique

Leader mondial de l'audiométrie et Groupe de recherche marketing présent sur 4 continents, nous appliquons les techniques les plus avancées à la mesure d'audience de la télévision et arrivons sur les chaînes françaises mandatées par le CESP.

Notre fonctionnement repose sur un réseau national de 1000 audimètres interrogés chaque nuit puis traités par un logiciel sophistiqué écrit en FORTRAN (qu'il faudra adapter) et supporté par des PRIME.

Ingénieur ou universitaire maîtrisant l'anglais, vous avez acquis en 5 ans une solide compétence en informatique scientifique et tenez de la technique sur gros minis. Devenez notre responsable informatique à Paris.

Notre consultant J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 5190 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75006 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

هنا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 10 février 1988 23

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UNE NOUVELLE RACE D'INGÉNIEURS. LES CHALLENGERS

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles, nous vous offrons une opportunité de valoriser rapidement votre diplôme et d'acquies un professionnalisme reconnu dans un secteur de pointe.

Jeunes ingénieurs grandes écoles

X-ENST-EDP-MINES-ESE-ENSMAG...

Notre métier : l'ingénierie de grands projets informatiques. Nos clients : les grands ministères, les entreprises prestigieuses, les grands noms de la banque. Notre volonté : accroître notre potentiel de jeunes ingénieurs de talents.

VENEZ AVEC NOUS BÂTIR VOTRE AVENIR. Jean JOSSE, Directeur Délégué, est à l'écoute de vos ambitions et de vos motivations. Merci de lui adresser votre candidature avec CV à : SOPRA DG - 3, rue Lauriston 75116 Paris.

SOPRA.
Ingénierie informatique

Vous avez dirigé une unité opérationnelle dans une des grandes fonctions de l'entreprise. Vous avez 40 ans ou plus. Vous êtes bilingue anglais. Vous possédez déjà ou vous vous sentez aptes à pratiquer

L'OUTPLACEMENT

Vous pouvez rejoindre l'équipe de spécialistes de Garon, Bonvalot & Associés

PARIS - LYON - AIX EN PROVENCE

pour participer à son développement à Paris, en France et en Europe. Pourriez-vous nous prouver votre motivation en adressant votre lettre manuscrite et dossier à : Jean-Luc BURDANS-GARON, BONVALOT & ASSOCIÉS Tour Gamma B 195, rue de Bercy 75012 Paris Cedex 12.

Les Laboratoires SMITH KLINE & FRENCH, un des leaders mondiaux dans l'industrie Pharmaceutique, filiale du Groupe SMITHKLINE BECKMAN 24.000 personnes, 4 milliards de \$ de chiffre d'affaires recensement

ATTACHE SCIENTIFIQUE IVE CONFIRME

pour leur division "R & D clinique Francis Bénédict" actuellement en forte expansion, avec un large portefeuille de produits en développement.

POSTE : • Assister nos médecins dans le lancement, la conduite, le contrôle et la coordination des essais cliniques. • Basé à Paris la Défense, il implique des déplacements fréquents de courte durée en France et à l'étranger.

PROFIL : • DEA ou Thèse 3ème cycle (Biologie, physiologie ou pharmacologie). • Connaissances en statistiques médicales. • Anglais lu, écrit, parlé couramment indispensable. EXPERIENCE : • Suivi des études cliniques dans l'industrie Pharmaceutique et en particulier dans le développement de produits cardiovasculaires. • Réelle connaissance des "Bonnes Pratiques Cliniques" (G.C.P.).

Ecrire avec CV, photo et desiderata à : Direction du Personnel Réf. VK, 12 Place de la Défense 92090 PARIS LA DEFENSE cedex 26. Réponse et discrétion assurées.

SK&F

TOSHIBA

SYSTEMES FRANCE

Unité de montage photocopieurs

recherche son

QUALITICIEN

chargé de la mise en place de notre Service Qualité ainsi que de l'organisation et du management du contrôle entrée.

Il assurera la cohérence et le bon respect des règles de procédure et collaborera aux différentes relations techniques avec les fournisseurs en pièces détachées et sous-ensembles.

Profil requis : BTS/DUT Electro-Mécanique, Micro-Mécanique, 5 ans d'expérience minimum dans une fonction d'encadrement similaire dans une unité de fabrication grande série.

Nous recherchons un candidat rompu au discours qualité, à ses différentes problématiques et parlant obligatoirement l'anglais.

Dans le cadre de notre expansion des TECHNICIENS PRODUITS, TECHNICIENS PROCESS et un RESPONSABLE D'ATELIER sont également recherchés.

Adresser lettre manuscrite, cv, photo (indispensable) et prétentions en précisant le poste choisi à Jean-Claude Brun, Service du Personnel, TOSHIBA SYSTEMES FRANCE, Boite Postale 3, 76890 Arques-la-Bataille.

Bienvenue dans notre monde !

Le secteur chimie de Rhône-Poulenc poursuit son développement autour de deux grands pôles : les nouveaux matériaux et les spécialistes chimiques, les grands intermédiaires organiques et minéraux.

L'ampleur des investissements nécessaires pour ce développement nous donne l'opportunité de proposer cinq postes à des ingénieurs disposant nécessairement d'une première expérience de trois à dix ans dans des industries comparables :

UN INGENIEUR ELECTRICITE/ INSTRUMENTATION (IEG, ENSEM...)

chargé de la conduite de projets (étude et réalisation) dans une usine normande

DEUX INGENIEURS RESPONSABLES DE BUREAUX D'ETUDES (Arts et Métiers...)

chargés de l'ensemble des travaux neufs (étude, réalisation) dans deux usines en région lyonnaise et parisienne.

DEUX INGENIEURS DE MAINTENANCE (Arts et Métiers...)

responsables d'un des ateliers dans deux usines en Normandie et en région Rhône Alpes.

Ces postes allient tous un fort intérêt technique (utilisation de matériels de pointe au service d'objectifs ambitieux) et de réelles responsabilités de management opérationnel. Ils constituent donc d'excellents tremplins pour une évolution au sein du groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à J.Louis FERROT, Direction du développement des cadres, Rhône-Poulenc Chimie, 25 quai Paul Doumer 92408 Courbevoie

RHÔNE-POULENC



La direction des constructions et armes navales de CHERBOURG

recherche

UN INGENIEUR "MECANIQUE DES STRUCTURES"

FONCTIONS :

Dans le Centre d'Essais de la DCAN de CHERBOURG, il sera l'Adjoint du Chef du Groupe "Mécanique des Structures" chargé des mesures de vibrations des matériels en atelier et à bord des sous-marins. (Etude, recette, analyse, suivi vibratoire).

DOMAINE DE COMPETENCE :

- Utilisation de chaînes de mesures électroniques.
- Analyse du signal.
- Ecriture de programme informatique (BASIC).

PROFIL :

- Ingénieur ENSI ou CNAM diplômé (même débutant).

- Grande disponibilité.
- Apté physiquement et psychologiquement aux embarquements à bord des sous-marins.
- Libéré des obligations militaires.

REMUNERATION :

Il est proposé une rémunération mensuelle nette de 9.800 francs.

UN INGENIEUR ADJOINT PLANIFICATION AU CHEF DE LA SECTION PRODUCTION.

FONCTIONS :

L'adjoint Planification est placé sous l'autorité directe du Chef de la Section PRODUCTION.

Il est chargé, sur les directives de ce dernier :

- de faire appliquer les procédures de planification des ouvrages en vigueur dans la D.C.A.N. en liaison avec les responsables des différentes Sections concernées
- de promouvoir le progrès dans le domaine de la planification en cherchant à améliorer les procédures et en développant de nouvelles applications.

PROFIL :

Ingénieur niveau Arts et Métiers ou équivalent possédant une expérience de quelques années dans le domaine de la planification des travaux de chantier et de l'exploitation des procédures informatiques s'y rapportant.

REMUNERATION :

Il est proposé une rémunération mensuelle nette de 9.800 francs.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) à : DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES Chef de Section Personnel - BP. 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL

SALOMON : UNE EQUIPE PASSIONNEE, UNE ENTREPRISE PASSIONNANTE...

2,4 Milliards de Francs de CA dont 90 % à l'export, 2000 personnes, leader mondial sur le marché des produits de SPORTS D'HIVER (90 % de notre CA actuel), une diversification réussie sur le marché du GOLF sous la marque TAYLOR MADE.

Dans le cadre des développements des systèmes d'information de l'activité SPORTS D'HIVER, et en vue de renforcer notre équipe, nous recrutons un

SALOMON

INGENIEUR SYSTEME

Directement rattaché au Responsable Ressources Informatiques, vous aurez pour mission :

- la maintenance et l'évolution des logiciels de base,
- l'optimisation des ressources et l'amélioration des performances (5 HP 3000 en local),
- le conseil et l'assistance auprès des équipes de développement,
- l'expertise dans les domaines des technologies avancées (atelier de génie logiciel, L4G...).

Compte-tenu de notre environnement, la connaissance du monde HP sera un atout supplémentaire.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou équivalent, vous justifiez d'une expérience minimum de 3 ans dans une fonction identique.

Vous êtes un homme de dialogue, capable de communiquer aisément, et vous possédez en outre les qualités de dynamisme et de rigueur nécessaires ; nous vous offrons en retour l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge et qui saura être attentive à votre potentiel d'évolution.

Merci d'envoyer votre candidature avec lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. SYST à Geneviève LEPELLETIER - SALOMON - Metz-Tessy - BP 454 - 74011 ANNECY Cedex.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Donner satisfaction au Client est le principe fondamental de la stratégie DIGITAL. L'ampleur et la complexité de certains projets nous amène à développer notre activité de conseil et d'organisation en implantation de solutions informatiques.

Coordinateurs de projets

Dans le cadre d'applications industrielles ou multi-sites (secteur tertiaire), vous concevez et élaboriez le plan d'action pour l'implantation des systèmes. Puis vous le mettez en œuvre en animant et coordonnant les différentes ressources internes ou externes : installation, logistique, environnement et réseaux. Interlocuteur privilégié du client, vous êtes le garant des coûts et délais de l'opération.

En 5/7 ans vous avez mené des projets, animé des équipes de S.A.V. Vous avez résolu des problèmes d'intégration et d'installation de systèmes. Vous avez acquis une bonne maîtrise des architectures matérielles, réseaux, systèmes. Votre connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer votre candidature sous référence MON 497 à Sophie SAHUC DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société



GLAENZER SPICER

Filiale Française réputée d'un groupe international de renom, en bonne santé économique et financière. En France, 5 usines, 2.000 personnes, dans le monde 50.000. Nous sommes à l'avant-garde de la transmission dans les domaines les plus variés (automobile, poids lourds, T.G.V., VAL). Engagés dans la modernisation et la robotisation, nous investissons beaucoup tant dans les techniques que dans les hommes et nous exportons plus du tiers de nos productions. Nous recherchons aujourd'hui un

INGÉNIEUR de PRODUCTION

ENSAM, ICAM, ECAM, ENSI, INSA...

Disposant d'une expérience réussie d'au moins 3 ans acquise de préférence dans l'industrie mécanique et la fabrication de produits élaborés, il participera à la modernisation de l'outil de production.

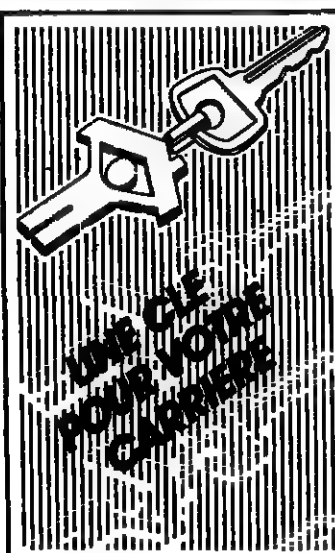
Rémunération intéressante en fonction de l'expérience.

Possibilité d'évolution dans le groupe.

Adresser CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. LEGRAND

Centre de Psychologie du Travail

3, boulevard René-Levasseur - 72000 LE MANS sous réf. 646



La technologie informatique au service du logement

Le plus grand organisme de crédit immobilier - 4 millions de logements financés ces trente dernières années - plus de 3 600 personnes - 140 points de vente partout en France, renforce son service informatique et souhaite intégrer des

INGÉNIEURS GRANDES ECOLES ou équivalent

• Vous débutez ou possédez déjà une première expérience, nous vous proposons d'intégrer nos équipes afin de participer activement à la mise en œuvre de notre schéma directeur informatique.

• Vous assurez vos fonctions au Service Informatique et Systèmes d'Information (+ de 200 personnes) dans un environnement en pleine expansion IBM 3090, MVS/XX, IMS/DB/DC, DB2, langages de 4^{ème} génération (AS, FOCUS).

• Selon votre profil, vous trouverez un poste à vos mesures, aussi bien dans des domaines très techniques (système, télécommunications), que dans des activités plus orientées vers l'informatique de gestion (conception, analyse, exploitation).

• Rémunération motivante et nombreux avantages.

• Comment nous rejoindre ?

En passant le concours organisé les 21 et 22 mars 1988 (clôture des inscriptions le 26 février 1988) ouvert aux candidats âgés de moins de 32 ans au 1^{er} janvier 1988.

Demandez notre documentation complète au CREDIT FONCIER DE FRANCE, Service du Personnel - Bureau des Concours, 19, rue des Capucines, B.P. 65, 75005 Paris Cedex 01 - Tél. : 42.44.80.66/80.67.

crédit foncier de france



L'Équipement Automobile
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
87 500 personnes - C.A. 18,1 Milliards de Francs
dont 46 % réalisés à l'étranger.

recherche dans le cadre du développement technologique d'une de ses Divisions

Ingénieur Physico-Chimiste

Diplômé d'une Grande Ecole à dominante physico-chimie, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans un laboratoire travaillant sur élastomères, thermoplastiques et composites et avez acquis de bonnes connaissances en métallurgie.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une petite équipe chargée de la conception de nouveaux balais d'essuie-glace (études, réalisation de maquettes, essais...). Vous serez en étroite relation avec les usines pour l'industrialisation des produits et assurer les contacts techniques avec nos clients français et étrangers.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) en indiquant la référence 87494/AF à Valeo Systèmes d'Essuie-glace - Recrutement des Cadres - 31 boulevard Gambetta - 98130 BSY LES MOULINEAUX.



Institut de l'Audiotextuel et des Télécommunications en Europe

recherche

1^{er}. pour compléter son équipe « Communication et Développement Régional »

Chef de projet

Agé de 25-35 ans, il est doté d'une formation de base type ingénieur ou SUP de CO, et justifie de quelques années d'expérience d'études dans le domaine des médias.

Il aura en charge la conception, la négociation et la réalisation d'études à caractère stratégique ou marketing pour des collectivités locales ou des services de l'Etat.

2nd. pour son département « Systèmes et Services Professionnels de Télécommunications »

Ingénieur technico-commercial

Agé de 25-35 ans, il dispose des connaissances de base et d'une capacité d'analyse pour les produits téléphoniques, bureautiques, télé-informatiques.

Il aura en charge la réalisation et la commercialisation de produits « produits ». Une très bonne connaissance de l'Anglais est exigée.

Adresser CV et lettre manuscrite à Georges VIENNE
IDATE les Bureaux du Polygone - 34000 MONTPELLIER
Confidentialité assurée



Société basée à Gennevilliers (92)

filiale d'un groupe international

recherche un :

TECHNICIEN

NIVEAU INGENIEUR MECANICIEN

Le candidat devra avoir : une expérience technique en moteur diesel de 5 ans, 30 ans minimum, un bon niveau en allemand technique en matière de motorisation.

La fonction s'exercera en relation avec les clients constructeurs et en support aux vendeurs.

Le poste comporte une activité commerciale.

Envoyer CV, prétentions + photo s/réf. 5255,

qui seront transmis par :

Pierre Lichau

PUBLICITE DE RECRUTEMENT

18, rue de Lodi - 75002 PARIS



SAINT-GOBAIN

RECHERCHE

pour une de ses filiales fabriquant des produits utilisés dans les industries de pointe :

UN CHEF PRODUIT

Ce poste sera confié à un Ingénieur matériaux disposant d'une expérience réussie de quelques années dans des fonctions de vente de produits industriels de haute technicité.

De par les implications internationales de cette fonction, la pratique courante de l'anglais est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à

Direction des Affaires Sociales SOCIÉTÉ QUARTZ ET SILICE

B.P. 95 - 77140 NEMOURS.

chef de projet

INFORMATIQUE DE GESTION PROCHE BANLIEUE OUEST

Un des grands de la chimie en Europe, nous sommes en France, le premier producteur de résines.

Une récente fusion nous conduit à développer un nouveau système de gestion financière et comptable.

Au sein de notre parc (IBM 36, Micro) votre mission sera :

• d'analyser les besoins des utilisateurs,

• de sélectionner les logiciels les mieux adaptés,

• de déterminer et réaliser les développements qui en découlent.

Nous comptons sur votre active participation pour faire évoluer nos applications et nos systèmes vers des technologies d'avenir.

De formation supérieure, vous avez une première expérience réussie de la conduite de projets informatiques, et possible en milieu industriel.

Vous maîtrisez le GAP II interactif.

Bien sûr, vous êtes organisé et orienté. Vous possédez, en outre, un fort esprit d'entreprise. Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Réussissez votre mission et nous vous ferons connaître une évolution de carrière tout à fait intéressante.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence MA 19 à notre

Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

COGEPLAN : 2, rue Louis David - 75016 PARIS

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON



Goal

SYSTEMES

Ingénieurs support système

Vous êtes Ingénieur système DOS MVS ou VSE depuis 3 ans environ, et vous avez acquis une expérience VSAM. Vous souhaitez élargir votre champ d'action et compléter votre expérience.

Au sein de notre équipe technique, vous serez chargé d'aider nos clients à mettre en place et à utiliser nos logiciels destinés à améliorer les performances, la sécurité et l'utilisation des systèmes IBM DOS MVS VSE.

Vous aimez trouver les causes des incidents incompréhensibles, apporter solutions et conseils à des interlocuteurs variés, utiliser vos capacités relationnelles et pédagogiques avec une large autonomie.

La maîtrise de l'anglais technique est un plus.

Le poste est basé à PARIS.

Patrick de BEJARRY, vous remercie de prendre contact avec lui sous

réf. 5219 à ARGOS, 133 avenue de Wagram, 75017 Paris.

Tél. : 42.27.96.49.



PARIS-LILLE-LYON-MONTREAL

FRANCE TELECOM



Centre National d'Études des Télécommunications

recherche pour son CENTRE DE LANNION (A)

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en

RESEAUX ET SYSTEMES DE COMMUNICATION

Vous participerez à un vaste programme de mise en application de techniques avancées de communications numériques à large bande dans des réseaux privés et publics.

Votre lieu de travail : LANNION, ville au cadre de vie agréable en bord de mer.

Si notre proposition vous intéresse, adressez CV détaillé, photo et prétentions à M. TURPIN - CNET LANNION à

Division Adm - BP 40 - 22301 LANNION.



GILSON

TECHNICAL WRITER

after the marketing department

of the company

to develop and maintain the

technical documentation

of the company

to ensure that the

documentation is

up to date and

accurate

to provide a

clear and concise

presentation of

the technical

information

to the user

and to ensure

that the

documentation

is of high

quality and

is easy to

use

and to

provide a

clear and

concise

presentation

of the

technical

information

to the user

and to

ensure

that the

documentation

is of high

quality and

is easy to

use

and to

provide a

clear and

concise

presentation

of the

technical

information

to the user

and to

ensure

that the

documentation

is of high

quality and

is easy to

use

and to

provide a

clear and

concise

presentation

of the

technical

information

to the user

and to

ensure

that the

documentation

is of high

quality and

is easy to

use

and to

provide a

clear and

concise

presentation

of the

technical

information

to the user

and to

مكتبة الرجل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

point de rencontre des grandes ambitions.

GLAENZER SPICER

INGENIEUR de PRODUCTION
ENSAI, ICAM, ECAM, etc.

chef de projet

CONCEPT

Ingénieurs support système

ARGOS

FRANCE TELECOM

INGENIEURS GRANDES ECOLES

GILSON
Paris area, world-oriented laboratory equipment manufacturer is seeking a
TECHNICAL WRITER
to take full responsibility within the marketing department for the timely production of instruction manuals and other technical documents. Full command of English, a taste for pellucid, effective, writing and of course a scientific or technical background are essential. Readiness to operate the equipment is also a requisite.
This is a fine opportunity to join a medium-sized, well-established, original supplier of liquid-handling and analytical instrumentation and to contribute significantly to its projects.
Resumes and application letters to be sent to J.M. KAY...
Phone inquiries also welcome at (1) 39.90.54.41
Fabrique du matériel de laboratoire destiné au marché mondial, nous recherchons un rédacteur technique pour notre siège dans la région parisienne. Membre du service de marketing, il aura la responsabilité de l'écriture dans les délais voulus des manuels d'instruction et d'autres documents techniques.
Maîtrisant parfaitement l'anglais, de formation scientifique et technique, il fera preuve d'un style clair et précis. Il lui faudra également être prêt à se servir des différents matériels.
Entreprise de taille moyenne connue pour ses produits de manipulation des liquides et son instrumentation analytique, nous attendons de lui une participation active à nos projets.
Envoyer C.V. et lettre de candidature à J.M. KAY ou téléphoner au (1) 39.90.54.41
GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta - BP 45
95400 VILLIERS LE BEL

JEUNES INGENIEURS : ESPRIT, RACE, EUREKA
DEVELOPPEZ DES PROJETS A VOTRE IMAGE !
THOMSON, premier chercheur industriel français, investit plus de 10 % de son CA en R/D et dépose plus de 600 brevets par an. Au sein du Groupe, les **LABORATOIRES ELECTRONIQUES DE RENNES**, situés dans une région pilote pour le développement des télécommunications, ont pour mission de conforter l'avance technologique dans le domaine de l'image.
Rejoindre leurs équipes c'est participer à l'évolution de projets à dimension européenne et mettre en œuvre savoir-faire technique et créativité.
GESTIONNAIRE DE PROJET
Suivi de programmes d'études européens tels que : RACE, ESPRIT, EUREKA
Ingénieur de formation, parlant et écrivant couramment l'anglais, il sera chargé :
- d'assurer les responsabilités techniques des LER pour la coordination,
- d'assurer le contrôle de l'avancement des projets et les relations avec les autres partenaires.
Une expérience technique en système de communication (réseau TV) serait appréciée.
INGENIEUR D'ETUDES (ENST, ESE, ...)
Etudes en réseau vidéo numérique
Débutant ou titre expérimenté, spécialisé en électronique rapide avec de bonnes connaissances réseaux, il concevra et réalisera des systèmes de communication. Il maîtrisera impérativement l'anglais.
INGENIEUR D'AFFAIRES
Service Commercial
Ingénieur de formation, possédant une expérience de laboratoire de 7 ans minimum, il devra soit optimiser une première expérience dans la fonction technico-commerciale, soit s'orienter à présent dans cette voie. Il assurera les relations avec les administrations et les unités du groupe THOMSON afin de promouvoir et de vendre des contrats d'études. Il maîtrisera impérativement l'anglais.
Merci d'adresser vos C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à : Madame Françoise JOULAUD, THOMSON-CSF/L.L.L., Avenue de Belle Fontaine, 35510 CESSON SEVIGNE, tél. 99.36.57.76.
THOMSON-CSF

Jeune ingénieur électronicien
Etudes et développement
Société spécialisée dans la télé-surveillance et la sécurité, CESS France (groupe SECSO) conçoit et commercialise des assemblages techniques utilisant les technologies avancées. Elle recherche un jeune ingénieur électronicien.
Dépendant de la Direction Générale, il doit, à partir des besoins exprimés par les entreprises et en liaison étroite avec les services commerciaux, étudier, concevoir et développer les solutions et les systèmes micro-informatiques et électroniques les plus adaptés.
Le candidat, ingénieur en électronique, ayant déjà, si possible, une première expérience professionnelle, est motivé pour la technique de haut niveau (électronique et micro-informatique) et pour les problèmes de sécurité et de télé-surveillance. Il est créatif, concret et prêt à prendre la responsabilité dans une jeune société en pleine expansion. Poste situé à Saint-Quentin-en-Yvelines.
Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite et prêt, à : M. P. 290/M à Bernard BEAUNOUR, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès, 92128 MONTROUGE CEDEX.
SEMA-SELECTION
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

L'Office public d'HLM de la communauté urbaine du Mans, gérant plus de 10 000 logements locatifs
RECHERCHE SON RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE
De formation supérieure, vous avez acquis une expérience vous permettant de prendre maintenant la responsabilité d'un service informatique.
Vos qualités de manager, votre souci de l'utilisateur, du service rendu, votre aptitude à animer sont déterminantes. Il vous faut posséder également une bonne compétence technique sur matériel IBM 38.
Adressez, avant le 1^{er} avril prochain, votre lettre de candidature, curriculum vitae, photo et prétentions à :
Monsieur le Président de l'Office public d'HLM de la communauté urbaine du Mans, tour Emeraude, 12, allée du Bourg-d'Anguy, BP 513, 72017 LE MANS.

ANATOR S.A.
recrute des
CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUES
pour prendre en charge le développement de ses systèmes dans des domaines d'applications variés. Contrôle d'accès, Gestion d'horaires, monétique, télématique, G.T.C., etc.
Ces postes s'adressent à des ingénieurs confirmés (bac + 4, 3 à 5 ans d'expérience min), une bonne connaissance de la micro-informatique (réseaux, télécom, etc.) sera appréciée ainsi qu'une disponibilité rapide.
Possibilité d'évolution de carrière rapide pour candidat de valeur.
Envoyer C.V., manuscrit + photo + prétentions à : ANATOR, 44, rue Marcel-Paul, 78500 SARTROUVILLE.

ingénieurs commerciaux
Plus de 300 Ingénieurs et Cadres aujourd'hui, 400 dans 2 ans, Nous travaillons dans des techniques de pointe au sein d'une Entreprise performante de 1300 personnes.
Notre potentiel et notre compétitivité techniques sont élevés et reconnus. Nous nous développons avec le soutien d'une multinationale puissante, notre chiffre d'affaires se fait pour plus de 50% à l'export et nous faisons du bénéfice. Mais nous voulons aller plus loin et conquérir de nouveaux marchés. Voilà pourquoi nous aimerions rencontrer d'excellents
INGENIEURS COMMERCIAUX
qui viendraient renforcer ce potentiel pour les domaines suivants :
SERVICE COMMERCIAL RESEAUX
Il s'agit de promouvoir nos équipements et de négocier des contrats importants avec les Responsables de Directions Techniques des Défenses Nationales et avec les Etats-Majors.
Les interlocuteurs sont d'un niveau très élevé.
Nos propositions portent sur des Projets de Réseaux de Télécommunications (réseaux maillés à voies radio et commutation de paquets pour l'acheminement de communications orales et de messagerie électronique) dont les exigences techniques et les contraintes extérieures sont très importantes. L'action s'exercera vers l'Afrique et l'Asie.
Le profil souhaité : • Une préférence pour une formation d'ingénieur ou, tout au moins, de solides connaissances de produits de haute technicité. • Une expérience industrielle et commerciale supérieure à 5 ans dans une grande Entreprise d'électronique ou d'informatique par exemple. • De la rigueur, de la ténacité et de grandes capacités à convaincre.
(Réf. 6380-MI)
SERVICE COMMERCIAL RADARS
Contenu de la fonction : Engager des actions de prospection et de promotion de nos équipements électroniques de **détection-radars** auprès des clients actuels ou potentiels appartenant le plus souvent à des organismes dépendant des Défenses Nationales et pouvant se situer dans la plupart des pays du monde. • Participer à l'élaboration de propositions technico-commerciales. • Mener des négociations de longue durée.
Profil recherché : Formation Ecole Supérieure de Commerce. (Réf. 6385-MI)
La maîtrise de l'Anglais, langue de travail et la nationalité française sont indispensables pour ces 2 postes.
Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous référence correspondante à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.
I.C.A. International Classified Advertising PARIS

SECTEURS
DE POINTEQUIMPER
Donnez libre cours à votre créativité industrielle...

2ème pôle français en communication d'entreprise (5 000 personnes, 2,5 milliards de francs de CA), nous sommes présents sur tous les grands marchés : **RADIOTELEPHONIE** (grands réseaux systèmes et terminaux), **COMMUNICATION PRIVEE** (systèmes complexes voix et données) et **TELEMATIQUE** (terminaux télématiques, systèmes bureautiques).

La Direction Etude et Développement pour les produits terminaux et télématiques recherche des postes (h/f)

Ingénieurs logiciel temps réel
futurs Chefs de projets

Dans un premier temps, vous participez au développement logiciel dans le domaine des terminaux et de la télématique; vous pourrez évoluer rapidement en prenant la responsabilité de projets logiciels.

Ingénieurs de formation, vos compétences techniques en mini ou micro-informatique s'appuient sur une expérience minimum de 2 ans acquise sur des produits informatiques (SSCI, constructeurs...).

Des connaissances en montage temps réel et/ou VAX/VMS seraient appréciées.

Vous êtes reconnus pour votre rigueur et votre créativité et vous savez créer autour de vous un climat participatif de travail en équipe.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence 88021/LM à Nicole KAMERZAC - D.P.R.H. - rue J.P. Timbaud - BP 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX.

MATRA COMMUNICATION

Société industrielle (plus de 1 000 personnes) filiale d'un groupe industriel multinational de tout premier plan, nous modernisons dans le cadre d'un plan à 5 ans, 3 sites de production fonctionnant à feu continu et faisant appel à une vaste gamme de technologies et recherches nous

INGENIEUR ETUDES ET TRAVAUX NEUFS
RHONE-ALPES

Au sein de notre département maintenance, étude et travaux neufs, vous encadrez nos chefs de projets et techniciens. Motivés et compétents ils traitent avec une large délégation leurs dossiers (études, appels d'offres, suivi de chantiers, mise en route et réception). Vous définissez les priorités et veillez au strict respect des engagements de délais et de prix et coordonnez les actions des divers intervenants.

Ingénieur généraliste, diplômé d'une Grande Ecole (Mines, ECP, ENSAM, ENSI, etc.) une première expérience d'encadrement de 2 à 3 ans acquise dans une industrie lourde (sidérurgie, chimie, pétrole, mines, etc.) a été développée au-delà

d'une polyvalence technique vos qualités relationnelles et votre sens de l'organisation, vous permettant d'apporter une réelle valeur ajoutée à l'ensemble de vos partenaires internes et externes par la qualité des services et des prestations réalisées. Vous pouvez ainsi bâtir votre réussite dans ce poste opérationnel et plus tard votre carrière au sein de notre industrie en constante évolution technologique.

Merci d'adresser votre dossier, sous référence 403.IV.079 M, à notre conseil Joël BERNARD, qui le traitera en toute confidentialité.



17, rue Louis Galtier
69626 VILLURBANNE CEDEX

INGENIEURS ET CONSULTANTS EN INFORMATIQUE



GSI (Généraliste de Service en Informatique) est, avec 2250 personnes, la deuxième société de services en Europe. GSI TECSEI représente l'axe Technologies Avancées de GSI en France : ses 250 ingénieurs et consultants interviennent en particulier dans les domaines :

SYSTEMES TEMPS REEL - TELECOMMUNICATIONS
RESEAUX - TELEMATIQUE - GENIE LOGICIEL
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Dans le cadre de notre forte croissance, nous recherchons des ingénieurs débutants ou dotés de quelques années d'expérience dans un environnement technique de haut niveau.

Venez rejoindre notre équipe et développer votre carrière au sein d'une société dynamique privilégiant les relations humaines et le sens des responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à l'attention de Melle AMORE, sous la référence JMA/35 à :

GSI TECSEI 4, cours Michel 92064 PARIS LA DEFENSE CEDEX 02
ou téléphonez au 47.78.15.30

Ingénieurs en organisation
dépasser l'horizon 1992

L'UCB, leader des établissements privés spécialisés dans le financement immobilier, doit sa progression régulière de 30% par an, à sa capacité de remise en cause permanente de ses structures et de ses produits. Dès aujourd'hui, l'UCB s'ouvre sur l'Europe avec des objectifs ambitieux.

Vous êtes ingénieur, de formation (Centrale, Mines...), vous avez une première expérience de 3 à 4 ans en organisation. Venez avec nous préparer l'horizon de 1992.

En prise directe avec la Direction Générale, vous définirez vos missions, trouverez des solutions novatrices, mettant en œuvre toutes les techniques de pointe; vous saurez apprécier la réussite de leur mise en place. Des missions d'audit et

d'expertise pourront, par ailleurs, vous être confiées.

Vos qualités relationnelles, votre sens de la communication, vos capacités d'analyse et de synthèse, vous aideront à faire passer vos idées, à mener plus vite à bien vos chantiers. Votre position stratégique à l'UCB vous permettra ensuite de prendre des responsabilités élargies en France comme à l'étranger.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre + CV, photo et prétentions sous référence IO/MO2 à Sophie Guénou, 19 rue La Pérouse - 75116 Paris.



groupe compagnie bancaire

Le Monde
CADRES

PARACELUS KLINIK FRANCE

avec actuellement 5 cliniques en France et faisant partie d'une chaîne de 54 cliniques en Europe et aux Etats-Unis ayant plus de 6 000 lits.

cherche pour la Clinique de l'Orangerie à Aubervilliers, région parisienne, 137 lits, 5 salles d'opération, hémodialyse

UN DIRECTEUR

40 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'un chef de clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels.

Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prière d'adresser votre C.V. à l'adresse suivante : PARACELUS KLINIK FRANCE S.A.R.L. à l'attention du Dr V. Schleming PDG, 19-21, avenue du Bois-d'Amour, 93700 DRANCY.

Clifford Chance

Conseils juridiques
recherche

UN(E) COLLABORATEUR(ICE)

titulaire d'un DES de conseil juridique et/ou d'un DES + CAPA et justifiant de une ou deux années d'expérience dans un cabinet de conseils juridiques ou d'avocats dans les domaines du droit commercial général et du droit du travail.

Les candidats devront impérativement justifier d'une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Les candidatures devront être adressées à l'attention de M^{me} Prodère-Niquet, Clifford Chance, 34, rue Brunel, 75017 Paris.

Importante Industrie Papetière de l'Est en expansion régulière, recherche

UN JEUNE RESPONSABLE DE VENTE EXPORT

EUROPE DE L'OUEST

IECS - ESC ou équivalent

Anglais ou Allemand courant indispensable

+ 3 à 5 ans d'expérience de vente aux industries

Fixe 250 000 F brut annuel + voiture de fonction (R 25)

Mission : prospecter, créer, développer une clientèle dans le secteur de l'imprimerie par contacts de vente à niveau élevé, à partir de produits nouveaux, à forte croissance. Poste à large autonomie et possibilités d'évolution, dégageant des qualités de vendeurs authentiques et responsables au sein d'une entreprise à taille humaine dynamique. Déplacement 60 % du temps. Logement facilité.

Ad. CV dit.
n. nif. 1236 à

seletec Conseil

35 rue de la République - BP 322 57005 STRASBOURG

UNION DES CHOCOLATIERS ET CONFISERIERS DE FRANCE

RESPONSABLE

SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Le candidat : Organisation professionnelle, représentative, de l'ensemble des fabricants, PME, grandes firmes.

Les missions : Etude de toutes questions touchant les produits et leur consommation; informations des adhérents; relations avec les milieux scientifiques publics et privés, français et internationaux.

Le candidat : Diplômé en biochimie, biologie ou nutrition ou ingénieur d'une grande école de l'agro-alimentaire. Un passé industriel en R et D et/ou en production. Pratique de l'anglais.

Le poste : Vacance par dépôt en recherche. Attractif par la diversité et la qualité des travaux et des contacts pour quelque un soucieux avant tout de servir les intérêts d'une profession.

Merci d'adresser avec C.V. détaillé au préalable la réclamation actuelle sous réf. 815 M à Denis JOUSSET - PLAIN EMPLOI 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

plein emploi

Conseils en ressources humaines

RESSOURCES HUMAINES

Notre cabinet de formation et de conseil, spécialisé dans le développement des ressources humaines - management, communication, relations interpersonnelles, optimisation de son potentiel, qualité....

recherche

UN COLLABORATEUR

Il aura pour mission d'assurer le développement commercial, c'est-à-dire :
- informer les entreprises et les administrations et leur présenter les actions pouvant répondre à leurs besoins,
- préparer leur mise en œuvre, en lien avec les intervenants,
- parvenir à la décision de réalisation.

Le candidat devra :
- posséder une réelle sensibilité aux aspects de management et de la communication,
- connaître par l'expérience le rôle des DRH et des responsables de formation,
- disposer d'un crédit de confiance et d'un potentiel de relations auprès d'entreprises ou d'administrations.

Cette fonction peut être envisagée à temps partiel.

Adressez votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo) à CFE Consultants, 8, square Debussy, 78150 LE CHESNAY. (Discrétion assurée)

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Monde

Un qu...

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Monde

Un qu...

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Monde

Un qu...

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Monde

Un qu...

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Monde

Un qu...

Joël, in L'Es

Economie

SOMMAIRE

■ Le président de Gevaert a annoncé que l'actionnariat belge qu'il a rassemblé détient 27,5 % du capital de la Société générale de Belgique (SGB). Cette part passerait à 49,25 % si le tribunal de commerce de Bruxelles valide la dernière augmentation de capital de la SGB (lire ci-dessous).

■ Le groupe Schneider a annoncé qu'il détenait 12,10 % de Télémechanique. Son offre publique d'achat se heurte à l'opposition du personnel de la société (lire page 30).

■ La société Martini et Rossi a lancé une contre-OPA sur Benédicte, que convoite Remy Martin (lire page 32).

■ L'action Matra a été cotée 123 F, lundi 8 février, en augmentation de 11,8 % sur l'offre publique de vente (lire page 32).

■ M. Jacques Chirac a demandé, lundi, l'avis du Conseil économique et social sur le dossier de la Sécurité sociale (lire page 34).

Avec 27,5 % des parts

M. Leysen (Gevaert) détient la clé du dénouement de l'imbroglie de la Générale de Belgique

BRUXELLES
de notre correspondant

Voilà-t-on enfin connaître rapidement le nouveau visage de la Société générale de Belgique ? A Bruxelles, on estime que les choses peuvent aller désormais très vite et que le dénouement est proche. En effet, en plus des deux décisions attendues le mardi 9 février — d'une part, le jugement du tribunal de commerce sur la validité de l'augmentation de capital décidée par la Société générale de Belgique, et d'autre part, l'avis de la Commission bancaire relative à l'OPA lancée par l'homme d'affaires italien — les experts s'attendent à une négociation « finale » entre MM. Carlo De Benedetti et André Leysen, le patron du groupe Gevaert.

En fait, les décisions du tribunal de commerce et de la Commission bancaire semblent maintenant passer au second plan. M. André Ley-

sen, en effet, paraît avoir moins besoin des 10 millions d'actions nouvelles (sur les 12 millions que la Société générale voudrait voir valider) pour être en position de négocier.

M. Carlo De Benedetti, pour sa part, pourrait se demander ce qu'il peut, avec son OPA, encore ramasser sur le marché, les petits porteurs ayant semble-t-il déjà beaucoup vendu leurs titres aux « gros poissons », en réalisant aussi de très bonnes affaires. Le lundi 8 février, 4 millions de titres de la Société générale ont été nouvellement échangés à la Bourse de Bruxelles (le capital total de la société atteint, rappelle-t-on, 28 millions de titres) et la cote a atteint le record de 4420 francs belges.

Qui achète ? Pas nous, jurent, la main sur le cœur, les principaux protagonistes. Mais, ajoutent-ils toujours la main sur le cœur, rien n'empêche nos « amis » ou plutôt nos « suiveurs » de le faire. A voir

la mise réjouie des « golden boys » qui accompagnent Carlo De Benedetti, on pourrait penser que celui-ci est maintenant, directement ou indirectement, en possession d'un paquet substantiel d'actions de la Générale, bien supérieur à ses 18,6 % officiels. Les milieux financiers parlent de plus de 30 %. M. André Leysen semblait également ravi. On le serait à moins : celui qui joue — bien — le rôle de l'industriel perdu dans la jungle de la haute finance n'est-il pas en train d'apparaître comme le pivot obligé de tout accord, sans, en fait, avoir jusqu'à présent déboursé le moindre centime ? Au cours d'une conférence de presse tenue lundi en fin d'après-midi, il a ainsi montré qu'il était devenu le « fédérateur » des actionnaires belges de la Générale et qu'il était ainsi à la tête de 27,5 % des titres. Ce n'est que si l'augmentation de capital est déclarée valide par le tribunal de commerce qu'il devra alors mettre la main à la poche pour sortir les 30 milliards de francs

belges nécessaires à l'achat des 10 millions de titres nouveaux. Dans les deux hypothèses, M. Leysen paraît donc « incontournable » et chacun s'empresse de lui montrer son « amitié » : M. Etienne Davignon, le directeur de la Société générale, qui se trouvait au premier rang des journalistes lors de la conférence de presse du patron de Gevaert ; le groupe Suez, qui annonce avoir entrepris des négociations avec lui... s'attirant un démenti formel ; M. Alain Minc, enfin, le bras droit de M. De Benedetti, qui se préparait lundi, affirmait-on, à mettre la « touche finale », avec les collaborateurs de M. Leysen, à un accord pratique déjà au point. C'est aller sans doute vite en besogne, MM. De Benedetti et Leysen n'étant toujours pas parvenus, semble-t-il, à déterminer exactement leurs responsabilités respectives dans la future Société générale.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Leçon belge pour l'Europe

(Suite de la première page.)

Voilà donc la Générale de Belgique, mais pas seulement elle, obligée de trouver de bon gré ou sous la pression des événements, un actionnariat structuré, dominé par quelques solides actionnaires intéressés à la stratégie du groupe.

Après les péripéties du 8 février, l'échange de plus de trois millions de titres et la fédération des intérêts belges, les jeux restent ouverts.

Il semble pourtant vraisemblable que le centre de décision du holding restera en Belgique. Tel est l'objet de l'action d'André Leysen, le patron de Gevaert, pour regrouper, les principaux intéressés du royaume (ABB, Royale belge, les AG, Artois et quelques autres).

Pour ne prendre qu'un exemple, à la pu penser que dans un pays beaucoup plus consensuel que ne l'imagine les Français une société qui dispose, via la Tractebel, du monopole de l'électricité pourrait passer sous contrôle étranger ? Telle aura d'ailleurs sans doute été la principale surprise de MM. De Benedetti et Minc ces dernières semaines : aucun Belge ne les a rejoints, ni Albert Frère, le patron du groupe Bruxelles-Lambert, resté d'une prudente neutralité, ni la Krediet Bank, pourtant chargée de l'OPA de Cerus, ni aucun autre.

Pour ce qui est des alliances, en revanche, tout reste possible. Le groupe fédéré par M. Leysen peut s'associer avec Carlo De Benedetti,

aujourd'hui premier actionnaire de la Générale de Belgique et qui restait un actionnaire important après recensement des titres. Ce serait pour le « condottiere » une porte de sortie honorable, même s'il n'apparaissait plus comme « l'actionnaire de contrôle » ou « de référence », selon sa propre terminologie.

Ce serait en revanche une catastrophe pour Suez, qui y perdrait l'argent — à 4000 francs par titre le droit d'entrer pour rester en spectateur au conseil, c'est bien cher, même si ce sont les actionnaires de Suez qui ont promis de fournir les fonds — mais surtout de sa crédibilité internationale. Dans sa bataille à distance contre Paribas, ce serait une triste défaite.

Une alliance entre le groupe Leysen et Suez, qui a sans doute la préférence des acteurs dirigeants de la Générale de Belgique et qui semble répondre à la stratégie mise en place par Lazarus, la banque de l'ombre depuis le début de cette opération, mettrait un frein à la fuite en avant de M. De Benedetti. Cerus, coquille vide il y a dix-huit mois, a levé sur le marché depuis lors autant d'argent que Peugeot.

Alors que les opportunités en France — pays beaucoup plus protégé que la Belgique — ne sont pas immenses, la Société générale de Belgique — étudiée depuis février 1987 — apparaît comme la proie idéale tant elle recèle de « cash » et de gains de productivité par une amélioration du management (voir *Le Monde Affaires* du 30 janvier).

Encore faut-il en prendre le contrôle. Pour le « condottiere », si ce n'est pas le cas, le résultat sera mitigé. Il aura acquis au passage le titre d'actionnaire de référence de Dumenil-Leblé (une bonne affaire), et pour être passé — à tort ou à raison — pour l'homme du mouvement face à l'establishment, il ne pâtira pas trop de cet échec en terme d'image. En revanche, la mise à mal de ses relations avec Suez — Cerus a porté plainte contre ce groupe qui est son propre actionnaire — comme avec l'UAP, après s'être déjà brouillé naguère avec Claude Pierre-Brossolette à l'occasion de l'échec de la prise de contrôle des Presses de la Cité, risque de compliquer les actions futures de Carlo De Benedetti.

Il est une autre alliance que certains imaginent : une entrée en lice de Paribas au côté de Leysen. Logique — Cobepa, actionnaire de Gevaert est détenue par Paribas, — ce rapprochement n'en est pas pour autant crédible. Tout ce qui s'est passé ces jours derniers et notamment le rapprochement de Leysen et

de la Générale de Belgique semble l'exclure (*le Monde* daté 7-8 février).

M. André Leysen peut-il être à la fois le sauveur de la SGB et le pacificateur des intérêts divergents ? Carlo De Benedetti peut-il accepter d'être un actionnaire important, mais comme un autre, et renoncer par exemple — pour le prouver — à son OPA ? De la réponse à ces questions — quelles que soient les décisions de la justice belge et de la Commission bancaire — dépendra l'avenir de la partie en cours.

Brutal réveil

Mais une chose est certaine. Quel qu'il arrive l'establishment aura perdu. Les structures de la Société générale de Belgique vont changer. Ce système composé d'un conseil de directeurs — cooptés ou plutôt poussés vers le haut par les principales filiales — et d'un conseil consultatif a vécu. La Générale aura à l'avenir un conseil d'administration où seront représentés les actionnaires.

Voilà qui permettra naturellement la « flamandisation » d'une entreprise « structurellement francophone ». Ce qui avait pris un retard considérable sur la Belgique elle-même en la matière. Mais cela signifie que nombre des hommes en place devront céder leur siège.

La stratégie elle-même sera affinée. Avec le grand marché de 1992, priorité sera donnée aux services financiers (banques et assurances) qui nécessiteront d'ailleurs d'importantes injections de fonds (la recapitalisation de la Société générale de banque justifie à elle seule l'augmentation de capital de la holding). Mais aussi aux technologies nouvelles dans lesquelles la SGB s'est déjà lancée, avec notamment sa participation dans le français Alcatel (télécommunications). Pour la « vieille dame », qui a analysé ses insuffisances structurelles et stratégiques mais pensait avoir le temps d'y remédier, le réveil est évidemment brutal. Mais pour nombre de sociétés françaises la leçon devrait être tirée.

Naguère protégées par une forte capitalisation boursière, née avec la « bulle financière », voilà ces sociétés contraintes de s'apercevoir des périls possibles. La théorie des « noyaux durs » dilués, chère à M. Ballardur, en prend un coup. Lorsqu'on voit le tour de table de Suez et ses vingt-sept actionnaires dont le principal dispose de 3,5 %, l'on frémit.

Comment ne pas voir qu'en cas de raid il y a vingt-sept tréfonds possi-

bles ? Comment penser que lorsque la plupart des actionnaires disposent de 0,8 % ou de 1 % ils peuvent s'intéresser à la stratégie de cette société, voire l'accompagner si nécessaire ? Le temps est venu des actionnaires moins nombreux mais motivés. N'est-ce pas ce que doit penser actuellement la Compagnie de Midi sur laquelle un « raid » est semblable en cours ?

A cette époque, moins soft qu'on le dit, nul n'est certain de garder sa place. Trop de stratégies anti-OPA ont pour seul objet de protéger les fauteuils ou de masquer l'incapacité des dirigeants à préparer leur succession. L'affaire de la Générale de Belgique pose avec acuité la question du mode de désignation des dirigeants à un moment où les impératifs changent.

Aux gestionnaires de la croissance avaient succédé les maîtres de la restructuration, capables sans état d'âme de supprimer des dizaines de milliers d'emplois. Aujourd'hui, les managers doivent garder les réflexes de la rigueur mais aussi avoir une vision stratégique claire dans un avenir incertain. La cooptation aussi forte en France qu'en Belgique n'est pas forcément la meilleure manière de choisir les hommes.

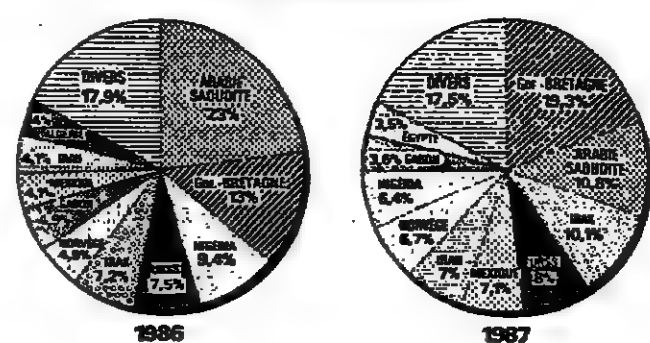
Reste posée aussi, avec cette affaire, la question des petits pays de la Communauté. Il est plus facile de lever des sommes importantes en France, en Italie ou en Allemagne fédérale qu'en Belgique, pays qui n'a pas demeuré pas si, contrairement à la Suisse ou aux Pays-Bas, générer des sociétés multinationales.

Garder le contrôle dans le royaume d'un certain nombre d'activités nécessitera sans doute quelques protections. Ce n'est pas être anti-Européen que de le reconnaître.

BRUNO DETHOMAS.

La Grande-Bretagne premier fournisseur de la France en pétrole

PART DES DIX PREMIERS FOURNISSEURS DE PÉTROLE DE LA FRANCE



La Grande-Bretagne a repris, en 1987, sa place de premier fournisseur de la France de pétrole brut, qui lui avait été ravie l'année précédente par l'Arabie saoudite, en raison des tarifs particulièrement attractifs consentis alors par le Royaume-Uni à l'occasion de la guerre des prix du brut. L'Irak a vu également ses ventes augmenter de 38 %, passant du cinquième au troisième rang. Globalement, l'Europe a, l'an dernier, augmenté sa part dans l'approvisionnement français total, passant de 24,4 % à 35,3 %, au détriment du Proche-Orient, dont la part est retombée de 37 % à 32 %, et de l'Afrique noire (19 % à 14,5 %). Le coût de la tonne de brut importé a augmenté seulement de 3,14 % en 1987 à 799,38 F/tonne, la forte dépréciation du dollar (- 13,4 %) ayant largement atténué la hausse des prix internationaux du brut exprimés en dollars (+ 22 %). En volume, le total des importations a continué de diminuer l'an dernier de 5 % après avoir décliné de 3 % en 1986, si bien que la facture pétrolière brute globale de la France a baissé de près de 9 %, passant de 55,2 à 50,4 milliards de francs.

REPÈRES

Balance des paiements

Excédent record en 1987 en RFA

La balance ouest-allemande des paiements courants a dégagé en 1987 un excédent record de 41,22 milliards de deutschemarks (près de 140 milliards de francs français), contre 5,85 milliards de deutschemarks en 1986, a indiqué, lundi 8 février à Francfort, la Bundesbank. Les réserves en devises de la banque centrale ouest-allemande ont progressé du même montant, ce qui souligne l'importance de ses interventions sur les marchés des changes au cours des derniers mois, a expliqué un porte-parole de l'institut.

L'excédent record est d'abord la conséquence d'un surplus commercial gigantesque : 117,6 milliards de deutschemarks, près de 400 milliards de francs. Il convient de relever la réduction du déficit de la seule balance des capitaux : en 1987, les sorties nettes de capitaux ont atteint 48,4 milliards de deutschemarks, contre 78 milliards en 1986.

Consommation

Les Britanniques s'endettent pour acheter

La demande des ménages britanniques est restée très soutenue à la fin de 1987, malgré le krach boursier. D'après le ministère du commerce et de l'industrie, le volume des ventes de détail est resté, en décembre, au même niveau élevé qu'en novembre. Les premières estimations avaient fait ressortir une baisse sensible et inattendue (de 1,1 %). Au total, les ventes du commerce de détail ont augmenté, en 1987 en volume de près de 6 %, après une hausse de 5,3 % en 1986.

Le ministère a, par ailleurs, indiqué que l'endettement des ménages britanniques avait encore augmenté de 18 % en 1987. L'encours total des crédits accordés par les banques, les distributeurs, les assureurs et les sociétés de crédit immobilier hypothécaire est passé de 30,8 milliards de livres en décembre 1986 à 36,4 milliards en décembre 1987.

Masse monétaire

Ralentissement en novembre en France

L'expansion de la masse monétaire en France, qui avait été forte en octobre, a marqué un ralentissement « perceptible » en novembre, selon les statistiques provisoires de la Banque de France. La variation de M2 (moyens de paiement et placements sur livrets), qui a été récemment retenue comme seul agrégat de référence pour 1988, « longe depuis maintenant cinq mois consécutifs la limite basse de l'objectif de 4 % à 6 % prévu en 1987 (avec 4,1 % en taux annuel, après 4 % en octobre, note l'institut d'émission).

Mais l'agrégat plus large représentant de la liquidité de l'économie, M3, qui comprend, outre les éléments de M2, les placements en titres monétaires, continue à se développer à un rythme supérieur aux objectifs. A la fin du mois de novembre, la hausse de M3 (par rapport à la moyenne du quatrième trimestre 1986) atteint 9,4 % (contre 9,5 % en octobre), alors que la fourchette retenue comme objectif est de 3 % à 5 %.

Opérations courantes

Surplus record pour la Corée du Sud

La balance des opérations courantes (biens et services) de la Corée du Sud a dégagé, en 1987, un surplus record de 9,8 milliards de dollars, contre 4,8 milliards en 1986. Cet excédent est lié d'abord à la forte progression des exportations enregistrées l'an dernier. En augmentation de 36,2 %, celles-ci ont atteint 46,2 milliards de dollars.

Les importations coréennes n'ont cru à que « de 29,7 % pour atteindre 36,5 milliards de dollars. Les gains dégagés par le tourisme se sont élevés à 2,3 milliards de dollars en 1987, contre 1,55 milliard l'année précédente.

Le gouvernement a fait savoir qu'il avait l'intention de limiter, en 1988, son excédent à environ 6 milliards de dollars, de manière à apaiser ses partenaires commerciaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Rentacic

La Sicav des 4 saisons

Sicav à revenus réinvestis

Performance 1987 : + 4,30 % (coupons nets réinvestis)

Montant total des coupons : F 11,81 + F 1,11 d'impôt fiscal

Solde exercice 1986-87 mis en paiement le 29.01.1988 : F 2,99 + 0,26 d'impôt fiscal

Remploi des dividendes globaux sans droit d'entrée jusqu'au 29.02.1988

RENTACIC GROUPE CIC

Le Président François Arzac a déclaré :

« Rentacic a mis en évidence sa capacité de résistance sur un marché obligataire affecté en 1987 par la tension des taux d'intérêt.

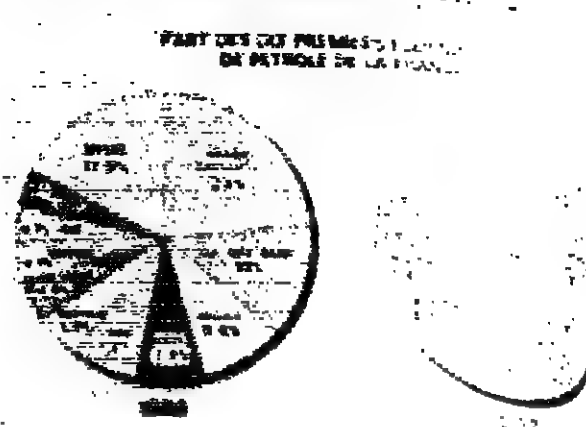
Si la performance de 1987 n'atteint pas les mêmes niveaux que précédemment, elle reflète la politique de gestion prudente, marquée dans le respect des vœux de nos actionnaires, pour qui sécurité et régularité dans la distribution des résultats sont des préoccupations premières.

On escompte pour 1988 une baisse des taux, donc une réappréciation du capital et Rentacic, dont le nombre d'actions a augmenté d'1,1 million en 1987, devrait cette année encore confirmer son caractère attractif ».

(A.G.O. du 14 janvier 1988)

Handwritten signature: J. J. J.

La Grande-Bretagne première de la France en pétrole



La Grande-Bretagne a repris, en 1987, le rôle de premier fournisseur de pétrole de la France. L'année précédente, elle était deuxième, devant l'Arabie saoudite. Cette position est due à la hausse des prix du pétrole, qui a entraîné une augmentation de 36 % des importations britanniques. La France a ainsi augmenté ses achats de pétrole britannique de 24,4 % à 28,3 %, au détriment du pétrole saoudien, qui a diminué de 17 % à 12 %, et du pétrole nigérian, qui a diminué de 14,5 % à 10,5 %. En outre, la France a augmenté ses achats de pétrole britannique de 3,14 % en 1987 à 7,2 % en 1988. La France a ainsi augmenté ses achats de pétrole britannique de 22 % en valeur, la part du pétrole britannique dans les importations de pétrole de la France passant de 9 % à 11 %.

REPÈRES

Balance des paiements
Excédent record en 1987 en RFA

La balance des paiements de la République fédérale d'Allemagne a atteint un excédent record de 10,2 milliards de marks en 1987. Cet excédent est dû à une forte augmentation des exportations, qui ont atteint 10,2 milliards de marks, contre 9,1 milliards en 1986. Les importations ont également augmenté, mais de moins que les exportations, passant de 10,1 à 10,2 milliards de marks. L'excédent de la balance des paiements a permis à l'Allemagne de financer ses investissements à l'étranger et de renforcer sa position économique.

Consommation
Les Britanniques s'endort pour acheter

Les Britanniques ont augmenté leur consommation de pétrole en 1987. Cette augmentation est due à la hausse des températures hivernales, qui a entraîné une augmentation de la consommation de chauffage. Les Britanniques ont également augmenté leur consommation de pétrole pour les transports, en raison de la hausse des prix du pétrole. Cette augmentation de la consommation a entraîné une augmentation des importations de pétrole, ce qui a contribué à l'augmentation de la part du pétrole britannique dans les importations de la France.

FINANCIERS DES MARCHÉS

acac La France des 4 saisons

La France est un pays de quatre saisons. Cette diversité climatique a entraîné une augmentation de la consommation de pétrole pour le chauffage, ce qui a contribué à l'augmentation de la part du pétrole britannique dans les importations de la France.



Pendant que nos délicieux concurrents conjuguent leurs promesses au futur flou, Zenith a développé avec Microsoft* le kit d'adaptabilité d'OS/2*. Alors, faisons un peu de publicité au présent. Zenith est le seul fabricant de compatibles

capable de mettre aujourd'hui sur le marché une configuration qui exploite à fond les capacités d'OS/2*.

Ce système, c'est le Z-386 doté de l'écran FTM* (Flat Technology Monitor) dont les qualités graphiques peuvent être totalement exploitées grâce à l'OS/2* personnalisé par Zenith.

Faut-il rappeler que le Z-386 fonctionne également sous UNIX* et MS-DOS* et qu'il est un véritable système 32 bits, c'est-à-dire doté d'un bus 32 bits capable, entre autres, d'utiliser les mémoires-cache sous tous les systèmes d'exploitation (c'est la première fois sur un micro), d'adresser jusqu'à 16 Méga de mémoire vive et directement 4 Giga-octets de mémoire de masse?

De plus, Zenith a inventé le dispositif Slushware* et le Z-386 est le seul micro à en être équipé. Ce qui explique son exceptionnelle puissance et

sa rapidité de traitement. Ce qui explique aussi que la plupart des développeurs ont compris que le Z-386 + FTM* + OS/2* est l'outil rêvé pour doter le marché des logiciels dont il manque encore.

Alors, nous pouvons dire que nous sommes prêts et que nous sommes les seuls. Faites passer.

Zenith, 167-169, avenue Pablo-Picasso, 92000 Nanterre.

Sur simple appel au (1) 42.43.43.00, vous recevrez immédiatement la documentation et la liste de nos distributeurs agréés.

data systems

70 ANS D'AVANCE

Une fois de plus, on dirait que Zenith a avancé pendant que les autres faisaient de la publicité.



Zenith Data Systems est présent au PC Forum, Bâtiment 7, Niveau 3, Stand E112.

Économie

AFFAIRES

L'offensive de Schneider

Le personnel de Télémécanique veut s'opposer à l'OPA

Le groupe Schneider, qui a lancé le 4 février une offre publique d'achat sur Télémécanique, avait déjà ramassé en Bourse 12,1 % du capital de l'entreprise : le 3 février, il détenait 189 422 actions par le biais d'une sous-filière, la Coparec. Il semblerait que ce soient des gérants de SICAV (Télémécanique en comptait 560 dans son tour de table), attirés par la hausse du titre, qui aient vendu.

Le patron de Schneider, M. Didier Pinaud-Valencienne — DPV, comme le surnomment ses collaborateurs — a donc pris une longueur d'avance sur d'éventuels outsiders et sur les dirigeants de Télémécanique, contrainsts à la défensive. Mais quelle que soit la forme que prendra la riposte de l'état-major de Télémécanique, elle sera

coarse, comme est chère l'offensive de Schneider : pour acquérir la majorité du capital de l'entreprise qu'il convoite, DPV devra déboursé quelque 3,5 milliards de francs. Tout groupe qui se sentira une âme de « chevalier blanc » pour voler au secours de Télémécanique devra donc avoir les reins solides et... la bourse pleine.

Le titre Schneider, qui paraissait convoité jeudi et vendredi derniers à la cote, a retrouvé son calme, cédant un peu de terrain lundi (— 0,9 %).

La détermination dont faisait preuve le personnel de Télémécanique, regroupé derrière son intersyndicale (Confédération autonome du travail, Force ouvrière et CGC), tranchait, en ce début de semaine,

avec la discrétion des responsables de l'entreprise. Ceux-ci n'ont pas encore dévoilé la forme que prendrait leur contre-offensive. Ils semblent attendre que M. Pinaud-Valencienne révèle le prix auquel il se propose d'acquiescer les 38,9 % d'actions qu'il ne détient pas encore. L'annonce de ce prix — autour de 3 900 F — devrait prendre encore quelques jours.

Même s'il réunit son OPA, le plus dur restera à faire pour DPV : convaincre un personnel arborescent derrière sa direction. Une opposition aux allures de résistance, dans un groupe dont la culture d'entreprise semble particulièrement forte.

F. V.

Les raisons d'une résistance

L'exemple ne vient pas toujours de l'étranger. Pratiquement depuis ses origines, en 1924, la Télémécanique électrique ne cesse d'entretenir son particularisme.

Dans ce groupe, qui emploie actuellement 14 000 personnes dans le monde — dont 8 500 en France — on a du goût pour l'innovation sociale et la politique sociale technocratique. « Tout le personnel a été mensualisé en 1946 », rappelle fièrement Jacques Combelle, le secrétaire général de l'entreprise. « Il n'y a plus d'horlogerie de pointe depuis cette époque. » Les usines, implantées d'abord dans l'ouest du pays, ne dépassent jamais la barre des 800 salariés. « Pour garder une taille humaine qui convient au dialogue »,

Mais c'est surtout le système de participation puis d'intéressement, mis en place dès 1930, qui retient l'attention. Sa dernière version, négociée dans la foulée de 1968, fonctionnait encore aujourd'hui. Au cours de ces dix dernières années, ce système aurait permis d'éviter le moindre licenciement, malgré les fluctuations d'activité et la crise.

Des bénéfices partagés

Du bas de l'échelle aux cadres supérieurs, le salaire de tous comprend une partie fixe et une partie variable, liée aux résultats de la société et révisée au mois le mois. Pour l'ouvrier, cette somme s'élève à 10 % du salaire. Pour le directeur général, en revanche, elle est intégrée

dans sa rémunération mensuelle, dont elle peut représenter 50 %.

« En cas de difficultés, les dirigeants en souffrent immédiatement et plus que les autres, fait observer Jacques Combelle. Cela participe de notre sens de la solidarité, de notre culture d'entreprise. » Quand il y a un gâteau à

L'économie de partage

La théorie de l'économie de partage a été développée par l'économiste américain Martin Weitzman. Elle suppose qu'une partie de la rémunération des salariés est variable et dépend des résultats de l'entreprise. Ce système est appliqué au Japon par le biais de primes annuelles (bonuses) et d'actions à long terme (stock options) ou de parts de la société.

A l'équation « salaire rigide-emploi variable », Martin Weitzman oppose sa théorie du salaire variable qui permet d'amoindrir les effets des crises économiques sans recourir, comme c'est le cas habituellement, aux licenciements.

« L'économie de partage », de Martin Weitzman, L'Expansion-Hachette, 224 pages, 95 F.

partager, chacun en profite, à son niveau. Si la période est aux vaches maigres, on se serre coquillement les coudes. Et la culture.

En vertu de ce principe, la méthode s'applique « indifféremment » à l'ensemble des établisse-

ments français. « Nous prônons la solidarité entre les activités et les diverses technologies », souligne M. Combelle. Un administratif et un productif sont soumis à la même règle. Longtemps peu rentables, les unités spécialisées dans l'électronique ont été soutenues par les départements plus profitables qui produisent des commutateurs électriques par exemple. Aujourd'hui, la tendance peut s'inverser sans que les salariés soient pénalisés.

Partagés par moitié au tout début, les bénéfices se sont depuis vingt ans maintenant selon la règle du tiers, approximativement, pour l'entreprise, pour son personnel et pour l'État.

Le plus gros actionnaire

Ramenée à 38,9 %, pour faire droit à une revendication en faveur des bas salaires, la participation colle en outre parfaitement au mode de gestion de la Télémécanique. Le montant de la part variable est établi en fonction du compte prévisionnel, corrigé mensuellement au vu des réalisations et donne lieu, le cas échéant, à une régularisation en fin d'exercice.

Ainsi la totalité de l'entreprise est-elle associée directement aux performances et peut juger des effets de sa bonne ou mauvaise santé. « Les gens ont appris à lier leur salaire sur une longue période, affirme M. Combelle. Ils savent qu'ils doivent compter avec une incertitude. »

Le dispositif s'accompagne d'autres formules originales. Il

existe deux fonds communs de placement qui ont permis au personnel de devenir le plus gros actionnaire du groupe. Un régime spécial de représentation des salariés a été inventé qui, lors des élections, attribue un tiers de participation exceptionnel de 85 %.

Consolidation pluri-annuelle. Chaque groupe de cent personnes dispose d'un représentant au collège des conseillers. Celui-ci constitue un bureau qui représente des postulants pour siéger au conseil de surveillance de la Télémécanique. Avec voix délibérative, ces derniers participent à leur tour à la désignation du directeur.

Les résultats d'une telle politique ? Un consensus s'est instauré, auquel contribuent les syndicats, à majorité Forces ouvrières. L'entreprise peut supporter les coups sans trop de heurts. Et, notamment, le personnel partage les objectifs et connaît une situation plus qu'honorable.

A l'échelon le plus faible, le salaire est de 6 178 F sans intéressement, et de 7 118 F avec 16 % d'intéressement. En revanche, avec la participation, cela correspondait en 1987 à 77 910 F sans intéressement et à 89 186 F avec intéressement.

« L'intéressement est une arme à double tranchant, reconnaît Jacques Combelle, mais c'est aussi un facteur très important pour une politique de qualité des produits. » Celle-ci s'avère indispensable pour une entreprise qui réalise 60 % de son chiffre d'affaires à l'étranger.

ALAIN LEBEAUC.

L'horlogerie française contre-attaque

Durement frappée par la concurrence étrangère, l'industrie de la montre franco-comtoise a décidé de contre-attaquer en développant une grande marque horlogère, qui diffusera en France et à l'étranger des montres 100 % françaises dans une gamme de prix de 800 F à 1 300 F.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du contrat pour le développement de l'industrie horlogère signé début février à Besançon et liant l'Etat, la région de Franche-Comté et le comité de développement professionnel de l'horlogerie. Les pouvoirs publics apporteront leur soutien financier dans les limites des règlements communautaires.

(Publié)
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS
DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE
37, quai Gallieni — 92151 SURESNES CEDEX

Avis d'ouverture d'enquête publique — commune de SURESNES
RN 185 et 187. — AMÉNAGEMENT DE LA TÊTE RIVE GAUCHE DU
POINT DE SURESNES. — BRETELLE DE RACCORDEMENT.
ÉLARGISSEMENT DU BOULEVARD HENRI-SELLIER.

Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 21 janvier 1988, il a été prescrit une enquête sur l'utilité publique du projet initial RN 185 et 187, aménagement de la tête rive gauche du pont de Suresnes, bretelle de raccordement et élargissement de boulevard Henri-Sellier sur le territoire de la commune de SURESNES.

Les pièces du dossier concernant cette enquête seront déposées pendant 32 jours consécutifs du 1^{er} mars au 1^{er} avril 1988 inclus à la mairie de Suresnes, direction des services techniques, 61, rue Carnot, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h, et de 13 h 30 à 18 h.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours, heures et lieux ci-dessus. Elles pourront de même les adresser à M. ROGER FRIEDMANN, ingénieur de l'Ecole polytechnique, Expert agréé, 22 bis, rue de Suresnes, 75015 Paris, nommé Commissaire-enquêteur.

Cette-ci recevra le public en mairie de SURESNES, direction des services techniques, les 10, 17 et 28 mars 1988, de 14 h à 17 h.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public en mairie de SURESNES et à la préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement, bureau des affaires générales, 23^e étage, aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R. 11-14-7 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

AGRICULTURE

Manifestations en Bretagne

Les éleveurs de porcs s'inquiètent de la baisse des prix et de la surproduction

BREST
de notre correspondant

Les producteurs de porcs du Finistère ont manifesté lundi 8 février à Quimper, à Brest et à Morlaix, à l'appel de la Fédération départementale des syndicats d'éleveurs porcins et du Centre départemental des jeunes agriculteurs, pour crier leur mécontentement consécutif à l'engorgement des marchés.

Venus avec des tracteurs, ils ont déversé du foin dans les rues et lâché des centaines de porcs. A Brest, M. Guillaume Roué, président de la FDSEA du Finistère et secrétaire général de la Fédération nationale porcine, n'a pas exclu une action plus dure dans les jours prochains.

La filière porcine traverse une crise particulièrement aiguë dont les éleveurs bretons font les frais ; on estime à deux cent mille le nombre des porcs actuellement en stock dans la région, soit l'équivalent de 5 % de la production annuelle.

Cette saturation du marché s'ajoute à un niveau de cours très bas depuis seize mois. La baisse du prix des aliments de bétail a permis jusqu'ici aux producteurs de se maintenir et aussi, souligne la FDSEA, « leur esprit de compétitivité ». Mais les éleveurs sont, depuis plusieurs jours, dans l'impossibilité d'écouler leur production, et doivent continuer à nourrir des porcs qui seront déclassés. Trente mille unités, selon la FDSEA, n'ont pas trouvé preneur la semaine dernière. Il risque d'y en avoir cinquante mille

cette semaine. Le 8 février, les prix ont encore baissé au marché de Lorient, à 8,79 F le kilo. Raison du marasme : la surproduction européenne ; les pays communs européens produisent plus que leur consommation.

« Les Pays-Bas exportent leur crise »

En revanche, la France ne fournit que 77 % de ses besoins. Mais les Bretons, principaux pourvoyeurs des exportations des Néerlandais, qui ont fait croire l'an dernier leur production de 15 % pendant que celle-ci augmentait de 5 % en France. « Les Pays-Bas exportent leur crise sur notre marché national, avec des prix inférieurs de 0,50 F aux nôtres », assure M. Roué.

Les producteurs se retournent vers les pouvoirs publics, afin qu'ils prennent, dans un premier temps, des mesures pour limiter les deux cent mille porcs en trop. Ensuite, pour la FDSEA du Finistère, il faut qu'ils apportent des subventions aux opérateurs sur les marchés, ou aider les éleveurs pour vendre à un prix inférieur à celui des Néerlandais, ou trouver des débouchés dans les pays de l'Est. « Sinon, assure M. Roué, ce sera la faillite. »

Selon une étude du Centre d'économie rurale du Finistère, pendant les six derniers mois de 1987, sur un échantillon de cent vingt exploitations de quatre-vingt-dix truies, les bénéfices étaient quasiment nuls.

GABRIEL SIMON.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) rendu le 17 septembre 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour BLESSURES INVOLONTAIRES AVEC ITT SUPPLÉMENTAIRE A TROIS MOIS, INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ, — pour avoir à Paris, le 12 septembre 1986, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements été involontairement la cause de blessures sur la personne de Nazim Malik, ayant entraîné pour ce dernier une incapacité totale de travail personnel de plus de trois mois.

— pour avoir à Paris, le 12 septembre 1986, été responsable d'un chantier soumis aux dispositions du Code du travail, relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail.

1^o en mettant à la disposition du salarié une échelle d'une rampe inséparable pour supporter les charges et les efforts auxquels elle était soumise.

2^o en laissant la trémie d'accès au sous-sol non clôturée (un salarié concerné).

À la peine de DEUX amendes de TROIS MILLE FRANCS chacune, le sieur LAFORME Lucien, né le 13 février 1942 à Saint-Denis-de-Pain (Cher), peintre, demeurant 25, avenue des Pavillons à Aubry-sur-Bois (93).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal Le Monde.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) en date du 30 octobre 1987, la 11^e chambre, 2^e section du tribunal correctionnel de PARIS, a condamné pour fraude fiscale — omission de passation d'écritures, le sieur EURIPIDES Alexandre, né le 25 mars 1946 à Volos, Grèce, restaurateur, demeurant 5, parvis de la Bièvre à Aubry-sur-Bois, à la peine de HUIT MOIS d'emprisonnement avec sursis.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le JOURNAL OFFICIEL ainsi que dans les quotidiens FRANCE-SOIR et LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) en date du 29 octobre 1987, la 11^e chambre, 2^e section du tribunal correctionnel de PARIS, a condamné pour fraude fiscale — omission d'écritures dans un livre comptable, à la peine de DIX-HUIT MOIS d'emprisonnement avec sursis.

M. GUEZ, épouse BENSAMOUN Sylvie Zaira Sarah, née le 15 octobre 1944 à Tunis, Tunisie, employée comptable, 55, rue Rouget-de-l'Isle à Paris, Seine-Saint-Denis.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au Journal Officiel et dans les quotidiens France-SOIR et LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné DESJARDINS Bernard, né le 19 juin 1921 à MONTIGNY-SUR-AVRE (26), directeur commercial, demeurant Domaine du Lac à VEIGNE (37), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Par extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 22 octobre 1987, la cour d'appel d'ANGERS a condamné LANDAIS Jean-Clément, né le 19 septembre 1945 à LASSE (49), responsable station, demeurant Le Petit-Bos à SAINT-GERMAIN D'ARCE (72), aux peines de 4 MOIS d'EMPRISONNEMENT avec sursis, 692 amendes de 50 FRANCS chacune pour usage de documents administratifs comportant des mentions inexactes, contravention aux règles de commercialisation des pommes.

Le tribunal a, en outre, ordonné au frais du condamné

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire, en date du 28 octobre 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour BLESSURES INVOLONTAIRES - INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics), pour avoir à Paris, le 26 mars 1985, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité :

- à la peine de deux mois d'emprisonnement avec sursis ;

- à la peine de deux mois d'emprisonnement avec sursis ;

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré par le greffier, à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire, en date du 9 octobre 1987, la 11^e chambre, 2^e section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour FRAUDE FISCALE - OMISSION DE PASSATION D'ÉCRITURES, la dame AMAR, épouse LIBERT, demeurant 22, rue de Valenciennes à Paris-11^e :

- à la peine de QUATRE MOIS d'emprisonnement avec sursis ;

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au Journal Officiel de la République française ainsi que dans les quotidiens France-Sol et le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire, en date du 411 CPP, en date du 26 octobre 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics), pour avoir à Paris, sur un chantier, 251 à 255, rue Vauvray (15^e), le 3 février 1987, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en laissant travailler :

- trois ouvriers à des tâches de démolition de planchers, démolition de casques ;

- deux ouvriers qui disposaient de scies circulaires et non conformes aux dispositions de l'article 17 du décret du 5 janvier 1965 ;

- deux ouvriers sans casque, se déplaçant sur un plancher fortement incliné, sans aucune protection contre les risques de chute dans le vide, alors qu'il était à plus de 6 mètres de hauteur, à la peine de SEPT AMENDES DE MILLE CINQ CENTS FRANCS chacune, le sieur BELLON Roland, né le 30 avril 1931 à Paris-15^e, gérant à la SARL DRI (Démolition Rénovation Installation) demeurant 6, square Eliezer d'Aquitaine à Cesson-la-Forêt (Seine-et-Marne). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

PARQUET DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE VERSAILLES

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire rendu le 28 février 1986, la 6^e chambre correctionnelle a condamné : M. DE COPPEL Gérard, né le 11 avril 1930 PARIS (16^e), demeurant 12, rue du Général Pershing, VERSAILLES 78000, professeur d'écriture, à la peine de 8 MOIS AVEC SURSIS ET 15 000 F D'AMENDE - pour à VERSAILLES, courant 1981, 1982, 1983, s'être frauduleusement soustrait à l'établissement et au paiement de la taxe à la valeur ajoutée due au titre de la période du 1^{er} janvier 1981 au 31 décembre 1982, et en ayant volontairement omis de souscrire des déclarations dans les délais prescrits, fait consistant l'insuffisance de fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire, en date du 23 octobre 1987, la 11^e chambre, 2^e section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour FRAUDE FISCALE - OMISSION D'ÉCRITURES DANS UN LIVRE COMPTABLE :

- à la peine de HUIT MOIS d'emprisonnement avec sursis ;

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au Journal Officiel de la République française ainsi que dans les quotidiens France-Sol et le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier, à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire, en date du 19 octobre 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour BLESSURES D'UN LŒVREUX - INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - EMPLOI D'UN ÉTRANGER NON Muni DE TITRE D'AUTOUR SAINT A EXERCICE D'ACTIVITÉ SALAIRE EN FRANCE, pour avoir à Paris, le 16 octobre 1986, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité :

1^o enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en laissant travailler un employé à proximité d'un système de stockage de gaz de ville qui ne présentait pas de garantie de sécurité suffisante puisque l'ensemble, environ 600 kg s'est effondré ;

2^o s'est rendu coupable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident du travail) ;

3^o pour avoir engagé ou conservé à son service, un étranger non muni de titre l'autorisant à exercer une activité salariée en France, en l'espèce M. Koulibaly Gassoum, de nationalité malienne, le sieur Robert Jean, né le 3 décembre 1943 à Galesi (Roumanie), artisan-serrurier demeurant 30, rue Claude-Tilly à Paris-12^e, à la peine de 8 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 5 000 FRANCS d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré par le greffier, à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement du tribunal correctionnel d'Evry en date du 8 juillet 1987, le nommé ZOLGHERO Benigno, demeurant à VILLEJUST (91), 6 impasse de la Rue de l'Éclair, a été condamné à la peine de QUATRE MOIS D'EMPRISONNEMENT AVEC SURSIS, pour fraude en vue de se soustraire à l'établissement et au paiement de l'impôt et omission d'écriture dans un livre comptable. POUR CONFORME LE GREFFIER.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Condamnation pénale

Par arrêt de la 13^e Chambre de la Cour d'appel de Paris, du 28 octobre 1987, section A, M. BOGAT Gilles, né le 3 mars 1950 à Dole (Côte d'Or) demeurant à EPINAY-SUR-SEINE (93), 14, rue Dumas, condamné C. a été condamné à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende, pour publicité fautive de nature à induire en erreur tromperie sur la nature, la qualité, la quantité ou l'origine d'une marchandise, tromperie sur la quantité des marchandises ; faits commis à Paris, le 6 février 1985. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux LE MONDE et LE FIGARO.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. POUR LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Condamnation pénale

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 29 octobre 1987, M. NAGY Pierre, né le 22 décembre 1942, à INEGZANA (Maroc), demeurant 13, rue du Général Pershing, à Versailles (78000), a été condamné à DIX MILLE FRANCS d'amende, pour fraude fiscale (faits commis à Paris, courant 1980 et 1981).

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans LE JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE, LE FIGARO.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. POUR LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Condamnation pénale

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 29 octobre 1987, M. DECAMPS Adrien, né le 1^{er} avril 1936 à SIDI-BEL-ABBES (Algérie), demeurant 6, av. Normandie-Niemen, à Villeparisis (77270), a été condamné à DIX MILLE FRANCS d'amende, pour fraude fiscale (faits commis à Paris, courant 1980 et 1981).

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans LE JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE et LE FIGARO.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. POUR LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Condamnation pénale

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'appel de Paris, du 28 octobre 1987, M. VAN HULLE Marcel, né le 27 novembre 1939, à SCHAEERBECK (Belgique) demeurant 27, avenue Marconi, 1810 WEMMEL, à Bruxelles (Belgique), a été condamné à 10 000 F d'amende, pour soustraction frauduleuse à l'établissement et au paiement de l'impôt sur le revenu dû pour les années 1979, 1980 et 1981.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans LE JOURNAL OFFICIEL, LA VOIX DU NORD, LE MONDE, ainsi que l'affichage de cet arrêt par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de BRUXELLES, et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 1, av. Guymer à MARCO-EN-BARGEUIL (Nord) où M. VAN HULLE exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. POUR LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Condamnation pénale

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'appel de Paris, du 21 octobre 1987, M. AUBOYNEAU Bernard, Léon, né le 14 décembre 1951, à Paris-16^e, demeurant chez ses parents, 2, place de la Porte d'Antoinette, à Paris-16^e, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris-16^e et sur la porte extérieure de l'immeuble sis rue Le Bouteux-Villain à GONNEVILLE-sur-MER, où M. AUBOYNEAU Bernard exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. POUR LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Condamnation pénale

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 10 mars 1987, M. ZERBI Jean, Antoine, né le 29 octobre 1921 à Charleville-Mézières (08), demeurant à Vitry-sur-Seine (94400), 1, place des Roses, a été condamné à 15 mois d'emprisonnement avec sursis et 30 000 F d'amende, pour fraude fiscale.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux LE JOURNAL OFFICIEL, LE FIGARO et LE MONDE ainsi que l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Vitry-sur-Seine (94400). Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. POUR LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Audience publique du Tribunal correctionnel de Pontoise, en date du 1^{er} décembre 1987. A la requête de M. le Procureur de la République contre le nommé LEFEVRE Gérard, né le 20-08-1948, à La Ferté (60), demeurant à CHANTILLY (60), 6, avenue de Chartres, a été déclaré coupable d'arrêt à Saint-Ouen-L'Aumône, courant 1985, en tout cas par le Val-d'Oise et depuis temps non couvert par la prescription omise de fournir des échafaudages, planches-formes, passerelles ou toutes autres installations destinées à empêcher les chutes de personnes, d'objets et de matériaux, conformes aux lois et règlements applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment ou des travaux publics. Faits constituant autant d'infractions que de salaires employés dans les conditions sus-visées, en l'espèce 11 salariés.

Condamné Gérard LEFEVRE à 11, soit 22 000 F, dont la moitié avec sursis.

Ordonne la publication de cet arrêt de jugement dans LE MONDE, à concurrence de 8 500 F (non insertion), le texte aux frais du condamné. Pour extrait conforme. LE GREFFIER.

Par arrêt contradictoire du 24 juin 1987, la Cour d'appel d'Alger-Provence, 5^e chambre, a déclaré DAKIAN Roger, né le 7 septembre 1948 à ORAN (Algérie), demeurant 47, rue du Tapis-Vert à Marseille (13001) coupable d'avoir commis des FRAUDES FISCALES, l'a condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et à 30 000 F d'amende.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) rendu le 25 septembre 1987, la 31^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ concernant deux salariés pour avoir à Paris, 25 février 1986, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Code du travail en faisant travailler deux salariés sur un échafaudage non conforme aux prescriptions des articles 114 à 115 du décret du 8 janvier 1965, comme n'étant pas muni, notamment de garde-corps, en ne possédant pas le registre de sécurité relatif à cet échafaudage roulant, et précisé par les articles 1148 et 115 du décret du 8 janvier 1965 (deux salariés concernés) à la peine de deux amendes de 2 000 F chacune.

BALAC Yves, né le 5 mars 1947 à Paris-15^e, PDG de société, demeurant 138, rue Tabaré à Saint-Cloud (92). Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement contradictoire, rendu le 14 octobre 1987, la 31^e Chambre du tribunal correctionnel de Paris, a condamné pour : USAGE D'APPAREIL DANGEREUX OU DE SYSTÈME DE SÉCURITÉ INEFFECTIF, pour avoir à Paris, courant octobre et novembre 1986, étant dirigeant d'un établissement soumis aux dispositions du livre II du titre III du Code du travail, et notamment à celle de l'article 233-5 et aux prescriptions du décret 80-543 du 15 juillet 1980, pris pour son application, fait utiliser par des salariés une machine à trancher le jambon dont le garde-main solide du chariot destiné à empêcher l'accès de la main à la partie travaillante du couteau avait été démonté de la machine, à la peine de quatre amendes de TROIS MILLE francs chacune, M. CHARLAT Eric, Romani, né le 17 janvier 1960 à La Tronche (Isère), gérant de la SARL « Le Relais du Maine », 15, rue Guy-de-La Brosse, à Paris, 9^e.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire), art. 411 CPP, en date du 21 septembre 1987, la 31^e Chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ, pour avoir à Paris, le 9 janvier 1987, étant responsable par délégation du chef d'établissement des lieux soumis aux dispositions du Livre II, titre III du Code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux publics, du bâtiment ou tous autres travaux concernant les immeubles, en faisant travailler un ouvrier à une hauteur de 16 m sans protection individuelle, le sieur COCHARD Michel, André, né le 7 avril 1940 à Paris (14^e), directeur d'exécution à l'entreprise S.C.R., demeurant 25, rue du Regard, à Fresnes (94), à la peine de 10 000 F d'amende.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) rendu le 14 septembre 1987, la 31^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics) - pour avoir à Paris, le 19 février 1986, étant responsable par délégation du chef d'établissement, d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du Code du Travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler un ouvrier à une hauteur de plus de trois mètres de hauteur, sans avoir mis en place des garde-corps et des plateformes de travail réglementaires.

- à la peine de quatre amendes de DEUX MILLE francs chacune, le sieur BLANCHETEAU Simon André, né le 14 juillet 1930 aux Lilles (93), demandeur d'emploi, demeurant 1, rue de Lagny à Pontault-Combault (77).

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 30 juin 1987, la 11^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, omission de passation d'écritures, le sieur Galland Michel de Chantilly Daniel, né le 29 février 1944 à Vernueil-sur-Avre (Eure), conseiller en marketing, demeurant 60, rue Rebeval à Paris-19^e, à la peine de quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais des condamnés la publication par extrait de ce jugement au JOURNAL OFFICIEL ainsi que dans LE MONDE et LE FIGARO.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 30 juin 1987, la 11^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, omission de passation d'écritures, le sieur Galland Michel de Chantilly Daniel, né le 29 février 1944 à Vernueil-sur-Avre (Eure), conseiller en marketing, demeurant 60, rue Rebeval à Paris-19^e, à la peine de quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais des condamnés la publication par extrait de ce jugement au JOURNAL OFFICIEL ainsi que dans LE MONDE et LE FIGARO.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) rendu le 25 septembre 1987, la 31^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ concernant deux salariés pour avoir à Paris, 25 février 1986, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Code du travail en faisant travailler deux salariés sur un échafaudage non conforme aux prescriptions des articles 114 à 115 du décret du 8 janvier 1965, comme n'étant pas muni, notamment de garde-corps, en ne possédant pas le registre de sécurité relatif à cet échafaudage roulant, et précisé par les articles 1148 et 115 du décret du 8 janvier 1965 (deux salariés concernés) à la peine de deux amendes de 2 000 F chacune.

BALAC Yves, né le 5 mars 1947 à Paris-15^e, PDG de société, demeurant 138, rue Tabaré à Saint-Cloud (92). Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 14 septembre 1987, la 31^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour SUPPRESSION DES SIGNES SERVANT À L'IDENTIFICATION DES MARCHANDISES - VENTE OU EXPOSITION DE MARCHANDISES SANS SIGNES D'IDENTIFICATION DE LA CONVENTION DE NON RESPECT DES RÈGLES D'HYGIÈNE - pour avoir à Paris, le 24 novembre 1986 :

- le sieur NOUGER Alain frauduleusement suppléant par arriachage des étiquettes, les dates limites de consommation qui étaient indiquées sur 20 saucissons, et de les avoir exposés à la vente ;

- le sieur CAQUET Jean-Pierre ;

- le sieur NOUGER Alain, directeur de magasin, demeurant 14-16 rue Masset à Livry-Gargan (93) ;

- à la peine de TROIS MOIS d'emprisonnement avec sursis et CINQ MILLE francs d'amende pour le délit et à la peine de CINQ CENTS francs d'amende pour la contravention.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré par le greffier, à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Par arrêt contradictoire du 9 septembre 1987, la Cour d'appel d'Alger-Provence, 5^e chambre, a déclaré : M. MESCHICHÉ Georges, né le 14 juillet 1935 à Bougie (Algérie), gérant de société, demeurant 14, place Félix-Beret, 13005 Marseille, coupable de FRAUDE FISCALE commise courant 1981, 1982, 1983.

L'a condamné à 1 AN avec sursis et à l'épreuve pendant 3 ans et à 100 000 F d'amende.

Cette juridiction a ordonné la publication dans les quotidiens LE JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE, LE MÉRIDIEN, LA MARSEILLAISE, LE PROVENÇAL, LE FIGARO. POUR EXTRAIT conforme. LE GREFFIER EN CHEF.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE VERSAILLES

Par jugement contradictoire, rendu le 28 février 1986, la 6^e chambre correctionnelle a condamné M. ALABOUVETTE Raymond né le 10 août 1924 à Pontortier (25), demeurant 15, rue Paul-Doumer 78 Versailles, chirurgien dentiste, à la peine de 1 AN de prison avec sursis et 50 000 F d'amende, pour :

1^o s'être, comme chirurgien dentiste, couronné 1980, 1981 et 1982, à Versailles 78, en tout cas depuis temps non prescrit sur le territoire national, frauduleusement soustrait à l'établissement et au paiement de l'impôt sur le revenu dû au titre des années 1979, 1980 et 1981, en ayant volontairement omis de souscrire les déclarations fiscales catégoriques globales ;

2^o avoir dans les mêmes circonstances de temps et de lieu sciemment omis de passer des écritures ou avoir fait passer des écritures faussées ou fictives au livre journal et au livre recettes ;

3^o avoir couronné 1982, dans les mêmes circonstances susvisées une convocation l'autorisant à faire une période militaire déléguée par l'hôpital militaire Dominique Larrey à Versailles, d'avoir le 16-3-1982 à Versailles, dans les mêmes circonstances fait usage dudit document qu'il savait falsifié.

Faits prévus et répétés par les articles 1741 à 1743 du Code général des impôts 153 AL 1 et IL 4 du Code Pénal.

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné : la publication par extrait du présent jugement dans J.O.R.F. et dans LE MONDE ; l'affichage par extrait, en vertu des dispositions de l'article 1741 alinéa 3 du Code général des impôts. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 14 septembre 1987, la 31^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour SUPPRESSION DES SIGNES SERVANT À L'IDENTIFICATION DES MARCHANDISES - VENTE OU EXPOSITION DE MARCHANDISES SANS SIGNES D'IDENTIFICATION DE LA CONVENTION DE NON RESPECT DES RÈGLES D'HYGIÈNE - pour avoir à Paris, le 24 novembre 1986 :

- le sieur NOUGER Alain frauduleusement suppléant par arriachage des étiquettes, les dates limites de consommation qui étaient indiquées sur 20 saucissons, et de les avoir exposés à la vente ;

- le sieur CAQUET Jean-Pierre ;

- le sieur NOUGER Alain, directeur de magasin, demeurant 14-16 rue Masset à Livry-Gargan (93) ;

- à la peine de TROIS MOIS d'emprisonnement avec sursis et CINQ MILLE francs d'amende pour le délit et à la peine de CINQ CENTS francs d'amende pour la contravention.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal LE MONDE.

Pour extrait conforme délivré par le greffier, à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Second marché

Marché des options

MATIE

INDICES

[illegible]

TALX DES EUROMOYNAES

BOURSE DU 8 FEVRIER

Règlement mensuel

Règlement mensuel										VALEURS									
Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -		
1000	A.R. # 1875	1588	1588	1589	+ 0.06	1000	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1000	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -		
1002	C.N.E. 3%	3881	3880	3880	+ 0.25	1002	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1002	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1004	B.A.P. T.P.	1030	1032	1032	+ 0.19	1004	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1004	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1006	C.C.F. T.P.	960	966	964	+ 0.40	1006	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1006	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1008	Cad. Lym. T.P.	1650	1651	1651	+ 0.03	1008	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1008	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1010	Cad. Lym. T.P.	1650	1651	1651	+ 0.03	1010	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1010	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1012	Phos. Prod. T.P.	1370	1376	1375	+ 0.36	1012	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1012	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1014	St-Gabriel T.P.	1242	1242	1242	+ 0.00	1014	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1014	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1112	Thomson T.P.	1131	1137	1137	+ 0.53	1112	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1112	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1114	Thomson T.P.	1131	1137	1137	+ 0.53	1114	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1114	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1200	Agrop. Hesse	468	475	472	+ 0.44	1200	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1200	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1202	Al. Liquide	441	440	456	+ 2.96	1202	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1202	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1204	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1204	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1204	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1206	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1206	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1206	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1208	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1208	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1208	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1210	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1210	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1210	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1212	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1212	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1212	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1214	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1214	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1214	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1216	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1216	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1216	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1218	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1218	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1218	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1220	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1220	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1220	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1222	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1222	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1222	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1224	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1224	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1224	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1226	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1226	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1226	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1228	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1228	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1228	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1230	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1230	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1230	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1232	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1232	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1232	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1234	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1234	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1234	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1236	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1236	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1236	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1238	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1238	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1238	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1240	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1240	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1240	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1242	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1242	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1242	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1244	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1244	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1244	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1246	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1246	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1246	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1248	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1248	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1248	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1250	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1250	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1250	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1252	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1252	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1252	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1254	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1254	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1254	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1256	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1256	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1256	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1258	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1258	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1258	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1260	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1260	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1260	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1262	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1262	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1262	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1264	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1264	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1264	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1266	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1266	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1266	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1268	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1268	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1268	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1270	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1270	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1270	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1272	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1272	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1272	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1274	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1274	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1274	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1276	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1276	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1276	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1278	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1278	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1278	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1280	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1280	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1280	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1282	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1282	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1282	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1284	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1284	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1284	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1286	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1286	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1286	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1288	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1288	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1288	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1290	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1290	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1290	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1292	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1292	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1292	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1294	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1294	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1294	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1296	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1296	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1296	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1298	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1298	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1298	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1300	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1300	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1300	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1302	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1302	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1302	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1304	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1304	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1304	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1306	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1306	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1306	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1308	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1308	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1308	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	
1310	Almond	1670	1686	1670	+ 0.98	1310	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1310	Compan	VALEURS	Cours prédict.	Premier cours	Dernier cours	% +	

Comptant (réélection)										SICAV (réélection)										8/2		
VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachat net	
Obligations				Centrom (W)	185	198	d	Louis (B)	1100	1155	Trenet-Angelus	270	270	A.A.A.	893 85	895 81	France Fleurs	91 58	91 51	Paribas Espagne	100 85	100 87
				Centrom (W)	112	114		Lucia	850	850	Tout Etat	380	380				France Régions	87 53	882 75	Paribas France	75 18	73 18
				Centrom (W)	178	178		Magasin (B)	84	80	Union S.M.D.	483	510				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				Centrom (W)	128	126		Magasin (W)	131 10	136 30	U.A.P.	235	240 10				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I.C. (Banc. del)	485	471 80		Magasin (S)	100 50	100 50	U.T.A.	906	930				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	650	650		Milano Part.	210	212	Venez Cloquet	2400	2400				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Digioly	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082				France Associations	12 76	12 76	Paribas Opposables	80 61	80 61
				C.I. Maritimes	434	450		Milano Part.	405	398	Venez	1040	1082									

14,405 S.E. 83	115 30	14 120	Co Industrie	1883	1885	Grail (L.C.)	1200	1222	A.S.T. Insur.	93 02	91 34	Frail (C.)	880 32	571 74	Placement A.	752 45	752 45
14,405 S.E. 83	115 30	14 120	Comp. Univ.-Alm.	226	229	Grail (L.C.)	763	763	A.S.T. Insur.	107 12	108 09	Frail (C.)	1187 52	1136 71	Placement en-cas	737 70	737 70
12,30 S.E. 84	112 25	13	Compta (Lal)	806	806	Grail (L.C.)	140	140	A.S.T. Insur.	1054 08	1054 08	Frail (C.)	1030 04	1049 59	Placement J.	588 62	588 62
11,15 S.E. 84	111 46	10 626	C.A.P.	10 40	11 30 4	Grail (L.C.)	253 80	274 51	Agilis	642 46	629 22	Frail (C.)	1030 04	1049 59	Placement Premier	557 59	557 59
10,25 S.E. 85	105 15	9 383	Co. Unimont (Sib)	440	440	Grail (L.C.)	143 10	143 10	Alm	122 08	124 83	Grail (C.)	1032 44	1031 23	Placement Second	108 40	108 40
INT 12,75 S.E. 85	104 6	10 946	Odéon	537	530	Grail (L.C.)	207	207	Alm	188 53	188 53	Grail (C.)	132 12	132 12	Placement S.	1094 13	1094 13
INT 14,05 S.E. 1957	104 65	7 044	Duchéy S.A.	361	376	Grail (L.C.)	1180	1180	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
INT 14,05 S.E. 1957	102 50	6 260	Duchéy S.A.	1006	1049 4	Grail (L.C.)	226 10	242	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	150		Duchéy S.A.	1550	1568	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	101 96	1 075	Duchéy S.A.	1170	1175	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	102	1 075	Duchéy S.A.	1050	1052	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	101 97	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	102	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	101 97	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	102	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	101 97	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	102	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	101 97	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	102	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	101 97	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	102	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	102 43
Co. France 3	101 97	1 075	Duchéy S.A.	200	218 30 4	Grail (L.C.)	190	190	Alm	467 46	468 25	Grail (C.)	124 78	124 78	Placement S.	102 43	

VALUES		Cost price	Divers. count																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
--------	--	------------	---------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
2-4 L'annonce par M. Gorbatchev du prochain retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. 5 Le rapport de la commission d'historiens sur l'affaire Weidmann. 6 Les manifestations des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza.	7-8 La campagne pour l'élection présidentielle. 8 Le voyage de M. François Mitterrand à la Réunion.	9 L'affaire des fuites du CSM. 10 Un rapport sur les technologies médicales. - Sports : la préparation des Jeux olympiques de Calgary.	11 Théâtre: Monsieur Véru, mis en scène par Pierre Spivakoff; Une passion dans le désert, de Balzac. 12 Jazz : Carnet à l'Olympia. 13 Communication : le Forum des nouvelles images.	28 M. Leysen dément la clé du dénouement de l'imbroglio de la Générale de Belgique. 30 Le personnel de Télévision s'oppose à l'OPA de Schneider. - Les éleveurs de porc bretons s'inquiètent de la baisse des prix.	Abonnements 16 Annonces classées 20 à 27 Campus 16 Carnet 16 Echecs 15 Météorologie 15 Mots croisés 15 Loto sportif 15 Radio-télévision 15 Spectacles 14	● Bourse : un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille. BOURSE ● Les jeux du Monde. JEUX ● Le portefeuille des particuliers. PRI Actualité, International, Campus, Média, FNAIM, Télématique. 36-15 tapez LEMONDE

En Grande-Bretagne

Les 22 usines Ford totalement paralysées par une grève illimitée

« Il semble que la grève ait été suivie de façon unanime », a indiqué un porte-parole de Ford Grande-Bretagne, le lundi 8 février. La production des vingt-deux usines Ford au Royaume-Uni a été presque totalement paralysée par un mouvement de grève illimité suivi par la quasi-totalité des 32 500 ouvriers. A l'exception de Woolwich, près de Londres, la production a été arrêtée dans toutes les usines du groupe dont l'entrée était filtrée par d'importants piquets de grève.

Les ouvriers de la firme ont rejeté, la semaine dernière, à une majorité de 62 % un compromis salarial négocié entre la direction et les syndicats prévoyant une augmentation des salaires de 7 % en 1988 et de 2,5 % indexée sur l'inflation les deux années suivantes. Ils s'opposent aussi à des projets de la direction visant à accroître la productivité. La direction a annoncé qu'elle annulerait les propositions salariales rejetées par les employés. « Je ne crois pas qu'il soit avisé ou utile d'intervenir », a déclaré de son côté, le 8 février, à la Chambre des communes, M. Norman Fowler, ministre de l'emploi.

Cette grève s'annonce aussi dure que celle de 1978, qui avait duré huit semaines. Elle a déjà des conséquences sur le continent : l'usine Ford de Genk, dans l'est de la Belgique, doit en effet mettre à pied, le 9 février, 2 500 de ses 11 000 employés et interrompre la production des fourgonnettes Transit, dont le moteur est fabriqué en Grande-Bretagne.

Compromis entre le ministère de la culture et la Rue de Rivoli

L'Opéra de la Bastille aura ses ateliers

L'Opéra de la Bastille aura bien ses ateliers de construction de décors. Un compromis entre le ministère de la culture, Matignon et la rue de Rivoli est en passe d'être signé. C'est donc le bon sens qui l'emporte. Lorsqu'il fut décidé, en 1986, après les élections législatives de supprimer ces fameux ateliers, on se demanda ce qu'on allait pouvoir faire de ce terrain tout en longueur, mal fichu, incommode. Un appel d'idées fut lancé. Il n'en sortit pas grand chose : des bureaux, un hôtel, une vague centre artistico-commercial.

La Ville de Paris n'était guère favorable à l'implantation d'une zone de bureaux sur ce site. L'hôtel des Quinze-Vingts, qui avait accepté la façade aveugle des ateliers donnant sur les chambres de malades, refusait les fenêtres indispensables à l'hôtel. Dans tous les cas de figure, il fallait ouvrir une bruyante voie de circulation entre le nouveau bâtiment et l'établissement hospitalier pour la livraison des décors et solliciter un nouveau permis de construire.

En avril 1987, le ministère de la Culture était dans l'impasse. Aussi un compromis fut-il étudié pour maintenir l'essentiel des ateliers sur place et privatiser une partie des surfaces. La solution fut trouvée quand on s'aperçut que la zone destinée au stockage des conteneurs ou était rangés les décors démontés était trop exigüe pour accueillir l'ensemble des productions de l'Opéra sur cinq ans. Cette zone est donc désormais réduite au minimum. Les éléments de cinq ou six spectacles seront conservés. Les autres seront entreposés près de Paris. Le bâtiment ainsi libéré d'une

grande partie de ses servitudes peut être entièrement revu. C'est l'architecte de l'Opéra, Carlos Ott, qui est chargé de refondre ses plans. Il en profitera pour alléger et animer l'austère façade initiale. La hauteur du bâtiment est diminuée de 2 mètres, un décroché de 5 à 6 mètres est prévu face au Quinze-Vingts, le volume de la construction est légèrement réduit à son extrémité. Sur les 14 000 m² restant, la moitié est attribuée à des commerces (FNAC, instruments de musique, arts plastiques).

Sur 7 000 m² se déploieront les ateliers proprement dits (toiles, résines, costumes et réparation). La zone d'assemblage des décors est maintenant, ainsi que l'interface avec les dispositifs scéniques. Une école des arts du décor sera même ouverte sous la houlette de Richard Dondozzi.

Le projet est bien sûr plus cher que ce qui était prévu. Aussi le ministère de la culture envisage-t-il d'aménager le viaduc qui prolonge l'Opéra jusqu'à la rue Moreau : 1 500 m au sol où pourra s'élever l'hôtel tant souhaité et une nouvelle entrée pour l'hôpital.

Enfin, les anciens ateliers de l'Opéra, boulevard Berthier, seront vendus. La Ville de Paris récupérera vraisemblablement ces 36 000 m² auxquels s'ajoutent une vaste zone libérée par la SNCF. Au total une quinzaine d'hectares. Il s'agit maintenant de trouver des hangars (25 000 m²) pour stocker les conteneurs. On parle de Dreux ou de Creil. Reste aussi à régler le dernier problème épineux de l'Opéra : celui de la salle modulable.

EMMANUEL DE ROUX.

Devant l'opposition du Conseil national

Le gouvernement monégasque renonce à l'accord entre TMC et M6

Tébé-Monte-Carlo ne diffusera pas sur le sud de la France les programmes de M6. Reculant devant l'opposition du Conseil national, le gouvernement monégasque a rompu l'accord entre la principauté, actionnaire à 40 % de TMC, et la sixième chaîne de télévision. Cette décision est une victoire pour M. Jean-Louis Médécin, maire de Monaco et président de la station de télévision, qui s'était fermement opposé à l'accord en expliquant que TMC risquait d'y « perdre son identité ».

Les actionnaires français (la SOFIRAD, via Radio-Monte-Carlo) ont accueilli avec amertume l'échec d'un plan, longuement négocié, qui devait résorber les lourdes pertes de Tébé-Monte-Carlo qui pèsent sur les comptes de RMC. Partenaires français et monégasques doivent se retrouver le 12 février au sein du conseil d'administration de Radio-Monte-Carlo pour envisager l'avenir de la station de télévision.

M6, pour sa part, devra se résoudre à mettre en place son propre réseau de diffusion sur la façade méditerranéenne. L'accord avec TMC lui aurait permis de toucher immédiatement deux millions de téléspectateurs supplémentaires, soit une augmentation de 10 % de son public potentiel.

Le Parti démocrate français soutient M. Chirac. — Présidé par M. Guy Gernessou, conseiller de Paris (groupe Rassemblement pour Paris), le PDS a décidé d'apporter son soutien à la candidature de M. Chirac. Parmi ses propositions, le PDS demande une priorité du budget de l'éducation nationale, l'instauration d'un SMIC-Retraite, et l'instauration du quinquennat.

ENTRAÎNEMENT CARNEGIE®

Expression Orale et Relations Humaines



Sachez mieux communiquer

- Augmentez votre maîtrise en entretien, en réunion et en public.
- Améliorez votre qualité de contact, votre influence, votre rayonnement.

Conférences d'information : PARIS : 10, 11 février 90, Champs-Élysées, 19 h.

à noter ! ENTRAÎNEMENTS CARNEGIE® leader mondial de la formation continue. Présentez en France par G&D Weyss Société Civile de Formation (1120.54.01.01).

Sur le vif

Élysée, une, première

Vous avez vu, aujourd'hui, dans « France-Soir », cet avant-papier sur le grand meeting de Mourou au gymnase de Courberin. Figurez-vous que mon Jacquot, il manque pas de culot, s'est invité. L'autre, bon prince, a dit : OK. Seulement, va falloir bosser. Un show, ça se prépare. Ça se travaille, ça se prépare. L'improvisation, ça se calcule au quart de millimètre. Vos cinq grands témoins, une mère de famille, un restaurateur, un artisan, une personne âgée, un Maghrébin, on va leur apprendre à lancer la réplique, à faire court, précis, à causer dans le micro et à respecter le timing.

Important, ça, le timing. Quand on veut passer à la télé, hein, mon Barbe. Lui, il a un défaut, il en a pas qu'un, mais bon, il a aussi celui-là, il arrive toujours en avance. Non, c'est pas une qualité pour un politicien, faut savoir se faire désirer. Et puis, l'heure d'est l'heure. Tenez, hier, à Lyon, sa fameuse déclaration — qui c'est qui sera candidat, c'est moi, c'est moi,

— son numéro de haute voltige en direct et en une seule prise, pas comme cet âne de Chirac qui a dû s'y reprendre à six fois, est tombé complètement à plat. Il a démarré trop tôt, prenant de court la plupart des caméras. Résultat, cet événement mondial, les populations haletantes n'y ont eu droit qu'en différé.

A quoi ça sert d'apprendre son texte par cœur, si on est capable de se servir d'un prompteur sans que ça se remarque, façon Reagan, hein mon Mimi? Lui, il a mis le temps, mais là, ça y est! Le sourire linéaire au carré, la pupille papillonnante scotchée et serinée, il trône, en maître sur le petit écran. Maître après Dieu. Notez, Dieu, ça y est aussi. Il est entré en communication avec lui. Par le truchement d'Élie Wiesel. Ils lui consacrent un livre. Sortie en librairie début juillet. L'Évangile selon saint François est en bonne voie.

CLAUDE SARRAUTE.

A Puy-Guillaume

Le bureau de M. Michel Charasse cambriolé

M. Michel Charasse, conseiller auprès du chef de l'Etat, a indiqué, le mardi 9 février, que son bureau de l'hôtel de ville de Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme), dont il est maire, avait été cambriolé dans la nuit de lundi au mardi.

En voyage à la Réunion avec M. François Mitterrand, M. Charasse, qui est également sénateur socialiste du Puy-de-Dôme, a précisé que le ou les voleurs ont emporté tous les cachets officiels de la mairie, la grille (signature personnelle de M. Charasse), le papier à ex-éto de la mairie, du Sénat et de l'Élysée. De l'argent, qui se trouvait dans le tiroir du bureau d'un secrétaire, n'a pas été dérobé. La gendarmerie a ouvert une enquête. M. Charasse a, par ailleurs, indiqué qu'il avait demandé au préfet du Puy-de-Dôme d'informer le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, de ce vol.

SAS achète 40 % de la Compagnie nationale argentine

Après avoir vainement cherché à prendre le contrôle de la compagnie belge Sabena, la compagnie britannique SAS voit ses tentatives d'alliance couronnées de succès en Amérique latine. En effet, le gouvernement argentin a accepté de lui vendre 40 % des actions de la compagnie nationale Aerolineas Argentinas.

La SAS, qui est une entreprise privée argentine, a accepté de lui vendre 40 % des actions de la compagnie nationale Aerolineas Argentinas à un prix qui sera déterminé par une commission désignée par la Banque mondiale. 9 % d'actions supplémentaires seront proposés au personnel de la compagnie. Il y a un mois, l'autre compagnie argentine, Austral, avait été vendue à une entreprise privée argentine.

Il s'agit pour le gouvernement de Buenos-Aires de réduire la part de l'Etat dans l'économie nationale et, par conséquent, les déficits budgétaires. De son côté, SAS semble avoir enfin trouvé le partenaire qui lui permet de pallier sa localisation par trop septentrionale.



Le FFJudo et LE MONDE s'associent pour vous proposer un grand mensuel de judo et de jujitsu.

Un million de participants vont désormais pouvoir suivre leurs champions jusqu'aux jeux olympiques.

Tous les français vont maintenant pouvoir comprendre et se passionner pour ce sport merveilleux en lisant

JUDO mensuel

Je désire m'abonner pour ☐ 10 numéros : 100 F ☐ 20 numéros : 190 F
NOM Prénom
Adresse CP
Je joins un chèque bancaire ou postal de F à l'ordre de FFJDA
43, rue des Plantes 75000 PARIS CEDEX 14 - Tél. (1) 45 42 80 90

MACINTOSH II, C'EST LA PLUS FORTE TÊTE DU CLAN MACINTOSH.

46 900 F HT

Macintosh II Mo, disque dur interne 40 Mo, 1 lecteur interne, clavier étendu + écran DIMENSION 19 pouces monochrome + carte vidéo haute résolution IC Products.

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4 • 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6 • 91 37 25 03

L'avenir de la Sécurité sociale
Le gouvernement limite la portée de l'avis demandé au Conseil économique et social

L'examen des moyens de rétablir l'équilibre à long terme du régime général de sécurité sociale, demandé le lundi 8 février au Conseil économique et social par M. Jacques Chirac, confirme la stratégie gouvernementale sur ce dossier (Le Monde du 16 janvier).

En effet, il s'agit, en premier lieu, de trouver des solutions au « déficit structurel de l'assurance-vieillesse », en restant dans le cadre du système actuel. D'autre part, le premier ministre ne s'est guère hâté pour saisir le Conseil économique, alors que les éléments de la « note de problématique » avaient

été transmis à Matignon par le ministère des affaires sociales dès la fin de décembre 1987 ; il n'a pas demandé de « procédure d'urgence », ce qui renvoie le rapport du CES au mieux à la date de l'élection présidentielle, « les meilleurs délais compatibles avec l'ampleur des travaux demandés ».

La note de problématique qui accompagne la lettre de saisine du premier ministre reprend pour l'essentiel les « principales lignes de force du rapport des sages », notamment en matière d'assurance-vieillesse. Pour-on uniquement accroître les recettes pour faire face à des charges qui, à réglementation constante, augmentent de 84 % d'ici à l'an 2000 ? Faut-il reculer l'âge de départ à la retraite, (en relevant l'âge minimum pour la retraite à taux plein, en allongeant la durée d'assurance, comme l'ont fait à l'avance plusieurs pays, en favorisant financièrement des départs plus tardifs ? Faut-il renforcer le « caractère contributif » de l'assurance-vieillesse en relevant les règles de validation ou certains avantages accordés qui, ensemble accroissent les charges du régime de 25 % ? Faut-il réexaminer les règles de réévaluation pour suivre l'évolution des rémunérations nettes des salariés ?

Toutefois, la note circonscrit le travail du Conseil économique et social de façon plus précise. Il s'agit tout d'abord de conforter le régime actuel, de « garantir la pérennité d'un système » auquel le premier ministre se dit « profondément attaché », comme les Français. En particulier, « le gouvernement reste convaincu que seule la répartition peut fonder un véritable système de retraite pour tous les Français » ; l'apport de la capitalisation (par exemple à travers le plan-épargne retraite de

M. Balladur) « est nécessaire à titre de complément ».

Les réformes techniques elles-mêmes ne doivent pas aboutir à un bouleversement du système : l'assurance-vieillesse ne peut être totalement « contributive », car « la sécurité sociale demeure une solidarité. Elle ne peut être ramenée à un simple mécanisme d'assurance ».

Il s'agit donc de déterminer « la ligne de partage » entre ce qui relève de la solidarité interne au groupe et ce qui relève de l'assistance « prise en charge par la nation tout entière ». Enfin, la note exprime des préférences implicites à propos du recul de l'âge de la retraite en ne mentionnant pas l'obstacle du chômage, que les « sages » avaient souligné.

La même attitude vaut aussi pour l'assurance-maladie. Le gouvernement souhaite éviter le choix ultime, évoqué par les « sages » entre une « régulation administrative » des dépenses (type service national de santé à l'anglaise) ou une « régulation par la concurrence ». En demandant « comment dépasser une choix tranché » entre les deux options, et en recherchant « de façon plus pragmatique des instruments de régulation efficaces du côté des prescripteurs (notamment par une « auto-discipline ») et des assurés », il opte pour le maintien du système actuel, libéral (pour les médecins de ville), municipal (pour les hôpitaux).

En matière de financement, en outre, la référence au marché unique européen de 1992 impose en fait de ne pas accroître les charges pesant sur les entreprises. Le choix est donc limité, même si la contribution sur tous les revenus est évoquée avec précaution : pour la maladie, « une réforme du système de financement actuel ne paraît pas indispensable », en revanche, on peut s'interroger sur « un autre mode de financement pour les prestations familiales ».

G.H.

John Rapal

REPUBLICQUE OFFRE SPECIALE INTER-SEASON du 9 février au 5 Mars

COSTUMES SUR MESURES Pure laine ou laine mélangée à partir de 2.500 F 300 lissus au choix, livraison sous 8 jours.

OFFRE VALABLE UNIQUEMENT AU 40, av. de la République - 75011 PARIS - M° Parmentier - TEL : 43 55 66 09

Valeurs françaises	Cours	Premier	Dernier
Paris	clôt.	ouvert	clos
Accor	335 50	333	329 50
Agencia Hens	472	471	465
Ar Liquide L.J.	438	436	434
Banque (Cof)	1028	1028	1027
Banque	1028	1028	1027
Carrefour	.....	.....	.....
Club Méditerranée	.....	.....	.....
Esau (Gin)	.....	.....	.....
EL-Fajouline	.....	.....	.....
Enlaid	.....	.....	.....
Lafarge-Capelle	.....	.....	.....
Midi (Gd)	1030	1034	1046
Lyonn. des Eaux	.....	.....	.....
Midi (Gd)	768	768	765
Oréal L.J.	.....	.....	.....
Parmentier-Ricard	.....	.....	.....
Progrès S.A.	.....	.....	.....
Saint-Gobain	.....	.....	.....
Sandell	.....	.....	.....
Sources Parny	587	589	581
Thomson-C.S.F.	.....	.....	.....
Unic-CP	.....	.....	.....
Valis	395	390	381 50

Le numéro du « Monde » daté 9 février 1988 a été tiré à 522 633 exemplaires

A B C D E F G

Les négociations de

M. Kohl fait une

pour préserver les ch

La conférence internationale de la Commission européenne pour la préservation de l'environnement, qui se tient à Bonn, a été marquée par une déclaration de M. Kohl, chancelier fédéral allemand, qui a souligné l'importance de la coopération internationale pour préserver l'environnement. M. Kohl a déclaré que l'Allemagne était prête à travailler avec tous les pays pour protéger notre planète commune. Il a également souligné que la Commission européenne devait jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de ces politiques.

Un entretien avec M. F

L'Espagne n'aurait pas son économie sans

« L'Espagne n'aurait pas son économie sans l'industrie », a déclaré M. F. dans un entretien exclusif. Il a souligné que l'industrie était le pilier de l'économie espagnole et que toute réforme devait prendre en compte son rôle central. M. F. a également évoqué les défis auxquels l'Espagne est confrontée, notamment en matière de développement régional et de création d'emplois.

ENQUÊTE : la justice

Ces magistr

M. François Mitterrand a nommé M. Jean-Louis Médécin, maire de Monaco, président de la station de télévision de Monaco. Cette nomination a été accueillie avec satisfaction par les habitants de la principauté. M. Médécin a déclaré qu'il était honoré de cette mission et qu'il allait travailler pour améliorer la qualité de la programmation de la station.

A L'ÉTRANGER, page 22. MONDE 430